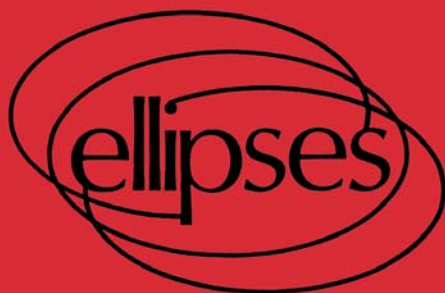


LES MAFIAS MILITAIRES DU KREMLIN

GÉORGUI VATCHNADZE



LES MAFIAS MILITAIRES DU KREMLIN

Géorgui VATCHNADZE

Docteur en histoire
Chercheur à l'Institut de sociologie de
l'Académie des sciences de l'URSS
Enseignant à l'école de journalisme de Moscou

Du même auteur aux éditions ellipses

Les points chauds de la Russie, 1993, 256 pages.

All rights reserved. No part of this book may be reproduced or transmitted in any form or by any means, electronic or mechanical, including photocopying, recording or by any information storage and retrieval System, without permission in writing from the Publisher.

La loi du 11 mars 1957 n'autorise que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective». Toute représentation ou reproduction, intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'éditeur, est illicite.

© COPYRIGHT 1994
EDITION MARKETING
EDITEUR DES PREPARATIONS
GRANDES ECOLES MEDECINE
32, rue Bargue 75015 PARIS
ISBN 2-7298-9458-6

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5
I. LA PRIVATISATION DU POUVOIR	6
1. La réputation de la Russie dans les milieux d'affaires est proche de zéro.....	6
2. Le prix de la victoire.....	8
3. Les fonctionnaires de la grande et invincible Russie.....	14
4. Qui forcera Ivan à travailler ?	16
5. Le budget militaire croît de nouveau.....	20
II. L'ARMÉE SANS LOGEMENTS	23
1. La réforme militaire piétine.....	23
2. La défense antimissiles est un bluff.....	32
3. Un bordel russe couleur kaki en Allemagne	37
4. Une recrue en Russie est comme un détenu.....	42
5. Les troupes deviennent des bandes de truands	44
III. DES USINES DE CHARS ET DE MISSILES DÉSARGENTÉES	49
1. Plus difficile de produire des tennis que des parachutes.....	49
2. Le COCOM fonctionne encore.....	59
3. Les militaires prétendent faire eux-mêmes le commerce des armes.....	64
IV. LA DÉFAITE DANS L'ESPACE	77
1. Au bord d'une troisième guerre mondiale	77
2. Il n'y a aucun mérite à se pavaner dans l'espace avec l'argent des autres.....	83
3. Personne ne veut même des Mig.....	87
V. QU'AVONS-NOUS A FAIRE DE TRENTE NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES ?	95
1. Sur le marché des technologies nucléaires	95
2. Les hooligans du nucléaire	98
3. Des ouvrages nucléaires sans surveillance	105
4. Les armes chimiques dans les « points chauds »	109

VI.	LA RECONVERSION DANS LES « SCIENCE-VILLES » DE LA RÉGION DE MOSCOU	117
1.	Des parcs technologiques derrière les barbelés	117
2.	Le monstre CMI ne renaîtra pas.....	129
3.	Écologie et médecine affligent même les Moscovites	133
4.	Les priorités économiques	136
VII.	LES SECTIONS SS DU SYSTÈME	145
1.	Le cinquième pouvoir.....	145
2.	Les hommes du KGB à la tête de centaines de joint-ventures	163
3.	Pourquoi Eltsine limogea le ministre Barannikov.....	177
	POSTFACE	199

INTRODUCTION

Le respect des autorités ou des lois est inconnu en Russie. Il y a peu de lois nécessaires à l'homme, et celles qui existent ne sont pas respectées.

Les électeurs qui ne sont pas membres de partis politiques n'ont pas la possibilité de contrôler l'action et le comportement de leurs députés.

La privatisation du domaine public n'avance qu'avec lenteur. Les sociétés par actions ou même les entreprises privées restent entièrement subordonnées aux structures de l'appareil d'État maîtrisé par les fonctionnaires. Après la brusque libération des prix en janvier 1992, la population a perdu de manière irréversible toutes ses économies. Et cela juste à la veille de la privatisation.

La partie la plus vivace de l'ancienne nomenklatura a conservé ses positions clés.

La démocratisation de la société n'a consisté qu'à élargir l'élite dirigeante grâce à des structures franchement criminelles. Les malversations et la concussion généralisées ont atteint une ampleur sans précédent. En fait, l'État a réduit de plusieurs fois les salaires et les retraites.

Le déchaînement des mafias politique, militaire et commerciale ne peut être tenu pour une transition vers l'économie de marché, vers la démocratie et la liberté. Les activistes du KGB, du GRU (Renseignements militaires), des ministères de la Défense et de l'Intérieur, du complexe militaro-industriel n'ont fait que préserver leurs intérêts de clan et ruiné à dessein l'économie dans les dernières années d'existence de l'URSS et du PCUS, en allumant des guerres en Transcaucasie, en Moldavie et au Tadjikistan. La nomenklatura est parfaitement remise de sa défaite d'août 1991 ; le complexe militaro-industriel et les autres structures militaires ont la main haute sur le pouvoir au Kremlin comme à la périphérie. La Russie doit s'attendre à subir le diktat des groupes criminels qui s'opposent, comme cela se produit déjà en Tchetchnie, en Géorgie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan et en Afghanistan.

Le présent ouvrage est une relation circonstanciée des agissements et de l'attitude des généraux de l'armée et des capitaines de l'industrie dans la Russie indépendante.

I. LA PRIVATISATION DU POUVOIR

1. LA RÉPUTATION DE LA RUSSIE DANS LES MILIEUX D'AFFAIRES EST PROCHE DE ZÉRO

149e place dans le monde selon le critère absolu de fiabilité. Deux tiers du potentiel économique national dans l'économie parallèle étroitement fondue aux structures officielles. En URSS, la part de l'économie parallèle ou souterraine n'était pas supérieure à 30%. Les statistiques russes ne valent rien, c'est à la CIA qu'il faut chercher des données plus crédibles sur l'économie de Russie. Ce qui est aussi tragique, c'est que nous ignorons tout des véritables promoteurs de la politique russe. Les décisions concernant le complexe mili-taro-industriel, l'échange d'argent, les relations avec le Tadjikistan en guerre, la Moldavie, la Géorgie, l'Arménie et l'Azerbaïdjan sont prises à Moscou par on ne sait qui, tout comme ce fut le cas de l'Afghanistan sous Brejnev. Celui-ci avait, semble-t-il, conduit à des limites extrêmes l'étendue du vol et de l'impérite dans l'économie soviétique. Mais rien qu'en une année de réforme, les pertes dues à ces fléaux ont augmenté considérablement.

Ce qu'on appelle en Russie l'« économie de l'ombre », qui fut le rempart du socialisme en Russie, continue de nous dicter un mauvais comportement et une morale sombre, d'inculquer à la population l'irrespect des lois. Les grandioses chantiers du communisme, comme d'ailleurs toute espèce de construction, n'étaient, pour la nomenklatura, qu'un moyen efficace d'enrichissement personnel. N'importe quel directeur s'employait à maquiller ses comptes rendus afin d'embellir le tableau réel. On ajoutait de l'eau au lait, des scories au thé et au coton, les automobiles et les téléviseurs étaient d'avance défectueux. Tous les maillons de l'administration avaient intérêt, à des fins politiques et arrivistes, à enjoliver les informations transmises aux supérieurs.

Toutes les statistiques étaient donc truquées. Sans compter que l'État gardait secrètes les données réelles du budget militaire et de l'industrie dite de défense, qui absorbait jusqu'à 70 % du potentiel économique.

Il était en fait interdit de publier des informations sur les dépenses et revenus de l'État ; aucune enquête ne portait sur l'opinion publique et les problèmes de l'environnement. La moindre critique à l'encontre des autorités était dangereuse. Le résultat était que l'État trompait les citoyens en même temps qu'il devenait incapable d'exercer un autocontrôle efficace.

Le régime soviétique a trépassé. Les statistiques ne sont plus « gonflées ». Aujourd'hui, les directeurs s'emploient au contraire avec zèle à réviser à la baisse les indices afin de payer le moins d'impôts possible. Bien que la Russie compte deux millions de statisticiens, il n'existe toujours pas d'information crédible. En outre, il conviendrait d'abord de mettre les statistiques russes en conformité avec les normes internationales dans ce domaine.

Il est permis d'affirmer que si l'URSS s'est effondrée en un clin d'œil, c'est aussi parce qu'aucun gouvernement des républiques fédérées ne dis-

posait d'une analyse véritable de la situation. Il a fallu une ou deux années d'indépendance pour que les nouveaux États comprennent, après avoir cessé de verser des impôts au Kremlin, qu'ils étaient tout bonnement incapables de payer aux prix mondiaux le pétrole et les autres ressources énergétiques importés de Sibérie.

L'entourage même de Boris Eltsine aurait considéré différemment la désintégration de l'URSS s'il avait prévu combien il serait difficile d'organiser une vie normale en Russie sans les républiques méridionales. Le drame du Kremlin réside dans l'ignorance générale des lois, de l'état réel des choses, dans le fait que personne ne fait confiance à la presse, aux hommes politiques, aux statistiques officielles, aux chercheurs.

Les analyses de l'économie russe faites par la CIA sont certes meilleures, mais elles n'en restent qu'au niveau des estimations de la récolte obtenues par satellite. On sait que, dans l'ensemble, la CIA surestimait la puissance de l'économie soviétique.

Les investisseurs étrangers se sont avérés être des gens plus sérieux. A la demande de la revue *Euromoney*, les spécialistes calculent deux fois par an l'indice de fiabilité des pays du globe aux yeux des investisseurs étrangers. En septembre 1992 et en mars 1993, la Russie s'y trouvait respectivement aux 129e et 149e rangs, la Chine aux 43e et 42e, Cuba aux 165e et 169e. Le risque pour les businessmen, dans les contacts avec les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI), y était estimé bien supérieur à celui des échanges avec la Chine, la Pologne ou la Hongrie. Il était plus sûr d'investir dans la Yougoslavie en guerre (125e et 132e places aux mêmes périodes) que dans les pacifiques Lettonie et Lituanie, sans parler de la Russie, de l'Albanie ou du Tadjikistan.

Le grand chaos juridique et politique qui s'est emparé de la Russie postcommuniste et de tous les pays de la CEI va de pair avec de dangereuses initiatives en coulisse, dont personne ne veut endosser la responsabilité. Gorbatchev « ne savait pas » qui avait envoyé les unités spéciales contre les manifestants de Tbilissi et Vilnius, qui avait organisé le massacre des Arméniens à Soumgaït. Eltsine ignore également tout de l'échange d'argent décidé cet été par la Banque Centrale de Russie, du Nord-Caucase, des conséquences des réformes entreprises par son gouvernement. Le quotidien *Nézávissimaïa gazéta* (26 juin 1993) révélait un secret de Polichinelle : « Les décisions politiques les plus importantes, qu'elles soient justes ou non, sont de plus en plus souvent adoptées en secret, par on ne sait qui. Il est du moins clair qu'elles ne sont prises ni par le parlement, ni par tout le gouvernement, ni par le Conseil de sécurité. Le plus probable, c'est qu'elles procèdent de quelques personnes au sein de l'armée, du ministère de la Sécurité (KGB) et de celui des Affaires étrangères. On peut même se demander si le dernier mot revient au président. Celui-ci est-il au courant de tous les détails ? Est-il par exemple capable de contrôler la politique de l'État russe vis-à-vis de l'Azerbaïdjan ? Il serait naïf de croire que tout ce qui se passe à présent dans ce pays n'est pas orchestré depuis Moscou. Mais par qui ? Cela vaut également pour le

conflit entre l'Abkhazie et la Géorgie. Nul doute que nous voici ramenés au niveau où se prenaient les décisions relatives à l'Afghanistan. »

La sottise et l'irresponsabilité de la « cuisine du Kremlin » au XXe siècle ont marqué aussi bien les monarchistes que les communistes. Pourtant, même aujourd'hui, le Kremlin ne cesse de considérer ses sujets comme une masse informe qui ne mérite pas d'être informée, conseillée, éclairée. Toutes les analyses de la réalité soviétique courante, destinées aux dirigeants du parti communiste, portaient la mention « secret » ou « confidentiel ». Aujourd'hui, les économistes, sociologues, politologues et journalistes confectionnent des documents analogues pour le gouvernement (en échange de crédits) et pour les sociétés étrangères (en échange de dollars). Sous l'ancien régime, au moins, les lectures de ce genre étaient remises gratuitement aux rédactions de la presse moscovite. Le culte de l'ignorance continue en fait de régner en Russie.

2. LE PRIX DE LA VICTOIRE

Depuis Pierre le Grand, toute la Russie a trimé pour la gigantesque machine de guerre qui intervint dans la plupart des grands conflits en Europe. Léon Tolstoï avait abouti à une conclusion choquante aux yeux de beaucoup, à savoir que le sang russe fut versé en vain non seulement dans la guerre de Crimée mais aussi dans la guerre de 1812. Soljénitsyne parle quant à lui de l'absurde politique impériale de la Russie depuis le XVIIIe siècle. Dostoïevski prévenait déjà que les idées communistes coûteraient cent millions de vies. L'esprit impérial des tsars et des secrétaires généraux, des démocrates et des militaires, cause un énorme préjudice à la Russie. Nous allons donner un bref aperçu des idées relatives à l'avenir de la Russie énoncées par des gens qui n'ont jamais émis une seule note fausse : Sakharov et Bonnair, Boukovski et Novodvorskaïa, ainsi que par des experts de haute volée tels G. Arbatov et V. Séliounine. L. Timofeïev, de son côté, expose brillamment le rapport des forces dans la campagne russe et dans toute l'économie parallèle. Il convient en outre de lire attentivement les textes de G. Popov et de A. Yakovlev, l'exidéologue principal du PCUS. Rendons de même hommage aux pronostics de Likhatchev et de Yassine. N. Chmélev est moins crédible. Des sommités comme A. Zinoviev et Y. Vlassov sont hantés par la sauvegarde de l'esprit et de la puissance de l'empire russe ; ils traduisent le « délire de grandeur » de ceux pour qui l'« idée russe » compte plus que l'homme russe. L'écrivain V. Axionov exhorte la Russie à mettre fin à ses guerres de Cent ans avec l'Occident. Seront aussi évoqués les Américains Jeffrey Sax, Alexandre Yanov, Walter Laker, que les nouvelles autorités démocratiques de la Russie ont la coutume d'écouter. Les Russes doivent comprendre que l'Occident est sincère dans son soutien de la Russie, à condition toutefois que cette dernière soit totalement désarmée. James Backer a appelé à admettre au sein de l'OTAN les pays de la CEI.

Au cours des trois derniers siècles, le Kremlin a pris part à de nombreuses guerres, de Varsovie à Sarajevo, en étendant par des combats acharnés l'empire jusqu'au Caucase, à l'Asie centrale et à l'Extrême-Orient. Les Cosaques russes avaient foulé le pavé des Champs-Élysées,

franchi les Alpes avec Souvorov, maintenu dans un gant de fer Finlandais et Polonais, combattu Turcs et Japonais. Mais qu'est-ce que le peuple russe y a gagné ? Depuis l'époque de Pierre Ier, la Russie tout entière n'a fait que travailler pour la guerre, en s'embourbant dans tous les conflits et en laissant jusqu'aux deux tiers de son armée sur les terrains de bataille.

Léon Tolstoï conclut, au lendemain de la campagne de Sébastopol, que les Russes avaient même versé en vain leur sang dans la guerre de 1812. En effet, alors qu'ils végétaient depuis des siècles dans la fange et la misère, la population des pays occidentaux n'avait cessé d'améliorer son niveau de vie. Herzen parlait aussi du gouffre entre le mode de vie des gens de Russie et celui des Européens. Dostoïevski avait prévenu bien avant 1917 que les idées communistes des révolutionnaires russes coûteraient au peuple cent millions de vies. Il ne s'est malheureusement pas trompé.

Soljénitsyne parle de l'absurde politique impériale menée par la Russie depuis le XVIIIe siècle. La puissance pour la puissance, l'armée pour l'armée, la victoire coûte que coûte pour glorifier les armes russes, tout pour l'État, tout pour l'empire et rien pour l'homme. Ce n'est pas un hasard si le tsar russe ne laissait pas Pouchkine voyager à l'étranger, cependant que Staline maintenait un « rideau de fer » aux frontières avec l'Ouest. Les paysans occidentaux vivent dans la propreté et l'aisance depuis trois siècles, alors que le peuple russe n'a cessé lentement mais sûrement de dégénérer, à cause de l'ivrognerie, des maladies et d'une vie misérable, sans issue. Quel besoin avait-on, au temps de Khrouchtchev, d'aller défricher les terres vierges lorsque les campagnes de toute la partie européenne de la Russie tombaient en déshérence ? Pourquoi fallait-il, sous Staline-Brejnev, conquérir les « pays socialistes frères » alors que la province russe étouffait dans la crise et le manque d'argent ?

Est-ce que l'Union soviétique aurait perdu davantage en perdant la guerre contre Hitler ? Ou bien en cédant aux Allemands en 1953, aux Hongrois en 1956 ou aux Tchèques en 1968, en n'entrant pas en Afghanistan en 1979 ou en n'instaurant pas l'état de siège en Pologne en 1981 ? Est-ce que nous vivrions plus mal sans avoir forgé l'arme atomique, sans envoyer qui que ce soit dans l'espace, sans construire des centaines de milliers de chars, avions de chasse et missiles à ogives nucléaires ? Vivrions-nous aujourd'hui plus mal si nous avons laissé partir plus tôt les anciennes républiques fédérées, sans organiser des nuits de la Barthélémy par le biais du GRU (Renseignements militaires) et du KGB ? Être russe est un destin qui consiste à empêcher les autres de vivre en paix tout en sombrant soi-même dans l'ivrognerie, la paresse et l'envie du prochain ?

Le socialisme n'a même pas pu abîmer la Suède, alors que le capitalisme n'a pas arraché le Brésil à la misère. Les Russes, eux, n'ont guère changé sous les tsars et les communistes. Pourquoi Eltsine (ou son équipe) avait-il besoin de troubler l'eau au Tadjikistan, où les garde-frontières russes ne sont plus en mesure de veiller sur les frontières sud de l'ex-URSS?

E. Bonnair avait déjà mis en garde, en détail, contre tout ce qui pouvait survenir. Des fleuves de sang russe ont coulé et vont couler encore du fait que nos troupes sont incapables de rester neutres et cherchent à intervenir dans toutes les échauffourées de l'URSS-CEI, au lieu de céder la place aux forces de pays tiers. Les soldats russes, en échange, pourraient servir de façon plus accrue dans les forces de l'ONU, comme en ex-Yougoslavie.

Les gens font confiance à Eléna Bonnair comme ils croyaient Sakharov. Ils ont confiance en Soljénitsyne et Boukovski. Mais ce sont justement ces quatre-là qui ont le moins d'occasions d'exprimer leur avis en public. Boukovski constate avec amertume que la Russie n'aura jamais le courage de se libérer. Polonais, Hongrois, Tchèques, Allemands et Baltes en ont été capables. Mais non pas les peuples de la CEI. Sakharov nous a quitté, Bonnair est âgée, Soljénitsyne ne rêve encore que de rentrer au pays, Boukovski ne veut déjà plus le faire. Mais à lire les rares interviews de ces gens, on conçoit ce qu'est une réflexion politique honnête, compétente et irréprochable. Boukovski, quand on l'interroge, donne toujours un avis raisonnable et sensé : « Le programme de Yavlinski, cela revient à sauver le socialisme », « Gaïdar a le même rapport à l'économie que moi-même au schah d'Iran », « Malheureux pays où la simple honnêteté est perçue, au mieux, comme de l'héroïsme et, au pire, comme un trouble psychique ». Boukovski a consacré sa vie à ce que plus personne n'ose dire : moi je ne savais rien de ce qui se passait dans mon pays. Voici son pronostic : « La désintégration de la Russie suivra les frontières des circonscriptions militaires. Moscou, en effet, n'approvisionne même plus son armée. »

Quiconque a des doutes quant au futur de la Russie doit lire V. Novodvorskaïa. Elle prédit pour notre pays une « troisième voie » à la cambodgienne. Sous Pol Pot, un habitant sur trois avait péri. Il est possible que se reproduise en Russie ce que le GRU-KGB-PCUS a répété avec brio en Géorgie, en Arménie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan. Les communistes n'ont d'ailleurs pas besoin d'une grosse population. Selon Novodvorskaïa, leurs chefs actuels, pourtant plus humains, préconisent la journée de dix heures, sans jours fériés ni congés, ainsi que des camps de concentration pour les démocrates. Elle est de l'avis de ceux qui estiment que la Russie ne pourra être guérie du socialisme qu'à condition de rejeter les théories, les idéaux, les rêves et les illusions tant des communistes actuels que des *narodnikis* du XIXe siècle, des révolutionnaires tels que Tchernychevski et Dobrolioubov, Jéliabov et Véra Zassoulitch. En attendant, juge Novodvorskaïa, la Russie doit subir le bal des voleurs. La question est de savoir quelle loi nous convient le mieux : « Les voleurs du milieu capitaliste vont vivre en donnant quelque chose aux autres, alors que les voleurs à la mode socialiste ne vivent pas eux-mêmes et martyrisent les autres. »

La lecture des propos sensés ne manque pas d'intérêt, mais aucun homme intelligent ne mérite une pleine confiance, car les publicistes, chercheurs et fonctionnaires russes subissent le poids de la conjoncture

et de leurs préférences passées. Comment toutefois ne pas acquiescer lorsque Guéorgui Arbatov dit : « Pourquoi, à la veille de la grande vague de privatisations, avons-nous choisi de libérer les prix en réduisant à néant 600 milliards d'honnête épargne ? Il s'agissait à l'époque d'un capital qui aurait pu servir à quelque chose. » L'expérience d'Arbatov efface d'une seule phrase l'euphorie des gratte-papier qui continuent de discuter des péripéties du crédit de 24 milliards de dollars octroyé à la Russie par le Fonds Monétaire International. L'Allemagne investit près de cent milliards de dollars par an dans l'ex-RDA et continuera encore longtemps de le faire. Or la RDA comptait environ dix fois moins d'habitants que la Russie et était économiquement plus développée qu'elle.

V. Séliouline et N. Chmélev ont, chacun à sa façon, ouvert les yeux du lecteur de *Novy mir* sur les problèmes de la réforme économique. Et cela avait suffi à les rendre célèbres dès l'époque de Gorbatchev.

Aujourd'hui, on lit surtout L. Timofeïev qui n'est pas un homme de cabinet et qui s'attache à l'essentiel, aux mécanismes de l'économie parallèle en Russie.

Les articles de G. Popov, alors maire de Moscou, dans trois numéros des *Izvestia*, en août 1992, furent perçus comme un événement car ils expliquaient au Russe moyen les nouvelles règles du jeu dans la société postcommunisme. Ayant démissionné de son poste de maire, Popov s'est rapproché de Boris Eltsine pour devenir une sorte d'éminence grise. Il n'y a jamais eu, dans l'entourage du président russe, d'économiste plus compétent et de politicien plus rusé que G. Popov, riche d'une grande expérience professionnelle et vécue.

Dans les différents Bureaux politiques du Comité central du PCUS formés au cours des dernières décennies, A. Yakovlev était peut-être le plus intelligent, l'égal de A. Kossyguine, semble-t-il. Et manifestement aussi le plus décent, au point que ses interventions dans la presse continuent de susciter de l'intérêt.

Le lecteur russe croit l'académicien D. Likhatchev quand il affirme : « Il y a dans notre peuple une sorte d'esprit démoniaque. Sans cela, aucun Lénine n'aurait rien pu faire. Nos démons ne se noient pas. » Likhatchev appelle les Russes à comprendre que le culte de l'armée est révolu depuis belle lurette, que presque tout le XXe siècle s'est déroulé sous le signe de la puissance économique, technologique, culturelle et morale de certains peuples et pays. Être l'agresseur, être un militariste est aujourd'hui un motif de honte. Notre pays, estime Likhatchev, risque de s'ensauvager dans un proche avenir...

On ne peut trouver, dans les librairies de Russie, aucun ouvrage analysant la réforme économique en cours. Ce n'est pas avantageux d'écrire sur ce thème, et nul ne voudra le faire à compte d'auteur. Ceux des chercheurs qui n'ont pas fui à l'étranger ou qui ne se sont pas réfugiés dans les structures commerciales du pays préfèrent s'occuper de leur propre publicité et rédiger des analyses grassement payées pour un

cercle restreint. Les prévisions économiques les plus sérieuses ont été faites par un petit groupe d'économistes que dirige E. Yassine auprès de l'Union des industriels et entrepreneurs de Russie. Cette Union ne vaut pas grand-chose, mais le centre de Yassine a une production plus remarquable que tous les instituts économiques de l'Académie des Sciences de Russie.

L'écrivain A. Zinoviev se livre de son côté à une critique féroce et sarcastique des réformateurs Gorbatchev et Eltsine, après avoir eu pour cible le « socialisme développé » (*Les Hauteurs béantes, Katastroïka*, etc.). Certaines appréciations proprement fantastiques de la réalité présente sont certes à écarter, mais il est utile de lire cet auteur aujourd'hui en vogue auprès des communistes revanchards et des ultra-nationalistes de Russie. Nos fascistes ont également pour étendard Youri Vlassov, qui a publié une série d'articles dans les journaux *Pravda*, *Dien*, *Sovietskaïa Rossia* et *Litératournaïa gazéta*. Tant Zinoviev que Vlassov considèrent qu'une « démilitarisation totale » entraînera la « destruction de la Russie », puis le morcellement du pays en régions autonomes contrôlées par l'Occident. Même s'il doit en être ainsi, nous ne vivons pas plus mal que jusqu'ici. L'Occident ne va quand même pas permettre une autre paire de Tchernobyl ou une pollution de l'environnement aussi vaste qu'aujourd'hui. C'est un véritable délire de grandeur qui imprègne les programmes de nos « patriotes » soucieux de ressusciter le « grand empire russe ». A leurs yeux, l'homme russe ne saurait être plus précieux que l'« idée russe ».

La lecture de nos vedettes du journalisme, A. Kabakov et A. Kiva, ne manque pas d'intérêt. Le dernier souligne qu'il n'existe plus sous Eltsine l'inquisition des comités du parti jadis omniprésents et que les commandes militaires se sont réduites de 70 %. Un vrai prodige, n'est-ce pas ?

Le remarquable écrivain soviétique V. Axionov (*L'Île de Crimée* et d'autres romans), qui vit aux États-Unis, voudrait convaincre ses compatriotes que « seule une intégration dans la civilisation occidentale, européenne, chrétienne, sauvera la Russie. Il faut comprendre et se dire : nous devons mettre fin à notre guerre de Cent ans avec l'Occident, nous sommes une partie de ce monde, nous ne nous opposerons plus jamais à ce monde-ci, nous sommes avec eux. Tous les propos au sujet d'un Occident désireux de vivre à nos dépens ne sont qu'une altération voulue de la vérité, dans un but précis, ou bien une sottise. La nature de l'homme d'affaires occidental moderne est telle que les deux parties ne peuvent qu'y gagner. »

L'Américain A. Yanov, un homme très intelligent et cultivé, avertit l'Occident que, sans une contribution aux réformes économiques russes (comme les États-Unis le firent pour l'Allemagne et le Japon dévastés par la guerre), la Russie risque de refaire, à l'issue du XXe siècle, le chemin parcouru par la Russie tsariste au début de ce même siècle et par l'Allemagne de Weimar. En 1905, la Russie avait entrepris de se démocratiser pour récolter, en l'espace de douze ans, trois révolutions et une guerre civile dévastatrice. En 1911, la Chine renversa la monarchie, se

proclama république démocratique, puis... ce furent une guerre civile de plusieurs décennies et une dictature qui dure encore. En 1912, l'épopée de la démocratisation commença au Japon, puis vinrent le coup d'État national-démocratique, la dictature et la catastrophe nationale ayant débouché sur une défaite militaire totale en 1945. En 1918, l'Allemagne se proclama république démocratique pour aboutir à Hitler et à la guerre mondiale.

R. Nixon essaie de persuader l'establishment américain que la perte de la Russie se chiffrera à un prix inouï pour le monde entier. Or, le désarmement de la Russie permettrait d'ores et déjà de diviser par vingt les dépenses militaires des États-Unis qui atteignent 500 milliards de dollars par an. Pourquoi le Congrès américain fait-il donc traîner en longueur l'octroi d'un crédit de deux ou trois dizaines de milliards de dollars à la Russie ? Pourquoi l'Occident ne subventionne-t-il pas la construction en Russie de plusieurs villes pour les réfugiés et les militaires démobilisés, que ceux-ci bâtiront de leurs propres mains ? Peut-être sont-ce les autorités russes qui ne savent pas demander ; en effet, le Japon avait déjà proposé de l'argent destiné aux logements des réfugiés, indépendamment de la solution du litige territorial entre les deux pays.

Jeffrey Sax et David Lipton, deux professeurs américains qui sont conseillers du gouvernement russe, estiment que l'indifférence de l'Occident et la contre-offensive communiste en Russie menacent de catastrophe le monde entier. Ils jugent erronée la politique de la Banque centrale de Russie qui, en dépit de l'avis des réformateurs du gouvernement, continuait en 1992 et 1993 de concéder des crédits bon marché au complexe militaro-industriel au lieu d'arrêter carrément les usines de guerre ou de les reconverter.

Walter Laker fait également partie de ceux auxquels les hommes politiques prêtent une oreille attentive. Il tente de nous persuader que l'Occident aspire à un nouvel ordre mondial dominé par la paix et la tranquillité. Selon lui, une Russie unie mais pas trop forte répond le mieux aux intérêts occidentaux, et non pas une situation chaotique, des flots de réfugiés et une immense zone d'insécurité entre Saint-Pétersbourg et Vladivostok. Laker pense que le renouvellement de la Russie a surtout pour obstacle la foi de plusieurs générations de Russes en l'invincibilité du pays : il leur faut désormais accepter leur défaite et apprendre à vivre comme tous les hommes.

Des générations de Soviétiques ont écouté la nuit sous leur couverture, à l'abri de l'oreille indiscreète des voisins, les émissions en russe de Radio Liberty, une station américaine qui dispose aujourd'hui d'analystes tels V. Bélotserkovski et M. Deutsch. Le premier atteste qu'aujourd'hui, en Russie, le pouvoir entre en collusion avec le capital d'État et celui des mafias, un alliage solide et dangereux qui « porte la dictature comme ce fut le cas dans l'Allemagne nazie et le Japon d'avant-guerre ».

3. LES FONCTIONNAIRES DE LA GRANDE ET INVINCIBLE RUSSIE

Sont examinées ici les opinions de E. Ambartsoumov et A. Kozyrev. Une brève analyse porte sur la « Conception de la Fédération de Russie en matière de politique extérieure » entérinée par Eltsine et qui continue d'affirmer les ambitions mondiales d'un pays au peuple affamé et miséreux. Les prétendues révélations de Bourboulis ne sont pas mauvaises non plus. Les idées des économistes Yavlinski, Gaïdar, Boris Fiodorov, Tchoubaï's et Borovoï ne sont pas incohérentes. Ces hommes ne sont pas des anges ; ils comprennent tout, mais acceptent un compromis avec la nomenklatura des militaires. Ils ont participé à un pillage sans précédent de la population en refusant d'indexer l'épargne individuelle, mais ce sont aussi eux qui ont engagé la privatisation et réduit les commandes militaires.

Le philosophe M. Mamardachvili disait ne pas admettre la division des hommes politiques en hommes de droite et de gauche, préférant les partager en gens intelligents et sots, honnêtes ou pas trop. Aux politiciens sensés de la Russie se rattache indéniablement E. Ambartsoumov, conseiller de Boris Eltsine et président de l'un des principaux comités du parlement de Russie, ce qui lui confère un statut supérieur à celui du ministre des Affaires étrangères, bien qu'il ait moins de « poids » que les toutes-puissantes administrations à même d'intervenir de façon autonome, en dehors dudit ministère, dans le domaine de la politique extérieure. Ambartsoumov est indigné par le manque de concertation et les ratages flagrants dans cette sphère. Chacune de ses interventions publiques est raisonnable et réfléchie. Il estime que la Russie doit en finir avec sa mégalomanie de grande puissance.

A. Kozyrev fait également preuve de réalisme, ce qui ne lui vaut guère d'affection de la part des ultra-nationalistes. Contrairement à ses prédécesseurs à la tête des affaires étrangères, il répond des relations avec les pays étrangers, mais aussi avec les républiques issues de l'URSS. Au printemps 1993, le président Eltsine a entériné la Conception de politique extérieure de la Russie élaborée par des experts des ministères des Affaires étrangères et des Relations économiques extérieures, du ministère de la Défense et du Département des renseignements extérieurs, du Conseil de sécurité et de deux comités du Soviet Suprême de Russie. On retrouve dans ce texte la vieille antienne sur la priorité d'un règlement du conflit arabo-israélien au Proche-Orient et de la situation autour de l'Irak, avec un renforcement (!) de la présence russe sur le marché régional des armements et des matières premières. Comme si nous avions oublié que, sans notre activité de subversion anti-occidentale, il n'y aurait pas eu de guerres au Proche-Orient, ni avec l'Irak. C'est en effet notre pays qui armait les terroristes et les aventuriers locaux.

G. Bourboulis, qui a été proche de Boris Eltsine durant des années, se produit rarement en public, mais ses propos n'en sont que plus intéressants. Quand on lui parle de faillite et de crise des réformes, il répond que l'effondrement du régime le plus cruel et le plus injuste de l'histoire revêt nécessairement un caractère de crise et que le nouvel État russe, avec ses

frontières, sa monnaie, son administration, ne fait que sortir des limbes, tandis que le déchaînement de la criminalité témoigne moins de la faiblesse du pouvoir que du prix à payer pour le passé, pour l'agonie du système communiste criminel. Il est difficile de le réfuter quand il affirme que toutes les formes de la criminalité actuelle, qui se manifestent si nettement au quotidien, pâlisent face à la politique intérieure et extérieure de l'URSS. En outre, la Russie n'a pas procédé à une épuration des cadres comme ce fut le cas de la dénazification en Allemagne ou en France.

Ce qui est néfaste à la Russie, c'est moins la mafia que l'incompétence des responsables, hier comme aujourd'hui. Seulement un parlementaire sur dix est capable d'analyser lui-même le budget national présenté par le président, de comprendre l'exposé professionnel de Gaïdar et d'autres économistes, d'avoir affaire aux normes financières et juridiques. Il nous paraît d'autant plus intéressant de découvrir la mentalité d'assistants de Boris Eltsine tels que Y. Baturine, A. Korjakov, A. Krassikov, L. Soukhanov, V. Kostikov, S. Filatov, A. Iline, V. Iliouchine, D. Riourikov, L. Pikhhoïa et E. Païne.

Boris Eltsine a dans son entourage, comme proches assistants ou même comme rivaux politiques, des professionnels aussi bien préparés que B. Fiodorov. Il convient également de lire E. Gaïdar, A. Tchoubaïs et G. Yavlinski. Ce dernier a déclaré sans détour qu'il ne sera plus jamais un *apparatchik* transportant les papiers d'un cabinet à l'autre et qu'il n'est prêt à accepter que le poste de président. Mais accepterons-nous un tel choix ? Lénine avait aussi des aptitudes exceptionnelles. Et le grand-père de Gaïdar commanda à l'âge de 16 ans un détachement punitif qui fusillait des adultes, ce qui lui valut des troubles psychiques.

Il n'existe évidemment pas en Russie de système de contrôle public, dont la fonction est assumée en Occident par la presse. Il semble parfois que les analyses du journal *Dien* sont plus compétentes que celles des publications les plus démocratiques, uniquement soucieuses de trouver des annonceurs et des sponsors. C'est pourquoi un grand nombre d'hommes politiques restent peu compréhensibles pour l'électeur moyen, voire pour l'intelligentsia. Il n'est guère coutume chez nous de donner une appréciation publique des aptitudes professionnelles et des qualités morales d'un homme politique tel que K. Borovoï. Il s'agit au mieux d'un entretien avec lui, mais non, pour autant que je sache, de jugements à propos de la personnalité de quelqu'un qui jouit d'une confiance indéniable auprès du public. Ce n'est pas un hasard si, en dehors des ouvrages politiques, il n'existe pas chez nous d'hebdomadaires politiques qui, à l'Occident, ont une valeur informative et axiologique fondamentale.

L'opinion russe est impuissante face à la mafia de la nomenklatura et des truands, notamment à cause de l'absence d'une presse indépendante, non vénale. Dans les conditions présentes, il suffit d'une dizaine de grandes banques nationales ou étrangères pour anéantir n'importe quelle candidature à n'importe quel poste. Les journalistes et les sociologues sont prêts, en échange de dollars, à peindre tout ce qu'on leur demande, et il

en va de même des fonctionnaires. « L'État peut devenir incontrôlable. Il est contaminé de bout en bout par la corruption qui se déploie avec une ampleur bien plus grande que dans le système totalitaire. Selon les estimations les plus modestes, les employés d'État ont accepté des centaines de millions de dollars en pots-de-vin », estime S. Filatov, chef de l'administration du président Eltsine (*Nézávissimaïa gazéta*, 24 mars 1993). Et comment juger cet extrait d'une interview du même dans la *Litératournaïa gazéta* (28 juillet 1993) : « Il me semble que l'élection d'Eltchibeï fut une erreur. D'ailleurs, il avait activement commencé à s'écarter de la Russie. J'avais conversé par téléphone avec Aliev, et il me dit qu'il ferait tout pour ramener l'Azerbaïdjan vers nous. » S'agit-il d'un aveuglement politique ou d'un atavisme impérial qui permettent de ne pas apercevoir la « main de Moscou » dans les opérations ayant chassé de Tbilissi et Bakou les présidents légalement élus ?

4. QUI FORCERA IVAN A TRAVAILLER ?

Les généraux et les directeurs des usines militaires sont satisfaits de pouvoir encore voler en toute impunité. Mais le plus terrible, c'est qu'ils sont trop nombreux et souhaitent continuer de le faire indéfiniment. Les arguments des généraux sont vieux comme le monde et pénibles pour le contribuable. Ces hommes ont promu une légion de fonctionnaires installés dans les ministères moscovites afin de mettre en œuvre la reconversion... Khija, Skokov, Gloukhikh, Lobov, Volski, ainsi que Khasboulatov et Routskoï ralliés à eux, ont en fait restitué, dès la fin de 1993, les positions du complexe militaro-industriel (CMI) qui semblaient perdues, non sans accuser de corruption leurs rivaux au sein du gouvernement et de l'administration du président. Des dizaines de hauts responsables ont été limogés. Gorbatchev s'est joint au chœur indigné de ceux qui réclamaient la destitution de tous les députés et de l'administration. Les anciens théoriciens de la nomenklatura ont redonné de la voix. On voit défiler parmi les revanchards des hommes politiques tels que Anpilov, Babourine, Filatov, Sterligov, Atchalov et Prokhanov qui sont étroitement liés aux milieux militaires profascistes.

Le titre de ce sous-chapitre est emprunté à un article de V. Bolchakov, correspondant de la *Pravda* à Paris. Et voici sa réponse : il fallait que l'appareil du PCUS, totalement corrompu, ait quand même un peu d'intelligence, d'honneur et de conscience pour contraindre Ivan à travailler pour l'État.

Comment s'apprêtent à le faire les actuels dirigeants, c'est-à-dire peu ou prou les mêmes directeurs et administrateurs que sous Brejnev et Gorbatchev ? Les choses sont devenues plus difficiles en raison de l'inaction de l'appareil répressif, des tentations du secteur privé, du vide idéologique, du peu de compétence de l'appareil de gestion, des barrières douanières, de l'effondrement du système bancaire et de la discipline des livraisons.

Voici ce que proposent les plus sérieux des responsables du CMI, ceux qui assument en fait la direction de l'économie russe. P. Korotkévitich,

chef adjoint du Conseil d'experts auprès du président de Russie, expliquait à un journaliste de *Moscow magazine* (n° 11-12, 1992) qu'il avait proposé à Gorbatchev « un projet de création d'une nouvelle génération d'armements stratégiques nucléaires, la mise en place d'un système global de sécurité sans équivalent. Cela aurait permis de diviser par trois les effectifs de l'armée, de la rendre plus professionnelle et de libérer jusqu'à 60 % des ressources de l'industrie militaire ». Il ressort de cette interview longue et franche qu'il exista un moment auprès du président, dans la Russie post-communiste, un Conseil d'experts dont faisaient partie d'éminents spécialistes de la Défense — O. Lobov, N. Bassov, O. Gazenko — et l'économiste N. Petrakov qui leur est tout dévoué. P. Korotkévitich lui-même ne saurait guère passer pour un administrateur médiocre. N'ayant rien obtenu de Gorbatchev et Ryjkov, il est devenu l'ombre de Boris Eltsine. Même si son nom ne dit presque rien en Russie.

Voici d'autres piliers du CMI : le président du Comité de la Fédération de Russie pour les secteurs industriels de la Défense V. Gloukhikh, le président de la Banque centrale V. Guérachtchenko, les vice-premiers ministres G. Khija, O. Lobov et O. Soskovets. Gloukhikh jurait dans la *Komsomolskaïa pravda* (3 décembre 1992) d'accroître les exportations d'armes et d'empêcher la fermeture des usines militaires ; Khija s'enthousiasmait dans une interview à *Dien* (7 mars 1993) que lors de la foire d'Abou Dabi « le monde ait pu se convaincre que, pour maints types d'armements, notre pays continue de devancer d'une tête les autres ». Mais, poursuivait Khija, aucun marché important n'avait pu être conclu à cause des manigances des Américains.

Tant sous Gorbatchev et ses prédécesseurs que sous Eltsine, les postes-clés de l'appareil d'État sont tenus par des hommes du CMI, lesquels ont l'habitude de jouer à la guerre, bien sûr avec l'argent d'autrui. Y. Skokov a figuré un court moment dans la constellation politique de Boris Eltsine, ayant voulu faire du modeste poste de secrétaire du Conseil de sécurité une superstructure contrôlant les ministères de la Défense, de l'Intérieur, de la Sécurité, des Affaires étrangères, des Relations économiques extérieures, de la Justice, le Parquet, etc. Mais qui aurait pu supporter cela de la part de l'ancien directeur du mouvement Kvant incorporé au CMI ? Bref, on l'a chassé, de même que les vice-premiers ministres cités. Dans une interview à la *Komsomolskaïa pravda* (18 août 1993), Skokov se plaignait de la chute de production, sans l'expliquer par la réduction des commandes militaires. Skokov était devenu un héros de *Sovietskaïa Rossia* (à la fois journal et clan politique) au printemps 1993, lorsqu'il s'était déclaré solidaire de Routskoï, Khasboulatov, Zorkine et Stépankov. Skokov, issu du CMI, ami du président et du parlement, faillit même devenir premier ministre, mais Eltsine lui préféra alors Tchernomyrdine.

Le lecteur se souvient-il du paisible Korotkévitich et de son Conseil d'experts auprès du président ? Skokov était près d'atteindre son but et de montrer au gouvernement de Russie sa vraie place : une simple « direction exécutive » auprès du Conseil de sécurité conçu comme un analogue du

Politburo (Bureau politique) du CC du PCUS. Cette comparaison est, au demeurant, de Skokov lui-même, dont la loquacité avec les journalistes aide à comprendre bien des choses.

O. Lobov, premier vice-premier ministre et ministre de l'Économie, voulait quant à lui créer son propre Gosplan (Comité d'État au Plan) et réclamait 15 adjoints, ainsi qu'un « collègue » de 35 personnes. L'industrie militaire ne se contente effectivement jamais de peu. Ce Lobov fut chassé en septembre 1993, en emportant avec lui l'idée d'un gouvernement semi-parallèle. Lobov, compagnon d'armes de Boris Eltsine à Sverdlovsk, aurait alors pu supplanter le gouvernement et jusqu'au président. C'était en effet lui le président du Conseil d'experts susmentionné.

L'idéologie de tous les hommes du complexe militaro-industriel, quelque soit leur échelon dans la hiérarchie, a été et reste le culte de la misère du peuple appelé à servir l'énorme machine de guerre terrifiant la planète. Lisez les dizaines, les centaines de textes procédant des principaux responsables du CMI entourant Eltsine et ses prédécesseurs, et vous n'y trouverez pas le moindre regret à propos des milliers de dollars confisqués au peuple pour être jetés en dépit du bon sens dans le four de la guerre froide. Ce manque de conscience, de morale, se retrouve dans les discours de V. Tchernomyrdine, actuel chef du gouvernement, comme dans les propos de A. Volski, aujourd'hui dans l'opposition, ou de l'ex-vice-président A. Routskoï. Ce dernier ne vient pas du CMI, ni de quoi que ce soit ; c'était juste un pilote téméraire de la guerre d'Afghanistan. Tous ses raisonnements respiraient l'incompétence : une marionnette dans d'autres mains.

Khasboulatov, speaker du parlement russe version 1993, était un professeur d'économie politique, un intellectuel de la première génération, dont les nombreux livres et les longs articles portant sa signature évoquent l'esprit et le style de l'époque communiste. Le chef du parlement ressemblait d'ailleurs à un secrétaire général du PCUS, se mêlant de tout, commandant tout le monde et ne répondant de rien.

Dans ce parlement-là, le Comité pour les questions de la défense et de la sécurité avait à sa tête S. Stépachine, commandant des unités spéciales (spetsnaz) qui avait connu presque tous les points chauds de l'URSS-CEI. Son credo exposé dans *Krasnaïa zvezda* (11 août 1993) consistait à dompter les indociles, de la Tchetchnie à la Géorgie et au Tadjikistan. Peut-être avait-il raison et les Américains, à notre place, auraient sans doute balayé en quelques heures la Garde de Doudaïev et les modjaheds tadjiks. Mais nous ne sommes pas une grande puissance, seulement un État malade : c'est ce que le général de 40 ans, projeté au parlement avec une mentalité et des idées de mercenaire, refusait de comprendre.

Un grand nombre de parlementaires considéreraient en 1993 que l'intérêt de la Russie était de ramener sous le drapeau russe la Crimée, mais aussi toute l'Ukraine, de défendre l'indépendance de la Transnistrie (sinon, c'était la guerre) ; de soutenir la Serbie et l'Irak (sinon, c'était... la guerre mondiale). Ces députés prévoyaient d'installer en Serbie un million

de familles venues de Russie, comme le déclarait le général en retraite V. Filatov, un des dirigeants du Front de Salut national (FSN), qui est aujourd'hui rédacteur en chef de la revue *Situatsia*, organe du ministère de l'Intérieur. Des positions analogues étaient soutenues par les députés Babourine et Makachov (ex-commandant de la circonscription militaire de la Volga), par le général du KGB A. Sterligov et le leader du FSN G. Ziouganov, par ailleurs président du parti communiste de Russie. Tous ces hommes réclament de l'Occident, notamment des États-Unis, de cesser de s'ingérer dans ce qui se passe en Russie. Il faut avoir les nerfs solides pour lire l'interview de V. Atchalov parue dans *Dien* (23 mai 1993). Cet ancien commandant des parachutistes a pris part à deux coups d'État ratés : en août 1991 et en octobre 1993, en étant, entre ces dates, le chef du groupe analytique du parlement russe et le conseiller militaire de Khasboulatov.

Le président Eltsine a déclaré que 3 000 fonctionnaires de l'appareil d'État sont coupables de corruption. Le juge d'instruction T. Gdlian, qui connut son heure de gloire sous Gorbatchev, a été encore plus précis dans *Moskovskié Novosti* (22 août 1993) : « Je sais parfaitement ce qu'est la lutte contre la corruption sous un régime communiste. Je comprends ce que signifie aujourd'hui combattre une corruption bien supérieure en insolence et en envergure. Ce qui s'est passé en fait, c'est la fusion de la mafia du parti et de la nouvelle mafia démocratique. Ce conglomerat monstrueux constitue aussi la structure du pouvoir en Russie. D'où cet autre changement : l'émergence d'une mafia politico-criminelle qui détient les leviers du pouvoir dans le pays. C'est dangereux pour n'importe quel État, encore plus pour un État aussi affaibli que l'actuelle Russie. Le problème de la corruption, nous l'avons hérité du passé, et j'ose affirmer qu'il ne sera pas réglé sous le nouveau régime car la dose de corruption dans les échelons supérieurs du pouvoir exécutif et législatif dépasse toutes les limites acceptables. Or ceux qui voudraient profiter de leur position dans la hiérarchie ont moins que tout besoin d'ordre et de lois qui fonctionnent. Le bordel existant leur convient très bien. Quant à Eltsine, soucieux de remédier à cet état de choses, il ne fait malheureusement que répéter les erreurs de Gorbatchev, en créant comités et commissions de lutte contre la criminalité et la corruption. Mais comment feront-ils pour les combattre ? Ils n'ont ni droits, ni pouvoirs de procédure, ni moyens efficaces, tandis que ceux qui en disposent (le système du maintien de l'ordre), ils s'emploient aujourd'hui à politicailler : chacun se livre à son propre jeu en veillant avec soin à ce que son gros poisson ne tombe pas dans les filets des adversaires. »

Notez le raffinement des termes employés : « filets », « gros poisson ». Mais rien ne sert de taxer de voleurs tous les citoyens russes précités, démocrates ou hommes de parti, représentants ou non du CMI, coupables ou non de concussion... Là n'est pas l'essentiel. Ce qui compte beaucoup plus, c'est de savoir quel jardin d'enfants ils fréquentaient, ce qu'on leur apprenait à l'école puis à l'institut, où ils ont fait des stages. Quiconque est passé par l'école soviétique du commerce ou des services

ne pourra plus jamais être un vrai pro. De même, le fils de paysan qui a franchi tous les échelons au sein du parti, qui a fait carrière dans l'armée ou dans l'administration, aura du mal à saisir l'abc de l'économie de marché, du *management*, les subtilités bancaires et financières, les normes du droit international.

La différence entre les joueurs de l'équipe Gaïdar et les directeurs du CMI, davantage encore entre eux et les militaires ou les hommes de parti, est manifeste. Les premiers prônent sans détour la privatisation du sol et de la propriété, la faillite des entreprises déficitaires et la démilitarisation de l'économie. Ce sont des économistes et financiers instruits, qui connaissent les règles juridiques admises partout dans le monde. Les seconds et les autres, même quand ils sont démocrates, amis et partisans de Boris Eltsine, se révèlent incapables de comprendre la carence des méthodes de gestion préconisées par eux. Une entreprise et un investisseur, le client et le vendeur doivent s'entendre, cependant que le ministère a seulement pour rôle de les aider et garantir qu'il empêchera toute dérogation aux règles du jeu. Les projets d'investissement ne doivent plus être entérinés par les collègues des ministères, c'est aux producteurs et aux organisations qui les financent de se rencontrer dans l'espace du marché. L'époque où il fallait arracher à coups de pots-de-vin des subventions et des crédits avantageux aux fonctionnaires d'État touche à sa fin. Le pouvoir des mafias ne pourra que s'amoinrir à mesure que se réduira la part du secteur public dans l'économie nationale.

5. LE BUDGET MILITAIRE CROÎT DE NOUVEAU

La Russie avait perdu un tiers de sa production vers le milieu de 1993. Étant donné qu'en 1991 70 % du budget de l'URSS alimentait la défense, pareille chute de la production apparaît comme salutaire. La question clé de la réforme est d'amener les prix au niveau mondial, de procéder à la privatisation et de se débarrasser des productions inutiles. Combien de fonctionnaires se retrouveront ainsi sans travail ? Le parlement ne s'est pas contenté d'approuver le budget militaire du pays pour 1994, il en a même « rajouté ». Pour une deuxième guerre afghane ? Or les réserves de pétrole et de gaz russes s'épuisent déjà, tout comme celles du métal et de l'eau pure. Les régions de Russie refusent l'une après l'autre de verser des impôts au Kremlin, de livrer aux privatisateurs des ministères centraux leurs matières premières et leurs unités de production. L'avidité et l'incompétence des structures administratives du centre ne sont comparables qu'à l'ampleur de la corruption dans tout le pays.

Les généraux et les directeurs des usines militaires ont accaparé, suite à l'effondrement de l'URSS, des dizaines de milliards de dollars de biens qui n'étaient à « personne », équipant en mitraillettes et tanks tous les demandeurs de la CEI et même le Japon. Tout nouveau foyer de guerre civile dans les pays de la CEI est pour eux source de profits.

La question clé des réformes en Russie est celle-ci : comment se débarrasser des productions inutiles et des structures d'appareil communistes ?

Lord Nicholas Betell avait déclaré à la veille de l'arrivée de Khasboulatov devant prendre la parole devant le Parlement européen à Strasbourg : « Nos sympathies vont au président élu de la Russie et non pas aux mafiosi tel monsieur Rouslan Khasboulatov et ses hommes armés » (*Novoié vrémia*, n° 30, 1993). Notre speaker fut alors accueilli à Strasbourg d'assez mauvaise manière. Du reste, la carrière des députés du Soviet Suprême de Russie s'est achevée par la dissolution du parlement en septembre 1993.

Qui plus est, la Russie avait consacré, en 1992, 20 % de son PNB à l'aide aux ex-républiques fédérées, une grande partie de cet argent étant destinée à éteindre toutes sortes de conflits (d'après les données de S. Krylov, représentant du ministère des Affaires étrangères, publiées dans *Novoié vrémia*, n° 30, 1993). Autre menace sérieuse pour les réformes économiques russes : l'approbation du budget 1993 par le Soviet Suprême, où le niveau de déficit prévu atteint 22 274 milliards de roubles. Ce faisant, les députés ont concédé 5 350 milliards aux besoins militaires alors qu'ils ne trouvaient pas de supplément pour le programme social. Résultat : le budget militaire a crû notablement par rapport aux sommes que prévoyait le gouvernement.

Il serait plus avantageux pour l'État, la société, de verser d'importantes allocations chômage aux millions d'ouvriers et employés des usines de guerre. Mais les directeurs ne sont pas d'accord, car cela reviendrait à faire cesser leurs profits illicites et ceux provenant de la vente d'armes dans les pays de la CEI. Ces directeurs ou les commandants des divisions refuseront une juteuse retraite avec Rolls Royce et maison en prime, préférant conserver des postes lucratifs.

A haute voix, bien sûr, d'autres mots sont proférés : « grandeur du pays », « armée forte ». Et la crise s'aggrave face à la perspective du partage des richesses incalculables de la Russie. Qui sera le premier propriétaire d'une usine quelque part dans l'Oural ? Un fonctionnaire de Moscou ou un fonctionnaire local ? Le gouvernement en tient pour le premier, le parlement préférerait le second. Personne ne songe même à attirer des capitaux étrangers. La dissolution du parlement en septembre 1993 a porté un coup aux intérêts des mafias locales, mais celles-ci peuvent tout régler en graissant la patte à Moscou ou sur place. Le paradoxe est que le parlement version 1994 ne sera pas moins corrompu que le précédent. Il y a certes moins de militaires et d'apparatchiks du PCUS, mais davantage de marionnettes des mafias locales qui s'étaient sérieusement préparées aux élections du 12 décembre 1993.

Le nouveau parlement s'attachera à transmettre aux régions presque toutes les prérogatives du centre, à réduire l'impôt fédéral payé par les provinces, à en finir avec le monopole de Moscou sur les licences d'exportation et à accélérer la privatisation. Mais en attendant, les directeurs du CMI ont obtenu, dès août 1993, tant du gouvernement que du parlement, la création d'un Comité d'État pour les secteurs militaires de l'industrie (à la place des neuf ministères de l'ex-URSS qui travaillaient pour la

Défense), ainsi que l'interdiction de privatiser une partie des entreprises dudit secteur. C'est ainsi que le CMI est le seul, sans doute avec l'industrie du gaz, à rester en « État socialiste ».

Même le PCUS avait réussi à temps sa reconversion. Selon certaines estimations, il y aurait dans la CEI 600 à 1 000 firmes et sociétés créées avec l'argent du parti communiste, et 300 à 500 à l'étranger (*Novoïe vrémia*, n° 30, 1993). Cet argent, le PCUS nous l'a déjà volé, mais le complexe mili-taro-industriel va continuer à puiser dans nos poches nos derniers sous.

Voici par ailleurs un fait curieux : déjà en été 1992, Oboronoexport, une des structures du ministère des Relations économiques extérieures chargée de l'exportation d'armements, avait estimé à 20 milliards de dollars les surplus d'équipements spéciaux dans l'armée russe (la moitié de cette somme devant être obtenue en 1992-1994 par le ministère de la Défense). Et cela sans compter les revenus provenant de l'utilisation du matériel et des ouvrages militaires à des fins civiles, les ventes à l'intérieur du pays, etc. V. Lopatine, ex-député au parlement de l'URSS, citait ces chiffres en ajoutant (*Novaïa ejednevnaïa gazéta*, 16 avril 1993) : « Ce n'est pas un hasard si, en dépit des délais et des chiffres de réduction des forces armées établis par la loi, le ministère de la Défense n'a toujours pas adopté de programme global de réduction des effectifs de l'armée. C'est plus commode ainsi ! On peut vendre et s'enrichir en se cachant derrière les problèmes de l'armée. Il n'y a effectivement aucun contrôle, à part celui de son compère général. Cela est également favorisé par le chambarde-ment dans les structures ministérielles chargées de ces questions : les chefs se succèdent, des millions sont engloutis, mais rien n'avance. »

IL L'ARMÉE SANS LOGEMENTS

1. LA RÉFORME MILITAIRE PIÉTINE

Le contrôle de l'armée par l'exécutif et le parlement est entravé du fait qu'une moitié de députés, tant au Soviet Suprême de l'URSS qu'à celui de la Fédération de Russie, est composée de militaires ou de directeurs du CMI. Les effectifs de l'armée doivent passer de 5 millions à 1,2 million. Les biens de l'Armée soviétique seront offerts ou vendus aux anciens pays socialistes et aux ex-républiques fédérées. Il est nécessaire de construire des logements pour les militaires qui rentrent en Russie. L'opposition attise l'effervescence au sein de l'armée. Il suffirait d'une imprudence de la part des autorités pour que dix millions d'hommes servant dans l'armée, dans les forces des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur, déferlent comme une lave sur la jeune démocratie russe. Aujourd'hui, toute l'opposition en Russie traduit les intérêts des militaires. Ce sont les idées et la politique d'une vingtaine ou une trentaine de généraux russes, dont il est question dans cet ouvrage, qui décideront du sort de la Russie.

Les plus incompetents en Russie, ce sont les généraux, plus médiocres encore que les apparatchiks du parti et les responsables économiques. Existe-t-il un critère d'efficacité dont on puisse rêver ? Oui. En quarante jours de guerre dans le golfe Persique, les spécialistes occidentaux ont écrasé l'armée de l'Irak bâtie selon le modèle soviétique, équipée et instruite par nous.

Plus une armée est nombreuse, plus elle comporte de généraux. Pour ces deux critères, nous restons en tête dans le monde. C'est seulement sous Eltsine que l'idée d'une armée professionnelle dont les effectifs passeraient de 5 à 1,2 million de personnes a commencé à se frayer un chemin. Pourtant, même dans ce cas, le degré de militarisation de la population de Russie (nombre de militaires pour mille habitants) sera égal à celui des États-Unis, mais supérieur à celui de la Chine ou du Japon. Sans compter que les troupes de garde-frontières de l'URSS s'élevaient à 220 000 hommes.

L'absurde et le tragique consistent en ce que, fin 1991, nous disposions de 64 000 blindés, soit deux fois plus que les 16 pays de l'OTAN pris ensemble, et trois fois plus qu'en juin 1941. (En outre, des dizaines de milliers de chars avaient été envoyés à l'étranger). Après la disparition de l'URSS, ces tanks sont pour la plupart en train de rouiller ou ont été livrés aux ex-républiques méridionales, qu'elles soient paisibles ou en guerre entre elles. C'est par les soins de nos généraux que toute la population de Transcaucasie et de l'Asie centrale est armée jusqu'aux dents, depuis la mitrailleuse jusqu'à l'hélicoptère.

Après avoir partagé le patrimoine militaire de l'URSS, les chefs de l'armée soulignent avec insistance que la Russie s'est trouvée défavorisée : jusqu'à 70 % des équipements neufs restent sur le sol de l'Ukraine et de la Biélorussie, dans les unités prioritairement offensives. Les sommes allouées à l'achat d'armes en 1992 sont, en prix comparables, inférieures

de 68 % à celles de 1991. Les généraux estiment qu'à ce rythme, l'armée sera essentiellement équipée, en 1995, d'armes des années 1960-1970. Le gouvernement russe a consolé les chefs militaires et le CMI en augmentant de 10 % en 1993 les achats d'armements et de matériel.

Boris Eltsine restera dans l'histoire ne serait-ce que pour avoir notablement réduit les dépenses militaires. Mais elles restent quand même énormes en comparaison de la pauvreté et de l'indigence du pays. Le philosophe russe P. Tchaadaïev écrivait en son temps : « On peut dire de nous que nous sommes une espèce d'exception parmi les peuples. Nous faisons partie de ceux qui, loin de s'inscrire dans la ligne droite de l'espèce humaine, n'existent que pour donner une grande leçon au reste du monde. »

La Russie est un pays du tiers monde. Si nous nous imprégnons de cet axiome, il nous sera plus facile de renoncer à des dépenses inutiles qui ne siéent qu'aux grandes puissances soucieuses de leur prestige. Une armée de type soviétique est trop chère pour la Russie. Le ministère de la Défense dispose à lui seul de 12,8 millions d'hectares de terres, dont 5,1 millions de forêts. Selon les estimations des experts, les préjudices causés au milieu naturel par l'industrie de guerre sont supérieurs aux dégâts de l'ensemble des autres secteurs de l'économie. Il faut que la société comprenne que le problème de la sécurité militaire pâlit face au fait qu'il nous sera impossible de survivre dans un contexte de carence écologique, d'épidémies, de misère, de flambées de guerre civile, de déferlement des vagues de réfugiés et de chômeurs.

L'essentiel est que la Russie ne saurait survivre avec une armée en totale déliquescence à cause de la corruption de ses chefs et de l'état de pauvreté de la majorité des militaires. On assiste à l'émergence d'une opposition militaire qui rejoint les groupes civils procommunistes. Les forces armées sont devenues un milieu favorable à l'essor de la criminalité. Sans perspectives de carrière, de logement, de salaire et de retraite dignes de ce nom, les officiers ne s'emploient plus qu'à écouler illégalement les biens militaires. La garde des entrepôts de l'armée n'oppose aucune résistance, les traces des tractations illégales sont effacées par des explosions dans les arsenaux. D'une façon générale, l'armée s'adonne aujourd'hui à toute sorte de commerce. La situation est surtout dangereuse dans les unités équipées d'armements nucléaires tactiques qui, contrairement aux armes stratégiques, sont moins bloqués par des systèmes de sécurité adéquats. Quant à la capacité défensive de l'actuelle armée russe, c'est un mythe. L'Union soviétique, le PCUS et l'armée soviétique se sont révélés être des colosses aux pieds d'argile.

Existait en URSS un très grand nombre de « défenseurs » parasitant la société. Le nombre des personnes portant l'uniforme s'élevait en 1989 à 9,66 millions (*Rossiiskaïa gazéta*, 6 mars 1991), dont 4,5 millions dans l'active, 329 000 dans les détachements du bâtiment, 220 000 gardes-frontière, 200 000 dans les unités du train et autant pour les troupes du ministère de l'Intérieur, soit au total 5 449 000 de militaires. Otez ce chiffre à

9,66 millions, il reste 4 221 000 employés du KGB et des organes de l'Intérieur, c'est-à-dire plus que l'ensemble des services du renseignement de 150 pays capitalistes.

La puissance d'un pays ne peut se mesurer au nombre de soldats ou de mouchards. Écoutons A. Kokochine, premier vice-ministre de la Défense, parler de la doctrine militaire de la Russie (*Nézávissimaïa gazéta*, 3 juin 1993) : « Nous risquons de perdre une capacité exceptionnelle qui est notre patrimoine national : produire des systèmes d'armements les plus sophistiqués. 5 à 6 pays en sont aujourd'hui capables, c'est une des pierres angulaires de la puissance d'un État au plan militaire mais aussi industriel et économique. » Ensuite, un tiers de l'interview est consacré à la nécessité de posséder des systèmes d'armements extrêmement précis dont tout le monde a pu observer l'efficacité en regardant à la télévision l'opération Tempête dans le désert. Kokochine regrette que « nous soyons obligés de concentrer dans un seul chantier naval, celui de Sevmachpredpriatié, la construction de toute notre flotte sous-marine nucléaire ». Si nous proclamons un moratoire sur la production militaire, excepté les usines de réparation, notre défense ne s'en trouvera pas beaucoup plus mal. Et nous économiserons un tas d'argent.

La sécurité de l'État et le budget se porteront bien mieux si l'on ramène au minimum l'activité des renseignements militaires (GRU). D'autant qu'il s'agit moins de renseignements que d'un centre d'activités subversives. Dans les années 1990, c'est le GRU, et pas seulement le KGB, qui organisait terreur et provocations dans les pays Baltes, en Transcaucasie. Le GRU dispose de ses propres troupes, le *spetsnaz* qui a fait ses preuves en Afghanistan. Il a aussi des résidents dans les pays occidentaux, dont la tâche est d'acheter illégalement des cerveaux et des technologies de pointe. Le GRU a son propre système d'approvisionnement des terroristes (en tout cas, jusqu'à une époque récente) dans toutes les régions du globe, sans oublier l'entraînement de commandos étrangers dans les camps du GRU près d'Odessa et de Simféropol, ainsi que dans la région de Moscou. La signature du GRU est déchiffrable aujourd'hui en Afrique du Sud, comme hier au Nicaragua, au Salvador et au Panama, dans l'opération visant à renverser Ceaucescu. D'après l'hebdomadaire *Sobessednik* (n° 38, 1992), l'action du GRU (trente services principaux de 300 officiers supérieurs et généraux chacun, tous réunis dans un même édifice, rue Khodynska à Moscou) se déploie principalement aujourd'hui dans le domaine intérieur, en faveur de certains milieux militaires et politiques. La machine du GRU et de ses troupes (une brigade pour chaque circonscription, pour chaque flotte et chaque groupe d'armées) n'est en fait contrôlée par personne, en dehors de l'État-major général.

L'État-major général constitue lui-même un véritable empire doté d'une Académie (cet analogue du Pentagone occupe un des plus grands édifices de Moscou, à l'angle des avenues Lénine et Vernadski) et qui est par ailleurs le prolongement militaire du ministère des Affaires étrangères (*Novoié vrémia*, 22 octobre 1992).

En 1992, il y avait encore dans l'active un peu moins de 6 000 généraux, après toutes les grandes réductions d'effectifs..., et, parmi eux, assez peu de généraux honnêtes et intelligents. Pour mémoire, le général P. Grigorenko, défenseur des droits de l'homme, fut enfermé dans un hôpital psychiatrique. (Il y a eu et il y a par contre des colonels sensés, comme l'espion O. Penkovski que le GRU brûla vivant dans un four crématoire et qui, dit-on aujourd'hui, sauva notre pays.) Autre nom à citer : le général D. Volkogonov, conseiller militaire du président Eltsine, qui, lors du dernier congrès du PCUS au Kremlin, proposa de s'engager dans la voie de la social-démocratie. On le chassa à grands cris de la tribune. En 1993, dans une interview à *Fédératsia* (n° 51), Volkogonov déplorait le degré de militarisation de l'URSS : « Cette redoutable armada offensive aurait existé pour assurer l'édification pacifique de notre avenir radieux ? Nous avons extrait assez d'uranium pour alimenter durant des décennies toutes les centrales nucléaires du globe. Pourquoi ? Pendant ce temps, le pays mangeait des dizaines de milliards de pétrodollars, dépensait ses réserves stratégiques avec une incroyable légèreté et pillait en fait nos descendants. »

Volkogonov évoque dans ce même entretien ce qui est à ses yeux le principal problème de l'armée. En 1991 l'armée soviétique avait obtenu 41 000 logements pour les militaires. En 1992, l'armée russe réduite d'un tiers en obtint 61 000. Or il en faudrait au minimum 200 000 autres pour les familles des militaires.

L'absence d'armée — bien sûr, hypothétique dans le cas de la Russie — serait beaucoup moins dangereuse que le rôle déstabilisateur joué par les actuelles structures hypertrophiées, par ailleurs entraînées dans la politique de « coups fourrés ». Les généraux et amiraux irresponsables qui, jusqu'à octobre 1993, faisaient scintiller leurs galons dorés dans dix-huit sièges au parlement de Russie, avaient obligé Eltsine... à racheter à l'Ukraine la flotte de la mer Noire avec toutes ses bases de Crimée. Qu'avons-nous besoin de ses gros bâtiments dont l'entrée en Méditerranée dépend de l'autorisation de la Turquie ? Peut-être nous faudrait-il aussi combattre l'Ukraine pour la Crimée ? Selon les renseignements américains (*Spiegel*, n° 36, 1992), une telle guerre entre deux États puissants nés de l'URSS coûterait 200 000 morts et jetterait sur les routes près de dix millions de réfugiés. Sans compter 40 millions de personnes touchées par la famine et deux millions d'autres victimes des épidémies.

La démente d'une partie de l'establishment militaire et politique s'est également manifestée dans les attaques contre le projet de Fondements de la politique de défense de la Fédération de Russie, dont les idées sont entièrement attribués à Kokochine. Il est loin d'être une « colombe », mais il s'est néanmoins attiré les foudres du « parti de la guerre » (*Litératournaïa Rossia*, 11 décembre 1992) en invitant à limiter par voie législative à 2 ou 3 % du PNB la part du budget militaire, à exercer un contrôle civil sur la sphère militaire et à créer un ministère civil de la Défense. Si Kokochine avait aussi osé proposer aux responsables des ministères de la Défense, de la Sécurité et de l'Intérieur de retirer les centaines de mil-

liers d'officiers « en mission » dans les établissements civils du pays (ministères et bureaux d'études, établissements d'enseignement et instituts de recherche, entreprises et rédactions des médias), il aurait certainement été limogé. Car il aurait porté la main sur une chose sacrée : le privilège d'une couche importante de la nomenklatura nationale, qui consiste à toucher deux gros salaires : civil et militaire. (Le problème des jeunes militaires retraités est spécifique : la société doit trouver dans le civil des postes pour des millions de gens qui n'ont pas la qualification requise.)

Et qui donc contraindra les militaires à appliquer le décret présidentiel sur la dépolitisation de l'armée? On n'y diffuse que les publications militaires dont l'orientation est fort éloignée des aspirations démocratiques de la société et du gouvernement, de la majorité des médias russes.

Les militaires d'active constituent une part notable des députés de tous niveaux, depuis le district et la région jusqu'aux parlements des républiques autonomes et de la Fédération de Russie. Il est clair que ces députés devraient suspendre pour un temps leur service sous les drapeaux.

Les militaires continuent également de participer au travail des partis politiques dans leur lieu de résidence, alors qu'il conviendrait d'interdire tout à fait ce genre d'activité. De même qu'on devrait mettre un terme à la création de structures militaires au sein des partis et des organisations politiques, structures surtout composées d'officiers de carrière et d'anciens de la guerre d'Afghanistan.

On assiste aujourd'hui, dans le cadre de l'armée de Russie, à la formation d'unités militaires suivant... un critère ethnique.

Il ne faut pas que les militaires soient utilisés à des opérations de police sur leur sol natal.

Le ministère de la Défense doit allouer des fonds et construire des logements pour les anciens militaires. En effet, les officiers démobilisés viennent rallonger les listes de gens — invalides et anciens combattants, retraités et familles nombreuses, victimes d'incendies et de l'accident de Tchernobyl — qui attendent depuis dix à trente ans qu'on leur accorde un logement décent. Il est à la fois peu intelligent et irréal de réclamer des municipalités qu'elles satisfassent la demande des autorités militaires de loger les démobilisés « dans un délai de trois mois ».

Notre armée (soviétique ou russe) est un organisme aussi malade que l'agriculture et l'industrie nationales. « Nous avons créé des forces armées encombrantes qui sont devenues incontrôlables, donc pratiquement inefficaces, qui se sont mises à dévorer le pays et soi-même », affirme le colonel V. Kovalevski, ancien professeur à l'Académie militaire Frounze (*Kouranty*, 16 mars 1993). Et il poursuit : « Même la petite Turquie, membre de l'OTAN, pourrait nous infliger une autre année 1941 (ce qu'à Dieu ne plaise !) dans le contexte d'opérations en terrain ouvert, et cela parce que sa petite armée est extrêmement bien organisée, douée d'une grande capacité de manœuvre et de mobilité. »

Kovalevski, qui a franchi les échelons depuis chef de section à commandant de régiment, sait bien de quoi il parle : « Même pendant les

manœuvres, nos troupes sont incapables de se déployer rapidement et sans bavures, d'assurer l'interaction en verticale comme en horizontale. Toute cette machine n'était en fait qu'un immense abracadabra. J'ai déclaré plus d'une fois haut et fort que nous sommes doués pour les défilés dorés et pour les marches aux sons des orchestres militaires. Nous avons oublié le credo de Souvorov : en temps de paix on doit apprendre aux troupes ce qui leur sera nécessaire dans les conditions de combat réel. Nous avons agi exactement à l'inverse, en nous assignant pour but de jeter de la poudre aux yeux des supérieurs et des dirigeants, de leur montrer que nous sommes forts et invincibles. Non seulement c'est immoral, c'est aussi antipopulaire et anti-étatique. »

J'écris ces lignes au début de 1994. La Russie reste toujours un des pays les plus militarisés du monde. Pas d'institutions démocratiques au sein de l'armée, pas de protection sociale des militaires. Chacun d'entre eux dépend comme un serf de son supérieur : les formules du commandement unique et des ordres sont inchangées ; le parlement a refusé de donner une définition juridique des ordres illicites.

L'armée est désormais une zone à haut risque en Russie. Fin 1993, il existe sur le territoire de la CEI plus de 500 « groupes armés indépendants » illégaux, composés de déserteurs et équipés d'armes achetées ou arrachées de force. Selon *Novoié vrémia* (n° 13, 1993), « les experts ont mis en garde depuis longtemps, et à plusieurs reprises, les généraux : l'armée soviétique, à l'image du système l'ayant enfantée, ne saurait être réformée. Il faut bâtir une armée nouvelle. Mais l'entêtement des fonctionnaires et le refus de prendre en compte l'expérience mondiale, le défi de l'histoire, peuvent nous coûter l'armée elle-même. Peut-être aussi l'État. »

Selon le major V. Lopatine déjà cité, le président et les dirigeants de l'État russe sont les otages de l'exécrable politique des généraux. Il indique (*Fédératsia*, 16 avril 1993) qu'on ne peut continuer de faire traîner en longueur la réforme militaire car l'État et la société sont incapables de subvenir aux besoins d'une armée toujours aussi dépensière.

Ces arguments raisonnables sont toutefois rejetés par la majorité des généraux de l'armée et du CMI, comme ils l'étaient par le parlement que Boris Eltsine a dû dissoudre en septembre 1993. Les députés avaient usé de discuter du traité START-2 sous prétexte qu'il porte atteinte à la sécurité du pays. Or, la Russie et les États-Unis s'engagent à ramener, d'ici à l'an 2003, à 3 000 le nombre d'ogives nucléaires, même davantage par accord mutuel. Il s'agit aussi de cesser la production de missiles intercontinentaux à têtes séparées et de détruire ceux qui existent pour les remplacer par des systèmes à une seule ogive nucléaire. On procédera en outre à une réduction réciproque des charges nucléaires sur les bombardiers stratégiques, etc. Est-ce qu'une diminution aussi considérable de l'équilibre militaire n'est pas un bienfait ? Or des milliers de généraux s'y refusent, tellement ils sont peu pressés d'être envoyés en retraite.

Le colonel général V. Atchalov, ex-député, s'y opposait aussi avant

d'être nommé ministre de la Défense par le général Routskoï proclamé président de Russie par le parlement rebelle. Après le putsch raté d'août 1991, le Soviet Suprême avait évité les poursuites pénales à Atchalov qui, en sa qualité de vice-ministre de la Défense, venait pourtant d'aider les putschistes. Le président Eltsine a face à lui une vaste « opposition en galons » malgré toutes les concessions faites par lui, toutes les faveurs accordées aux généraux. C'est chaque jour, de 10h à 10h15, que le ministre de la Défense A. Gratchev vient faire un rapport au président sur la situation de l'armée, les incidents, les manœuvres, etc.

Quel que soit le général ministre placé à la tête de l'armée russe — Atchalov, Routskoï, Gromov, Kobets, Lebed, Makachov, n'importe quel maréchal —, il en résultera toujours la même chose. La Russie se trouve aujourd'hui en état d'avant-guerre avec les 14 républiques issues de l'URSS.

Il faut que des diplomates, des économistes et des juristes assistent les hommes politiques, les ministres et les chefs d'État qui engagent des pour-parlers sur leurs relations. Or, les ambassadeurs d'Eltsine dans les anciennes républiques fédérées doivent vivre dans des hôtels bon marché, cependant que les militaires vendent des convois entiers de munitions, occupent des centaines de bases et cités militaires en se sentant les maîtres de la situation, hors de toute loi et de tout contrôle. Et pendant ce temps, le ministre Gratchev, le vice-président Routskoï et même le speaker du parlement Khasboulatov agitaient leurs poings, face aux caméras de la télévision, en direction de la Moldavie, de l'Ukraine, de la Tchetchnie, de la Géorgie, des pays Baltes, etc. La liste serait trop longue.

Les généraux ayant fait la guerre d'Afghanistan et nos politiciens « patriotes » disent se soucier de la « grande puissance », mais ils n'ont en vue que leur propre mangeoire et non une nation malheureuse, affamée, où presque tous les enfants sont malades. Ces généraux vont « presser » jusqu'au bout les peuples de l'ex-URSS afin de leur faire payer à tout prix, au terme d'une série de guerres et conflits sans fin, les frais de maintien de l'armée russe qui sont passés au compte de la « coopération militaire », des « forces armées unies », etc.

N'oublions pas non plus que les généraux russes n'ont pas seulement des maisons de cure et de repos militaires sur la côte de Géorgie et de Crimée, mais aussi leurs datchas personnelles ! Et la présence de l'armée aux frontières de l'Afghanistan, sur n'importe quel territoire hors de Russie, offre aux chefs militaires des possibilités illimitées pour contourner les douanes.

Les généraux aux chaises longues et les colonels aux fourgons de marchandises... Qu'est-ce que cela a à voir avec les intérêts nationaux de la Russie ? Les premiers à pâtir de l'expansion militaire du Kremlin sont les millions de Russes qui vivent hors de Russie, ainsi que les habitants mêmes de ce pays où confluent déjà des millions de réfugiés. La politique peu intelligente de Moscou, pour ne pas dire criminelle, a déjà causé, rien qu'au Tadjikistan, un préjudice de milliards de dollars à la population de

Russie.

La Russie accentue sa présence militaire dans le Caucase. En mai 1993, à l'occasion du premier anniversaire des forces armées de Russie, la formation de la circonscription militaire du Nord-Caucase s'est achevée. Il s'y trouve notamment cinq brigades motorisées, équipées d'armes et de matériel modernes (*Nézavissimaïa gazéta*, 7 mai 1993). Les troupes russes encerclent la Tchetchnie, sont installées en Ossétie du Nord, en Ingouchétie, en Abkhazie, en Géorgie, en Arménie et en Azerbaïdjan, c'est-à-dire partout où font rage les flammes de la guerre. Si le « parti de la guerre » incarné par une partie des généraux russes cessait ses menées subversives, Arméniens et Azéris devraient s'affronter au couteau, mais non pas avec des avions russes pilotés par des mercenaires russes, à coups de missiles et de chars.

L'Abkhazie sans Géorgiens, remplie de nervis armés jusqu'aux dents qui viennent des montagnes du Caucase, sera pour la Russie un nouveau nid de guêpes après la Tchetchnie. L'Adjarie soulignera son statut musulman, les tribus montagnardes du Nord-Caucase s'infiltreront dans l'ouest de la Géorgie, une partie de la Géorgie orientale, où vivent des Azéris, se placera sous la tutelle des autorités de Bakou. Résultat : toute la Transcaucasie sera musulmane, à l'exception de quelques grandes agglomérations autour de Tbilissi et d'Erevan. Et le mérite en reviendra à 90 % au ministre russe de la Défense Pavel Gratchev. C'est sous Eltsine, et non sous Gorbatchev, que les militaires ont, fin septembre 1993, débarassé l'Abkhazie de tous les Géorgiens, cependant que les partisans de Zviad Gamsakhourdia occupaient aussitôt toute la Géorgie occidentale avec l'aide des « volontaires » de Russie et des armes russes.

L'édification militaire en Russie va se poursuivre par une autonomie accrue des circonscriptions militaires vis-à-vis de Moscou. En Extrême-Orient, en Transcaucasie, dans la région de la Volga, il est prévu de mettre en place des « mini-ministères de la Défense », avec à leur tête des vice-ministres de la Défense qui auront auprès d'eux des « copies » réduites de l'état-major général. Quant aux commandants en chef des régions, ils doivent être, d'après le projet de Gratchev (*Nézavissimaïa gazéta*, 7 mai 1992), « uniques pour tous les chefs des circonscriptions militaires, des flottes et de toutes les autres unités se trouvant sur un territoire donné ».

Imaginez qu'un de ces petits tsars locaux, par exemple dans le Primorié (Littoral du Pacifique), veuille se séparer de la Russie... En août 1991, les commandants des circonscriptions de Sibérie, de Volga-Oural et de Moscou (Boris Pankov, Albert Makachov, Nikolaï Kalinine) avaient soutenu les tentatives d'isolement de Gorbatchev et d'Eltsine. Après l'échec du putsch, ces trois-là n'ont même pas été traînés en justice, pas plus que les deux vice-ministres de la Défense V. Atchalov et I. Trétiak (*Novoié vrémia*, n° 10, 1992). Seulement deux militaires, le maréchal Yazov et le général Varennikov, se sont alors retrouvés en prison. Le maréchal Akhromeïev a mis fin à ses jours.

Au début d'octobre 1993, les dirigeants de l'armée ont longuement,

très longuement réfléchi pour savoir s'il convenait d'aider le président Eltsine à nettoyer Moscou des commandos qui s'étaient déjà emparés du parlement, mais aussi de la tour de télévision à Ostankino. Et cette fois-ci encore, les mutins avaient à leur tête des généraux — Atchalov, Makachov, Routskoï —, heureusement à la retraite. On peut dire que si l'armée s'est tirée avec honneur de l'épreuve des 3-5 octobre 1993, il n'en va pas de même des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur. Ainsi que l'écrivait le journal moscovite *Dvadsat tchetyré* (17 août 1993), « il ne reste pratiquement pas à Moscou de sections puissantes et sûres des ministères de l'Intérieur et de la Sécurité qui, auparavant, étaient prêtes à contrôler la situation en ville ».

C'est au ministre de la Défense Gratchev que revient à 90 % le mérite d'avoir empêché les « rouge-brun » de prendre le pouvoir en octobre 1993. Durant plusieurs mois, en effet, il avait concentré autour de Moscou les troupes de parachutistes qui lui étaient fidèles. Dans les districts de Koubinka, Naro-Fominsk, Solnetchnogorsk et dans certaines autres villes de la région de Moscou, se trouvaient jusqu'à cent mille soldats et officiers de ces unités, comme l'annonçait juste avant le putsch Radio Liberty.

Une autre tâche pénible incombait au ministère de la Défense : non seulement protéger le fauteuil présidentiel, mais aussi payer les pots cassés par l'équipe de Boris Eltsine, ainsi que par les incapables de maréchaux et généraux. Les « républiques fédérées » sont devenues en un clin d'oeil des « républiques en guerre ». Était-il donc si difficile de prévoir les conséquences de la remise à ces dernières, après la désintégration de l'URSS, du matériel des unités cantonnées sur le territoire des anciennes républiques ? C'était en réalité un calcul cynique visant à encombrer les combattants locaux de bric-à-brac militaire afin de continuer à leur livrer des pièces détachées, à leur imposer les services des conseillers d'état-major et des pilotes et autres mercenaires. C'est bien ainsi qu'il en a été : les républiques de Transcaucasie et d'Asie centrale ont enterré dans les combats leur économie déjà malingre, abondamment arrosé leur sol du sang de leurs propres citoyens, puis... elles ont demandé à rejoindre la CEI (c'est-à-dire l'ex-URSS). Allons-nous bâtir de nouveau l'empire russe ? Mais ni la Russie, ni les peuples qui l'habitent n'ont besoin d'un tel empire qui est au-dessus de leurs possibilités.

C'est dans cette confrontation d'idées antagoniques au sujet de l'avenir de la Russie (seule ou avec en sus les 14 ex-républiques fédérées) que résident les contradictions, le frein, pour l'instant inévitable, à une réforme militaire en Russie.

En 1992, 75 % du budget de la Défense ont servi à l'entretien de l'armée et à la protection sociale des militaires, cependant que le quart restant était employé aux achats et à la recherche dans le complexe mili-taro-industriel, comme l'a déclaré au VIIe Congrès des députés du Peuple (*Rossiïskaïa gazéta*, 19 décembre 1993) le susmentionné Sergueï Stépachine, nommé ministre de la Sécurité en octobre 1993, après Barannikov et Galouchko. 25 % est une somme dérisoire, se lamentait Stépachine, à qui Radio Liberty

avait prédit sa nomination dès la fin de 1992. « Si nous n'aidons pas le Kazakhstan et les autres États d'Asie centrale à former leurs armées, ils y seront aidés par la Turquie, l'Iran, l'Irak, dit-il encore (*Dvadsat tchetyré*, 11 décembre 1992). Nous avons raté les pays Baltes et cela nous vaut aujourd'hui de leur part une orientation brutalement proaméricaine. »

Ce même Stépachine, à la tête de la Commission parlementaire pour les questions de défense et de sécurité, préconisait le système des contrats au sein de l'armée, ce qui permettrait de former avec les seuls officiers des forces d'intervention rapide, à l'image de celles des États-Unis.

La Russie a dû renoncer, en juin 1993, au projet de forces unies de la CEI. Peut-être que la décision du conseil des ministres de la Défense des pays de la CEI visant à supprimer le commandement principal des armées de la CEI, ainsi que la remise du « bouton nucléaire » à la seule Russie, permettront-elles à celle-ci d'économiser des ressources non négligeables.

En 1993, la presse russe n'a cessé de publier à tout propos des dizaines d'articles et d'interviews de D. Yazov et E. Chapochnikov, les derniers maréchaux ministres de la Défense de l'URSS. A l'instar de leurs collègues, ils n'ont même pas effleuré d'un mot la nécessité de réduire les dépenses militaires, de rechercher plus d'efficacité avec moins d'argent. « Que le soleil brille toujours, que nous soyons toujours là ! », semblaient-ils dire, paraphrasant une chanson populaire à l'époque soviétique.

Les équipes des blindés devraient pouvoir s'entraîner sur des appareils spéciaux et non sur des chars véritables, ce qui diviserait par cent les dépenses en la matière. Des prototypes d'admirables appareils d'entraînement pour tankistes, Konotop et Geofil, ainsi que l'Ingibitor optico-électronique destiné à l'entraînement de tous les types de tireurs, existent en Russie depuis le début des années 1990 ; leur expérimentation a été réussie, mais ils ne sont toujours pas fabriqués en série (*Goloss*, n° 25, 1993). A quoi bon économiser l'argent du contribuable, n'est-ce pas ?

2. LA DÉFENSE ANTIMISSILES EST UN BLUFF

Les États-Unis avaient contraint par ruse l'URSS à déboursier des milliards de dollars pour mettre au point un analogue soviétique de l'IDS. Ce qui avait définitivement sapé l'économie soviétique. Bush avait signé avec Eltsine le traité START-2, mais l'opposition, par vindicte à l'égard des deux leaders, fit échouer sa ratification au parlement russe. La nomenklatura est toujours prête à mener une guerre civile contre son propre peuple. L'opinion russe se voit imposer les clichés d'antan : plus on dispose de missiles, plus on se sent fier de sa patrie. Les nuances et les arguments avancés dans ce débat interminable entre hommes intelligents et sots, dignes et vils, ne manquent pas d'intérêt et sont un facteur important de la politique en Russie.

Peut-on imaginer une guerre nucléaire entre la Russie et l'Ukraine ? Bien sûr que non. Alors pourquoi Moscou devrait-il rechercher si obstinément le contrôle total des armes nucléaires soviétiques qui restent aujourd'hui sur le sol de l'Ukraine indépendante ? Laissons les

Américains les contrôler, ainsi qu'ils l'ont proposé plus d'une fois ; que l'argent américain serve donc à détruire les deux mille charges nucléaires équipant les missiles et les bombardiers stratégiques basés en Ukraine !

A quoi ne faut-il pas non plus dépenser l'argent russe ? Cela suffit de jeter au vent des milliards de dollars pour mettre en œuvre une idée foncièrement irréalisable : celle d'un système de défense antimissiles absolument imperméable. Les États-Unis ont déjà avoué qu'ils nous avaient délibérément désinformés à propos de l'IDS, faisant ainsi de la course aux armements nucléaires le plus grand bluff de l'histoire. Ces plaisanteries et la sottise de nos militaires nous ont coûté une puissance nommée URSS. Le Pentagone n'hésita même pas, afin de mieux nous bernier, à tromper ses propres congressmen.

Rendons hommage aux Américains, écrivait le journal *Moskovski komsomolets* (3 septembre 1992) : « Durant des décennies, ils ont très intelligemment et subtilement entretenu l'illusion que la défense antimissiles était réalisable, en nous poussant à dépenser en vain des milliards et des milliards. Ils faisaient semblant de redouter cette arme, nous balançaient opportunément une information et une désinformation bien dosées en nous incitant à de nouvelles dépenses. Eux-mêmes ne se ruinaient pas pour un système de défense antimissiles déficient, ils n'ont pas déployé le système *Saveguard* tout en marchandant aux négociations des plafonds pour le nombre de missiles. Nos militaires mordaient très facilement à ces hameçons. »

Même le spécialiste des missiles, A. Kravtsov, un des pères du système antimissiles soviétique S-300V, confie dans l'article cité que ce système est capable de frapper des avions-cibles, mais nullement des missiles. Il écrit que le pronostic de ses collègues s'est avéré justifié et que les objectifs tactiques et techniques annoncés ne furent jamais atteints. Mais les ministères de l'Industrie aéronautique, de la Radio-électronique, de la Défense et d'autres secteurs du complexe militaro-industriel avaient avantage, selon ce même Kravtsov, à maintenir les autorités dans l'illusion d'une défense antimissiles à toute épreuve. Afin que les bonzes du Kremlin puissent à leur tour effrayer le monde entier avec notre puissance balistico-nucléaire, tout en se disant eux-mêmes invulnérables.

Kravtsov poursuit : « Combien de métal et de travail ont servi à satisfaire ces ambitions ! On avait bâti un tas de villes entourant Moscou d'un anneau antimissiles, construit un tas d'antimissiles notamment pourvus d'ogives nucléaires, de lance-missiles, de radars ultrapuissants, en confisquant ainsi de vastes territoires aux cultivateurs. J'avais demandé un jour à deux lieutenants-colonels en service dans une de ces villes-anneaux : «Croyez-vous vraiment que cet anneau va protéger Moscou contre les missiles ?» En réponse, des sourires et des haussements d'épaules éloquents. »

Le drame de la Russie est que les auteurs de ces décors antimissiles si

coûteux continuent de réclamer des crédits pour la même chose. Et ils les obtiennent ! Et ils continuent de produire du matériel dont la fiabilité est attestée de la façon suivante par le professionnel Kravtsov : « Parler de la grande fiabilité de notre production militaire est un bluff pur et simple. Elle est aussi peu fiable que nos téléviseurs et les autres articles fabriqués par ces mêmes usines. »

Il ne s'agit d'ailleurs pas de la qualité de notre matériel. Les systèmes antimissiles installés autour de Moscou ou l'IDS, la défense antimissiles globale maintenant projetée en commun par les dirigeants américains et russes, seront desservis par les généraux qui avaient laissé atterrir M. Rust sur la place Rouge après six heures de vol au-dessus de l'URSS, qui avaient abattu le Boeing-747 sud-coréen, qui avaient raté un polisson nommé G. Schneider venu de Turquie pour se poser à l'aéroport de Batoumi et en étant reparti sans encombre (il avait même laissé sur la piste de béton une corbeille de fleurs avec un mot pour les autorités locales).

Le spécialiste Kravtsov démontre de façon convaincante qu'un missile lancé depuis la Tchetchnie (Dieu nous en préserve !) peut facilement apporter jusqu'à Moscou plusieurs ogives séparées. Il est foncièrement impossible de mettre en place un système antimissiles imperméable, quand bien même il serait conçu par les Japonais et les Américains qui y auraient employé tout l'argent possible. Une fois encore, les citoyens lucides de la Russie misérable et déshéritée ont en face d'eux le lobby puissant et uni des apôtres américains et russes de l'IDS. Les uns comme les autres usent d'en démodorer et font flèche de tout bois pour que la course aux armements s'étende à l'espace et à l'univers entier.

L'article précité de Kravtsov est plutôt une exception parmi les médias de Russie, lesquels évoquent sérieusement la nécessité de construire de nouvelles générations d'armements et... le même IDS.

Le premier vice-ministre de la Défense A. Kokochine ne se lasse pas de répéter que « la génération suivante de missiles sera foncièrement nouvelle et unifiée » (*Nézávissimaïa gazéta*, 19 novembre 1992). Mais pourquoi aurions-nous besoin de cette « génération suivante » d'armes nucléaires ? Celles-ci ont fait leur temps, estime en effet le major général et analyste militaire V. Sliptchenko : « La croissance de la force nucléaire, loin d'amplifier la sécurité, ne fait au contraire que la saper. Les arsenaux nucléaires ne sont pas l'instrument approprié de la sécurité nationale. C'est un fardeau de plus en plus notable. » (*Komsomolskaïa pravda*, 28 janvier 1993.)

La Russie va devoir déboursier des sommes importantes pour détruire les missiles SS-17, SS-18 et SS-19, ainsi que les mobiles SS-24, dont beaucoup ont dépassé le délai de garantie. Et n'oublions pas que le traité START-2 signé par Eltsine et Bush devra aussi commencer à être mis en application. Si l'on sait comment agir avec les ogives nucléaires, les savants ignorent toujours que faire de l'heptyl destiné aux missiles à carburant liquide, qui n'est pas moins nocif que les substances toxiques militaires. Or les quantités d'heptyl stockées sur le sol de l'ex-URSS sont

aussi importantes que celles d'armes chimiques (plus de 50 000 tonnes).

START-2 a été une planche de salut pour le Kremlin, car les dépenses nécessaires au maintien des armes stratégiques offensives étaient un fardeau pour l'URSS et impossibles à assumer économiquement par une Russie plus faible. Sans ce traité, nous aurions été contraints de retirer les missiles dont le délai d'exploitation était terminé. Mais les « patriotes russes » peuvent dormir tranquilles : l'usine mécanique de Votkinsk continue de fabriquer le missile SS-25 à carburant solide (Topol), le seul autorisé par l'accord-cadre signé avec les États-Unis.

L'essentiel du potentiel des missiles stratégiques reste en Russie. L'Ukraine dispose de 130 SS-19 et 46 SS-24, le Kazakhstan a 104 SS-18 et la Biélorussie 54 SS-25. Conformément au protocole de Lisbonne (mai 1992), ces trois républiques s'engagent à détruire leurs armes stratégiques offensives au cours des sept prochaines années. Il a déjà été annoncé que les SS-25 biélorusses iront dans les prochains mois en Russie, dans la Haute-Volga.

Contrairement aux lourds SS-18 ancrés à leurs rampes de lancement, aux sous-marins nucléaires et aux bombardiers stratégiques, les SS-25 mobiles doivent se déplacer sur des routes dont on n'a même pas idée en Occident. Lors de l'exploitation des SS-25 et de son prototype SS-20, il s'est produit onze cas de renversement des transporteurs de 40 tonnes chargés de ces missiles, écrit le journal *Vek* (22 octobre 1992). En cas d'accident ou de sabotage, il est tout à fait possible que s'enflamment le carburant du missile et les ogives, car l'incendie risque de faire exploser la charge ordinaire qui sert de détonateur à la tête nucléaire. Les conséquences minimales en seraient une dispersion du plutonium radioactif, dont un gramme suffit à menacer la vie humaine sur un territoire de 1 km. Il peut se produire aussi quelque chose de plus terrible : une réaction en chaîne spontanée, c'est-à-dire une explosion nucléaire qui dépasserait des centaines de fois en puissance celle des bombes de Hiroshima et Nagasaki.

D'après les données de ce même journal, 33 SS-24 (également en déplacement constant, mais sur rail et non par transporteurs routiers comme les SS-25) sont basés dans de grandes villes russes — Kostroma, Krasnoïarsk, Berchet (près de Perm) —, ce dont la population ne se doute probablement pas. L'auteur de l'article, le colonel de réserve Piotr Bélov qui est spécialiste des systèmes de sécurité et qui s'occupe de missiles, écrit qu'on peut seulement avoir une vague idée de la menace qui pèse quotidiennement sur des millions de Russes, de cette catastrophe qui risque de faire pâlir les conséquences de Tchernobyl. Personne d'autre au monde ne déplace les systèmes de missiles sur route ou sur rail.

A l'automne 1992, les politiciens et les journalistes russes préparèrent intensément l'opinion occidentale à l'idée d'une « aide humanitaire » indispensable pour la Russie. Les pays de l'ex-URSS avaient catégoriquement usé de payer (provisoirement) même les intérêts de la dette soviétique à l'Occident. Pendant ce temps, dans les steppes kazakhes, sur le

célèbre polygone Emba à 200 km au sud d'Aktioubinsk, les unités des circonscriptions militaires de Moscou et du Nord-Kazakhstan déployaient des « manœuvres expérimentales pour la défense antimissiles avec tirs de combat ». Le tout accompagné de déclarations tonitruantes pour les journalistes invités au sujet des systèmes S-300V, Bouk-M1, Tor et Osa-AKM qui frappent leur cible avec beaucoup plus de précision que leurs analogues américains (*Izvestia*, 22 octobre 1992).

Et ceci alors que nous nous apprêtons à arracher aux Américains une assistance technique pour détruire nos armements. Au 1er janvier 1993, 90 sous-marins étaient retirés de la Marine de guerre russe, ce qui amarre à nos quais de petits Tchernobyl potentiels ! Nous ne sommes pas en état de les détruire. Quant aux nouveaux types d'armements... « Les Américains, par exemple, ne mènent pas de travaux de recherche et d'étude stratégiques nouveaux, ne créent pas de nouveaux missiles basés au sol, ils ont même ajourné pour au moins cinq ans leur programme Midgitemen déjà amorcé », dit Mikhaïl Guérassev, directeur du Centre des recherches stratégiques et technologiques militaires à l'Institut des États-Unis et du Canada de l'Académie des Sciences de Russie (*Stolitsa*, n° 5, 1993). Selon lui, la Russie devra continuer « à fabriquer de nouveaux missiles et sous-marins pour des considérations d'ordre politique » et non militaire. Dans quel but ? Seulement, à en croire Guérassev, pour que la Russie puisse prétendre au statut de superpuissance : « Je dis bien prétendre car elle (l'URSS puis la Russie) n'a jamais été en fait une superpuissance, elle ne s'en donnait que les airs. C'est sans doute le dernier attribut de la grandeur qui nous reste. » Mais pourquoi notre contribuable affamé aurait-il besoin de cet « attribut de la grandeur » ?

Le parlement russe s'est effondré en septembre 1993 sous le poids de son inanité, au point que les dirigeants occidentaux ont tous salué sa disparition. Il était clair, en effet, que ce parlement n'accepterait en aucun cas la ratification du traité de contrôle des armements nucléaires le plus radical de l'histoire. Après trente années de négociations et d'accords entre les deux superpuissances, Eltsine et Bush avaient signé le 3 janvier 1993 le traité START-2 qui prévoit que, d'ici à l'an 2003, les arsenaux nucléaires de la Russie et des États-Unis devront être réduits jusqu'au quart environ de leur niveau actuel. Et si c'était jusqu'au dixième pour la Russie ? Est-ce que notre pays cesserait pour autant d'exister ? Si la Russie s'effondre, ce ne sera pas par manque de missiles.

La planète Terre aurait peut-être cessé d'exister, quant à elle, si le Kremlin avait suivi les conseils du parlement procommuniste et avait renoué son « amitié » avec l'Irak, la Lybie et la Corée du Nord, en accordant à ces pays des dizaines de milliers de charges nucléaires ou bien plusieurs kilos des dizaines de tonnes de plutonium fissile qui subsistent dans les stocks de l'ex-URSS. C'est du Kremlin que dépend entièrement l'application de START-2 ou sa transformation en simple bout de papier au cours des prochaines années. La Russie, qui ne cesse de s'appauvrir, est-elle vraiment capable de réaliser en dix ans un lent désarmement nucléaire, tout en assimilant de nouveaux systèmes d'armements ? Est-il

possible aussi de nous désarmer avec l'argent des États-Unis (il y faudrait des milliards de dollars) tout en dépensant le nôtre à la construction de nouvelles générations d'armements d'extermination massive ? Le Congrès américain ne l'admettra certainement pas.

Il est temps d'en finir avec les armes nucléaires et les lourds missiles. Ce ne sont pas des jouets pour la Russie. Premièrement, la disparition de l'URSS nous a déjà fait perdre 6 des 11 radars d'alerte en cas d'attaque de missiles : ces radars se retrouvent aujourd'hui à l'étranger. Deuxièmement, étant donné le niveau actuel de nos systèmes de communication, de notre industrie électronique et la façon dont sont prises les décisions politiques, le risque de déclenchement involontaire d'une guerre nucléaire par notre faute ne fait que croître. Troisièmement, nous avons nous-mêmes accru le nombre de puissances nucléaires après l'effondrement de l'URSS. Il ne nous reste, semble-t-il, qu'à attendre des actes de terrorisme nucléaire d'un quelconque Ardzinba, Doudaïev, Gamsakhourdia ou Routskoï. Cela fait déjà trop d'années que notre lobby nucléaire mène en bateau nos gouvernants ! Suffit. Il serait plus raisonnable d'offrir à chaque spécialiste des missiles une Mercedes avec en prime une datcha, plutôt que de continuer à favoriser des ambitions nucléaires suicidaires.

Il faut que la Russie s'engage dans la voie du désarmement et non dans celle de la modernisation des systèmes balistico-nucléaires. N'oublions pas que, durant toutes ces années, nous avons produit des montagnes d'armes inutiles à notre défense en succombant aux ruses des Américains qui, de leur côté, avaient intérêt à nous « dépouiller » économiquement au moyen d'une course aux armements organisée par eux-mêmes. Il est grand temps d'avoir un peu de jugeote en nous engageant dans le processus de désarmement et en stimulant ainsi l'essor de la vie économique dans notre propre pays.

3. UN BORDEL RUSSE COULEUR KAKI EN ALLEMAGNE

Est analysé ici le retrait des troupes russes de Hongrie, de Tchécoslovaquie, de Mongolie, de Pologne, de Cuba et des pays Baltes. Nos soldats sont près de quitter l'Allemagne, la Géorgie et la Moldavie. Les journalistes ouest-allemands ont noirci énormément de papier pour décrire les frasques de nos généraux et soldats qui mettent à profit chaque heure de leur séjour sur le sol allemand pour vendre, acheter, voler, etc. En Afghanistan, en Asie centrale, en Transcaucasie, en Extrême-Orient et dans les pays Baltes, nos militaires intensifiaient leur activité criminelle à la veille du retour dans une Russie ruinée.

En Pologne, l'armée soviétique disposait de 58 garnisons et 13 aérodromes couvrant plus de 60 000 hectares dans trente provinces. Ajoutez-y 7 500 maisons, magasins, entrepôts et stations d'essence. La Russie a renoncé au dédommagement pour ces ouvrages qu'elle abandonnait, mais elle ne paiera pas non plus pour les préjudices écologiques dont elle est

responsable. Les garnisons russes ont quitté la Pologne au grand dam de centaines de milliers de Polonais qui se nourrissaient des transactions avec nos militaires : abondance de carburant presque gratuit, d'énergie électrique, de matériaux de construction, de véhicules, de denrées, d'alcool et de tabac, même d'or et de diamants de contrebande. Et, bien sûr, une pléthore de main-d'œuvre bon marché car nos soldats acceptaient de travailler pour trois fois rien.

Avant de quitter les « pays frères » et les républiques de l'ex-URSS, les officiers et soldats russes vendaient à la population locale tout ce qui faisait plus ou moins l'objet de demande. On vendait officiellement pour une bagatelle, en réalité un peu plus cher, et la différence allait dans la poche du militaire. Ainsi en était-il partout, pendant les années que durait le retrait de nos troupes. L'incurie et la rapine criminelles des militaires ont fait perdre à la Russie des sommes considérables.

« Seuls les étendards ne sont pas vendus », titrait la *Komsomolskaïa pravda* (2 mars 1993) en tête d'une interview de Youri Youdine, président de la commission parlementaire pour le contrôle des faits de rapine importante, de corruption et de privatisation illégale des logements par les ministères de la Défense, de la Sécurité et des Affaires étrangères de Russie. Youdine confiait ses impressions après une tournée dans les pays Baltes où les autorités militaires russes vendent sans gêne des lots de moteurs d'avion en déposant leurs bénéfices sur des comptes en banque à New York, Budapest et Stockholm. C'est à peine imaginable, dit Youdine ; on vend pour une bouchée de pain armes, hôtels et aéro-dromes, pontons et camions militaires, même des convois de manganèse et de métal ! Les chefs militaires se sont ainsi enrichis pour des dizaines d'années.

D'après les estimations du gouvernement de Lettonie (*Rossiïskaïa gazéta*, 19 décembre 1992), la valeur des équipements et installations militaires laissés par la Russie dépasse six milliards de dollars. Mais après les vagues de maraudage et de pillage auxquels se sont livrés les militaires russes, les biens de l'armée ont vu baisser brusquement leur prix : matériel saccagé, navires inutilisables, entreprises et entrepôts pillés, territoires écologiquement ruinés. Sans oublier que le ministère de la Défense a *démobilisé* ses unités dans les pays Baltes en ne ramenant en Russie que le matériel et en abandonnant à leur sort les militaires. C'est tout bonnement de la provocation : laisser des dizaines de milliers d'officiers sans travail et leurs familles aux gouvernements locaux qui, à leur tour, usent d'octroyer à des militaires étrangers la citoyenneté estonienne, lituanienne ou lettone, des allocations chômage ou un travail, de les loger, les instruire et les soigner aux frais de la princesse. C'est là un conflit que le Kremlin avait le devoir d'éviter, en faisant dès le début les choses comme il se doit pour ne pas convertir ses militaires en *lumpen* hargneux, en combustible pour le déclenchement de nouvelles révolutions.

Le colonel Vladimir Kandalovski, président du conseil de coordina-

tion des assemblées d'officiers de la région balte « Union-Défense » et secrétaire de presse par intérim du groupe « Réforme dans l'armée » au parlement de Russie, a déclaré lors d'une conférence de presse à Riga (*Commerçant*, 2 février 1993) que les sommes réellement obtenues pour la vente d'armes et de biens militaires dans le groupe des armées du Nord-Ouest dépasse de dizaines de fois le montant officiel. Kandalovski a montré aux journalistes des documents signés par Piotr Deïnekine, commandant en chef des forces de l'Air, qui portent sur le versement de 300 000 dollars pour l'exportation d'armes : cette somme n'est pas allée au fonds social du ministère de la Défense, comme il était prévu, mais sur des comptes dans des banques occidentales. Deïnekine n'est peut-être pas le coupable en l'occurrence, mais il n'existe pas en Russie d'instances qui puissent démêler sérieusement les cas de corruption parmi les militaires.

Rien que d'Allemagne, il fallait ramener en Russie 17 organes d'administration militaire (états-majors des groupes d'armées, de l'ensemble des troupes, des unités de blindés et d'aviation), 30 divisions, 72 brigades, 32 régiments d'aviation et 9 régiments hélicoptères, 412 000 unités de matériel de guerre, 199 navires et 14 sous-marins, 2,5 millions de tonnes d'équipements et de technologies. D'ici à la fin de 1994, 580 000 Russes (c'est-à-dire des citoyens de la CEI) auront quitté l'Allemagne, ainsi que 144 000 Américains. Un chiffre impressionnant. La RFA, reconnaissante, nous a aidés en accordant à la Russie la moitié de l'assistance étrangère (crédits, dons). Nous avons accumulé depuis la période soviétique une montagne gigantesque de dettes envers l'Allemagne, qu'il n'est pas encore prévu de faire diminuer. Toute l'Europe riait d'un air triste lorsque le premier ministre russe Victor Tchernomyrdine bredouilla en réponse à la question d'un journaliste allemand : « Ce n'est pas l'usage de rappeler ses dettes à un ami. »

Mais peut-être ne devons-nous rien à la RFA ? Nous lui avons déjà rendu la RDA, plus 546 cités militaires, dont 1 280 édifices, 18 000 logements, 700 casernes, 39 aérodromes, y compris trois de catégorie internationale (*Fédératsia*, 12 août 1993). Tous ces biens immobiliers ont été estimés à 10,5 milliards de marks par les Allemands. Pour différentes raisons, notamment pour éviter d'avoir à payer les dégâts écologiques, Eltsine n'a pas présenté aux Allemands de note pour ces biens immobiliers. Ce qui ne favorise pas pour l'instant la construction de logements destinés aux familles d'officiers rentrant en Russie. Bien que les Allemands construisent pour nous des milliers de logements et plusieurs cités militaires en Russie, avec l'argent de la RFA ; au total, ils nous ont offert, dans les années 1980, treize milliards de marks pour les besoins des unités cantonnées en Allemagne. A condition toutefois que soit accéléré le retrait des troupes qui, même, pourrait s'achever en août 1994.

Mais la vie en Allemagne est si douce pour un officier soviétique (russe) qu'il lui est difficile de partir (25 marks par mois pour un soldat, 600 pour un aspirant, 900 pour un lieutenant et 1 500 pour un colonel).

Le général Moïsseïev, chef de l'état-major général (destitué après le putsch d'août 1991), insistait en son temps pour que le retrait des troupes d'Allemagne commence après le départ du contingent américain et s'étale sur sept ans. Les colonels Alknis et Pétrouchenko réclamaient du haut de la tribune du parlement d'URSS que ce retrait dure 16 à 19 ans...

« L'armée russe se retire d'Allemagne en essayant de l'emporter avec soi », écrivait la *Komsomolskaïa pravda* (24 octobre 1992) en tête d'un article sur les combines lucratives de nos militaires en RFA. Alcool, cigarettes, ferraille, carburant et uniformes, telle était la panoplie ordinaire de nos soldats. Mais le magazine *Spiegel* (n° 32, 1992) décrivait les transactions faites par les généraux russes avec des firmes allemandes. Le schéma en est connu : un général achète quelque chose à très haut prix à sa firme « préférée » et empoche de gros pots-de-vin, en même temps qu'il vend « ses » biens russes à cette même firme à des prix ridiculement bas, ce qui lui vaut de nouveau une gratification substantielle.

Les généraux des troupes russes en Allemagne rejettent évidemment avec indignation les insinuations de *Spiegel* qui, disent-ils, a été payé par des concurrents. Le magazine a pris la mouche et... s'est vengé en publiant au début de 1993 (la presse russe n'en a pas soufflé mot) le rapport de dix pages de Youri Boldyrev qui, à la demande du président Eltsine, avait inspecté la situation des militaires russes embourbés dans la rapine et la concussion. Boldyrev recommandait dans ce même rapport de limoger immédiatement cinq généraux haut placés au ministère de la Défense, d'enquêter sur les agissements du commandant en chef des troupes russes en Allemagne Matvei Bourlakov et de deux autres généraux. Les experts de Boldyrev accusaient le colonel général Bourlakov d'avoir vendu 82 000 (sic !) tonnes de diesel au joint-venture russo-suisse « Mos Eniko Invest » au prix dérisoire de 27 pfennigs le litre. Les contrôleurs de l'État ont découvert une foule d'autres larcins « mineurs », dont la disparition de 99 millions de marks que l'armée russe aurait dû obtenir pour des métaux non ferreux déjà vendus, un lot de 3 500 téléviseurs et magnétoscopes de modèle périmé qui se trouvaient dans un entrepôt militaire à des fins de contrebande, ainsi que des lots importants de cigarettes et d'alcool devant être illégalement revendus sur le marché allemand.

Le 4 mars 1993, Youri Boldyrev fut destitué de ce poste sous prétexte d'une réorganisation de l'administration présidentielle. A la conférence de presse qui s'ensuivit à Moscou, Boldyrev évoqua la corruption « inouïe » qui règne dans le pays. S'agissant des troupes en Allemagne, il fit remarquer que l'ampleur de la rapine pratiquée par elles permet à tous les militaires russes sans exception d'étoffer leurs comptes dans les banques allemandes. « Un bordel chez un officier », titrait *Novoïé vrémia* (n° 12, 1993) en se penchant sur les débauches de notre armée en Allemagne.

Quant au journal *Rossia* (24 février 1993), il citait dans l'article « Un bordel couleur kaki » des lettres reçues par la rédaction : « Vous n'imag-

inez pas ce qui se passe parmi les troupes en Allemagne ! Les généraux volent à pleines mains des avions et des trains. Les officiers, voyant cela, vendent aussi tout ce qui peut l'être. Je ne parle pas des aspirants qui sont prêts à vendre même les soldats. Il me semble parfois, à voir ces choses, que nous sommes à la veille de la fin du monde. Et après avoir entendu des Allemands, qui passaient devant des aspirants en train de vendre des tenues de soldat face au poste de commandement, dire d'un ton méprisant : un bordel russe couleur kaki, j'avais envie de me tirer une balle dans la tête, Dieu m'en est témoin. Outre les biens matériels, notre armée a vendu ici l'Honneur et la Dignité de l'État russe. Et c'est terrifiant... » (lettre du capitaine V., pilote de lère classe). « Il y a eu un scandale dans les troupes en Allemagne. Les Allemands ont accusé de corruption le général et commandant en chef Bourlakov. Écrivez que je suis prêt à faire un pari avec qui que ce soit : Gratchev ne livrera jamais Bourlakov à la justice car si ce dernier se met à faire une déposition, il faudra ouvrir une filiale des prisons Boutyrki ou Matrosskaïa tichina au ministère de la Défense, rue Arbat. Cela fait près d'un an déjà que j'assiste à des crimes en comparaison desquels les millions du PCUS ne sont que de pitoyables kopecks ! » (lieutenant-colonel, courrier de l'armée).

Selon l'article du *Spiegel* déjà cité, les officiers russes en Allemagne sont mêlés à des combines de plusieurs millions de marks : « Plus on est haut en grade, plus on s'empare d'un gras morceau. » Le magazine cite un « colonel d'état-major » à Wünsdorf : « On pille l'armée au vu et au su de tout le monde. » Afin d'acheter à un gradé du ministère de la Défense une Mercedes-500 hors série pour 158 000 marks, le groupe des armées russes en Allemagne a vendu pour trois fois rien 500 camions Oural de fabrication soviétique. Un camion pour lequel tout habitant des campagnes russes donnerait volontiers une Lada.

Il y a d'ailleurs mieux. Les Américains comme les Russes disent en chœur (*Vek*, n° 23, 1993) qu'en 48 années, des sommes astronomiques ont été investies par l'URSS dans la militarisation de l'Allemagne. Les Américains avancent le chiffre de 80 milliards de dollars. Or, nous partons maintenant en laissant derrière nous 777 cités militaires, cependant que nos officiers rentrent au pays sans la moindre allocation, sans logement pour la plupart d'entre eux et sans travail normalement rémunéré. C'est bien plus grave que la défaite des Américains au Vietnam : leurs soldats quittaient alors l'enfer pour le paradis californien ; les nôtres, en revanche, abandonnent la confortable vie allemande pour le froid et les privations d'une Russie affamée, sans logements. On a du mal à imaginer les mots que les officiers russes appliquent à Gorbatchev, Chevardnadze, Yakovlev et Eltsine. Ce dernier est simplement obligé de tout pardonner aux militaires.

4. UNE RECRUE EN RUSSIE EST COMME UN DÉTENU

Les prisonniers et les jeunes recrues sont battues de la même façon. L'absence de femmes, la mauvaise nourriture et les maladies pèsent pareillement sur les soldats et les détenus. Mais ces derniers ont la chance de n'être pas jetés sous les balles dans les zones de conflit. Les généraux demandent l'augmentation du nombre de recrues et sont prêts à utiliser l'armée pour les récoltes, les travaux du bâtiment, l'élevage de porcs dans les sovkhoses militaires. On va bientôt reprendre le recrutement des étudiants. Les parents pauvres, ceux qui manquent d'argent pour soustraire leurs fils au service, même quand ce sont des enfants uniques et malades, se voient retirer leur dernier soutien. Le soldat mi-enfant doit frapper ses camarades pour survivre, vendre des objets volés, tuer des civils paisibles et des commandos. Les généraux voudraient-ils convertir en « Afghans » (anciens de la guerre d'Afghanistan) toute la population masculine ? Ce dont nous avons besoin, c'est d'une armée professionnelle apte au combat et non d'un troupeau de moutons en galons. Le parlement a adopté des lois adéquates mais rien ne bouge. C'est qu'il est impossible de caser les dizaines de milliers de généraux et de colonels qui ont pris l'habitude de voler en fonction de leurs besoins.

Ce n'était toujours qu'avec du piston qu'une jeune recrue ou même n'importe quel militaire pouvait escompter servir en Allemagne. Les moins chanceux étaient envoyés à des milliers de kilomètres de chez eux. Imaginez la vie pénible d'un gars de 18 ans qui, pendant deux ou trois années (aujourd'hui, une ou deux), était pratiquement privé du droit de quitter sa caserne.

« Notre armée a peu à voir avec la défense du pays. Elle est pléthorique, mal formée, mal équipée et nourrie, ce qui ne favorise pas l'esprit combattif... Le rôle de l'armée soviétique n'est pas de défendre le pays, c'est un rôle strictement éducatif. Elle forme des hommes destinés à vivre dans un système totalitaire. Et vu que notre société reste essentiellement de type totalitaire, la fonction de l'armée ne change pas non plus », écrivait le sociopsychologue Alexeï Rochine dans l'hebdomadaire *Sobessednik* (n° 45, 1992). Son article portait ce titre éloquent : « Armée et très dangereuse ».

Rochine estime que les chefs de l'armée soviétique ont toujours eu tort de croire que moins un soldat mange, plus il hait son adversaire potentiel. Selon Rochine, « l'armée, surtout quand on y crève la faim, détruit les meilleures qualités de l'homme : son individualité, ses aptitudes créatrices, son altruisme ; la réaction la plus naturelle au malheur d'autrui est ici de se réjouir d'avoir été cette fois épargné ». Le collectif de l'armée, poursuit-il, ressemble à l'État car il prépare des citoyens idéaux pour ce dernier : « Ces hommes qui n'ouvrent la bouche que lorsque c'est permis, ces hommes égoïstes, haineux et désarçonnés ne sont pas moins nécessaires au nouvel État russe qu'au régime communiste antérieur ».

C'est pratiquement toute la population masculine du pays qui est passée par l'armée soviétique, par cette école de vie. Il n'y a pour ainsi dire personne, chez les hommes de 20 à 40 ans, qui ne se soit fait cor-

riger un jour. Les mœurs au sein de l'armée sont exactement les mêmes que celles qui régissent en prison ou dans les bandes de voyous : ou bien tu cognes et humilies les autres, ou bien on le fera avec toi. Pas d'autre issue.

En 1991, dans l'armée soviétique, avaient péri plus de 5 000 personnes (à titre de comparaison : 1 700 dans l'armée américaine), tandis qu'environ 99 000 étaient blessées (une partie d'entre elles sont ensuite décédées). Certes, tout le monde n'est pas victime des coups ou des suicides. Ainsi, en dix ans, cinq sous-marins ont coulé, entraînant la mort de l'équipage, alors que les forces navales des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France n'ont pas perdu un seul sous-marin durant le même laps de temps. Quant à notre armée de l'Air, elle perd chaque année, dans différents accidents, jusqu'à une centaine d'avions et d'hélicoptères, voire davantage (*Moskovski komsolets*, 19 juin 1992).

D'après le Comité des mères de soldats, 1992 a donné le bilan suivant pour l'armée russe : 94 000 blessés et 5 500 morts (*Stolitsa*, n° 27, 1993). Le Goulag, naguère principal fournisseur de main-d'œuvre gratuite, a été remplacé par les fameux *stroïbat* (unités du bâtiment).

Il n'existe pratiquement pas de service alternatif en Russie : soit l'on prend en mains une mitrailleuse, soit l'on va travailler à l'œil dans les *stroïbat*. Le refus des jeunes Russes de se retrouver dans les « points chauds » fait que peu d'entre eux parviennent jusqu'aux bureaux de recrutement.

Personne ne veut servir dans une telle armée, sauf peut-être les plus pauvres et désespérés : à la caserne, la nourriture est au moins gratuite. Mais le recrutement de volontaires par contrat, pourtant promis, n'est toujours pas institué ; seulement cent mille contrats ont été signés en 1992-1993, et cela revient cher à l'État.

Deux innovations possibles du ministère de la Défense font aujourd'hui l'objet d'un débat animé : d'un côté, on voudrait recruter de nouveau les étudiants, de l'autre, l'âge d'appel sous les drapeaux sera porté de 18 à 21 ans. En attendant, on recrute volontiers les femmes, parfois prêtes pour quelques sous à ne pas servir seulement dans l'intendance.

Les chefs militaires russes se plaignent de la démobilisation de 580 000 soldats à l'automne 1993 : ceux qui ont servi deux ans suivant l'ancienne loi et ceux qui n'ont fait que dix-huit mois. Il n'y aurait presque personne pour les remplacer, si bien que l'avenir appartient à une armée professionnelle. Les militaires disent qu'en 1995 il n'y aura pas plus de 920 000 soldats du rang dans une armée d'un million et demi d'hommes. Les *Izvestia* (8 juin 1993) écrivent qu'« il y a aujourd'hui beaucoup moins de soldats et d'adjudants-chefs dans le pays. ».

Tant que l'armée ne sera pas engagée sur des rails professionnels et ne sera pas plus compacte, elle restera de peu d'utilité pour la défense du pays. La Russie, en fait, ne manque pas de base pour une armée de professionnels : 17 académies militaires, 81 écoles militaires supérieures et 7 d'enseignement secondaire, 3 instituts de l'armée et 7 facultés militaires

dans les établissements civils. Les officiers sont formés dans 450 spécialités, soit au total 38 000 personnes chaque année. Il faut y ajouter 55 000 élèves des chaires militaires de 300 établissements d'enseignement de Russie qui chaque année sont promus officiers. Est-ce donc peu ?

La guerre civile que Lénine déclencha dans les espaces de l'empire russe et qui n'a jamais cessé depuis nous donne le droit de réclamer l'abolition totale de la peine de mort et de la mobilisation générale sous les drapeaux.

Nous avons toujours affaire à une société mutilée où l'on apprend à tous les gars de 18 ans à tuer leurs semblables, cependant qu'on tient pour un crime la création de maisons de tolérance ou la publication de revues pornographiques. Les lois de caste en vigueur dans l'armée de Russie font d'elle un jumeau du système stalinien du Goulag, si inhumain. Selon le journaliste Dmitri Bykov (*Ogoniok*, n° 47, 1992), « notre armée n'est rien d'autre qu'un mécanisme qui a fonctionné sans bavure pendant 75 ans pour exterminer l'intelligentsia nationale ». Qui plus est, la nomenklatura du parti et de l'administration économique, les apparatchiks et les directeurs font bonne figure par leur culture et leur instruction, face aux colonels et généraux de la même génération. C'est qu'une garnison n'a rien à voir avec l'atmosphère somme toute décontractée d'un bureau d'études ou d'une université. Nos officiers supérieurs sont bien plus rétrogrades par leur origine sociale, par leur éducation et leurs convictions, que les militants du PCUS ou les protagonistes du complexe militaro-industriel.

5. LES TROUPES DEVIENNENT DES BANDES DE TRUANDS

La grande majorité des crimes ou des détournements de fonds imputables aux militaires ne sont jamais découverts parce que la justice militaire — juges, procureurs, enquêteurs — reste entièrement subordonnée au commandement local. Le goulag de l'armée attend son Soljénitsyne. Afin d'apaiser les passions, les autorités accordent de gras salaires et retraites aux officiers, d'autant plus volontiers que l'inflation a vite fait de les réduire à néant. Il sera surtout traité ici des règles juridiques du service militaire, de la sécurité sociale, des garanties des droits et devoirs des militaires, ceci sur la toile de fond des réalités de la vie dans l'armée russe.

On assiste en fait à une scission politique au sein de l'armée, au refus de maints officiers de soutenir la politique gouvernementale visant à restreindre le rôle et l'influence des militaires dans la société. En octobre 1993, la mort dans les rues de Moscou était semée par des officiers armés et conduits non par un militaire à la retraite, mais par un professeur de l'Académie militaire, Stanislav Térékhov. Son Union des officiers a été interdite après l'écrasement de la mutinerie. Pourtant, dès février 1993, tous les généraux supérieurs de Moscou avaient tremblé dans leurs fauteuils à l'annonce que ce même Térékhov menaçait de convoquer dans la capitale « sa » Deuxième assemblée, en présence de deux mille officiers

venus de toute la CEI. La première assemblée, une année plus tôt, avait failli s'achever par l'exigence de la démission du maréchal Chapochnikov, alors ministre de la Défense. En janvier 1992, l'armée faisait « front unique » et mettait sérieusement en garde les autorités : « Si vous détruisez l'armée, vous devez vous attendre à de grands désagréments. »

Aujourd'hui, en 1994, l'effervescence dans une armée mécontente de sa situation matérielle, de l'absence de logements, des nombreuses mises à la retraite et du retour des troupes de l'étranger dans des régions de Russie mal aménagées, apparaît bien plus dangereuse que la rapine et la corruption généralisées, la violence et le crime devenus banals parmi les militaires.

Savez-vous ce qu'est une armée pauvre, où l'on ne paie pratiquement pas les militaires ? Voyons-en le résultat en prenant pour exemple le Caucase où règnent anarchie et arbitraire. Le génocide de la population civile, organisé à l'avantage de nombreux hommes d'affaires véreux de Moscou et de cette région, est mené à bien par des soldats russes et avec des armes russes. Les combattants autochtones manquent tout bonnement de professionnels pour manier un matériel sophistiqué. Sur les deux flancs de la Grande chaîne du Caucase, ce sont aujourd'hui des officiers russes mercenaires qui se battent les uns contre les autres et contre les habitants, moyennant une rétribution importante (selon nos critères).

Peu avant la mutinerie armée à Moscou, le *Commerçant daily* (19 août 1993) mettait en garde par la bouche du colonel général Valéri Mironov, vice-ministre de la Défense, contre une « catastrophe imminente ». En février 1993 a été adoptée une loi « Sur le statut des militaires » qui n'a pas fait l'objet du moindre financement. D'après les calculs du ministère de la Défense, le ministère des Finances devait quelque chose comme 2 000 milliards de roubles à l'armée (soit 2 milliards de dollars à l'époque). Or, les avantages suivants avaient été promis : « Un militaire ne peut pas être démobilisé sans avoir droit à un logement conforme aux normes requises » (non appliqué) ; « en cas de démobilisation, il sera versé une allocation exceptionnelle allant de 5 à 20 soldes en fonction de la durée du service » (cette clause n'a commencé à être appliquée qu'après le 4 octobre 1993, au lendemain du putsch raté) ; « une prime de congé annuelle » (non appliqué) ; l'attribution de parcelles de 0,10 à 0,25 ha en propriété » (réalisé partiellement).

Les officiers restent des mois sans toucher leur solde ; plus de 70 % des avantages prévus par la loi précitée ne sont toujours pas accordés ; les militaires de carrière n'ont nulle part où se soigner, se reposer, vivre, trouver du travail pour les membres de leur famille, pas de place non plus pour leurs enfants dans les garderies et les crèches, dit Mironov. Quelles que soient les affirmations des démocrates au sujet du niveau de vie après leur arrivée au pouvoir, il est flagrant que le pouvoir d'achat de la population (salaires, pensions de retraite, épargne) a brutalement chuté. Mais si l'on peut faire omission du Russe moyen, il est plus difficile de se débarrasser des militaires. Ils ne comprennent guère la plaisanterie car, il y a dix ans à peine, ils faisaient encore partie des couches moyennes et même élitaires

de la société, tandis qu'ils se retrouvent désormais au fond. Les militaires n'avaient aucun problème en matière de logement. Les combattants de la Seconde guerre mondiale pouvaient souvent mourir sans avoir obtenu de l'État un appartement individuel et gratuit, mais les familles d'officiers, au temps du PCUS, jouissaient de tout le nécessaire, avec appartements, datchas, voitures et objets domestiques de valeur. Dans le contexte de la pénurie totale et donc du marché noir, les officiers recevaient de l'État plus que les autres et toujours à prix fixe.

Au début de 1994, n'importe quel fonctionnaire, y compris les officiers, ne percevait pas plus de 100 dollars par mois (au cours libre de l'époque). Dix ans auparavant, ces mêmes employés touchaient l'équivalent de 200 à 300 dollars, c'est-à-dire jusqu'à 1 000 roubles. Somme alors considérable : 10 dollars suffisaient pour une soirée à deux dans un restaurant cher. Sans recours aux offices des revendeurs et des spéculateurs, on pouvait prendre des vacances au pays ou à l'étranger, bref, vivre sans se refuser quoi que ce soit.

Une fois le PCUS disparu, le rouble a été atteint par l'inflation ; les prix grimpent objectivement jusqu'au niveau mondial ou presque. Aujourd'hui, même 500 dollars par mois suffisent tout juste à une famille qui ne dépense que pour se nourrir. Quant au logement, à la voiture, aux vêtements, aux voyages lointains, aux bons médecins et à une instruction prestigieuse pour les enfants, mieux vaut faire une croix dessus. Rien d'étonnant si, dans ce contexte, une femme d'officier souhaite pour son mari une solde de 2 000 à 3 000 dollars.

« Les crimes d'intérêt deviennent le fléau de l'armée », titraient les *Izvestia* (29 juillet 1993) en tête d'une interview en exclusivité de Valentin Panitchev, chef du Département principal du Parquet général de Russie pour le contrôle de l'application des lois au sein des forces armées. Les militaires ont certes leur propres procureurs, juges, enquêteurs, prisons, etc. Et aussi leurs propres statistiques. Ainsi, 2 075 armes ont été volées au cours des cinq premiers mois de 1993. En 1992, on avait enregistré dans l'armée 369 vols portant sur de grosses sommes (plus de cent salaires minimaux). Panitchev explique volontiers qu'il s'agit en fait d'une minimisation risible des chiffres réels, des milliers de fois plus élevés. C'est que la justice militaire n'enregistre que les crimes commis uniquement par des soldats ou des officiers, sans tenir compte, par exemple, du pillage des entrepôts et des arsenaux militaires par des civils, ce qui, le plus souvent, n'est qu'une mise en scène d'attaque à main armée. Les statistiques de l'armée sont même mieux « contrôlées » que celles du ministère de l'Intérieur. Quel commandant serait assez fou pour présenter un nombre accru de phénomènes négatifs dans ses troupes, d'autant que les juristes militaires lui sont entièrement inféodés ?

Et les mœurs de l'armée ne s'améliorent pas. Panitchev raconte comment des garde-frontières avaient tué des contrebandiers rien que pour s'emparer de leur butin. Une vraie barbarie, dit-il, avouant par ailleurs que

dans l'armée on se fait graisser la patte pour tout : affranchissement ou ajournement de l'appel sous les drapeaux, vente de matériel vétusté, etc. La concussion n'a jamais épargné l'armée, certes, mais on n'y avait encore pas vu de racket...

Qui a besoin aujourd'hui d'une telle armée ? Le gouvernement avait par exemple fait rappeler en été 1993 plusieurs milliers d'officier de réserve pour les envoyer aux champs avec 12 000 automobiles de l'armée conduites par des soldats. Quelle récolte croyez-vous que cela a donné ? Suffisante pour que les fermiers américains puissent comme d'ordinaire vendre à la Russie leur blé et autres céréales.

Du reste, ne médisons pas. L'armée possède elle-même 84 sovkhozes et 6 000 exploitations annexes, des centaines d'ateliers de traitement des produits agricoles. Les bâtisseurs de l'armée, quant à eux, travaillent moins dans les unités que pour les grands ministères et administrations civils. Telle est la tradition chez nous : ce sont soit les détenus, soit les soldats qui construisent. La main-d'œuvre servile et gratuite des recrues a été utilisée, en 1993, aux travaux les plus rudes et requérant le moins de compétence, par des organismes influents aux abréviations presque imprononçables : *Rossouralsibstroï*, Compagnie *Mossolbstroï*, *Spetstroï* de Russie, *Mintopenergo*, *Minatom*, *Dalspetstroï*, ministère des Postes et Télécommunications, Département du bâtiment de Moscou, Service fédéral des routes et du bâtiment. Le servage ne semble pas encore aboli en Russie. Jusqu'à tout dernièrement, l'officier partageait ici le sort du soldat. C'est seulement aujourd'hui, après la réduction des effectifs de l'armée, que l'officier peut enfin prendre sa préretraite, chose qui était auparavant presque toujours impossible.

Il y a belle lurette que l'armée soviétique (comment l'appeler autrement ?) aurait dû faire œuvre utile. A présent, les officiers vont servir dans les douanes, dans la police fiscale, dans les liaisons gouvernementales, dans les troupes écologiques ou dans les forces de paix des Nations Unies, dans les unités du Comité d'État pour les situations exceptionnelles, dans les troupes de parachutistes et dans la milice. Pourquoi est-ce si nécessaire ? Sans les douanes motorisées, la Russie ne peut survivre. La police fiscale a été créée en 1993. Les unités de liaison et le système de liaisons gouvernementales sont indispensables. Pourtant, les services de postes et de télécommunications russes ne sont comparables par leur niveau qu'à ceux du pays africain le plus pauvre. Les soldats écologiques sont appelés à réparer ne serait-ce qu'en partie les dégâts causés au milieu environnant par les polygones et autres ouvrages militaires, ainsi que par les usines du CMI. Il nous est nécessaire de participer aux forces de paix des Nations Unies afin que les soldats d'autres pays viennent séparer à notre place les « républiques en guerre » de l'ex-URSS, vu que nous ne sommes absolument pas en état de le faire. Les services de sauvetage aux hommes bien préparés et courageux ont fait leurs preuves dans toutes les actions humanitaires sur le territoire de la CEI. Les troupes de paras continueront de former des officiers aptes à combattre le terrorisme. Et notre

milice ne doit pas non plus être misérable, se vendre pour un paquet de cigarettes américaines.

Lors de la mutinerie des rouge-brun en octobre 1993, le sort de la Russie et peut-être même du monde entier a été tranché par un millier seulement de soldats bien entraînés. L'immense armée soviétique n'est nécessaire à personne et est même dangereuse en soi. Il vaut mieux renoncer au service obligatoire général. Et l'on doit apprendre à respecter l'homme en uniforme, à le payer comme il se doit, à assurer sa vie et sa santé non pas pour cent dollars, mais selon les normes internationales, tout en versant aux militaires retraités une pension équivalente à leur solde. C'est seulement alors que pourra être assurée véritablement la sécurité du pays et de ses citoyens.

Mais nous ne le verrons sans doute jamais. Le gouvernement russe rachète à l'Ukraine non seulement la flotte de la mer Noire, mais aussi le porte-avions Variag construit aux chantiers navals de Nikolaïev. Qu'en avons-nous besoin puisque nous possédons déjà les porte-avions Kiev, Minsk et Moscou qui restent ancrés dans les ports de la presqu'île de Kola, incapables qu'ils sont de prendre la mer ?

Pourquoi la Russie veut-elle posséder en l'an 2000 24 sous-marins nucléaires flambant neufs ? « Nos sous-marins sont vulnérables parce que constamment pris en cible. L'adversaire connaît à tout moment leur point d'attache », affirme l'expert Piotr Bélov (*Vék*, n° 21, 1993) en révélant d'ailleurs un secret de Polichinelle.

La presse démocratique, allumant les bas instincts du philistin de plus en plus pauvre, avait soulevé avec une sotte insistance, à la suite des parlementaires, le problème des datchas (résidences secondaires) qui sous Gorbatchev puis sous Eltsine ont été définitivement attribuées, pour une somme dérisoire, à une vingtaine de hauts responsables militaires. Si nos généraux et maréchaux avaient droit à des rétributions normales, nul doute qu'ils auraient volontiers déboursé le prix juste pour ces datchas, de même que pour leurs appartements et leurs voitures. On pourrait même offrir à nos amiraux des villas aux Bahamas pourvu qu'ils cessent de dévaliser leurs concitoyens. Un sous-marin nucléaire porte-missiles coûte cinq milliards de dollars aux États-Unis, et nul doute que les nôtres ne valent pas moins. Un gaspillage insensé, absurde, qui a déjà contribué à ruiner l'Union soviétique et qui est en passe de ruiner la Russie.

III. DES USINES DE CHARS ET DE MISSILES DÉARGENTÉES

1. PLUS DIFFICILE DE PRODUIRE DES TENNIS QUE DES PARACHUTES

L'ex-premier ministre Kossyguine, homme sensé, proposait au complexe militaro-industriel le pari suivant : que les militaires soviétiques et la société Fiat construisent chacun une usine d'automobiles. Le résultat est connu : les Lada sont de bien meilleure qualité que les Moskvitch fabriqués à Ijevsk. N'importe quelle usine de guerre de Russie est en principe capable de concevoir n'importe quelle arme à condition d'y mettre le prix. Comment procédait-on ? Une même technologie était confiée en même temps à dix bureaux d'études, sans compter que le GRU avait volé à l'étranger les plans et les données indispensables. Mais le résultat était invariablement inférieur, en dépit des énormes sommes dépensées. L'industrie de guerre est de nouveau prête à conjuguer les efforts de toute la CEI, à condition que l'État y aille de sa poche. C'est que la production d'armements et la conception de nouveaux modèles facilitent largement les combines de toutes sortes. Qu'importé que les armes aillent ensuite à la ferraille puisque beaucoup auront pu s'enrichir grâce à elles. Les meilleurs cerveaux du Kremlin déversent des flots de paroles à propos de la reconversion, élaborent des dizaines de programmes. A. Kokochine, M. Maleï et d'autres ne cachent nullement qu'ils sont incapables de stopper la « chaîne de la mort ». Les généraux du CMI ne veulent pas prendre leur retraite. Quant aux Américains, on ne les voit pas apporter une ou deux centaines de milliards de dollars pour la reconversion en Russie.

Le fardeau des dépenses militaires de la Russie indépendante s'est même alourdi après l'effondrement de l'URSS, comme l'écrit le quotidien *Kouranty* (27 août 1993). L'armée, qu'elle soit cantonnée près de Moscou ou au Tadjikistan, n'a fait que troquer l'épithète soviétique pour l'appellation russe. L'ensemble du potentiel industriel du CMI s'est toujours trouvé en Russie. Était-ce délibéré ? Quoi qu'il en soit, les technologies de pointe n'étaient jamais confiées aux périphéries allogènes.

La Russie, et donc son complexe de défense, ne peut être sauvée qu'en réduisant considérablement le budget de l'armée et de l'industrie de guerre. Les États-Unis y consacrent près de 6 % de leur PIB, chiffre qui commence même à décroître. Les sommes destinées à la défense étaient toujours minimisées en URSS. Au lieu des 13 % du budget national officiellement consacrés à la défense, les experts occidentaux avançaient, à partir de données indirectes, un chiffre supérieur à 30 % du PNB. Il apparut en 1991, dernière année de Gorbatchev, qu'il s'agissait en réalité de 50%. Et après avoir ouvert la « chemise spéciale » du secrétaire général du PCUS, les compagnons de Boris Eltsine ont découvert que 70 % du PNB étaient destinés à la défense de l'URSS.

Cette révélation fantastique est pourtant presque passée inaperçue de la presse russe. Si bien que tous les candidats aux hauts postes politiques

n'ont cessé d'envisager des mesures d'assainissement de l'économie, la privatisation, les réformes, les programmes des « 500 jours », etc., en faisant comme si ces dépenses scandaleuses n'avaient jamais existé.

La sécurité du pays ne peut avoir pour assise qu'une économie civile saine. Le politicien E. Tchernykh écrivait dans le numéro déjà cité de *Kouranty* que la nouvelle constitution russe doit comporter des garanties contre un développement unilatéral de l'économie : « Il convient d'indiquer dans l'article 59, après le deuxième paragraphe, que les sommes consacrées à la défense en temps de paix ne doivent pas dépasser 6 à 10 % du PNB (ce chiffre pourra être débattu), cependant que les effectifs de l'armée doivent se limiter à 1 % (mettons) de la population. »

Nous consacrons 70 % du PNB à la défense et nous avons perdu l'URSS. Peut-être saurons-nous préserver la Russie en n'y destinant que 2 %. Et si notre armée ne dépasse pas le tiers de 1 % de la population, choisissant d'être formée de professionnels, peut-être que cela favorisera la renaissance de la Russie.

Le mensonge perpétuel des communistes a déformé notre vision de phénomènes dont l'évidence devrait crever les yeux. Nous avons été incapables de saisir toute l'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl parce que l'on nous cachait que, suite à l'inaptitude des dirigeants à combattre les séquelles de la radioactivité, il y aura dans le pays des millions de malades et de monstres. Selon Alexandre Minkine (*Moskovski komsomolets*, 22 juin 1991) « nul ne se représente chez nous l'impact de la Grande guerre patriotique (1941-1945), que Staline citait un chiffre cinq fois inférieur (!) à la réalité. Nous commençons à comprendre ce que nous avons perdu. » Donc, 35 millions de tués, auxquels il faut ajouter les prisonniers soviétiques envoyés au goulag à peine sortis des camps allemands, et tous les invalides, les veuves et les orphelins...

Durant tout le vingtième siècle, la Russie n'a cessé de pâtir à cause du dernier tsar veule et peu intelligent, à cause de Lénine rongé par la syphilis, de Staline atteint de paranoïa, de Khrouchtchev presque illettré, de Brejnev, Gorbatchev et Eltsine peu instruits. Et l'on ne voit pas la fin de cette galerie de médiocres et de malades psychiques : il suffit de regarder les visages des députés. Du point de vue de la propriété, ils se débrouillent assez bien (en contournant les lois), mais leur degré d'instruction laisse à désirer. La moitié de la salle est composée de généraux et de colonels.

60 000 entreprises de l'Union soviétique travaillaient pour la défense, dont 2 000 produisaient des articles finis (*Izvestia*, 13 mars 1993). Toute cette armada était à même de produire un puissant lobby politique infiltré dans toutes les structures du pouvoir en Russie. C'est ainsi que, rétabli après la faillite de l'URSS, notre complexe militaro-industriel a réussi à imposer à l'opinion, à notre presse et aux hommes politiques, l'idée d'un « renouvellement » nécessaire de l'industrie militaire. Il est à la mode parmi les politiciens de Russie, en 1993-1994, de ressasser qu'il ne serait

pas bon de « ruiner de ses propres mains tout ce que le pays a créé de meilleur dans les domaines de la science, de la technique et de la technologie, ainsi qu'en matière de cadres. ». On voit remettre en doute l'idée même d'une reconversion massive des entreprises militaires au civil. Il vaudrait mieux, entend-on dire, accroître l'exportation d'armes exceptionnelles afin de pouvoir nourrir le pays.

Il ne s'agit toutefois que d'un nouveau bluff de la part du CMI. La concurrence occidentale et notre incapacité à satisfaire de façon stable la demande mondiale (sans parler de la perte de nos partenaires traditionnels, les « pays socialistes frères » et les remparts du terrorisme mondial) ne permettront pas au CMI russe de toucher les dividendes escomptés. Nos médiocres généraux perdront la Russie comme ils ont perdu l'URSS. Leur égoïsme et leur manque de clairvoyance sont désormais plus qu'une erreur : un crime.

Après avoir abandonné (offert, vendu illégalement) des montagnes d'armements dans les pays de la CEI — de quoi constituer des dizaines d'armées hostiles l'une à l'autre —, les chefs moscovites de l'armée et du CMI donnent à nouveau de la voix. Il est temps, disent-ils, que le Kremlin achète des armements modernes. Qui pourrait le leur refuser ? Bien que tout le monde, même le parlement, soit conscient que le maintien de l'actuel CMI est au-dessus des moyens du pays.

Une loi « Sur la reconversion de l'industrie de défense dans la Fédération de Russie » a été adoptée au début de 1992, mais on reste loin des résultats attendus. Sur 77 milliards de crédits octroyés aux entreprises pour la reconversion en 1992, seulement la moitié sont arrivés à destination, et encore avec une année de retard !

920 unités de l'industrie de guerre avaient soumis à un concours en 1993 leurs projets de reconversion ; le ministère de l'Économie a choisi les meilleurs et établi à partir d'eux le programme de reconversions pour 1995. On y relève 14 orientations prioritaires. L'État s'engage à accorder des crédits aux entreprises militaires désireuses de se reconvertir au civil pour produire avions, navires fluviaux et maritimes, équipements pétroliers, technologies pour le bâtiment et les routes, pour l'industrie légère et forestière, le commerce et la restauration publique, l'électroménager et l'électronique (*Krasnaïa zvezda*, 5 juin 1993).

Chaque Soviétique nourrissait au fond de lui l'espoir que la « défense » était capable de réaliser n'importe quelle tâche, comme faire cesser les pertes de céréales (sur 25 à 27 millions de tonnes déjà récoltées) dues à un mauvais stockage et renoncer ainsi à l'importation de blé. Face à l'effondrement de l'économie soviétique, l'industrie de guerre apparaissait comme un mécanisme plutôt fonctionnel. Le drame était ailleurs. « La plupart des directeurs des entreprises de défense sont toujours persuadés que leurs usines répondent aux critères mondiaux », déclara Guénnadi Kotchetkov, directeur du Centre de reconversion et de la privatisation à l'Institut des États-Unis et du Canada (*Délovyé lioudi*, août 1993). Selon lui, le problème principal réside ici dans la gestion. L'article s'intitulait

d'ailleurs : « Les généraux du CMI sont-ils prêts à commander sans qu'on leur souffle ? », c'est-à-dire sans les instructions des ministères fédéraux.

La reconversion a démarré en 1989, à l'époque de Gorbatchev, lorsque l'on fixa un niveau précis de réduction des dépenses pour l'achat d'armements et de matériel militaire jusqu'en 1995. La réduction de la production de matériel de guerre a été plus ou moins réussie, atteignant presque 20 % par an en 1989 et 1990. Mais pour ce qui est de la production civile, comme le notait Nikolaï Nikolaïev (*Délovýé lioudi*, août 1993), ces mêmes usines militaires n'ont obtenu qu'une augmentation de 1,5 % en 1989 et 5 % en 1990. Les entreprises engagées dans la reconversion ont d'emblée filé un mauvais coton. « De l'avis unanime des spécialistes, la reconversion s'est avérée mille fois plus difficile qu'on ne le croyait d'abord », constate Nikolaïev.

Il ressort de ses propres calculs un chiffre à la fois honteux et terrible : 72 % des instituts de recherche et d'études expérimentales du pays travaillaient directement pour les militaires, cependant que la plupart des autres n'étaient pas non plus civils puisqu'ils réalisaient des commandes de l'armée.

Nikolaïev détruit des mythes que le complexe militaro-industriel se plaisait tant à entretenir : 1) « La qualité de production des usines de guerre soviétiques ». D'où serait venue cette qualité quand on sait que les usines étaient pourvues surtout d'équipements et de technologies soviétiques dont la majorité accusent un grand retard sur les analogues occidentaux ? 2) « L'industrie militaire comme incubateur d'idées et d'innovations pour les secteurs civils ». La manie excessive du secret a freiné durant des décennies le transfert au civil des nouvelles technologies conçues dans les entreprises militaires, alors qu'aux États-Unis la législation en vigueur permet de franchir ce chemin en une année. 3) « Notre énorme avance sur l'Occident en matière de création d'armements, de recherche spatiale ». L'académicien Michine, un proche de Korolev, faisait observer que « nous n'avons devancé les Américains que par hasard. Sans songer encore à un vol de l'homme dans l'espace, les savants soviétiques conduits par S. Korolev avaient mis au point pour la bombe H une fusée intercontinentale de plus grande puissance que nécessaire... C'est ainsi que, sans l'avoir voulu, nous nous retrouvions avec une longueur d'avance dans la course spatiale et fûmes en mesure d'envoyer dans l'espace le premier satellite et le premier homme... Envoûtés par ces premiers succès spatiaux, nous ne remarquions pas que la distance entre nos vols et ceux des astronautes américains n'était plus que de quelques mois. »

Étant donné ce romantisme de l'idéologie officielle en matière de reconversion du CMI (et il en était vraiment ainsi), le processus ne pouvait que traîner en longueur. C'est seulement avec Eltsine que s'est opéré un net virage, en 1992, lorsque le gouvernement fit réduire de 68 % d'un coup les achats d'armements et de matériel militaire, provoquant plus qu'une division par deux des bénéfices des entreprises du CMI. Cette

reconversion brutale, sans expérience et sans argent, a aussitôt engendré un tas de nouveaux problèmes sociaux.

Au début de 1993, 12 millions de personnes (30 millions en comptant les membres des familles) étaient directement concernées par le complexe militaro-industriel de Russie (armée non comprise). Au total, c'était jusqu'à 70 % de la population du pays qui, d'une manière ou d'une autre, avaient été liés par leur travail au secteur de la défense. La militarisation extrême de l'économie soviétique était fort bien expliquée par un sergent aux jeunes recrues : « Vous fumez des cigarettes Bélorom-canal et mangez des nouilles. Mais savez-vous que leur diamètre (7,62 mm) correspond au calibre d'une balle pour fusil ? Et si demain il y a la guerre, nous commencerons aussitôt à produire des balles au lieu de nouilles ! »

L'inverse, c'est-à-dire la production de nouilles à la place de balles, ne se fait malheureusement pas avec la même célérité. La reconversion exige en effet 150 milliards de dollars d'investissements sur 15 années et doit libérer 16 à 18 millions de personnes dont la réinsertion dans le civil demandera 40 milliards supplémentaires (*Délovoï mir*, 20 février 1993). En 1992 et 1993, le salaire moyen dans les entreprises du CMI était inférieur à celui des autres secteurs de l'industrie, alors qu'il s'agissait exactement du contraire durant toute l'existence du régime soviétique.

D'où vient ce chiffre de 150 milliards de dollars ? Il a été cité par M. Maleï, conseiller du président Eltsine pour les questions de reconversion. Mais ces milliards sont réclamés par les directeurs des usines de guerre et non par le processus objectif de reconversion. Comme toujours, au lieu de prendre des crédits à la banque pour un projet civil bien précis, ils souhaitent recevoir des subventions sans le moindre risque pour eux et aux dépens des contribuables.

Autre circonstance importante : la reconversion a été confiée au complexe militaro-industriel lui-même. Étant donné nos traditions de mensonge étatique et de secret, on peut être certain que ces 150 milliards de dollars seront justement consacrés au réarmement.

Il vaudrait mieux ne plus rien allouer à la reconversion, estime l'expert Igor Skliarov (*Stolitsa*, n° 46, 1992) en citant cet exemple déplorable : en 1991, l'URSS avait produit 4,5 fois plus de chars que les États-Unis, 5 fois plus de blindés légers et 9 fois plus de canons, alors que, conformément au Traité sur les armements conventionnels, le nombre de ces armements aurait dû être notablement réduit.

Voici d'autres données proprement fantastiques mentionnées par Skliarov. Les Américains disposent de trois types de missiles intercontinentaux basés au sol et trois autres basés en mer, cependant que les Britanniques n'ont même pas fabriqué leurs propres missiles, se contentant d'en acheter aux Américains. Nous autres, en revanche, disposons de sept types de missiles dans chacune des catégories citées. A quelles fins ? Les États-Unis possèdent 5 types d'avions d'interception et 2 types de chars de combat, nous en avons respectivement 8 et 5. Ce

gaspillage insensé s'explique de façon toute simple : chaque nouveau type d'armement entraînait une distribution de primes, titres, médailles et galons. Or il s'agissait chaque fois de gigantesques et absurdes dépenses supplémentaires. « Nous disposons d'un énorme potentiel nucléaire qui est avant tout un épouvantail pour nous-mêmes et qui n'offre pas de menace sérieuse pour un agresseur réel dans une guerre véritable. Notre doctrine militaire, notre stratégie et notre tactique ainsi que la qualité de nos armements se sont révélées dans le conflit du golfe Persique. Tirez vous-mêmes les conclusions. » Skliarov déplore ensuite que les projets de nouvelle doctrine militaire de la Russie ne fassent aucune mention des principes de fonctionnement du complexe militaro-industriel.

La presse russe ne cesse de se lamenter sur le sort du CMI. Mais il existe pourtant une solution raisonnable : on doit mettre fin à la production de la majorité des usines de guerre tout en continuant de verser pendant deux ans le salaire complet au personnel qui pourra se recycler et trouver un autre travail. Ce sont là des propositions de V. Séliouline et N. Chmélev. Des quantités considérables de matières premières et d'énergie seront ainsi économisées en deux ans. Il est également possible de louer les locaux et ateliers de ces entreprises, d'employer leurs installations à autre chose. Toutes ces richesses attendent encore leur privatisation, et les actuels directeurs ne sont nullement certains que les actionnaires les laisseront à leur poste. D'où leur désir manifeste de licencier dès aujourd'hui, avant la privatisation, le plus grand nombre possible d'employés sans la moindre compensation.

Le lobby directorial du CMI est si puissant en Russie qu'il peut influencer sur les dirigeants politiques du pays. Il a suffi par exemple que le ministre russe des Affaires étrangères A. Kozyrev propose, au début de 1993, d'utiliser les bénéfices de la vente d'armements non pas pour renforcer le CMI, mais pour reconvertir les usines de guerre pour s'attirer les foudres des directeurs de ce CMI qui estiment au contraire (peut-être même ont-ils raison sur ce premier point) qu'on ne peut vendre des armements vétustés et qu'il faut plutôt investir des sommes considérables afin de moderniser la production militaire.

D'autres ministres et le président Eltsine lui-même, comme l'écrit l'économiste en vue Vassili Séliouline dans le journal parisien de langue russe *Rousskaïa mysl* (12 mars 1993), sont bien décidés à nourrir le pays grâce à une exportation d'armements accrue. Séliouline estime que de telles perspectives militaristes peuvent conduire au retour du totalitarisme, à l'arrêt complet de l'aide occidentale, au regain de la course aux armements et au lux des réformes économiques sur le point de s'engager. Et, quelque temps plus tard, on assistera à la faillite définitive de la Russie. Séliouline rappelle également les propos de Mikhaïl Kolesnikov, chef de l'état-major général, qui avait déclaré dans la presse au début de 1993 qu'on ne saurait trop tirer de l'exportations d'armes car la demande mondiale ne cesse de baisser.

La démilitarisation de la Russie, avec le us total des armes nucléaires, apporterait à l'Occident une économie si considérable de ressources destinées à la défense que nous serions en droit d'attendre une aide vraiment efficace consistant en un afflux massif de capitaux privés étrangers. L'ex-président Richard Nixon évoquait la possibilité de 300 milliards d'investissements dans l'économie russe de la part des patrons américains. Séliounine n'y voit nullement des paroles en l'air. D'un côté, nos usines et nos terres, notre main-d'œuvre et nos logements ; de l'autre, les technologies et les équipements occidentaux destinés à une production pacifique.

Nous avons failli déjà nous engager dans cette voie lorsque le premier gouvernement attaché aux réformes réduisit de trois fois la production d'armes et de 38 fois celle de chars en 1992. Les ressources ainsi libérées avaient commencé à alimenter la production civile. Résultat : Gaïdar et une poignée de ministres durent démissionner, cependant que le chef du parlement promettait à Boris Eltsine de faire ratifier par les députés le traité START-2 en échange de la destitution du ministre des Affaires étrangères Andreï Kozyrev. Et, en 1993, les commandes d'Etat aux entreprises militaires ont augmenté, en bouchant par des subventions et des crédits irremboursables le gouffre des pertes de l'industrie lourde (commandes du CMI).

Il faut que la société russe accepte de renoncer à la parité missile-nucléaire avec les États-Unis. Ne sont-ce d'ailleurs pas tous les pays qui vivent ainsi ? Vladimir Roubtsov demande carrément dans les pages de *Nézávissimaïa gazéta* (29 janvier 1993) pourquoi la Russie ne pourrait pas revendiquer pour elle le statut de pays non nucléaire, comme l'ont fait des États aussi prospères que l'Allemagne et le Japon ? Pourquoi l'Ukraine, le Kazakhstan et la Biélorussie vont-ils dans ce sens, mais non pas la Russie ? Pourquoi cette dernière ne peut-elle pas confier aux États-Unis le soin d'assurer sa sécurité globale ?

Roubtsov écrit qu'une force politique décisive s'est cristallisée depuis longtemps derrière la façade du PCUS. C'est elle qui, par exemple, avait limogé Khrouchtchev après qu'il eut promis au peuple soviétique le plus haut niveau de vie au monde. Pareille perspective, en effet, ne s'accordait guère avec un redoublement d'efforts en matière de missiles nucléaires et de conquête spatiale. « On continue d'omettre le principal forfait dans la liste des crimes perpétrés contre le peuple durant les années de pouvoir soviétique : la recherche de la puissance militaro-industrielle à n'importe quel prix », constate avec justesse V. Roubtsov.

Les voix de gens comme Séliounine, Chmélev, Roubtsov et Skliarov se noient presque dans le chœur rugissant et patriotique de la presse russe, toutes tendances confondues. Le CMI est assez puissant pour nourrir et contrôler de près les journalistes russes et les rédacteurs en chef. Si ce complot du silence autour du CMI s'effondre dans la presse et à la télévision, la société sera enfin à même de comprendre la cause première de ses malheurs et souffrances. En effet, l'URSS occupait depuis longtemps le deuxième rang sur terre pour la production industrielle globale et le PNB,

ayant même dépassé tout le monde pour l'extraction de pétrole, de houille et de gaz, ainsi que pour la production d'acier, alors que nous restons dans les derniers pour le niveau de consommation par habitant et pour la qualité de la vie.

Des objets aussi triviaux et élémentaires qu'un couteau de cuisine, une bouteille Thermos, un moteur de scooter, un stylo bille, de la colle de bureau, un crayon couleur, sans parler de téléviseurs ou d'ordinateurs, nous sommes incapables de les fabriquer même au niveau de pays comme la Malaisie, les Philippines, Hong-Kong, la Chine, etc. Ce qui ne nous empêche pas de montrer à la télé nos systèmes de défense antiaérienne et antimissiles « supérieurs en efficacité » aux Patriot américains. L'expert Skliarov déjà cité (*Stolitsa*, n° 46, 1992) répond à cela que les clips publicitaires de ce genre passent humblement sous silence de nombreux détails : Patriot fut conçu en 1965 et si nos armes tirent bien à l'entraînement sur les avions-cibles, elles sont deux fois plus lourdes que les analogues étrangers.

Nos généraux académiciens (tous les directeurs du CMI portent ce titre) ne veulent pas admettre qu'il est plus difficile de construire un scooter compétitif qu'un tank, ou un avion civil qu'un avion de chasse. Ni que toute la puissance du CMI ne suffit pas à créer une voiture égale aux Fiat, comme on l'a vu dans les années 1960, lorsque les Italiens vinrent construire chez nous l'usine qui produit aujourd'hui les Lada, cependant que le CMI n'était capable que de produire à Ijevsk les Moskvitch qui sont bien inférieurs aux Lada.

Il convient de décider par concours des commandes militaires particulièrement coûteuses. Autrement dit, on doit renoncer au secret et admettre la participation de sociétés étrangères pour choisir le projet optimal rapport au prix comme à la qualité. C'est ce qui se fait partout dans le monde et qui était pratiqué en Russie avant 1917. Or, aujourd'hui encore, chaque « thème » élaboré au sein du CMI et de la science militarisée nourrit une légion de fainéants, tandis que le commanditaire (un général d'armée) ne débourse que l'argent de l'État pour acheter à un autre général (directeur) ce dont il n'a pas vraiment besoin ou qui est même franchement défectueux. Le voile du secret permettait jusque-là de tout couvrir.

Le CMI, une fois privatisé, gaspillera sans doute moins d'argent. En 1995, seulement 5 à 10 % des entreprises de cette branche seront encore propriété d'État, à en croire Victor Gloukhikh, président du comité pour le secteur de défense de l'industrie russe (*Délové lioudi*, août 1993), mais au début de 1994 seulement quelques usines du CMI, parmi les moins importantes, ont été transformées en sociétés par actions, et encore sur un plan strictement formel.

Mikhaïl Maleï, conseiller du président Eltsine pour les problèmes de reconversion, rappelle (*Moskovskié novosti*, 21 février 1993) que les dirigeants du ministère de la Défense ne cachent point que les armes et munitions achetées jusque-là sont suffisantes pour huit années de

guerre. Pour en finir avec cette « fantasmagorie », estime-t-il, il convient d'implanter « un nouveau principe : le matériel moderne est exporté à l'étranger, l'armée russe est dotée du matériel de pointe ».

Interrogé sur les perspectives d'investissements étrangers, Maleï répond qu'il n'existe pas de loi sur le secret d'État et que les étrangers risquent donc de ne pas être admis derrière les enceintes de l'usine ou du bureau d'études militaires. Il n'existe pas non plus de loi sur la terre, si bien qu'un étranger ne peut pas en acheter. Le CMI n'est pas autorisé à investir dans des sociétés mixtes à capital étranger. En outre, un étranger ne peut pas acheter d'usine aux prix admis pour les patrons russes. Il faut procéder à un audit de toutes les entreprises du CMI (en prenant en compte 17 paramètres) afin d'évaluer leur valeur réelle et non pas hypothétique, ce qui prendra au moins trois ans avec l'assistance occidentale (1 500 consultants étrangers) et les efforts de 40 000 spécialistes russes.

Notre drame réside en ce que la démarche des Maleï, Gloukhikh et Cie consiste à imposer au contribuable l'entretien des structures militaires qui servent non pas à la défense de la Russie mais au maintien du statut de grande puissance. Ce même Maleï aborde le problème sous cet angle politique dans son article « La réforme du CMI » (*Nézávissimaïa gazéta*, 27 août 1993). Il a certes raison de dire que la Russie a pour tâche d'adopter une législation fiscale normale, apte à stimuler le producteur qui doit être sûr, en outre, que l'argent versé par l'usine voisine ou une compagnie étrangère lui parviendra en trois jours et non en trois mois. Il ne faut pas non plus exclure tout à fait les comptes en dollars car les roubles inflationnistes sont cause de pertes manifestes. Maleï déplore aussi que nombre de fonctionnaires compétents aient été limogés, alors que les « nouveaux hommes » ne savent pas administrer et n'ont aucune expérience.

Il reste que la peur de se retrouver à la rue pousse désormais les directeurs à se débrouiller mieux. Les innovations sont aujourd'hui introduites en deux mois et non plus en quinze ans. Néanmoins, les portes des usines et des instituts militaires continuent d'être fermées au capital privé, fût-il russe. Il n'y a pas non plus, autour des grandes usines de la défense, un essaim de petites entreprises qui pourraient transformer les rebuts, créer des postes de travail, etc.

Les généraux-directeurs accueillent avec douleur les nouveaux temps. Ainsi, ils avaient livré 2 800 tanks à l'armée en 1988, mais le ministère de la Défense ne leur en a acheté que 20 en 1992. Et pour la première fois depuis 75 ans, la Russie n'a pas amorcé la construction d'un seul navire en 1992.

Kokochine considère également (*Megapolis Express*, 27 janvier 1993) que la politique en matière d'équipements militaires doit avoir pour objectif majeur, dans les prochaines années, « avant tout de maintenir en état de service ce dont disposent aujourd'hui les troupes, ainsi que de moderniser les armes et le matériel qui ont fait leurs preuves ».

Kokochine, l'unique civil parmi les dirigeants du ministère russe de la Défense, mentionne une autre source d'économies considérables : « la

réduction substantielle des possibilités de mobilisation ; la mise en conserve des capacités de réserve tout en accélérant le renouvellement du matériel est une pratique erronée, même si nous disposions des fonds nécessaires » (*Dvadtsat tchetyré*, 23 mars 1993). Les hangars militaires renferment toujours des montagnes de chars, de véhicules, de matières premières, de produits manufacturés et alimentaires... en cas de guerre.

Selon Maleï (*Izvestia*, 21 avril 1993), « les principaux instituts et groupes expérimentaux de l'industrie de guerre peuvent présenter sans crainte environ 1,5 % de leurs projets sur le marché mondial ». Gloukhikh estime que la divulgation de la plupart des technologies militaires, c'est-à-dire leur transfert dans les secteurs civils, aura aussi un effet économique important (*Délovýé lioudi*, août 1993). Kokochine rappelle de son côté, dans les « Fondements d'une politique industrielle nationale de la Russie » élaborés sous sa direction (*Rossia*, 7 octobre 1992), que le niveau global de l'industrie civile en Occident est depuis une trentaine d'années bien plus en pointe que le secteur militaire en Russie.

Alexei Choulounov, président de la Ligue des entreprises de la défense de Russie, constate (*Rossiiskie vesti*, 29 décembre 1992) que même les technologies avancées ne garantissent pas le succès de nos exportations militaires dans le monde. Par ailleurs, l'écart entre notre système de standards et celui en vigueur dans le reste du monde ne cesse de se creuser. Quant à la maintenance du matériel déjà vendu, c'est peu de dire qu'elle reste boiteuse. Choulounov estime que nous sommes inaptes à faire des études de marketing à l'étranger. Son unique souci, comme chez tous ses collègues du CMI et de l'armée susmentionnés, est au demeurant de rester à flot, de ne pas faire abandonner la production militaire.

Aucun général de l'armée ou du CMI n'a encore dit : cessons immédiatement de produire tout ce qui nous est inutile, c'est un devoir sacré. Il n'existe toujours pas en Russie de doctrine avouée portant sur la « défense suffisante ». Et ce n'est nullement un hasard. Selon Victor Rassadine, journaliste de *Nézavissimaïa gazéta* (31 août 1993), les bulletins du Comité d'État des statistiques, la majorité des actes législatifs en matière d'économie (qu'ils procèdent du gouvernement ou du parlement, comme les lois « Sur l'hypothèque », « Sur la faillite », sur les mesures antimonopolistes) ne font pas la moindre mention du CMI qui, pourtant, constitue jusqu'à 80 % du potentiel industriel de la Russie. En conséquence, une usine de guerre aura beau essuyer des pertes, il est impossible de l'hypothéquer ou de la déclarer en faillite, ce qui la met pratiquement en dehors de la réforme économique.

En dépit des efforts héroïques du gouvernement Gaïdar, la reconversion du militaire au civil ne s'est pratiquement pas mise en route chez nous. Il n'y a que le désir presque hystérique de vendre nos armes à l'étranger, au premier venu. Et les patrons du CMI se gardent bien de suggérer que cette vente remplit leurs propres poches en même temps qu'elle met en danger la sécurité du monde. Le marché mondial des armes a des règles du jeu spécifiques, dans lesquelles ne se sont jamais inscrites nos

préférences idéologiques et notre pratique du dumping. Et l'Occident mettra tout en œuvre pour nous écarter du marché de la guerre.

Nous ne savons pas où entreposer neuf millions de tonnes (!) de munitions périmées. N'importe quelle forme de leur utilisation ou de leur destruction coûte trois à quatre fois plus que leur production. On assiste sur tout le territoire de la CEI au pillage de nos arsenaux gigantesques qui, ensuite, sont incendiés afin d'effacer toute empreinte. Tout cela est terrible. Et que dira la communauté mondiale si, demain, ces obus, mines, torpilles, balles, ogives et missiles se dispersent à travers le tiers monde pour une bouchée de pain ? Ces munitions ont beau être périmées, elles peuvent faire sauter n'importe quoi.

La Russie a recyclé, en 1991, dix mille tonnes de munitions, et 60 000 tonnes en 1993. Mais les estimations montrent (*Néžavissimaïa gazéta*, 28 août 1993) qu'il faudrait porter ce chiffre au moins à 300 000 tonnes par an, ce qui ne peut se faire qu'en étendant les usines à technologies spéciales.

Le tout-puissant complexe militaro-industriel a obtenu du président Boris Eltsine, en 1993, la signature de deux décrets qui autorisent presque tout le monde à acheter et utiliser des armes à feu et à gaz. On n'avait jamais vu cela en URSS. Ces deux décrets ouvrent aux généraux-directeurs un immense marché en Russie. Qui plus est, le parlement avait adopté, également pour la première fois en URSS et en Russie, une loi « Sur l'activité de détective et vigile privé ». Les auteurs des décrets en question ont fait en sorte que seules les armes et munitions de fabrication russe peuvent être enregistrées auprès des organes de la milice. C'est aujourd'hui n'importe où, à tous les coins de rues, qu'on peut acheter sans le moindre permis un gilet pare-balles, un appareil d'écoute ou une paire de menottes.

2. LE COCOM FONCTIONNE ENCORE

En 1993, le gouvernement a réduit de près de 70 % les commandes pour l'armée russe. Les usines militaires n'ont pas fermé pour autant. Elles ont réduit le volume de leur production et raccourci la semaine de travail. Les généraux sont en principe d'accord pour renoncer à toute la panoplie d'armes existantes... pour se lancer dans la fabrication de systèmes nouveaux. Oui, mais... les Américains retors ne sont pas pressés de lever les restrictions imposées à la vente des technologies de pointe à la Russie et de laisser les Russes s'imposer sur le marché mondial des armements. Le Kremlin est mécontent : il ne voit ni l'argent ni la confiance de l'Occident. Nos industriels savent pertinemment qu'ils peuvent fabriquer tout au plus de pâles copies de ce dont les États-Unis ont fait la démonstration pendant la guerre du Golfe. La Russie n'est pas à même de fabriquer des moteurs et de l'électronique de grande classe.

Certes, nous savons faire certaines choses. Ainsi le missile de croisière SS 22 que les Américains appellent Sunburn peut voler à trois mètres

audessus des vagues à Mach 2,5, soit 1 900 milles à l'heure, et opérer des manœuvres de diversion au moment de frapper sa cible. Ce missile phénoménal embrouille tous les systèmes de déroutage électronique américains.

L'Ukraine a vendu six de ces missiles à l'Iran 600 000 dollars la pièce, et ce n'est que le début de la transaction. Pour éviter la dispersion de cette arme redoutable à travers le monde, les États-Unis ont essayé d'acheter toute la production russe et ukrainienne de ces missiles pour dix ans à l'avance. La Marine américaine débourse 3 milliards de dollars pour ce missile antinavire, et l'inclut dans son arsenal.

Les *Izvestia* (22 juillet 1993) se félicitaient d'un tel contrat donnant du travail à plus d'une usine militaire en Russie et en Ukraine. Cet enthousiasme est-il partagé par les États-Unis et les autres pays de l'OTAN ?

De l'aveu du Pentagone, en 1992, les États-Unis accusaient un retard d'une quinzaine d'années sur la Russie pour la fabrication du laser à rayons X à pompage nucléaire. Tous les efforts des services d'espionnage américains pour obtenir l'information manquante auprès des Russes ont été vains. Les États-Unis ne se sont calmés que quand Eltsine a fait à Bush un présent vraiment royal en levant le secret sur toute la documentation de cette « arme du XXI^e siècle » et en autorisant l'échange d'équipes de chercheurs. Entre le 4 février et le mois de novembre 1993 la Russie a également cessé le brouillage et le cryptage de l'information durant les essais de ses missiles intercontinentaux.

Mais tous nos missiles et nos armements sont loin d'être aussi parfaits. Le SS 25 est pratiquement sans défense du fait de son poids et de ses dimensions colossales, et le SS 20 est cinq fois moins précis que le Trident, son analogue américain. Selon Piotr Bélov (*Vek*, n° 21, 1993), le général V. Déméntiev, adjoint du directeur des armements au ministère de la Défense et membre de l'Académie du Génie, aurait « annoncé la décision de relancer à plein rendement la fabrication des armements stratégiques », essentiellement ces mêmes SS 25 et SS 20. L'absurdité de la situation est flagrante, de tous les points de vue. Veut-on ainsi faire tourner les usines ? Mais à Votkinsk, les Américains ont installé à l'entrée de l'usine un système à rayons X pour contrôler les wagons de chemin de fer, afin d'empêcher la fabrication des missiles SS 20.

Quand donc nos généraux cesseront-ils de jouer, aux dépens de notre maigre bourse, au chat et à la souris avec les riches États-Unis ? Ou bien sont-ils fiers de ce que la CIA doit acheter en cachette aux pays de la CEI des spécimens des systèmes d'armements soviétiques les plus récents ?

Pour occuper les bureaux d'études travaillant à la projection et à la fabrication des systèmes de commande des missiles balistiques (hier encore pointés sur les États-Unis), les Américains en sont réduits à conclure avec eux des contrats d'une valeur de 200 millions de dollars en appareils destinés au synchrotron supraconducteur du Texas qui coûtera environ 10 milliards de dollars (l'anneau souterrain de 87 km installé à 5 mètres de profondeur sera opérationnel en 1999).

Les États-Unis sont bien forcés de « soigner » le *know-how* militaire russe, de recevoir chez eux des dizaines, voire des centaines de directeurs d'usines militaires pour qu'ils y suivent des programmes d'initiation au business, tout comme il doivent chercher à fonder des sociétés mixtes, à financer des recherches ponctuelles en Russie.

Rien d'étonnant non plus à ce que la « politique de soutien actif à la Russie » soit l'objet d'une « critique de plus en plus virulente aux États-Unis » (*Commerçant*, 6 juillet 1993). Des experts de l'influente Héritage Foundation (Washington) ont mentionné, en été 1993, trois domaines où la politique de la Russie « entre déjà en collision » avec les intérêts américains. Il s'agit, notamment, du désir de Moscou de défendre les Serbes bosniaques, des tergiversations dans le retrait des troupes russes des pays Baltes et des ventes d'armes au tiers monde. Les ultras de la droite ont envoyé leurs francs-tireurs en Yougoslavie ; les soldats russes sont devenus une monnaie de change dans le marché négocié avec les pays Baltes ; nos armes et nos technologies tombent entre les mains du premier client étranger solvable venu, fût-il un suppôt du terrorisme international. Et à chaque fois, ce sont nos industries militaires et notre armée qui sont l'enfant terrible, la cause du mécontentement des États-Unis.

Les politiciens américains n'ont pas tout à fait rangé au placard la « menace russe ». Mais l'accalmie les autorise à forger des armes moins chères : Clinton s'est engagé, lors de sa campagne électorale, à réduire le budget de la défense de moitié en quatre ans ; il a également relevé le taux de l'impôt sur les revenus des grandes sociétés, ce qui pousse automatiquement celles-ci à investir sur les marchés étrangers à main-d'œuvre bon marché.

Mais les Russes, eux, qu'attendent-ils des États-Unis ? Les sondages placent en premier lieu l'accès aux technologies de pointe de l'Occident, ensuite la formation de spécialistes et la fondation d'entreprises occidentales en Russie, l'invitation de spécialistes étrangers en qualité de managers. Et ce n'est qu'en bout de liste des priorités que viennent les crédits à long terme, le soutien politique des réformes démocratiques en Russie, l'aide humanitaire et l'afflux de denrées alimentaires et de biens de consommation (chiffres d'un sondage du Centre d'étude de l'opinion publique de Russie cités par le journal *Radical*, n° 38, 1992).

Et que reçoivent-ils de l'Occident, et des États-Unis ? Essentiellement ce qui vient en fin de la liste mentionnée : des colis alimentaires et des déclarations de soutien moral à nos réformes. 54 % des Américains interrogés à la demande du magazine *Time* et de CNN protestent contre une aide accrue à la Russie (journal *Glasnost*, 27 mai 1993, interdit après le putsch d'octobre 1993). Et ce alors que, depuis 1990, les États-Unis ont pu, grâce à Gorbatchev et à Eltsine, cesser, réduire ou geler leurs activités dans 704 bases éparpillées sur tout le globe, c'est-à-dire réduire de 42 % leur présence militaire dans le monde (*Moskovskié novosti*, 11 avril 1993).

Les services de renseignement américains assurent que, dans les prochaines années, les États-Unis auront surtout à redouter l'ex-URSS, dans le cas d'une désintégration toujours possible de la Russie, comme dans le cas d'un retour aux valeurs communistes. C'est la raison pour laquelle les Américains continuent de nous tenir à l'œil : ils entrent dans leurs superordinateurs le contenu de toutes les banques de données de nos ministères, centres de recherches, usines, etc. ; naturalisent la fleur de notre intelligentsia technique venus de tous les pays de la CEI ; viennent nous donner des conseils, étudier la situation sur place, négocient et discutent avec les gens de notre industrie militaire, voyagent à travers la CEI, visitant les usines où les étrangers n'avaient encore jamais mis les pieds ; financent les programmes de désarmement nucléaire de la CEI (400 millions de dollars) ; ont fait don de 684 « couvertures blindées » pour pouvoir transporter les ogives nucléaires en toute sécurité ; livrent en grandes quantités des conteneurs spéciaux pour la conservation des matériaux nucléaires...

Or, répétons-le, la Russie n'attend de l'Occident ni crédits ni aumônes, mais un libre échange de technologies de pointe et la possibilité de commercer librement avec le monde entier. Evidemment, c'est un rêve. Notre planète Terre n'existerait déjà plus n'était le COCOM, avec sa procédure détaillée et rigoureusement observée, ainsi que les restrictions commerciales imposées à certaines marchandises. Le COCOM (Comité coordinateur pour le contrôle multilatéral des échanges Est-Ouest) qui a son siège à Paris, est une organisation occidentale tout à fait sérieuse, dont la barrière s'est à peine relevée face aux tentatives d'instaurer la démocratie en Russie, et s'est figée dans l'attente.

La Russie doit fournir des garanties juridiques de ce que les techniques et technologies obtenues de l'Occident ne seront pas utilisées à des fins militaires. En outre, la Russie doit mettre en place un système national de contrôle des exportations adapté à l'économie de marché et excluant la réexportation des technologies occidentales à usage double vers des pays tiers pratiquant une politique étrangère agressive ou dont les régimes ne sont pas assez stables.

Notre retard technologique par rapport à l'Occident a été programmé par lui et est soigneusement maintenu. Mais il y a quelques lueurs d'espoir : le volet juridique des négociations de la Russie avec le COCOM est clos : en 1993, nous avons accepté de nous plier à toutes les exigences de l'Occident, y compris à un contrôle entier et libre par le vendeur sur place pour déterminer si la marchandise achetée est bien utilisée aux fins annoncées. La Russie a mené à bien l'introduction du certificat d'importation, c'est-à-dire qu'elle garantit l'application d'un vaste système de contrôle des exportations. Et de l'avis des experts du ministère des Affaires étrangères et du ministère des Relations économiques extérieures, en 1994 nous pourrions enfin, comme la Hongrie et la Pologne, avoir pleinement accès aux biens et technologies repris dans la liste des industries du COCOM.

Ce n'est là que le début d'un processus qui peut être stoppé à tout moment si la mauvaise volonté ou notre incurie ordinaire devaient se manifester. Les tests de confiance du COCOM sont efficaces puisqu'ils prévoient un système d'accès aux hautes technologies à quatre niveaux étalés sur plusieurs années : 1) au début, l'accès à une marchandise ou une technologie d'usage double (civile et militaire) nécessite l'accord unanime des membres du COCOM ; 2) plus tard, si tout se passe bien, les fournitures s'effectuent après vérification par les experts du Comité que l'entreprise cliente n'est pas impliquée dans une production de matériel de guerre ; 3) dans la phase suivante, ce n'est plus le COCOM, mais le gouvernement du pays vendeur qui décide de la vente de la marchandise au pays contrôlé ; 4) enfin, toutes les restrictions sont levées et le pays est rayé de la liste des États sous surveillance.

Le gouvernement russe a accepté, à contrecœur, de suivre toute cette procédure bureaucratique. Mais de temps en temps, comme Khrouchtchev avec son soulèvement à la tribune de l'ONU, il tape du poing sur la table des négociations avec l'Occident : si les pays occidentaux veulent réellement prêter leur aide aux réformes russes, ils doivent supprimer toutes les restrictions discriminatoires aux échanges commerciaux avec la Russie. Et pas question que l'Occident pose des conditions comme celles de ne pas vendre de matériel militaire à l'Iran, de ne pas aider Cuba, de retirer les troupes des pays Baltes, etc. Ainsi parlaient, par exemple, Alexandre Chokhine, vice-premier ministre du gouvernement russe (*Rossiiskie vesti*, n° 92, 1992), et maints autres politiciens russes, fussent-ils rangés dans le camp des démocrates.

Maintenant encore, comme à l'époque communiste, nous ne pouvons pas nous empêcher d'enfreindre les règles généralement admises en Occident. La Communauté européenne refuse de considérer la Russie comme un partenaire commercial égal en droits, continuant à lui faire pratiquement une guerre commerciale, s'indignant *Moskovskije novosti* (29 août 1993). Les produits russes demeurent l'objet d'une politique discriminatoire, notamment les textiles, l'aluminium, l'acier, les produits chimiques, l'uranium. Une décision de la Commission de l'Union européenne a introduit, en 1993, un quota restrictif pour l'importation sur les marchés européens de l'aluminium provenant des pays de la CEI. Il faut dire que nos exportations d'aluminium en direction de l'Europe occidentale ont quintuplé en quelques années, atteignant 500 000 tonnes par an, mais cela ne représente qu'à peine 10 % de la consommation globale du marché européen, qui n'a pas plus besoin des engrais chimiques russes à bas prix ruinant les producteurs européens. La Commission s'en prend également au chlorure de potassium, au carbamate, au nitrate d'ammonium venant de Russie.

La Communauté européenne n'entend pas asseoir ses relations avec la Fédération de Russie sur les règles du GATT, arguant du fait que nous sommes un pays qui n'a pas encore une véritable économie de marché. Pour adhérer au GATT, il faudrait que la Russie cesse de subventionner la

production de l'énergie et autorise la libre circulation des capitaux. La Communauté européenne prétend aussi que tout accord commercial passé avec la Russie comporte une clause autorisant la fermeture des marchés européens aux produits russes, sans autre sommation, en cas de violation des droits de l'homme en Russie. La Communauté a rappelé qu'à la proclamation d'indépendance de la Russie, celle-ci a aussitôt bénéficié (contrairement à l'ex-URSS) de la clause de la nation la plus favorisée et que 83 % des exportations russes n'ont pas été soumises aux taxes douanières en 1993. Mais la majeure partie de ces exportations est constituée de pétrole et de gaz.

En juin 1993, la Russie a été admise à participer à Eurêka, le programme européen de développement de nouvelles technologies, dans le cadre duquel plus de 800 projets sont à l'étude avec la participation de 4 000 entreprises d'une vingtaine de pays. Ce travail conjoint sur des projets étrangers a déjà freiné la fuite de cerveaux en Russie, donnant du travail à des centaines de spécialistes.

En 1992, la Russie a dû verser 23 milliards de dollars au titre du service de la dette à l'Occident. Elle a alors obtenu un report de dette pour une année. Compte tenu des arriérés, c'est 40 milliards de dollars qu'il a fallu payer en 1993 (la dette globale de la Russie représentait 77 700 millions de dollars au début de l'année). En 1993 également, la Russie a obtenu un sursis de 5 à 10 ans de la part de nombreuses banques occidentales. Mais ce sont encore les échanges de technologies avancées et la liberté du commerce qui sont les priorités de l'Occident. Là, ils n'accéderont aux demandes de la Russie qu'à la condition expresse que celle-ci concède quelque chose en retour dans le domaine de l'instauration de l'économie de marché et du respect des droits de l'homme.

3. LES MILITAIRES PRÉTENDENT FAIRE EUX-MÊMES LE COMMERCE DES ARMES

Le lobby militaire harcèle le gouvernement pour obtenir que les usines soient autorisées à vendre elles-mêmes leur production d'armes. Sur les 60 000 entreprises soviétiques qui travaillaient pour l'armée, 2 000 fabriquaient des produits finis. Aujourd'hui, il est possible d'acheter n'importe quoi en Russie pour un pot de vin : armes et pièces détachées, du simple pistolet jusqu'au missile. La défense s'est bardée de structures commerciales comprenant jusqu'à des entreprises à participation de capital étranger. Le marché noir des armements, de même que le marché noir des matières premières et de la drogue, en a déjà enrichi beaucoup en Russie.

Un certain Vladimir Karpov, du Service des renseignements extérieurs de Russie, a déclaré au journal *Dvadtsat tchetyré* (23 juillet 1993) : « Nous ne vendons d'armes nucléaires à personne, tandis que par le biais des filiales des sociétés américaines dans le tiers monde, Washington fournit des munitions nucléaires à l'Irak comme à Israël, déclinant de ce fait toute responsabilité quant à leur utilisation ».

Il y a là un air de vérité. Comme est vrai le fait que la Russie a cédé ses armes nucléaires au Kazakhstan, à l'Ukraine et à la Biélorussie en échange de concessions politiques et autres. Quant à ces trois pays, ils sont prêts à se défaire de ces armes moyennant des sommes assez modestes qu'ils recevraient de l'Occident.

C'est ce qui fait que les maîtres du Kremlin ont l'impression qu'il leur suffirait de vouloir pour gagner de l'or avec la vente... des armes non pas nucléaires, mais conventionnelles. Et ils ne prétendent pas admettre, écrit *Komsomolskaïa pravda* (article de I. Tcherniak, 29 avril 1993), que les armements et le matériel de guerre russes, s'ils présentent certains avantages, le cèdent largement aux modèles occidentaux dans l'utilisation des ordinateurs de bord, des canaux d'information radioélectronique, des appareils de vision thermique et nocturne, dans l'usage par tous les temps. Bien souvent les concepteurs ne considèrent pas les conditions climatiques des régions chaudes. Les concurrents soignent davantage le confort, la sécurité et la durabilité de leurs produits. Nous tendons à prendre du retard dans le domaine des armes d'infanterie. Nous n'avons aucune connaissance de la conjoncture des marchés étrangers et plus généralement de l'organisation du commerce des armes.

Notre industrie militaire n'a pas de chance. Elle se tourne les pouces cependant que les ateliers d'armements de France, d'Italie et d'Israël fabriquent des pièces de rechange pour nos avions et nos installations électroniques, modernisent 7 000 avions civils et militaires soviétiques qui se sont retrouvés en dehors de la CEI.

En 1993, du matériel militaire tout neuf, que personne n'avait payé, s'est amoncelé dans les entrepôts militaires pour une valeur de plus de 20 milliards de roubles (en prix de 1992, quand un rouble investi dans la défense valait presque un dollar). Tout ce matériel avait été commandé par le gouvernement en vue de l'exportation. Cela alors que : 1) les armes soviétiques se sont couvertes de honte en Afghanistan et en Irak ; 2) les Américains ont fait dans le Golfe la démonstration de l'efficacité de leurs armes de haute précision et plus généralement de tous leurs armements ; 3) la fin de la guerre froide a porté à perte maints pays à réduire leurs budgets militaires ; 4) la Russie a perdu des dizaines, voire des centaines de consommateurs traditionnels des armes soviétiques en Europe orientale et dans le tiers monde ; 5) le marché des armements a été saturé par le matériel russe vendu à vil prix par les anciens pays socialistes et les États de la CEI ; 6) l'ONU a imposé l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Irak, la Libye, la Yougoslavie ; 7) toute fourniture d'armes russes à l'Iran, à la Corée du Nord et à la Chine a été accueillie par des tollés par la communauté occidentale.

Et que doit penser l'opinion occidentale du fait que le commerce des armes est devenu en Russie une espèce de sport national ? C'est le hobby de la plupart des généraux, ministres et diplomates, de maintes personnalités du show business et de commentateurs de télévision. Car il s'agit bien souvent de marchés d'une valeur de millions, sinon de milliards de dollars,

et l'intermédiaire qui gagne un pour cent de la transaction n'est déjà pas mal servi.

Les responsables du ministère de la Défense font des pieds et des mains pour amener le Président et le gouvernement à autoriser officiellement l'armée à faire elle-même commerce des armes (*de facto* il est pratiqué de longue date, surtout dans les États de la CEI). A la rigueur, le ministère de la Défense pourrait se contenter du droit d'autoriser toutes les exportations d'armements et de matériel de guerre, de décider avec qui fonder des sociétés mixtes, qu'y fabriquer et de quelle qualité, de statuer sur l'opportunité de la coopération technico-militaire avec tel ou tel pays, de participer à l'établissement du prix et à la délivrance des licences. De l'avis du ministre de la Défense Pavel Gratchev *Komsomolskaïa pravda*, 29 avril 1993), dix pour cent des devises étrangères rapportées par chaque contrat devrait tomber dans l'escarcelle de son ministère. D'ailleurs, l'article était intitulé : « Le ministère de la Défense deviendra-t-il un magasin militaire ? »

Les esprits clairvoyants (*Novoïe vrémia*, n° 16, 1992) expliquent qu'en gagnant quelques milliards de dollars au commerce des armements, la Russie peut perdre bien davantage. « Les armes fabriquées dans la CEI soutiennent les régimes dictatoriaux, empoisonnent l'atmosphère dans le monde », écrit dans ce numéro de *Novoïe Vremia* le major général Vadim Makarevski, membre du groupe des Généraux pour la Paix et le Désarmement. Ce général nous rappelle à l'évidence : nous n'avons jamais encaissé les sommes qui figurent dans les annuaires occidentaux. C'est un fait que si les États-Unis ont réalisé un revenu de 21,7 milliards de dollars avec leurs exportations d'armes en 1980-90, l'URSS en aurait rentré 43,1 milliards. Ce chiffre est l'estimation occidentale de la valeur des armes que l'URSS a cédé à des pays étrangers, et non la somme réellement encaissée par Moscou, qui est misérable (10 à 15 % de ces armes ont été payées en devises, 35 % ont été cédés à titre gratuit, le reste constitue une dette que nous ne recouvrerons jamais).

Makarevski rappelle également que, bien souvent, les armes vendues se mettent à tirer sur leur vendeur. Il en a été ainsi en Afghanistan et dans bien des pays de la CEI. Mais nous continuons de jouer avec le feu : en vertu d'un accord passé avec Téhéran en 1989, nous avons vendu en 1992 à l'Iran trois sous-marins à propulsion Diesel (Kilo, dans la classification de l'OTAN) pour 6 milliards de dollars payés à l'avance. Le marché avait été conclu par le ministère des Relations économiques extérieures de Russie. Pour ce prix, la Russie a instruit à la base de Riga des équipages iraniens et a transféré les sous-marins de la mer Baltique dans le golfe Persique sous escorte des forces navales de Russie.

Cette imprévisibilité de l'âme slave peut encore jouer plus d'un mauvais tour au monde. Le chancelier autrichien Franz Vranitzky avait raison lorsqu'il affirmait, en 1992, que les pays industrialisés d'Occident devraient acheter des armes par grandes quantités auprès des pays de la CEI pour les détruire. Il y aura alors moins d'armes russes dans les régions

explosives, et les anciennes républiques soviétiques se retrouveront avec un solide capital de départ.

Malheureusement, Vranitzky n'a pas été entendu à l'Ouest. Pendant ce temps, Maleï, conseiller du Président de Russie, savoure par avance la « percée de la Russie sur le marché mondial des armements », dès que nos 88 sociétés d'armements auront obtenu le droit de commercer de façon autonome, et que les licences d'exportation pourront être délivrées, non seulement par les autorités fédérales à Moscou, mais aussi par les régions, territoires et républiques constituant la Russie (*Moskovskié novosti*, 21 février 1993).

Le ministère de la Défense, le complexe militaro-industriel et le gouvernement se disputent en coulisse le droit de disposer des exportations d'armements. Le 21 juin 1993, le Président Eltsine a théoriquement interdit aux forces armées de s'occuper du commerce des armes, mais, pratiquement, ce décret est irréalisable. Rien qu'en Russie l'on dénombrait, à ce moment-là, 64 instances civiles vouées au service social des hommes en uniforme, qui comptaient en retour sur un régime de faveur en cas de réforme de biens militaires, y compris immeubles et lots d'armes.

Il circule de par le monde au moins 70 millions de PM Kalachnikov, qui sont le symbole de la Russie comme Coca-Cola est celui des États-Unis. Ce qui ne veut pas dire que ces deux produits sont les meilleurs du genre, ni que la Russie pourra poursuivre ce business à l'échelle mondiale.

Alexandre Kotelkine, chef de la direction principale pour la coopération technico-militaire au ministère des Relations économiques extérieures, estime qu'il s'est produit en 1992 un relâchement de la réglementation des exportations d'armements en Russie (*Délovyé lioudi*, août 1993), entraînant l'apparition d'une foule de marchands privés. Les fabricants peuvent désormais conserver la moitié de leurs revenus en devises étrangères ; les usines militaires ont toute latitude pour se trouver des partenaires, négocier des contrats, exporter la production fabriquée en sus de la commande publique. Kotelkine dissipe les illusions des amateurs d'enrichissement immédiat : le commerce des armes n'est pas une opération unique, il inclut des travaux et des services à long terme qui, outre la livraison de la marchandise, comprennent les travaux de maintenance : fourniture des pièces de rechange, réparations, formation du personnel national, plus un crédit avantageux que le vendeur offre à son client.

En fait, il ne s'agit pas tant de la qualité de nos armes. Nous en avons déjà suffisamment distribué. La dette globale envers la Russie se montait à 140 milliards de dollars en 1993, la majeure partie de cette somme portant sur des armements. Un tiers du matériel militaire exporté était laissé en don gratuit aux alliés idéologiques de l'URSS, le reste était vendu à des prix largement inférieurs aux prix mondiaux.

Les armes russes ne sont finalement pas mauvaises. Ce qui manque, c'est une confiance politique à long terme envers le pays vendeur. La veille de l'ouverture de l'exposition d'armements IDEX 93 dans les Émirats arabes unis, les autorités de ce pays décidèrent d'acheter à la France 436

chars Leclerc. Les fabricants d'armes français avaient réussi non seulement à vendre à plusieurs pays de la région une quantité importante de chasseurs Mirage, mais aussi à convaincre le gouvernement des Émirats du sérieux de leurs intentions. Car les Français placent la plus grosse partie de la recette du marché des chars Leclerc dans 250 projets intéressants diverses branches de l'économie des Émirats, notamment dans la création de sociétés mixtes. Il faut savoir, à ce propos, qu'en 1991 les Émirats avaient sollicité l'URSS pour l'achat de chars T-80 et essayé un refus...

Et que d'efforts la Russie a-t-elle consentis en 1993 pour présenter à l'IDEX 93 370 spécimens de son matériel de guerre, dont 150 étaient exposés pour la première fois ! Cette exposition aura coûté 3 millions de dollars. Tout cela pour entendre que les Russes sont des gens charmants, que leurs armements sont au-dessus de tout éloge ; mais qui, aujourd'hui, pourrait garantir la stabilité de ce pays et l'intangibilité de ses orientations politiques ?

D'ailleurs, qui peut dire que la Russie tire quelque profit de la vente de ses armements ? Si les usines militaires payaient à l'État le prix réel (et non réduit de plusieurs fois) pour les matières premières, l'énergie, les composantes qu'elles consomment, pour l'exploitation implacable de la main-d'œuvre ouvrière et intellectuelle, de même que pour le bail des terrains, des locaux et pour les dommages écologiques, cette rengaine du complexe militaro-industriel serait tôt finie. Depuis 300 ans les armements sont fabriqués en Russie par l'État, c'est-à-dire essentiellement aux dépens de la société et en dehors de tout marché, écrit l'historien K. Chapillo (*Argoumenty i Fakty*, n° 20, 1993), qui ajoute que l'activité incontrôlée des « gestionnaires en uniforme » engendre une productivité dérisoirement faible pour un coût financier sans cesse croissant. Au début du XXe siècle, les Anglais construisaient des navires de guerre de 15-20 tonnes de tirant d'eau en 24 à 30 mois ; le même travail prenait de 36 à 42 mois dans les chantiers navals « publics » d'Allemagne, et de 75 à 86 mois dans les chantiers navals russes. Un cuirassé revenait à 674 roubles or la tonne en Angleterre, 764 en Allemagne et de 1 000 à 1 300 en Russie.

Aujourd'hui encore, nous exportons le fruit d'un travail d'esclave (les armes), ou bien spolions nos descendants en les privant de ressources précieuses non renouvelables (pétrole et gaz). Ce faisant, nous pressurons les citoyens de telle sorte que tous les fonctionnaires impliqués dans ce pillage y trouvent leur compte. Quoi d'étonnant, dès lors, à ce que les clans de bureaucrates se livrent une guerre sans merci pour emporter le morceau ?

Dans les dernières années de l'URSS, tout le gouvernement a été éclaboussé par le scandale du Premier ministre Ryjkov qui avait « couvert » une structure commerciale inouïe pour l'époque, dirigée par un officier du KGB. Une équipe délurée d'agents du KGB à la retraite avait eu l'idée d'écouler la bagatelle de douze chars fabriqués à l'usine de wagons de chemin de fer de l'Oural, qui sert de paravent à une usine militaire. Les

concurrents politiques de Ryjkov et de Gorbatchev ont laissé aller le convoi jusqu'au port de Novorossiisk avant de lancer une bruyante enquête devant empêcher de « vendre la patrie ».

Depuis, l'on est sûr que n'importe quel contrat d'exportation d'une valeur supérieure à un million de dollars peut être « coulé » à n'importe quelle étape de sa réalisation, aussi solides que soient les visas et les couvertures. La Russie des années 1990 est l'arène moins d'une lutte politique que d'une guerre civile économique où tout est permis.

Un certain groupe russe Conversion prétendait mettre en œuvre lui-même un projet d'une valeur de 35 milliards de dollars ! Des dollars qui ne lui appartenaient pas mais avaient été investis par 30 sociétés canadiennes et 25 firmes italiennes, ainsi que des groupes privés israéliens et américains. Il s'agissait pour eux de participer à la transformation du pétrole, à la modernisation de ports maritimes et au recyclage de combustible de fusées. Eltsine, Gaïdar, Khasboulatov, Tchernomyrdine, Lobov et nombre d'autres ministres avaient avalisé ce projet et attiré aussitôt en Russie une première tranche de 5 milliards de dollars. 35 milliards de dollars — et même cette première tranche de 5 milliards — sont une somme énorme pour la Russie. En effet, les investissements étrangers se montaient à peine à 1,2 milliard en 1992. Mais, comme l'écrivait *Moskovski komsomolets* (25 août 1993), après avoir reçu les garanties indispensables du gouvernement, le marché du siècle est resté coincé pour longtemps au ministère des Finances où le paquet de documents a longtemps circulé d'un vice-ministre à l'autre et où l'on réclamait un joli morceau pour la caisse du ministère. Puis le paquet a été perdu, retrouvé et enfin son contenu avalisé sous la pression du premier vice-premier ministre Lobov. En fin de compte, plusieurs attentats ont été commis contre les véhicules du groupe Conversion, et le précieux paquet d'originaux de tous les documents de ce marché a disparu sans espoir de jamais être retrouvé. Selon *Moskovski komsomolets* (25 août 1993), les intérêts du pays ont été sacrifiés, la trahison et la corruption sont entrées en jeu précisément lorsque les businessmen de la politique se sont rendu compte qu'il était désormais impossible de mettre des bâtons dans les roues de Conversion.

Faut-il un autre exemple de la guerre économique que mène le complexe militaro-industriel ? Les programmes de reconversion civile devaient recevoir 700 milliards de dollars à l'été 1993. Naguère, la Banque Centrale de Russie (BCR) octroyait des crédits au ministère des Finances qui les distribuait entre les banques commerciales, et ces dernières répercutaient les crédits vers les entreprises à reconvertir. Le Parlement a alors bloqué le mouvement et a exigé de la BCR et du ministère des Finances des investissements publics en lieu et place des crédits, reportant ainsi le poids des projets manqués sur les épaules des contribuables.

Autre innovation : en Russie, il n'est plus indispensable de graisser directement la patte du fonctionnaire sollicité, les dignitaires préférant parfois remplir la caisse de leur administration afin de pouvoir très légalement s'octroyer de royales prébendes.

Le fonctionnaire russe, quel que soit son rang, n'est menacé par la justice que s'il est livré ou compromis par ses propres chefs : c'est donc qu'il a mal fait le « partage ». Mais les plus égoïstes sont ménagés, de crainte que des indiscretions ne soient commises au cours du procès.

C'est donc toujours le lampiste, l'exécutant qui se retrouve sur le banc des accusés, et non les coupables du trafic d'armements. Au reste, le complexe militaro-industriel n'est pas chapeauté par le gouvernement. Seul le premier vice-premier ministre responsable de l'industrie était en droit de donner des ordres aux généraux-directeurs, et aussi l'ex-vice-président Alexandre Routskoï qui, en plus du complexe agro-alimentaire, avait pour tâche de superviser le commerce des armements.

A l'époque où l'URSS existait encore, le complexe militaro-industriel avait trois chefs : le secrétaire général du Comité central du PCUS, la division de la défense du CC et la Commission industrielle militaire, dirigée par le vice-président du Conseil des ministres de l'URSS, des mains duquel neuf ministres du complexe militaro-industriel recevaient l'argent, les commandes et les matériaux. C'est pour ces neuf-là que travaillait le pays tout entier. Le maître est aujourd'hui officiellement le Comité pour les branches militaires de l'industrie, mais son influence est quasiment nulle. Il n'est pas devenu la locomotive de l'industrie civile.

En 1993, plus de la moitié des entreprises militaires russes ont usé la commande du ministère de la Défense qui ne les payait pas assez. En effet, comment une usine prévue pour sortir 5 000 chars par an pourrait-elle ne pas se ruiner à en faire dix ?

Le lobby industriel militaire, plus qu'aucune autre catégorie d'industriels, est intéressé à l'économie de marché. Nous avons des productions à forte capacité scientifique et savons les monnayer. Mais les directives qu'ils reçoivent rendent fous les directeurs des usines militaires : « Davantage de biens de consommation et ne pas ruiner les productions civiles », disait Vladimir Anférov, directeur administratif de la Ligue d'assistance aux entreprises de la défense (*Commerçant*, 12 avril 1993). Que signifie « ne pas ruiner » ?

En juin 1992, un décret d'Eltsine laissait inchangé le système de pré-mobilisation qui existe depuis déjà 40 ans et qui exige que les directeurs d'usines ayant renoncé aux commandes du ministère de la Défense conservent intactes les capacités de production qui, en cas de guerre, doivent pouvoir immédiatement fabriquer des armements. Dans le cas contraire, lesdits directeurs sont passibles d'une peine de prison de 5 à 10 ans (à l'époque de Staline c'était le peloton d'exécution).

D'un côté, les directeurs du CMI se voient refuser les subventions ; de l'autre, ils s'entendent dire sur tous les tons que l'économie de la Russie sera sauvée par l'exportation de ses armements. Ils savent aussi que le moindre lot d'armes réclamait, en été 1993, pour être vendu à l'étranger, l'obtention de neuf autorisations (Président, gouvernement, Commission interministérielle pour la coopération technico-militaire, ministère des

Affaires étrangères, ministère de l'Économie, ministère de l'Industrie, Ministère des Relations économiques extérieures, ministère de la Défense, service de Renseignements extérieurs). Imaginez la situation : une usine quelque part dans l'Oural ou en Sibérie, et les légions de fonctionnaires à Moscou. Dès lors, il n'est pas étonnant que les directeurs de province puissent se passer des services du Centre et fonder leurs républiques de l'Oural ou de Sibérie. La République de l'Oural a bel et bien été proclamée le 1er novembre 1993, mais elle n'a pas été reconnue par le gouvernement russe.

Ce faisant, le ministère de la Défense mène son petit jeu avec l'argent des contribuables. La direction principale du ministère de la Défense pour les blindés a proposé au gouvernement de lancer la fabrication du nouveau T-90 (*Moskovskié novosti*, 18 juillet 1993). Le T-80, qui équipe actuellement les unités blindées, était fabriqué en collaboration avec l'Ukraine. Le T-90 sera purement russe. Mais trouvera-t-il acheteur ? Évidemment non. Car il y a déjà suffisamment de chars comme cela. Les étrangers ne feront pas la file pour l'avoir. Quant à l'Arménie, l'Abkhazie et le Tadjikistan, ils se contenteront de n'importe quoi. Du reste, l'« exportation » vers les républiques combattantes de la CEI est organisée tout à fait différemment : c'est l'armée russe qui s'en charge avec beaucoup de succès. Pour que le marché soit conclu, les visas ministériels ne sont pas requis : du liquide suffit. Quant au contrôle douanier, il est tellement déficient dans les pays méridionaux de la CEI qu'il est possible d'évacuer vers les régions instables du globe (le Proche-Orient avant tout) n'importe quoi et en n'importe quelles quantités.

Sergueï Kortounov, chef de la Direction du contrôle des exportations et de la reconversion du ministère des Affaires étrangères, confirme dans *Moskovskié novosti* (18 octobre 1992) que « l'extension du marché pour nos armements n'est souvent qu'un rêve, il n'y a pour cela aucun fondement réel ». Si le pays s'appauvrit, c'est aussi pour beaucoup parce que les chaînes de fabrication du complexe militaro-industriel continuent de tourner. Un tiers des commandes d'armements pour 1992 provenait du ministère des Relations économiques extérieures et concrétisait des contrats étrangers prétendument conclus. Et qu'en a-t-il résulté ? Nous avons fabriqué des armements pour 37 milliards de roubles (en prix de 1991 qui, pour les armes, équivalaient à plus de 37 milliards de dollars) ; nous les avons entreposés, et nous n'en avons rien vendu... La *Néžavissimaïa gazéta* (30 septembre 1992) en a parlé en se référant au vice-ministre des Relations économiques extérieures, Vladimir Chibaïev, qui accusait l'amiral Sergueï Krasnov, récemment démis du poste de ministre responsable des exportations d'armements, d'avoir sciemment exagéré la commande.

L'Irak, l'Inde et la Chine fournissaient à l'URSS la plus grosse part de ses revenus de l'exportation d'armements. Les sanctions internationales contre l'Irak en août 1991 conduisirent la Russie à cesser ses livraisons à ce pays. En retour, la dette de l'Irak envers la Russie, qui se monte à 6 milliards de dollars, a été gelée. Israël, le Koweït, l'Arabie Saoudite et les

Émirats, tous pays à la bourse bien garnie, ont, après la guerre du Golfe, acheté aux États-Unis des armements pour une valeur de plusieurs dizaines de milliards de dollars. Ce sont encore les firmes américaines qui ont emporté les commandes de reconstruction du Koweït pour une centaine de milliards. C'est logique, puisque ce sont les États-Unis qui ont combattu là-bas.

Le complexe militaro-industriel russe n'a plus qu'à claquer des dents, en nourrissant le faible espoir qu'à la levée des sanctions de l'ONU l'Irak s'adressera peut-être à la Russie pour acquérir les pièces de rechange nécessaires à remettre d'aplomb son cimetière de matériel soviétique. En attendant, la Russie n'a obtenu qu'une commande de l'AIEA (Agence Internationale de l'Énergie Atomique) pour le prélèvement et l'évacuation vers la Russie du combustible nucléaire du réacteur expérimental construit en Irak par l'Union soviétique dans les années 1960.

Certes, l'Occident a sa part dans l'encouragement de l'Irak à l'agression, mais c'est de l'URSS qu'Hussein avait obtenu la majeure partie de ses armements. Au total, la guerre du Golfe a coûté 676 milliards de dollars à ses participants réunis. Les pertes de l'agresseur se chiffrent à 237 milliards de dollars, celles du Koweït à 240 milliards. Quand il ouvrit les hostilités avec le Koweït, se mettant les États-Unis à dos, Hussein comptait sur l'aide soviétique. Gorbatchev avait donc la possibilité d'infléchir le cours des événements et d'éviter ce qui s'est passé. La défaite de l'Irak a aussi contribué à l'effondrement de l'URSS.

Les « rouge-brun » se lamentent aujourd'hui sur les chances perdues à cause du soutien apporté aux sanctions de l'ONU contre l'Irak, la Yougoslavie et la Libye. Mais si l'on avait agi autrement, qui donc aurait reporté la dette russe ? Quant bien même nous nous serions obstinés dans notre « amitié » avec cette troïka, la conjoncture économique n'aurait permis à aucun de ces pays de payer les livraisons d'armes passées ou actuelles. Et puis, comment la Russie pourrait-elle se permettre d'encourager le terrorisme international alors que la CEI elle-même est en ébullition ?

Quant à la Syrie, ne pourrait-elle pas faire preuve de plus de hâte à rembourser les 10 milliards de dollars qu'elle doit encore à la Russie ? Sans doute estime-t-elle que c'est la Russie qui lui est redevable. Qui donc voudra encore de nos pièces de rechange et qui, au Proche-Orient, nous achètera du matériel militaire ? Or, voilà qu'en 1993 la Russie signe un nouveau contrat de fournitures militaires avec la Syrie, pays qui refuse obstinément de payer ce qu'il doit déjà...

Entre-temps, les Israéliens se plaignent du refroidissement de l'attitude de la Russie à leur égard. Que la moitié de la population urbaine parle russe en Israël ne nous avance guère. D'autant que le complexe militaro-industriel subit les pressions de la masse de nos fonctionnaires et de nos industriels qui ont des liens très solides avec la plupart des pays du monde arabe. Des dizaines, voire des centaines de milliers de nos compatriotes tirent leur fortune de longues missions précisément dans les pays arabes

pauvres. La presse russe de toutes tendances ne cesse de s'étendre sur les perspectives de relations étroites avec les pays arabes qui ne portent pas les États-Unis dans leur cœur. De leur côté, les Américains répètent à qui veut l'entendre que les pays encore désireux d'acheter des armes aux Russes ont une réputation fort douteuse.

L'Irak est pour un temps hors jeu. Reste la Chine populaire, qui pourrait nous apprendre à mener à bien la reconversion civile. Les *Izvestia* (15 mai 1993) écrivaient que l'expérience chinoise nous apprendra peut-être à comprendre que seule une reconversion totale, ne laissant place à aucun compromis et englobant jusqu'au dernier maillon de la défense, de l'armée jusqu'aux usines militaires, est capable au moins de restaurer le potentiel de la Russie tel qu'il était avant la perestroïka.

En attendant, nous continuons de vendre à la Chine des systèmes de pointage et des moteurs de fusées, des technologies d'enrichissement de l'uranium et quantité d'autres choses relevant des technologies modernes à usage double. La Chine reçoit des chars, des chasseurs SU 27, des missiles air-sol S 300 analogues au Patriot américain. Les États-Unis pensent que les Chinois préconisent de mettre au point leur propre fabrication de missiles tactiques, de chasseurs, de centrales nucléaires et de moteurs de fusées afin de les réexporter vers le tiers monde. Ils sont d'avis qu'une telle alliance de la Russie avec la Chine est à même de réduire à néant tous les efforts occidentaux destinés à enrayer la prolifération des armes nucléaires. Mais, jusqu'ici, Bush et Clinton à sa suite ont estimé que le soutien des réformes russes primait sur une politique dure dans le domaine du trafic d'armes et sur les menaces de cesser toute aide financière. Le résultat est que la Russie s'emploie actuellement à réarmer la Chine populaire, bien que la valeur de ces contrats exprimée en dollars soit en principe ridicule (une centaine de millions de dollars par an).

Tout comme l'Irak, l'Inde est fortement dépendante de certaines entreprises de notre CMI, de l'irrégularité de nos fournitures de pièces de rechange et de composantes. L'armée indienne est équipée à 75 % d'armements de fabrication russe. Mais un fort concurrent se profile à l'horizon : l'Ukraine, dont les usines ont fourni en leur temps 120 avions de transport aux forces aériennes indiennes, avions qui aujourd'hui ont besoin de pièces de rechange. Un lobby pro-indien agit en Russie, ce qui fait qu'en 1993 celle-ci a offert à l'Inde un crédit d'achat d'armements de 830 millions de dollars. Au vu du chômage progressant dans les usines et les bureaux d'études militaires de Russie, les Indiens ont consenti à engager sous contrat dans leurs entreprises militaires des milliers de spécialistes russes.

Seulement, l'Inde est alarmée par des démarches tout aussi actives de la part du complexe militaro-industriel russe avec la Chine, ainsi qu'avec le Pakistan. La Russie a sur la conscience une Inde surarmée qui, au printemps 1990, a été à deux doigts d'un accrochage nucléaire avec le Pakistan.

Il est vrai aussi que l'administration Reagan a aidé ce dernier à acquérir la bombe atomique (pas une, mais dix) et ses vecteurs, les F-16. L'arsenal nucléaire indien était toutefois de loin plus important que celui du Pakistan.

En 1993, la Russie dirigeait 80 % de ses exportations d'armements vers l'Inde et la Chine. Cependant, la CIA a pris la Chine « la main dans le sac » : elle était, cette année-là, le principal fournisseur de l'Irak pour les technologies nucléaires. Avec la coopération non affichée de la Russie, la Corée du Nord met au point des armes nucléaires et leurs vecteurs qu'elle cherche à vendre à la Libye et à l'Irak.

Les relations avec Cuba sont plus curieuses encore. Ce pays qui a fait faillite sur toute la ligne doit à la Russie 28 milliards de dollars (l'Angola en doit plus de 6 milliards), mais entretient les forces armées les plus nombreuses de l'hémisphère occidental (deux millions d'hommes, avec les formations paramilitaires). En été 1993 a été parachevé le lent retrait du contingent de 7 700 hommes que l'URSS maintenait à Cuba. Mais le centre radar militaire de Lurdes est resté sur place et il balaie toute la façade atlantique des États-Unis, surveillant notamment les lancements d'engins spatiaux effectués depuis le centre de Floride.

La Russie va débloquer en 1994 350 millions de dollars destinés à parachever 12 ouvrages mis en chantier à Cuba avec la contribution de l'URSS. Il y a aussi là-bas une centrale nucléaire qui n'est pas terminée et dont le chantier a été gelé. Et pourquoi ne l'a-t-on pas tout simplement donnée à Cuba ? Au total, les Cubains nous devraient au moins dix fois plus que 28 milliards (la Russie payait le sucre cubain au-dessus du prix mondial, mais fournissait du pétrole à vil prix ; quant aux armes, combien n'en a-t-elle pas enseveli là-bas !).

Le tiers monde doit à la Russie un total de 140 milliards de dollars ; parmi les grands débiteurs figurent en ordre décroissant l'Éthiopie, l'Algérie, l'Angola, le Yémen, la Libye, le Nicaragua, la Pologne, etc. Aucun d'entre eux ne remboursera un centime pour toutes les armes, les denrées alimentaires et tout le pétrole qu'ils ont reçu. En 1992, la Russie devait recouvrer plus de 16 milliards de dollars ; elle n'en a récupéré que deux, dont la moitié remboursée par l'Inde. La Russie est maintenant en quête d'acheteurs tentés par le rachat de cette dette. Les taux varient ici — de 6 à 9 cents pour un dollar (dette du Nicaragua) à 85 à 90 cents (dette de l'Algérie). Récemment, la dette d'un pays d'Afrique a été rachetée par une firme étrangère à 12 cents le dollar.

Les armes étaient envoyées par convois entiers en Éthiopie où elles se perdaient en quelques jours. Seuls l'Indonésie, le Pakistan et la Turquie payaient normalement (dans les délais). Cette dernière est le seul pays de l'OTAN à acheter à la Russie des hélicoptères et des munitions. Les ventes se sont poursuivies en 1993, mais ce ne sont là que des contrats minimes portant à peine sur quelques dizaines de millions de dollars par an. La Turquie aimerait, par ailleurs, acheter une chaîne de fabrication de muni-

tions pour ses armes d'infanterie, et même une usine « clés en main » d'obus d'artillerie et de chars, et aimerait moderniser, avec l'aide de la Russie, le blindage de ses chars. Mais ce ne sont encore que des projets.

En 1992, la Russie n'a su vendre que 7 chars, 3 bâtiments de surface, 2 sous-marins, 26 chasseurs SU 27 et 84 transports blindés (*Moskovskii novosti*, 29 août 1993). Il est très difficile de se porter garant des statistiques émanant de Moscou, mais il est clair qu'il a certainement été très difficile pour la Russie de se recycler dans le commerce des armes normal, avec pré-paiement dans l'année de livraison, après l'« aide militaire » et la pratique du crédit à terme de 15 ans et à taux d'intérêt ridicule. La presse de toutes tendances est pleine de calculs sur les revenus du commerce des armements américains et les quelques sous gagnés par la Russie. C'est ce slogan idiot inventé par Khrouchtchev, « rattraper et surpasser les États-Unis », qui a affecté toute la politique de la Russie dans la seconde moitié du XXe siècle, et qui a été à l'origine de phénomènes bien curieux.

Une seule issue existe pour le complexe militaro-industriel : s'associer à des firmes occidentales et sortir ensemble des produits à destination civile ou militaire, peu importe, qui seront ensuite partiellement réalisés sur les marchés étrangers. En Occident comme dans le tiers monde, on est trop prévenu contre tout personnage officiel arrivant de Moscou, quoi qu'il puisse proposer.

C'est sous les produits chinois que croulent les rayons d'un magasin sur deux dans le monde. Chaque ville du monde a son restaurant, voire son quartier chinois. Et bien que leurs produits destinés à l'exportation soient en grande partie confectionnés par des détenus, les Chinois sont mieux accueillis dans le monde entier que les Russes. C'est qu'ils ont toujours fait commerce de leurs marchandises, plutôt que de s'adonner à la subversion et de contempler leur nombril de grande puissance. On peut tout leur acheter tout, mais rien à la Russie.

Les plus délégués des directeurs d'usines de guerres sortent déjà des camions militaires conjointement avec des firmes occidentales. Les usines d'automobiles de Briansk fabriquent les anciens camions militaires d'une tonne et demie BVZ 69501 et BVZ 135 en coopération avec la firme britannique EAO. La société italienne IVECO, contrôlée par Fiat, a joint ses efforts à ceux d'OuralAZ et distribue dans le monde nos transporteurs de bois, nos voitures de pompiers ainsi que le poids lourd à benne basculante OuralAZ - 330 - 30. Ce camion est monté en Russie à partir de composantes importées ; on y ajoute les pneus et la benne basculante. Le Grand Nord russe a déjà reçu 300 de ces camions version polaire ; l'Égypte en a acheté un millier en 1992.

Pour l'instant, le CMI n'a la sympathie de la presse nationale que dans la mesure où il y place de la publicité, distribue aux journalistes des billets d'avion gratuits pour assister aux rallyes et expositions organisés à l'étranger, les inclut dans les délégations officielles qui sillonnent le monde à la recherche, soi-disant, de clients pour son matériel militaire. Le complexe militaro-industriel russe est la vitrine de l'incurie socialiste, de la

dilapidation criminelle des ressources les plus précieuses de la Russie. A supposer même que le char T-80 soit meilleur que l'Abrahams américain ou le Leclerc français, mieux vaut ne pas le fabriquer. Répétons que le coût véritable de ce T-80 est de loin supérieur au coût affiché, car les militaires n'achètent pas mais confisquent pratiquement à l'État tout ce dont ils ont besoin pour leur industrie. Pas un seul T-80 n'a encore été vendu sur les centaines qui ont été construits et qui sont en train de rouiller... Les Français, eux, ont commencé par vendre leur Leclerc aux Emirats, et, seulement après, ont organisé sa fabrication en série en se limitant exactement aux commandes reçues.

Lors de l'exposition IDEX 93 d'Abou-Dhabi, le ministre russe de la Défense, Gratchev, avait déclaré qu'il en ramènerait des contrats pour une valeur de 11 ou 12 milliards de dollars. Un an a passé, et pas de milliards en vue. Dans les premières semaines de 1993, le Président Eltsine fit publiquement cette confidence : « Lors de mon récent voyage en Inde, il m'est soudain venu à l'idée des doutes quant à la nécessité de remballer notre production militaire. Il y a là-bas un gigantesque marché, et il serait dommage d'avoir, plus tard, à reconverter à nouveau les usines militaires réorganisées pour la production de casseroles ». Pourtant, si les Arabes et les Indiens l'avaient voulu, il y a longtemps qu'ils nous auraient tout acheté. Malheureux pays que celui où le Président et le ministre de la Défense en sont réduits à user d'une information étrangement inexacte.

La Russie affamée a consacré en 1992-1993 des dizaines de millions de dollars de deniers publics à l'organisation de stands russes dans toutes les expositions internationales d'armements. Birmingham, Abou Dhabi, Le Bourget, Sokolniki, Nijni-Novgorod, Joukovski ont accueilli les réalisations du complexe militaro-industriel de la Russie. Les spectateurs étaient enthousiastes, mais guère pressés d'acheter.

IV. LA DEFAITE DANS L'ESPACE

1. AU BORD D'UNE TROISIÈME GUERRE MONDIALE

Pour Khrouchtchev et Brejnev, les « troupes spatiales » étaient un moyen de mettre les Américains à genoux. Gorbatchev et Eltsine envisageaient les expérimentations ruineuses dans l'espace comme un facteur de prestige national. Plus d'une fois, les jeux spatiaux des secrétaires généraux ont placé le monde au bord d'une guerre nucléaire contre les États-Unis. Le président russe a l'intention de démilitariser l'espace auquel nous avons consacré dix fois plus de ressources que les Américains. Aujourd'hui, nous voulons envoyer dans l'espace les déchets nucléaires ; sans compter que les militaires ont truffé les orbites de centaines de satellites radars équipés de miniréacteurs nucléaires qui retomberont sur Terre dans 300 ou 600 ans ; or, la période de demi-vie du plutonium contenu dans ces réacteurs est de 24 000 ans... L'industrie spatiale russe cherche des sponsors pour des dizaines de projets civils : commercialisation des photographies spatiales de la Terre, installation sur orbite d'un réflecteur destiné à éclairer un cercle de 30 km de diamètre sur la péninsule de Yamal à la demande des gaziers, montage de systèmes satellites de communication.

« La Russie entend demeurer la première puissance spatiale au monde », écrivait *Megapolis Express* (7 octobre 1992) à propos de l'attention portée par les responsables militaires et politiques russes à la célébration du 35e anniversaire du lancement du premier spoutnik. Les généraux Routskoï, Gratchev et Gromov ont, à cette occasion, exprimé le désir d'« assister dans un proche avenir à des changements qualitatifs dans les forces spatiales, afin de maintenir de la stabilité stratégique dans le monde et renforcer la capacité défensive de la Russie. »

C'est vrai que l'espace est chez nous militarisé à 100 %, donc entièrement à charge du contribuable. En 1993, l'aérospatiale russe se plaignait de ne recevoir que le tiers des subventions demandées, ce qui la mettait dans un état proche du coma. Le marché de l'espace rétrécit à vue d'oeil et nous n'y trouverons pas notre place au soleil. Ainsi, la Chine populaire a prouvé qu'elle était capable de lancer des satellites de communication au moins aussi bien que les Français, sinon mieux.

L'espace est notre drame financier. Les usines qui produisent les systèmes de télécommande des vaisseaux spatiaux sont implantées en Ukraine, tandis que le fameux cosmodrome de Baïkonour est situé au Kazakhstan. Et personne, à part la Russie, ne veut financer tout cela. Cap Canaveral, en Floride, avec ses tribunes pour les spectateurs et quelques pas de tir, ne supporte pas la comparaison avec le colosse de Baïkonour, véritable centre de recherche et de production où les tables de lancement approchent la centaine.

A partir de Baïkonour, la navette américaine n'aurait rien pu placer sur orbite, toute sa charge aurait été dépensée en carburant rien que pour entrer dans le plan de l'équateur. De Floride, la navette peut mettre plus

d'une tonne sur orbite géostationnaire... On peut y lancer des fusées sur des orbites comprises dans une gamme d'inclinaison de 0 à 180. Les Américains ont un autre « éventail » de ce genre à Vanderberg, non loin de Los Angeles. Quant aux fusées russes, elles sont limitées par des orbites de 50 à 60, les premiers étages pouvant être lâchés uniquement audessus des espaces désertiques de la presque île des Tchoukches. Dès le départ, il a donc fallu, pour faire face à ces contraintes géographiques, développer une nouvelle catégorie d'engins spatiaux et de systèmes aérospatiaux, écrit Anatoli Ptouchenko dans *Natchalo* (n° 30, 1992). C'est trois fois moins chers et cela ne requiert pas de table de lancement ; seulement un lanceur supersonique et une navette ressemblant à Bourane, mais avec un moteur de bord. Et tout cela, nous l'avions dans les années 1960. Aujourd'hui, l'avion spatial de Tchéloméï est largement connu.

Dans les années 1980, on lançait en URSS en moyenne 90 à 124 satellites par an, soit cinq fois plus que tous les autres pays du monde, États-Unis y compris. Tous les autres ensemble effectuaient 16 à 27 lancements par an...

Avant janvier 1990, plus de 2 000 satellites de la série Cosmos faisaient la ronde autour de la Terre. A partir de 1976, nous avons lancé annuellement 450 tonnes, dont environ 20 tonnes dans l'espace interplanétaire. Fin 1988, 66 équipages de deux ou trois hommes — dont 30 internationaux — étaient allés faire un tour dans l'espace.

Si l'argent gaspillé en inutiles promenades dans l'espace avait été consacré au développement de systèmes de télévision et de communication par satellite, nous serions aujourd'hui dotés d'un réseau couvrant toute la CEI au niveau de l'Europe occidentale et non de l'Éthiopie ou de la Somalie. Un seul exemple, écrit Boris Olessiuk (*Goloss*, n° 35, 1993) : notre satellite géostationnaire Gorizont n'a subi aucune modification depuis sa fabrication en 1980 ; il pèse plus de deux tonnes et offre 8 canaux de communication. Le satellite de communication japonais pèse à peine 30 kilos pour 35 canaux. Mais nous nous sommes même amusés à balader dans l'espace des cosmonautes des pays socialistes « frères », voire de France, d'Inde, de Syrie et d'Afghanistan, alors que la préparation d'un cosmonaute coûtait trois millions de roubles (avant Eltsine, un rouble investi dans la Défense « pesait » beaucoup plus qu'un dollar), qu'une journée à bord de la station Mir revenait à un million de roubles, etc.

Les Américains ont renoncé aux vols lunaires car le prix — un demi milliard de dollars par voyage — leur semblait trop élevé. Le projet Appolo, y compris la promenade sur la Lune, a coûté aux États-Unis 26,5 milliards de dollars. Nous avons dépensé au moins autant, mais avons laissé de côté le programme lunaire, puis nous sommes repartis de plus belle avec une génération de stations orbitales, de vaisseaux de transport, de camions de l'espace, la fusée lourde Energia, la navette Bourane.

Aujourd'hui encore, cette branche fonctionne à plein régime, et l'essentiel des travaux est encore consacré aux techniques spatiales. Et comment peut-on comparer le coût de l'industrie spatiale aux États-Unis

et chez nous, si les spécialistes américains gagnent cent fois plus que leurs collègues russes de même niveau ?

Tout ça, c'est du bluff, comme l'a si bien dit un jour le dissident Vladimir Boukovski, Londonien d'adoption, à propos de nos ambitions spatiales. Les « manitous » de la cosmonautique opposent comme argument que la recherche spatiale n'a pas coûté grand-chose en comparaison des sommes véritablement astronomiques dilapidées à cause de l'incurie des dirigeants (en 1989, les chantiers inachevés faisaient perdre 200 milliards de roubles ; les stocks superflus de l'industrie se montaient à 250 milliards ; il traînait pour 7 milliards d'équipements importés non installés ; 50 milliards avaient été perdus à cause du fonctionnement en sous-capacité du parc de machines-outils dû aux équipes incomplètes, et il y avait encore une cinquantaine de marques d'incurie majeure). Les arguments de cet ordre suffisent à justifier n'importe quelles dépenses militaires.

Mais peut-on admettre que, dans la nuit du 25 au 26 septembre 1983, le monde ait été à deux doigts d'une troisième guerre mondiale à cause d'une fausse alerte due à une défaillance électronique dans les unités spatiales soviétiques (*Top secret*, n° 5, 1993) ? Du reste, les systèmes américains étaient, eux aussi, sujets aux erreurs, et il est arrivé que des bombardiers stratégiques américains aillent jusqu'au pôle Nord avant d'être détournés de leur route vers l'URSS. Il est arrivé aussi que des vols d'oiseaux migrateurs aient été pris par les Américains pour des fusées soviétiques. La compétition dans le domaine des technologies spatiales a ainsi tantôt rapproché les deux superpuissances du point fatidique, tantôt elle les en a écartés pour leur donner un nouveau sursis.

Et c'était le fait de rester assis sur un tonneau de poudre qui s'appelait « capacité de défense » ? En réalité, on a simplement dissimulé au peuple soviétique que la plupart des vaisseaux interplanétaires non pilotés ne sont jamais parvenus à destination. Trois Vénus ont péri en vain ; la première station Mars et cinq stations lunaires sur huit ont subi le même sort. Le superlanceur N-1 de la mission lunaire a explosé quatre fois au départ, et une de ces explosions a fait des centaines de victimes dans la population civile du voisinage de Baïkonour. A également été tu le fait que nos centaines de satellites espions, contrairement à ceux des Américains, sont incapables d'assumer une fonction de reconnaissance par tous les temps. Qu'avons-nous donc besoin de tous ces systèmes spatiaux de surveillance d'un ennemi potentiel, si nous sommes incapables d'espionner, et s'il n'y a, d'ailleurs, rien à espionner ? A quoi bon toute cette industrie spatiale si nos satellites sont deux fois plus lourds que ceux des Américains et que leur durée de service est deux fois moindre ? Cela reviendrait beaucoup moins cher d'acheter aux Chinois ou aux Japonais des satellites de navigation et l'infrastructure au sol qui les accompagne. Avez-vous jamais vu dans un magasin de Moscou un poste de radio, un téléviseur, un enregistreur, un ordinateur, un magnétoscope ou un radiotéléphone russe normal ?

Nous avons su réduire à l'état de poussière interstellaire des centaines de milliards de dollars en nous lançant dans la compétition avec les Américains qui, par des demi-vérités et des demi-mensonges, ont incité nos dirigeants à des dépenses continuelles et insensées pour la recherche spatiale. La leçon n'aurait-elle pas porté ? Selon des experts militaires américains (*Megapolis Express*, n° 19, 1993), au cours du premier trimestre de 1993, la Russie a lancé douze satellites militaires, dont un de surveillance maritime équipé d'un type nouveau d'appareils destinés à détecter les sous-marins nucléaires américains. Un regain d'activité militaire dans l'espace s'est amorcé, du côté russe, à partir de la fin de 1992.

L'absence de lucidité dont nos généraux ont fait preuve dans la question du parapluie antimissile, dans les années 80, a donc coûté à Moscou des dizaines de milliards de dollars. Maints savants soviétiques avaient la conviction que le « bouclier mondial » proposé par le président Reagan appartenait au domaine des fantasmes. Les Américains riaient sous cape à voir l'obstination de nos généraux qui, à cette occasion, puisaient allègrement dans le porte-monnaie de l'État. Ces dépenses ont à ce point affaibli l'économie de l'URSS que ce pays ne pouvait quasiment plus être considéré comme une superpuissance. Un parent sur deux de chacun des membres du Politburo rêvait d'avoir — et avait (!) — son bureau d'étude ou son institut de recherche en technologies spatiales et son usine, ce qui faisait que les fonds publics se dissipaient en projets toujours des plus ambitieux. C'est ainsi que la cosmonautique soviétique, comme tout le pays, a été victime de généraux incompetents.

La navette Bourane a englouti 20 milliards de roubles anciens (soit plus de 20 à 30 milliards de dollars). Ce poids lourd de l'espace fut construit en trois exemplaires, dont l'un réussit un vol sans pilote en 1988 et vint atterrir sur une piste de béton. Or, nous avons déjà un avion spatial bien avant Bourane. Dans les années 1970-80, on avait construit plusieurs de ces aéronefs spatiaux d'après les plans de l'académicien Tchélomeï, dont les caractéristiques techniques surpassaient largement celles de Bourane. Le troisième avion spatial, le Tupolev 2000, se passe de pas de tir. Lancé du dos d'un avion porteur ou bien décollant d'un aéroport ordinaire, il n'existe encore qu'à l'état de maquette. Au salon du Bourget 1993, ses auteurs lui ont cherché un acheteur.

Les moteurs les plus puissants à ce jour ont été conçus en URSS dans les années 1960 pour envoyer quatre hommes sur la Lune. A quatre reprises, la fusée prit le départ, propulsée par trente moteurs superpuissants, et, chaque fois, elle explosa au départ. Quelques-uns de ces moteurs existent encore et attendent un client étranger disposé à en donner une somme rondelette...

Nos militaires ont gaspillé des montagnes d'argent dans l'espace et continuent de réclamer le financement de la branche — et ils l'obtiennent. Pas un seul centre de l'industrie aérospatiale n'a été fermé. Tous continuent de fonctionner.

Cet entêtement fait courir dans le monde une brise froide de méfiance à l'égard de notre prétendue reconversion. Ainsi, les Américains sont convaincus qu'il ne saurait y avoir de réelle démilitarisation de l'aérospatiale tant que les Russes n'auront pas détruit leurs fusées monstres, fermé leurs ateliers de construction et dispersé leurs personnels. Du point de vue du bon sens et en considérant nos intérêts économiques, la Russie n'aura pas besoin de cosmonautique, ni civile ni militaire, pendant des décennies, tant que tout n'aura pas été privatisé et que les gens n'auront pas appris à compter l'argent, à calculer le coût réel des projets.

L'aérospatiale russe n'a qu'à continuer à faire ce qui lui réussit assez bien : des chaînes automatiques pour la production d'huile et des emballeuses de chocolats, des prothèses et des fauteuils roulants pour handicapés.

Les militaires prétendent préserver à tout prix le programme spatial russe. A cette fin, ils font commerce de photos satellites de la surface du globe terrestre. Nos nouveaux appareils de photographie spatiale ont un plus grand pouvoir de résolution que ceux de la concurrence : grâce à eux, on peut distinguer jusqu'à des objets d'un peu moins de deux mètres, alors que le Spot français a un pouvoir de résolution de 10 mètres, le Landsat américain, de 30 mètres. L'Agence russe de photographie spatiale effectue des prises de vues de n'importe quel point du globe, pourvu que les conditions météo le permettent. Géologues, cartographes, écologistes, agriculteurs et biologistes s'arrachent ces photos prises à une altitude de 200 milles, décodées par ordinateur. Elles sont vendues dans maints pays de par le monde. Mais gagnons-nous à ce commerce ?

En fait, il ne paraît pas assez intéressant pour accélérer la fabrication d'une série de stations orbitales automatiques Almaz-18 de troisième génération. Ce produit de l'usine moscovite Khrounitchev devrait être lancé en 1996, écrivait le quotidien *Kouranty* (25 juin 1993), et il sera équipé d'un système radar à triples fréquences pour le filmage de la surface terrestre. Un nouveau satellite Almaz-2 (lancement prévu en 1988) est à l'étude. Ce sont tous des satellites lourds (6,5 tonnes de matériel scientifique) destinés à la réalisation du programme international de monitoring écologique de la Terre EOS (Earth Observing System). Pour la Russie à elle seule, il faudra, outre 3 ou 4 Almaz sur orbite, au minimum 50 000 stations de mesures à terre pour la surveillance de l'environnement : une manne céleste pour notre complexe militaire. Et tout ce gaspillage se fera aux dépens des habitants de la Russie, qui ne possède toujours pas de routes praticables toute l'année, ni d'eau chaude dans la majorité des hôpitaux, où vieillards et enfants sont sous-alimentés et où la médecine est restée au niveau du début du siècle.

Il n'y a jamais eu en Russie de Parlement désireux de contrôler la façon dont l'argent des contribuables était dépensé. C'est ainsi que, de Lénine à Gorbatchev, des projets cyclopéens comparables, pour le coût et l'utilité, à la pyramide de Chéops ont été réalisés. Le quotidien *Rossiïskié vesti* (n° 92, 1993) a relaté une expérience effectuée sur la station orbitale Mir : des

robots ont déployé en orbite une sphère de vingt mètres de diamètre, faite d'une feuille de métal, pour réverbérer les rayons solaires vers la partie européenne de la CEI aux heures nocturnes. Les inventeurs nous promettent, la prochaine fois, de construire un miroir de la dimension voulue qui pourra être placé en permanence au-dessus des régions gazières de la péninsule de Yamal pour l'éclairer pendant les six mois de nuit polaire : une petite tache de soleil dans la toundra, d'un diamètre de 30 km. Ces mêmes enthousiastes sont prêts à installer dans l'espace, à l'aide d'une pellicule sans carcasse, une antenne basse fréquence de 500 mètres de diamètre aux propriétés radiophysiques sans égal ; ou encore à mettre au point, à l'aide d'une pellicule du même genre, un système de dragage pour débarrasser la banlieue spatiale de la Terre des débris de satellites. On commence donc par la polluer à coups de centaines de milliards de dollars pour ensuite la nettoyer. Pendant ce temps, les enfants des écoles et les paroissiens des pays occidentaux collectent pour la Russie vieux vêtements et aliments...

A en croire la *Néjavissimaïa gazéta* (18 mars 1993), l'aérospatiale militaire n'est pas obnubilée seulement par des projets ruineux de récupération des ordures sur orbite, mais aussi par l'évacuation par cette voie des déchets radioactifs terrestres. Un lanceur Zénit ou Energia-M serait chargé de conteneurs renfermant des tonnes de déchets des centrales nucléaires ou autres matériaux radioactifs ; il suffirait — Dieu nous en préserve ! — que le lanceur explose au départ (comme cela est arrivé bien souvent) pour semer la mort totale dans un rayon de plusieurs dizaines de kilomètres. A l'Ouest, des parlementaires ainsi que leurs électeurs, mais aussi les Verts, peuvent s'opposer à des projets aussi fous, tandis que dans l'ex-URSS, il n'y a que des généraux et des scientifiques, qui sont de véritables fauteurs de trouble.

Les meneurs de notre camarilla en galons seront maudits par notre progéniture qui, dans 300 ou 600 ans, sinon plus tôt, verra pleuvoir les débris des réacteurs miniatures remplis de plutonium (demi-vie de 24 000 ans) provenant des innombrables satellites radars que nos militaires auront envoyés dans l'espace. L'un d'entre eux, le Cosmos-954, est déjà tombé dans le Nord du Canada en 1977. Cosmos-1402 s'est désintégré début 1983 à son entrée dans les couches basses de l'atmosphère ; l'accident s'est répété lors du lancement de deux sondes lunaires à réacteur nucléaire camouflées sous les noms de Cosmos-300 et Cosmos-305.

L'exploration de l'espace orbital, la domestication de la Lune dans l'intention d'y puiser des matières nouvelles, la lutte contre la crise de l'énergie par le transfert de la production énergétique dans l'espace extraatmosphérique, la stimulation de la croissance des végétaux terrestres à l'aide d'un éclairage spatial sont des occupations qui coûtent cher et qui ne peuvent en aucun cas servir de paravent pour des œuvres moins avouables. Qu'ont donc offert nos militaires au pays en trente-cinq ans d'ère spatiale, hormis l'indigence et un mode de vie misérable ?

Si on les laissait faire, il n'y aurait bientôt plus de vie, une arme absolue viendrait détruire le genre humain. Un seul système basé sur l'énergie solaire et la technologie des micro-ondes pourrait théoriquement nous procurer une énergie électrique bon marché. Mais les systèmes énergétiques spatiaux peuvent aussi être utilisés dans des buts qui n'ont rien de civil... Un simple réglage des générateurs suffit à transformer le système à micro-ondes en une arme d'apocalypse agissant directement sur le cerveau humain. Aujourd'hui, on parle ouvertement de l'arme psychotrope. Mais cela ne veut pas dire qu'il faut en financer le développement en cachette, ni surtout laisser l'industrie spatiale russe sans surveillance de la part de l'opinion mondiale.

2. IL N'Y A AUCUN MÉRITE A SE PAVANER DANS L'ESPACE AVEC L'ARGENT DES AUTRES

Korolev, Kourchtatov et Keldych ont inauguré la tradition d'envoyer dans l'espace des sommes astronomiques prises au contribuable. Les disciples de cette troïka ont facilement surpassé les Américains pour le nombre de lancements, envoyé des dizaines de sondes sur la Lune, Vénus et Mars, promené dans l'espace des dizaines de cosmonautes, soviétiques et autres. Notre navette spatiale Bourane est condamnée à rouiller après un vol unique. Les milliers de cadres des villes-usines de la région de Moscou construiront pour une bouchée de pain, pour les Américains, plus d'une station spatiale, faisant ainsi économiser aux États-Unis des dizaines de milliards de dollars. Quelques milliers de nos meilleurs chercheurs, ingénieurs et ouvriers se feront naturaliser américains. Washington est prêt à céder à Moscou un quota minime de lancements de satellites occidentaux. En fait, la Russie n'a comme produits d'exportation que son pétrole, son gaz et ses fusées. Mais si tout le monde a besoin de matières premières, les fusées sont en surnombre et, dans ce secteur, les Américains, qui dominent, n'ont que faire de concurrents. La cosmonautique soviétique et la spationautique américaine se sont développées dans des directions bien différentes : nous construisons des camions de l'espace, les Américains des « Cadillacs de l'espace ». Les Européens n'avaient ni l'un ni l'autre. Aussi, pour prendre leurs distances d'avec les Américains, sont-ils prêts à nous passer quelques commandes à bas prix.

L'Inde, premier importateur d'armes au monde, achetait principalement des armes soviétiques. Washington coupe aujourd'hui l'herbe sous le pied de la Russie qui perd le marché indien. Pendant des années, il a été question de la vente à l'Inde de moteurs de fusées cryogéniques et de technologies de fabrication. Les États-Unis ont fait pression et, maintenant, les Indiens reçoivent les moteurs mais pas les technologies. Il n'est pas dans l'intérêt des États-Unis que l'Inde ou la Russie développent leur aérospatiale. Le système occidental de contrôle de la prolifération des technologies des fusées est draconien, mais si des forces franchement réactionnaires devaient s'installer au Kremlin, la première chose qu'elles feraient serait de vendre des missiles nucléaires à qui voudrait les acheter.

Le succès commercial de notre aérospatiale est minime. Il nous faut quatre personnes pour faire ce qu'un spécialiste occidental réalise à lui seul. Qui plus est, nos industries militaires sont exonérées de l'impôt et de

la taxe cadastrale. Si encore notre cosmonautique payait la location des polygones militaires et la pollution nucléaire d'immenses portions du territoire de la presqu'île des Tchouktches et du Kazakhstan par les débris de fusées lancées depuis Baïkonour... Les cosmodromes de Baïkonour, Plessetsk (région d'Arkhangelsk) et de Kapoustine Yar (région de la Volga) occupent, en polygones de lancement et de retombée, près de 18 millions d'hectares de terres agricoles (dont 4,5 millions au Kazakhstan). Et des centaines de milliers de soldats et de détenus construisent, assurent la maintenance et la garde de dizaines d'ouvrages du domaine spatial.

Si l'on voulait calculer le coût réel de chacun de nos « produits » spatiaux, aucun des grands bureaux d'études spatiales de Russie et d'Ukraine n'échapperait à la faillite. Chacun de ces « bureaux d'études » n'est autre chose qu'une ville-usine qui emploie un personnel supérieur en nombre à l'ensemble du personnel de l'aérospatiale européenne (32 000 postes). Les capacités de production et d'expérimentation de l'industrie spatiale de la CEI sont largement supérieures à celles de tous les autres pays du monde réunis. Qui donc aurait besoin maintenant de ce trésor aérospatial militaire avec ses technologies inadaptées aux normes mondiales ? Il faut encore mettre au point un échange normal d'informations entre nos structures de recherche scientifique et les leurs, nous adopter aux règles du marché, normaliser le fonctionnement du téléphone, de la poste électronique, mettre sur pied des réseaux informatisés et des banques de données accessibles au grand public.

Tout bien considéré, la société gagnerait à ce que l'aérospatiale militaire de Russie soit entièrement mise au rancart. Mais notre complexe militaire est lui-même de taille à bâillonner n'importe qui. Le directeur d'Energia, groupe de recherche et de production qui occupe 30 000 personnes, sillonne le monde en exigeant que l'on s'adresse à lui plutôt qu'à l'Agence spatiale de Russie, représentant officiel du gouvernement russe.

Au printemps 1993, les États-Unis ont officiellement cessé le financement de l'IDS (dit « bouclier spatial » ou encore « programme de guerre des étoiles ») et amputé des deux tiers le budget du programme de station orbitale pilotée Freedom. En réduisant les dépenses spatiales, la Maison Blanche a recommandé à la NASA d'engager une coopération avec les chercheurs russes. Les économistes du parlement russe auront encore à donner leurs conclusions sur l'opportunité économique de vendre deux à cinq fois en-dessous des prix européens notre *know-how* ou nos engins spatiaux. Pour l'instant, les circonstances font que nous sommes prêts à construire une station spatiale pour trois fois rien. Les États-Unis y gagnent, nous pas. Mais même à ces conditions, la Chambre des Représentants a rejeté la proposition de la Maison Blanche de lancer un projet de station orbitale américano-russe.

Tout au long de 1993, Russes et Américains ont âprement marchandé sur la conjonction des efforts de notre station opérationnelle Mir et de la future station américaine Freedom. La Russie est parvenue à maintenir sa participation à ce projet, vendant ainsi pour des sommes dérisoires tout ce

que nous avons d'unique : notre médecine spatiale, des stations orbitales opérationnelles depuis des dizaines d'années, les lanceurs superlourds Proton qui placent sur orbite jusqu'à 100 tonnes de charge utile, pratiquement tout notre savoir-faire dans le domaine de l'espace pour lequel le peuple soviétique a durement travaillé pendant un demi-siècle.

En revanche, nous avons une chance de préserver (pour l'instant !) l'industrie aérospatiale et sa nuée de pique-assiettes. En adhérant au mémorandum sur la non-prolifération des technologies de fusées, la Russie a acquis le droit juridique de participer aux adjudications de lancement des satellites étrangers. Nous comptons ainsi pouvoir lancer une douzaine de satellites lourds d'ici à l'an 2000, dont chacun nous rapportera 50 millions de dollars. Toutefois, ces sommes (à supposer que nous emportions les contrats dans une forte lutte concurrentielle avec les sociétés aérospatiales indiennes, japonaises, américaines et européennes) ne couvriront pas les dépenses salariales annuelles de l'aérospatiale.

La NASA promet également de promener nos cosmonautes dans leur navette Shuttle, en échange de quoi nous emmènerons les astronautes américains à bord de la station Mir. Toutes ces « poignées de main sur orbite » n'apportent à la Russie que des dépenses supplémentaires. Il entre aussi dans les plans des États-Unis d'installer en Amérique un millier de chercheurs et d'ingénieurs « spatiaux » de la CEI.

Pour la seule défense antimissiles, les Américains nous achètent une cinquantaine de technologies conçues au temps de l'URSS. La société américaine Pratt & Whitney s'est promise de produire sous licence notre combustible liquide pour fusées RD-170, qui n'a pas d'analogue au monde.

Actuellement, la Russie, les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la Chine ainsi que l'Allemagne et le Japon maîtrisent entièrement les technologies des fusées. La Russie a tenté de faire admettre l'Inde à ce club, et la Chine avait l'intention de faire la même chose pour le Pakistan. Le fait que la Russie aurait encaissé quelque 300 millions de dollars en vendant à l'Inde des moteurs cryogéniques et les technologies de leur fabrication menaçait de rompre l'équilibre des forces en Asie.

L'Inde est d'ores et déjà capable de fabriquer des moteurs cryogéniques pouvant placer jusqu'à une tonne sur orbite. Les moteurs russes permettent d'augmenter cette charge jusqu'à douze tonnes. Dans le domaine militaire, les fusées propulsées par hydrogène liquide ne peuvent être utilisées : il faut trois mois pour remplir les réservoirs, et une fois le combustible chargé, la fusée ne peut être gardée longtemps au sol. Tandis qu'avec le transfert des technologies russes de fabrication des moteurs cryogéniques, l'Inde aurait accédé à un niveau technique supérieur dans le domaine des missiles également, pouvant apprendre, de ce fait, à construire des missiles intercontinentaux.

Tout porte à croire que l'Inde possède l'arme nucléaire. Elle n'a pas l'intention de signer le traité de non-prolifération, et tout cela inquiète

fortement les États-Unis qui ont accompli des démarches diplomatiques d'une sévérité inouïe en ce qui concerne le marché russo-indien qui se préparait. La situation se complique du fait que, lors de sa visite en Inde, Eltsine a juré qu'il procurerait ces technologies aux Indiens. L'Inde doit à la Russie 15 milliards de dollars et... ne les rembourse pas. 70 % de ses armements sont « made in USSR », aussi notre complexe militaire espère-t-il poursuivre ses fournitures militaires à ce pays.

Nous n'avons aucun intérêt à nous disputer avec l'Inde, semble-t-il. Il ne fallait pas, alors, faire des promesses inconsidérées contredisant nos engagements internationaux à ne pas diffuser les technologies militaires. Un jour déjà, nous avons vendu au Proche-Orient un lot très important de missiles soviétiques qu'en Occident on appelle SCAD. Leur portée de 300 km, tolérée par le traité de non-prolifération, a pu être augmentée jusqu'à 1 000 km par des gens adroits. Pendant que les Américains exerçaient des pressions et s'indignaient, la somme réelle perçue par la Russie pour la première partie du contrat indien sur les moteurs de fusées atteignit 33 millions de dollars, cependant que l'Inde recevait... 50 % de la documentation technique sur les moteurs cryogéniques russes (*Vek*, 23 juillet 1993).

A Krasnoïarsk, le ministre russe des Affaires étrangères, Kozyrev, a déclaré que le transfert à l'Inde des technologies des fusées inspirerait aux voisins d'Asie des programmes analogues et que l'on verrait s'installer une « ceinture d'instabilité » à nos frontières méridionales (*Moskovskié novosti*, 22 août 1993). Au bout d'une année de disputes entre Moscou, Washington et Delhi, les moteurs ont tout de même été livrés à l'Inde, mais pas leur technologie, encore qu'elle ait été transmise *de facto*, et pratiquement pour rien, en plus. Le reste sera accompli sur place en un tournemain. Il y a trois ans, les États-Unis usèrent de vendre à l'Inde un superordinateur pour son programme spatial, mais Delhi est parvenu à en créer un, en deux ans à peine, et l'a finalement vendu au Canada, à l'Allemagne et à la Russie.

Washington a vu dans cette affaire de moteurs pour l'Inde le plus sérieux accroç entre Moscou et Washington depuis la fin de la « guerre froide ». Les États-Unis ont fait tout ce qui était en leur pouvoir pour gêner l'alliance militaire indo-russe et réorienter la machine militaire indienne vers les États-Unis. La Russie s'est retrouvée dans une situation délicate, étant contrainte de se dédire publiquement de ses promesses antérieures. (Par là même, maints autres marchés militaires avec Delhi ont été remis en question, comme la vente de Mig 29 pour la somme d'un milliard de dollars ; viendra le tour du programme de modification des ailes des 400 Mig 21 des forces aériennes indiennes proposé par la partie russe, sans parler des projets de fabrication conjointe de Mig 21.)

Mais jouer selon les règles internationales présente parfois des avantages économiques. En avril 1993, l'organisation internationale Inmarsat a signé à Moscou un contrat de lancement d'un satellite commercial de communication sur une fusée Proton. Notre lanceur enverra directement le satellite sur orbite géostationnaire, pour seulement 36 000 dollars. Nous

lancerons peut-être un satellite pour la Thaïlande, qui nous paiera en riz. L'Afrique du Sud a voulu que nous lancions ses satellites, mais rien n'a abouti pour l'instant. Les difficultés financières forcent l'Europe à s'adresser à la Russie pour l'aider à explorer l'espace. On estime que chez nous tout est bon marché, et que l'on peut nous payer en dessous des prix généralement pratiqués. De sorte qu'environ 100 ou 200 millions de dollars par an nous sont traditionnellement assurés par les centres d'études spatiales affiliés à l'Association spatiale européenne. Puis, il y a les Français qui vont nous payer le lancement de leurs spationautes. Avec les Allemands, nous allons concevoir un scaphandre pour les sorties dans l'espace. Nous achèterons aux Pays-Bas la technologie de fabrication de leur parachute de 180 m2 pour le tandem Energia-Bourane dont personne n'a besoin pour le moment. Et des dizaines de cosmonautes soviétiques ont pu se garnir les poches suite à la vente aux enchères Sotheby's (décembre 1993 à New York) de quantité d'objets rescapés des vols spatiaux : débris calcinés d'engins spatiaux, scaphandres, mannequins, journaux personnels, mémoires et autres témoignages passionnants de l'histoire de la cosmonautique soviétique.

3. PERSONNE NE VEUT MÊME DES MIG

Notre complexe militaro-industriel (CMI) avait tout intérêt à concevoir et construire des avions de chasse des modèles les plus variés. Sur ces machines lourdes, tout se faisait à vue de nez, les pièces et les modules les plus fiables étant placés sur les avions destinés à l'exportation. Mais les pays qui se respectent n'achèteront même pas notre magnifique Mig 29M, pour des considérations d'ordre politique.

La guerre d'Afghanistan a duré dix ans parce que les officiers supérieurs y trouvaient leur intérêt. Les avions militaires franchissaient toutes les frontières, chargés d'armes, de drogue, de voitures volées et autres précieux biens : Mig en pièces détachées, chars complets, etc. Les forces navales, aériennes, de DCA, les commandos, les « unités spatiales » se sont muées en QG de spéculateurs et de maraudeurs, et sont prêts à remplir n'importe quelle commande, d'où qu'elle vienne. Les voitures étrangères d'occasion sont transportées via Vladivostok ou la RFA vers n'importe quel point de la CEI. On est même capable de vous louer un avion de chasse pour une petite promenade digestive.

Mais les voyageurs civils, eux, n'ont pour se déplacer que des trotinettes. Tout le parc d'avions civils de la CEI devrait être mis au rebut. Mais nos petits malins de l'industrie militaire savent bien que, même dans les conditions actuelles, il est plus profitable de monter des avions pour l'armée que pour le civil. Il y a bien les Iliouchine 96 et les Tupolev 204 qui sont dotés de moteurs américains, mais uniquement sur les lignes internationales.

De Khrouchtchev à Gorbatchev, le matériel aéronautique venait en deuxième place dans nos exportations, après le pétrole et le gaz. Avec Eltsine, la commande publique d'avions militaires a été réduite de cinq fois pour 1992.

Avec la fin de la « guerre froide », toute une série de pays qui nous achetaient nos avions de chasse et nos bombardiers à des prix symboliques ont quitté la scène. Quant aux avions civils, nous avons nous-mêmes cessé d'en construire. Les vieux modèles sont invendables et nous n'en avons pas de nouveaux. Le parc d'avions de ligne de la CEI est pratiquement usé et a besoin d'être renouvelé d'urgence (*Izvestia*, 21 septembre 1992). En 1992, sur les vingt IL 86 (l'Airbus soviétique) du grand aéroport moscovite de Vnoukovo, six seulement étaient en état de voler.

Nos TU 204, TU 334, IL 96-300, IL 114 ultramodernes, conçus depuis déjà quelques années, ne sont toujours pas opérationnels et sont déjà obsolètes avant même le lancement de leur fabrication en série, alors que leurs analogues occidentaux volent depuis une bonne dizaine d'années et qu'une nouvelle génération est à l'étude. Le réacteur PS 90, qui devra équiper nos nouveaux IL et TU, n'est pas encore au point, sans parler de l'électronique.

Voilà le mauvais tour que nous ont joué nos ingénieurs qui, au temps encore tout proche des subventions royales, préféraient se consacrer à la construction aéronautique militaire plutôt que civile. On payait beaucoup plus généreusement les petits avions militaires ou les porte-chars — en logements, datchas, galons, étoiles de Héros du travail, primes, etc. —, et il est de loin plus facile de les construire que les avions civils, puisqu'un avion de chasse doit avoir une vie de 2 000 heures à peine, tandis qu'un avion de ligne a besoin de 60 000 à 80 000 heures. « En principe, chez nous aussi on sait comment faire un bon moteur », dit Guerman Zabainov, directeur de l'Institut central d'aéronautique, un des plus grands centres de l'industrie aérospatiale au monde (*Délovoï mir*, 5 juin 1993). De son aveu, là encore nous retardons de près d'une génération : un bon moteur coûte fort cher et demande de gros investissements de travail : son assemblage réclame plus de temps que la fabrication de l'avion lui-même.

Zagaïnov estime que même le Mig 29M, notre meilleur avion de chasse, est de moins bonne qualité que les avions occidentaux de même classe pour le niveau de l'équipement électronique, d'où le poids supérieur et les dimensions plus importantes de l'engin. Du reste, cela n'empêche pas le Mig 29M d'être de loin plus maniable en combat aérien que n'importe quel type d'avion existant au monde. Si l'on truffait le Mig de systèmes électroniques occidentaux, estiment des gens qui font autorité dans les forces aériennes de la RFA, les pays de l'OTAN pourraient hardiment renoncer au chasseur européen Eurofighter actuellement à l'étude. Le hic, c'est que l'Occident doit ménager des emplois pour ses propres ouvriers et spécialistes, et aucun de nos adversaires idéologiques d'hier n'a envie de maintenir à flots notre industrie militaire.

La Russie a hérité de l'ex-URSS 5 000 avions de combat. « C'est beaucoup et à la fois offensant pour le principe de la défense suffisante, d'autant que leur maintenance nous coûte les yeux de la tête », dit le commandant en chef des forces aériennes de Russie, Piotr Deïnekine (*Vek*, n° 32, 1993). Et combien de milliers d'avions et d'hélicoptères équipent-ils encore les

forces de DCA et les forces navales ? Pour combien de milliards de dollars de matériel volant et d'équipements à terre, d'aérodromes et de bâtiments avons-nous fait cadeau aux pays d'Europe de l'Est et de la CEI ?

La phrase de Deïnekine peut, au demeurant, être comprise de deux manières : le général se débarrasserait volontiers de la majeure partie de cette armada et... commanderait des « forteresses volantes » et des chasseurs plus modernes. Le général Deïnekine est parvenu à convaincre Eltsine de signer un décret autorisant la vente des avions de l'armée. Mais les adversaires du commandant en chef ont vite réussi à faire annuler le décret. Deïnekine disait qu'il suffirait qu'on l'autorise à vendre ne fût-ce que 200 appareils pour résoudre, avec cet argent, le problème du logement de dizaines de milliers de familles de pilotes. Un Mig 29 coûte 30 millions de dollars ; le Mig 31 vaut plus de 50 millions de dollars. L'odeur de l'argent vaut à Deïnekine l'attention de toutes sortes d'affairistes concurrents.

Ceux-ci ont tout fait pour lui rendre la vie insupportable. On l'a accusé d'avoir vendu des avions cassés à l'étranger. L'enquête d'une commission parlementaire a montré que tous les bénéfices de ce marché avaient été utilisés à l'achat ou à la construction de logements pour les aviateurs. Mais selon les membres de la commission, Deïnekine aurait donné l'ordre de démonter 1 600 chasseurs ultramodernes et de les faire passer à l'étranger sous le couvert de la nuit, en utilisant les avions de transport. « Nous livrons une rude bataille, a dit Deïnekine, commentant cette affaire (*Délovyy liudi*, juillet 1993). Je pourrais désigner au moins six groupes mafieux qui se battent à mort pour l'accès au trafic d'armes. Quiconque se trouve sur leur chemin est pris pour cible ».

En fait, les aviateurs n'ont que les miettes du bradage des biens de l'armée. Ainsi, en 1992-93, les militaires recevaient mille dollars pour chaque moteur d'avion vendu à la casse (*Rossiïskié vesti*, n° 94, 1993). Ces moteurs qui ont épuisé leur durée de vol auraient encore pu servir à terre dans des séchoirs ou ailleurs. Ceci est la conséquence logique de la dilapidation de notre patrimoine national dans les usines militaires.

Les généraux doivent comprendre que la vente de tout équipement aéronautique ne nous a jamais causé que des pertes, même s'il était payé avec des dollars. Que ces appareils répondent ou non aux normes mondiales, ils sont *a priori* ruineux pour la société en raison du faible niveau technique qui impose un poids supplémentaire des modules et une marge de sécurité plusieurs fois supérieure. La rémunération au brut court-circuite pratiquement, dans les constructions aéronautiques (militaires et civiles), toute une série d'opérations de contrôle spécial de chaque pièce ou organe. Les appareils destinés à l'exportation sont encore moins profitables, puisque l'on prélève pour eux les pièces bonnes parmi la masse des pièces bâclées ; le cycle de la fabrication et du montage s'en trouve ralenti. Les usines militaires engouffrent par convois entiers machines, outils, matières premières et produits semi-finis dont la consommation n'est réellement contrôlée par personne. Le coefficient d'utilisation d'un matériau aussi cher que le titane est extrêmement bas : de 4 à 40 % ; le

reste passe en copeaux que nous ne savons pas recycler. Igor Mantaziev, ancien employé d'une usine d'avions (*Express-Khronika*, 26 avril 1993), estime que notre faible culture de la production (bas salaires, dilapidation de matières premières précieuses) est typique des pays du tiers monde.

Nous volions (achetions pas le biais de pays tiers) tout ce que nous pouvions pour notre industrie militaire, nous moquant bien de tous les interdits du COCOM. Nous volions même aux plus grands constructeurs mondiaux de systèmes informatiques pour l'industrie aérospatiale. Rien n'y faisait : la compétence médiocre de nos forces aériennes est responsable de ce que, le 1er septembre 1983, nous avons abattu un avion de ligne sud-coréen et, au contraire, des années plus tard, laissé un pirate étranger se poser sur la place Rouge.

Depuis l'avènement d'Eltsine, pas une usine de constructions aéronautiques ou un seul bureau d'études n'a été fermé. Il s'avère que notre industrie militaire est parfaitement capable de subsister sans commandes. Les généraux directeurs et les généraux constructeurs racontent au gouvernement et au parlement des fables sur leur capacité : ils affirment pouvoir vendre à l'étranger une centaine de chasseurs et, avec l'argent obtenu, pouvoir développer et construire toutes sortes de choses inimaginables... En attendant, ce sont des millions de dollars qui sont puisés dans les caisses de l'État pour payer la contribution de nos avionneurs à tous les salons d'aéronautique du monde. En 1992, nous avons présenté à Farnborough (Grande-Bretagne) notre bombardier stratégique à géométrie variable, TU 22MZ, le Yak 141, avion supersonique à décollage vertical, les chasseurs Mig 29S, Mig 29M, SU 35, ainsi que l'hélicoptère de couverture KA 50. En 1993, au Bourget, nous avons montré ce que savait faire le biplace SU 30MK qui, à lui seul, est capable de remplacer le bombardier américain E 111, le chasseur F 15, le chasseur bombardier F 15E et l'avion d'assaut A 10 et qui, à la différence de ces derniers, a une autonomie de 16 heures avec ravitaillement en vol.

Qui achètera jamais ces nouveautés qui ont tant coûté au peuple soviétique (russe) ? Personne n'en voudra jamais, quel que soit le prix demandé. Et les ateliers géants du bureau d'études Soukhoï continueront de faire des chasseurs pour les forces aériennes russes et de s'amuser à monter des avions de sport vendus à l'étranger à 150 000 dollars la pièce, à raison d'une dizaine d'appareils par an.

En 1993, les ateliers Tupolev poursuivaient la modernisation des bombardiers TU 45 et TU 95 fabriqués en série pour les forces aériennes russes. Seule la fabrication du bombardier ultramoderne TU 160 a été bloquée. Il ne reste en Russie que trois de ces porte-missiles stratégiques capables de détruire tout un pays d'une seule salve (l'Ukraine, elle, en possède dix-neuf). La *Pravda* (15 août 1992), commentant avec extase la démonstration de cet « hercule » à Joukovski, écrivait que ce salon de l'aéronautique était le seul endroit où les Russes pouvaient se sentir citoyens d'une grande puissance, et non d'un pays mendiant auprès du monde entier. Le journal communiste invitait à admirer un hélicoptère

volant sur le dos et le ravitaillement simultané en vol de trois SU 27. Pendant ce temps-là, les passagers d'Aéroflot subissent chacun de leurs voyages comme une très dure épreuve (cohue des aéroports, 130 personnes dans des salons de 100 sièges, fréquents accidents dus à l'usure des appareils et à l'absence totale de coordination entre les dispatchers militaires et civils).

Il appartiendra à nos descendants de juger du prix de nos « réalisations » dans le domaine des constructions aéronautiques. Ils hériteront d'un terrible legs écologique qui n'est pris en compte dans aucune estimation du coût réel de nos bombardiers ou de nos chasseurs. Un coin du voile ayant été soulevé, on a appris qu'à elles seules les usines de constructions aéronautiques implantées en Russie projettent dans l'atmosphère 153 000 tonnes de produits toxiques, consomment 485 millions de mètres cubes d'eau dont la moitié est évacuée sans épuration. La branche produit annuellement 2 300 000 tonnes de déchets toxiques linéaires, 50 000 tonnes de produits toxiques galvaniques et 400 000 tonnes chimiques, dont à peine 15 % sont recyclés. Et le fait que les chiffres sont encore plus décourageants dans la métallurgie des non-ferreux ou dans l'industrie chimique est une bien faible consolation (*Délový lioudi*, août 1993).

Le mode gaspilleur de production socialiste, dans le domaine militaire particulièrement, n'est efficace qu'à condition de ne rien produire. On peut céder en location des surfaces de production, des aérodromes et des corridors aériens, le sol et le sous-sol, et prospérer tranquillement en cultivant son jardin à la datcha, promener de riches étrangers à bord de nos terribles avions militaires, comme cela se fait dans tous les aéroclubs et compagnies aériennes attachés à nos bureaux d'études et usines de constructions aéronautiques. Un petit voyage aller et retour de Moscou jusque Novossibirsk pour se rendre aux Variétés avec les copains, en SU 27 escorté d'un TU 134 de ligne, reviendrait à 75 000 dollars. Voler à 30 000 mètres dans la stratosphère à Mach 3 en Mig 31 coûterait à l'amateur accompagné d'un pilote expérimenté la bagatelle de 12 000 dollars. Un tour en hélicoptère coûterait à peine 100 dollars. Dix minutes à deux heures de pilotage en SU 27 reviendraient à un maximum de 4 000 dollars.

Un Mig d'occasion ne reviendrait pas plus cher qu'une Mercedes. Plusieurs musées et studios de cinéma américains ont volontiers acquis différents modèles de Mig à l'intention du public américain avide de contempler les armements de l'ex-adversaire soviétique. Les pays libérés d'Europe de l'Est ont déjà écoulé à des amateurs aux États-Unis des dizaines de Mig 15, 17, 21, 23 et 29. Tout le monde veut posséder un petit morceau d'histoire.

Les Américains affirment que voler sur un Mig c'est un peu faire du vélo, que le Mig est un engin grossier, mais que c'est justement ce qui en fait le charme.

Nous possédons un assez bon parc d'hélicoptères militaires, avec le MI 24 conçu dans les années 60, et aussi les nouveaux KA 50 et les MI

28. En revanche, il existe très peu d'hélicoptères purement civils que personne n'a vraiment envie de fabriquer, tandis que la presse et la télévision russes se mettent au service des lobbyistes qui cherchent à obtenir du Kremlin de l'argent pour lancer la fabrication en série des hélicoptères militaires KA 50 et MI 28, lesquels sont pratiquement des copies d'appareils américains.

Ce dont nous avons impérativement besoin, c'est bien d'un renouvellement du parc de l'aviation civile. Selon Boeing, les pays de la CEI éprouvent dans ce domaine un besoin qui se chiffre à 1 300 appareils, pour une somme totale d'environ 72 milliards de dollars. Et pourtant, combien de nos avions n'y a-t-il pas encore dans les pays d'Europe de l'Est, en Chine populaire et au Proche-Orient ? Grâce à Dieu, nous avons compris que nous ne pourrions pas venir à bout de ce marché sans l'aide de l'extérieur. C'est bien dommage que nos généraux stupides aient raté une telle aubaine. Ils ne sont capables que de se disputer sur le point de savoir s'il faut bêtement acheter des Boeing et l'Airbus européen, ou bien équiper de moteurs et d'électronique américains nos deux derniers modèles IL 96 et TU 204, qui ne sont pas encore montés en série. Tout seuls, nous ne saurons pas construire un avion de ligne moderne, car nous sommes incapables de respecter les normes écologiques actuellement en vigueur en Occident. Personne ne songerait, évidemment, à fabriquer un avion qui ne pourrait voler que sur les lignes intérieures russes. Quant à exporter... Déjà nos autos et nos voitures de chemin de fer ne sont pas tolérées sur les routes et les voies ferrées occidentales sans un remaniement préalable.

Un seul moteur d'avion étranger vaut le double du prix du IL 96 tout entier, et quatre sont nécessaires. Dix-huit sociétés occidentales ont participé à la transformation du IL 96-300 « domestique » en IL 96M. Et tout cela, c'est « l'ami de Lénine et du peuple soviétique », l'Américain Armand Hammer, qui l'a imaginé en 1989. Le fuselage du IL 96 300 a été allongé de 10 mètres, les moteurs sortis des usines de Perm ont été remplacés par des moteurs Pratt & Whittney, et l'on a obtenu le IL 96M. Ce constructeur américain mondialement connu a tout simplement fait cadeau à Iliouchine de dix nouveaux moteurs de Boeing 757 version 1984, dans l'espoir de récupérer son investissement après 1996, quand le IL 96M sera fabriqué en série. Nous comptons évidemment exporter cette production russo-américaine. Mais sa compétitivité dépendra entièrement du prix que les Américains demanderont pour leur avionique et leurs moteurs. Iliouchine est la seule société de constructions aéronautiques entièrement civile en Russie.

Le TU 204 est équipé de moteurs Rolls Royce et, tout comme le IL 96M, a été exhibé aux grands salons de l'aéronautique de 1993. Les Anglais escomptent un succès dans les pays où l'on fait traditionnellement confiance à la qualité britannique. La SNECMA placera des moteurs Larzac sur le nouvel avion d'entraînement Mig AT, qui sera fabriqué à partir de 1996. L'Aérospatiale française sollicite également notre complexe militaire pour mettre au point ensemble l'hélicoptère multi-

missions MI 38. Quelle sera, dans ce projet, la part de nos avionneurs ? Les cultures de production russe et occidentale se trouvent dans le rapport suivant : si, dans l'ex-URSS (plus exactement en Russie et en Ukraine), 250 000 personnes assument 15 % de la production mondiale des moteurs d'avion, les 85 % restants sont assurés par les 100 000 spécialistes des firmes américaines, françaises et britanniques (*Commerçant*, 7 juin 1993). Les pays de la CEI et est-européens ont déjà acheté des dizaines de Boeing pour leurs compagnies aériennes et les Lignes aériennes russes se sont équipées de cinq Airbus européens A 310. Et pour cause : le meilleur moteur d'avion PS 90 A des usines de Perm réalise aux essais à peine 500 heures de travail sans défaillance, tandis que le PW, un moteur américain de même catégorie, dure 9 000 heures, le RR 19 000 heures sans discontinuer.

La réalisation sur le marché russe d'un lot important de moteurs à prix relativement bas est compensée par l'organisation de la maintenance, qui nécessite des pièces détachées, finalement plus chères que le moteur lui-même, plus l'achat et la maintenance de l'avionique. Mais si nous acceptons ces frais, les firmes occidentales garantissent que nos avions recevront le certificat du contrôle technique international. Les Pays-Bas ont aussitôt commandé cinq IL 96M russo-américains (modèles marchandises et voyageurs) et ont pris une option sur cinq autres. Le malheur pour nous n'est pas seulement dans le fait que le moteur de Perm a une durée de vie deux ou trois fois inférieure à celle des moteurs analogues occidentaux. Lorsque, dans un proche avenir, les Moteurs de Perm seront privatisés, il pourrait bien s'avérer — si le prix de notre moteur se trouvait supérieur ou même égal au prix mondial, du fait de la suppression de toutes les subventions sur les matières premières et l'énergie dont bénéficie l'industrie militaire — qu'il est financièrement non viable. Or, à la fin de 1993, le prix des produits et des matières premières se situait pratiquement au niveau des prix mondiaux, sauf, encore une fois, pour les entreprises du complexe militaire et du ministère de la Défense que l'État continue de gaver à ses dépens.

Les usines Bériev de Taganrog, qui avaient imaginé de fabriquer un hydravion, n'ont pu obtenir le certificat de qualité international. En revanche, le bureau d'étude Aviatika SA l'a obtenu pour son monoplace Aviatika 890 qui s'inscrit dans la gamme entre le « taxi aérien » et l'ULM. Les 200 appareils construits en 1992 ont été vendus à l'étranger. L'année suivante, on en fabriquait déjà 1 000 pour l'exportation. Le prix en est risible : à peine 15 000 dollars. Ce qui fait que la firme n'est pas sûre que, les prix continuant de grimper en Russie, il sera toujours aussi avantageux de fabriquer ces avions, même avec le certificat international que jusqu'ici seules des firmes aussi connues que SU, Mig et IL avaient obtenu en URSS-CEI. Alors que l'on dénombre chez nous une vingtaine de constructeurs d'avions...

Les usines de constructions aéronautiques de Smolensk ont décroché quelques centaines de commandes pour le confortable quadriplace Yak 112 équipé d'un moteur de la Teledyne Continental Motors (États-Unis)

et de l'avionique de la Bendix/Kind (États-Unis). La Russie éprouve un besoin extrême d'avions, vu l'absence quasi totale d'autoroutes et le pillage systématique des poids lourds et des trains de marchandises transportant des chargements précieux (selon certaines estimations, les pertes du fret terrestre en Russie se montaient à 15-20 % (*Moskovskié novosti*, 29 août 1993). Se hasarder à faire en Russie un voyage de plus de 100 km par n'importe quel moyen de transport est une épreuve d'endurance, un acte de courage, presque un exploit. Le plus désagréable, c'est que demain déjà les accidents d'avion seront aussi nombreux dans la CEI que les accidents de la route, avec le même nombre de victimes dans les deux cas (*Megapolis Express*, 1er septembre 1993).

V. QU'AVONS-NOUS A FAIRE DE TRENTE NOUVELLES CENTRALES NUCLÉAIRES ?

1. SUR LE MARCHÉ DES TECHNOLOGIES NUCLÉAIRES

Tout ce qui concerne les armes et les centrales nucléaires en Russie relève de la compétence du ministère de l'Énergie atomique. C'est en Russie que l'on construit le plus grand nombre de nouvelles centrales nucléaires. Un seul et même ministère a « offert » à la population de l'URSS un bouquet de catastrophes nucléaires : Tchéliabinsk, Tomsk, Tchernobyl et Krasnoïarsk. Il sera bon de connaître les arguments du ministre Mikhaïlov et de ses sous-fifres, arguments qui laissent craindre une extension du génocide nucléaire en Russie. La moitié des réserves naturelles d'uranium sont concentrées sur le territoire de l'ex-URSS. L'enrichissement de l'uranium est un processus coûteux et complexe. Et comme il est prévu de démanteler les ogives nucléaires, notre pays devient pratiquement détenteur du monopole de tous les types de combustible nucléaire à vocation militaire ou civile. Cela revient trop cher de stocker l'uranium et le plutonium enrichis. Il faut donc vendre. Pas à n'importe qui, bien sûr. Les détails de ces marchés sont stupéfiants.

Chaque année les accidents font en Russie 50 000 morts et 250 000 traumatisés. Leur nombre a accusé une croissance de 18 % en 1992. La *Pravda* (8 juin 1993) estime que la « lutte contre les conséquences de ces accidents nécessitera non pas 1 à 2 % du PNB, mais 4 à 5 %. Soit plus que les dépenses consenties pour la santé publique et la protection de l'environnement ». Et si les dirigeants de l'URSS et du PCUS avaient dû verser des indemnités réelles pour les morts et les millions d'irradiés en temps de paix (et non un supplément de salaire ou de pension égal à 2 dollars), compenser le dommage économique causé par les militaires dans les immensités de la CEI ? Tout le PNB n'y suffirait pas.

Le nucléaire n'est pas fait pour nous. La Russie n'a pas encore atteint l'âge de raison dans ce domaine, aussi vexant que cela puisse être. Nous avons déjà toutes les peines à assurer la sécurité des ouvrages nucléaires avec l'aide du KGB. Mais quand tout s'écroule et se privatise, la radioactivité nous menace dix fois plus.

La mentalité des responsables du complexe militaire est restée la même : une mentalité impérialiste stalinienne. Le ministre de l'Énergie atomique, Victor Mikhaïlov, estime à 5 milliards de dollars les capitaux fixes du complexe nucléaire militaire russe (10 villes interdites, peuplées d'environ un million d'habitants au total) ; ceux de l'industrie de défense nucléaire des Américains à 15 milliards de dollars, alors qu'elle est de dimensions beaucoup plus modestes. Il va de soi que la différence était comblée par le contribuable soviétique.

Mikhaïlov apprécie notre industrie nucléaire comme « un trésor techno-scientifique dont les retombées économiques pour toutes les sphères d'activité, aussi bien la défense que l'économie nationale, dépasseront

toutes les attentes » (*Radikal*, n° 36, 1992). L'atome civil nous a donné Tchernobyl ; l'atome militaire, des centaines de Tchernobyl, si l'on veut totaliser le potentiel radioactif des déchets que nous n'avons pas su ensevelir comme il se doit.

L'avenir radieux que nous promet le ministre Mikhaïlov nous a été juré par des gens tels que lui quarante années (!) durant, à chaque nouveau quinquennat. Mikhaïlov répète, lui aussi, que « le potentiel nucléaire maintenu au niveau de la science et de la technique modernes est le garant de la paix de la planète ». Toujours selon lui (DM, 2 avril 1993), nous continuons de produire du plutonium pour l'armée avec 4 réacteurs industriels.

Mikhaïlov veut que la Russie poursuive les essais nucléaires souterrains, et il assure que chacune de ces explosions revient dix fois moins cher chez nous qu'aux États-Unis. Mais qui paie pour l'immense archipel de Nouvelle-Zemble qui héberge notre polygone nucléaire, ainsi exclu des circuits économiques ? Les militaires n'ont jamais fait que piller leur propre peuple, le peuple soviétique d'abord, russe maintenant. Le ministre insinue peut-être que nous devons nous lancer dans la compétition avec les États-Unis pour l'énergie du XXI^e siècle, à savoir l'énergie (thermique ou électrique) qui serait produite par l'explosion ininterrompue de cent microbombes atomiques par seconde ? C'est à cette tâche que s'est attelé le polygone souterrain du Nevada. Mais nous, nous ne devons pas nous occuper de cela. Personne ne peut se payer ce luxe, à part les États-Unis.

Nous survivrions fort bien à la fermeture de toute notre industrie nucléaire de défense, avec toute sa science, ses usines et ses polygones. Le ministre milite pour le financement public d'un accélérateur de 3 000 Gev, le plus puissant au monde, qui sera installé dans un tunnel souterrain annulaire à Protvino, non loin de Moscou. Le ministre promet la mise en service de la première tranche en 1995. Pour quoi faire ? Les Américains, qui sont pourtant riches, se prennent à réfléchir et semblent bien ne pas vouloir mener à terme le chantier d'un supercyclotron identique.

La Russie ne devrait pas tailler dans son budget des tranches de 50 millions de dollars par an pour financer la participation de ses laboratoires au projet international (États-Unis, Japon, UE et Russie) du réacteur thermonucléaire expérimental ITER de type Tokamak, même si nous venons en tête dans ce domaine. Nous n'avons que faire des recherches appliquées, non plus que fondamentales, dans le domaine de la physique, comme pour la plupart des autres sciences, d'ailleurs. Cela ne convient ni à notre porte-monnaie ni à notre façon de penser, surtout les technologies à usage double. Nous voulons obtenir un vaccin, et nous faisons une arme bactériologique à grands frais. Il est beaucoup plus simple de tout acheter à l'étranger, sous forme de licences ou de produits finis. Mikhaïlov s'ex-tasie sur notre savoir-faire qui nous a permis de concevoir un système de propulsion nucléaire. Alors que toutes les usines de son ministère sont incapables, même en conjuguant leurs efforts, de mettre sur pied, sans

devoir se faire subventionner, la fabrication en grande série d'un simple vélo compétitif, pour la qualité comme pour le prix, avec les modèles occidentaux.

A en croire Mikhaïlov, nous possédons les technologies de l'uranium les plus avancées. Et les Américains promettent de nous acheter, sur vingt ans environ, 500 tonnes d'uranium enrichi provenant de nos ogives nucléaires démantelées, pour les centrales nucléaires américaines. Même alors, il nous en restera autant, voire deux fois autant. Mais la France s'est engagée, elle aussi, à nous donner une centaine de millions de dollars pour démonter nos ogives nucléaires.

Mikhaïlov estime que l'exportation de l'uranium est un marché ordinaire, qui profite plus aux États-Unis qu'à nous-mêmes. Les Américains sont au contraire persuadés, en présence d'un marché de l'uranium saturé, que ce sont eux qui ont fait un geste afin d'éviter que nos stocks gigantesques s'éparpillent à travers le tiers monde.

Bien plus, Mikhaïlov affirme tout net que les États-Unis sont tenus de nous payer entièrement le démantèlement de nos ogives ; soit 1,5 milliard de dollars gratuits ! Le Congrès a bien essayé d'obtenir une compensation en gaz et pétrole, ou quelque chose d'autre, ainsi que des garanties de contrôle de la part des États-Unis sur l'ensemble du complexe de recherche militaire russe, afin que nous ne dépassions pas le seuil de la « défense nécessaire ». La partie russe, toutefois, a balayé toutes ces prétentions, déclarant que la destruction des armes nucléaires russes répondant avant tout à l'intérêt des États-Unis, c'était donc à eux de payer. Raisonnement de brigands. C'est ainsi que le ministre Mikhaïlov a exposé les longs marchandages américano-russes au sommet dans ce domaine (*Rossiiskaïa gazéta*, 11 décembre 1992), en se plaignant que les États-Unis aient refusé de donner un seul dollar. Les Américains nous ont déjà envoyé 450 chapes de protection pour le transport des ogives, 200 équipements complets pour les équipes spéciales de sauvetage, 115 équipements pour wagons spéciaux, 10 000 conteneurs pour le stockage de l'uranium et du plutonium, ainsi que du matériel pour équiper de grands cimetières nucléaires.

L'éclatement de l'URSS a automatiquement accru le nombre de pique-assiettes harcelant les Américains. L'Ukraine, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan font la file pour obtenir des États-Unis de fortes sommes en échange d'ogives nucléaires, de plutonium militaire ou d'uranium brut. Et la Russie clame encore que les États-Unis devraient bien lui faire un peu de place sur le marché de l'uranium et lui céder non pas 6 % mais 26 % de tous les marchés d'uranium. Donnez-nous 100 % du marché mondial de l'uranium, et nous aurons vite fait de rendre la planète inhabitable ! Mais, en fin de compte, l'arsenal nucléaire secret de la Russie, quel est-il ?

2. LES HOOLIGANS DU NUCLÉAIRE

Il sera ici question de l'état des centrales nucléaires de l'ancienne Union soviétique. L'équipe Gorbatchev a menti pendant cinq ans, dissimulant les dimensions réelles de la catastrophe, refusant en fait de supporter le fardeau économique des réparations, et... elle a perdu le pouvoir, l'URSS, l'Ukraine. Ce n'est qu'aujourd'hui que l'on amorce le nettoyage des forêts radioactives, des champs et des villages dans 16 (!) régions de Russie. Combien d'aliments radioactifs la population de la CEI a-t-elle ainsi ingurgités depuis mai 1986 ? Selon les chiffres du ministère de l'Énergie atomique, en 1992 les réacteurs des centrales russes ont connu 205 défaillances, dont trois de niveau deux — soit moyennement graves — sur l'échelle à 7 points, 28 de niveau un, et 174 de niveau zéro, n'ayant aucune implication de sécurité. Les cheveux se dressent sur la tête quant on se penche sur les perspectives du fonctionnement des centrales nucléaires dans les pays de la CEI.

La CEI continue de menacer le monde, sinon d'une guerre, du moins d'une apocalypse écologique. Parmi les dix-huit pays du monde possédant des centrales nucléaires, l'URSS venait bonne dernière, la liste étant ouverte par la France où 73 % de la consommation d'électricité sont couverts par les centrales nucléaires. Chez nous, ce chiffre était de 13 % en 1991, aux États-Unis il était de 22 % (*Rossiïskié vestî*, n° 113, 1992).

En ce qui concerne les Américains, écrit Julia Martinez dans *We/My* (février 1993), ils ont décidé de ne plus bâtir de centrales nucléaires, trop coûteuses et trop peu sûres. La durée moyenne de service de la vingtaine de réacteurs arrêtés aux États-Unis aura été de 13 ans, au lieu des 40 initialement prévus. D'ici à la fin de la décennie, 25 autres réacteurs civils seront mis hors service aux États-Unis. Ils sont quasiment « morts », et les réparer coûterait beaucoup trop cher. Julia Martinez se réfère à l'avis unanime des experts américaines : vers 1978, il était devenu évident que le coût d'un fonctionnement sans accidents des réacteurs atomiques mettait l'énergie nucléaire hors prix.

Il est très important de bien lire cette dernière phrase : aux États-Unis les centrales nucléaires tournent à perte. Pourquoi seraient-elles rentables chez nous ? Tout fonctionnaire du ministère de l'Énergie atomique et les dix (sic!) journalistes qu'il entretient, ne cessent de répéter dans la presse ce mensonge qu'en Russie le prix de revient d'un kWh produit par les centrales nucléaires est deux fois inférieur à celui de l'hydro- ou de la thermoélectricité. La différence de prix serait censée disparaître dès que la sécurité d'exploitation des centrales nucléaires serait amenée au niveau adéquat. Et si nous vivions dans un État de droit qui aurait dû payer les services de 650 000 militaires ayant pris part à la réparation des dégâts de l'accident de Tchernobyl (*Goloss*, n° 16, 1991), et des centaines de milliers de civils engagés dans l'opération ? En une seule journée, le Kremlin serait submergé de demandes en justice introduites par les citoyens de la Biélorussie et de l'Ukraine indépendantes, et aussi de dizaines de régions de la Russie. Et il nous

faudrait un demi-siècle pour venir à bout de cette montagne de réclamations adressées à notre gouvernement.

Les 16 réacteurs de la CEI pareils à celui de Tchernobyl (dont 11 sont implantés en Russie) fournissent à peine 5 % de toute la production d'électricité. Ils sont trop dangereux pour être laissés tels quels. Ils doivent être soit remaniés, soit fermés. Or rien, ou presque, n'est fait, en dépit de tous les efforts de la communauté mondiale. Les États-Unis se proposent de remplacer les centrales nucléaires en voie de fermeture, par des turbines à gaz, mais lorsque Greenpeace ou l'Union Européenne nous conseillent d'en faire autant, nos « manitous » de l'atome se répandent en un torrent d'injures. On leur a débloqué de l'argent afin de « poursuivre l'aménagement de l'industrie énergétique nucléaire », et pour rien au monde ils ne renonceraient à ces sommes importantes, même s'il se trouve des militaires et des économistes pour assurer que d'autres projets reviendront à l'État deux ou trois fois moins cher. Nos prêtres de l'atome restent sourds à toutes les alternatives proposées, estime Alexei Yablokov, conseiller du Président de la FR (*Rossiïskié vesti*, n° 15, 1993).

Au début de 1993, le gouvernement russe décida de poursuivre la construction des centrales nucléaires : deux tranches à la centrale de Balanovo, une tranche aux centrales de Kalinine, Koursk, Voronège et Leningrad. En mars 1992, Egor Gaïdar, alors vice-premier ministre, avait déjà ordonné le financement de tous ces chantiers. Gorbatchev lui-même, en son temps, n'avait pas osé relancer le programme nucléaire après Tchernobyl, bien qu'il s'étendît volontiers sur la grave pénurie de l'énergie. Le lobby nucléaire est tellement puissant qu'il a été capable de faire adopter immédiatement après la désintégration de l'URSS un arrêté gouvernemental, daté du 30 décembre 1991, approuvant en principe la poursuite de la construction des centrales de la presqu'île de Kola, du Sud-Oural, de Bilibino, Smolensk et Balakovo, et préconisant de construire des centrales nucléaires sur la base des centrales hydro-électriques de Carélie, d'Inta, de Kirov, Kalouga et Volgograd. Ce faisant, Gaïdar promettait aux riverains des facilités importantes, telles que l'électricité gratuite, ainsi que de notables allocations sociales aux collectivités locales.

Yablokov rappelle que les décisions du gouvernement prises entre 1991 et 1993 et portant sur les centrales nucléaires, violent les lois si laborieusement adoptées après Tchernobyl, notamment celle imposant une expertise écologique avant toute mise à l'étude et la construction de nouvelles tranches de centrales nucléaires et celle interdisant l'érection de centrales nucléaires dans les régions densément peuplées. Yablokov s'étonne de ce que Victor Danilov-Danilian, alors ministre de l'Environnement, ait pu laisser ainsi violer la loi. Il n'est que le ministre de la Justice, Nikolaï Fiodorov, qui ait confirmé que l'arrêté gouvernemental de début 1993 sur les centrales nucléaires enfreignait la législation en vigueur. Mais quelques mois passèrent, et Fiodorov donna sa démission.

Toujours dans *Rossiïskié Vesti*, Yablokov s'étonne des circonstances suivantes : 1) il n'a pas été organisé de concours pour le meilleur projet

de réacteur ; 2) on n'a pas envisagé la possibilité d'utiliser des turbines à gaz que le complexe militaire aurait sans problème fabriquées ; 3) le Présidium du Soviet Suprême a décidé de renforcer le secret du nucléaire : toutes les archives sont ainsi fermées pour 18 ans ; 4) on n'a même pas pensé à réfréner les appétits énergivores de l'industrie militaire en baisse de production ; 5) on a dissimulé à l'opinion l'émission d'un nuage radioactif de césium et de cobalt à la centrale de Biély Yar, et ce n'est qu'en 1991 que l'on a découvert d'hélicoptère une zone polluée de 20 km² ; le 22 décembre 1992, un nouvel accident s'est produit à cette même centrale, classé parmi les incidents de « première catégorie ».

Le journal *Moskovskié novosti* (21 mars 1993) a rapporté une histoire hallucinante. Les responsables de toutes les régions d'Extrême-Orient, sans exception, auraient demandé au ministère de l'Énergie atomique d'installer une centrale nucléaire dans chaque ville, près de chaque mine. Et cela après des années d'efforts des personnalités locales pour démontrer aux « petits malins » de Moscou qu'une région affectée par des séismes de force 8, des typhons et des inondations, n'est pas le meilleur endroit pour implanter les ruineuses et explosives centrales nucléaires. Le ministère a fait pression sur l'équipe Eltsine, puis le gouvernement de Tchernomyrdine a déclaré qu'il ferait construire des centrales nucléaires et autour d'elles des massifs résidentiels gratuitement (!), c'est-à-dire avec l'argent du budget fédéral et non local. Au printemps 1993, personne n'avait la force de refuser des centrales et des logements gratuits. Pendant ce temps, l'énergie géothermale du Kamtchatka se perd, les gisements de gaz et de charbon de Sakhaline ne sont pas exploités, non plus que l'énergie des torrents de montagne et l'énergie marémotrice. Moscou a serré les cordons de la bourse et laissé aux autorités locales le soin de terminer la construction des centrales thermiques de Khabarovsk et Birobidjan et de porter celles de l'Amour et de Komsomolsk à leur puissance nominale. Cela fait quinze ans que la centrale hydro-électrique de la Boureïa, dans la région de l'Amour, ne parvient pas à s'élever au-dessus de ses fondations. Il existe, il est vrai, une expertise écologique approuvée par le Comité d'État à l'Environnement, pour l'usine hydro-électrique de Yakoutie du Sud, ainsi que des projets visant à créer des petites centrales sur les rivières de montagne. Mais pour tout cela, le Kremlin n'a pas d'argent. Il en trouve, en revanche, pour des centrales nucléaires dont personne n'a besoin.

Les 28 réacteurs des neuf centrales en service en Russie au début de 1993 produisaient ensemble plus de 20 MW. Les responsables du nucléaire se défendent en mettant davantage l'accent sur l'aspect politique du problème et en accusant l'Occident de vouloir dénigrer notre savoir-faire, saper notre économie, nous imposer des industries étrangères au détriment de notre production nationale, etc. Mais en été 1992, le présidium de l'Académie des Sciences de Russie, cette même académie à la tête de laquelle pendant de longues années s'était trouvé Alexandrov, le père du réacteur de Tchernobyl, faisait sensation en proposant à Eltsine quelque

chose de foncièrement différent de ce que suggérait le ministère de l'Énergie atomique.

Pour la première fois, le présidium de l'Académie des Sciences proposait d'arrêter les réacteurs du type de Tchernobyl et plusieurs autres de la première génération. Pour la première fois aussi, étaient énumérées les centrales nucléaires qui, pour différentes raisons, ne répondaient pas aux normes de sécurité : celles de Leningrad, Bilibino, Koursk, Biély Yar, Smolensk, deux réacteurs de celle de la presqu'île de Kola, deux réacteurs de celle de Voronège. Bref, seules deux centrales ne figuraient pas sur la liste noire : celles de Kalinine et de Balakovo (*Izvestia*, 9 juin 1992). L'Académie des Sciences estime que l'arrêt de ces réacteurs défectueux prendra une dizaine d'années ; elle conseille par ailleurs de construire les nouvelles centrales avec l'aide des partenaires occidentaux, tant pour la sécurité que pour les équipements. En fait, en installant des indicateurs automatiques dans toutes les centrales d'Europe orientale et de l'ex-URSS, dont les données sont transmises vers un dispatching occidental unique, nous avons reconnu que nous étions incapables d'exploiter nos centrales de façon autonome. Evgueni Vélikhov, auteur de cette nouvelle « idéologie » du Présidium de l'Académie des Sciences, estime que, dans la décennie en cours, la Russie saura créer un réacteur de nouvelle génération présentant des qualités de sécurité adaptées aux critères occidentaux.

Dans la centaine d'instituts de l'Académie des Sciences et parmi les quelque trois cents académiciens, il ne s'est trouvé que trois physiciens honnêtes : Sakharov, exilé, Légassov, poussé au suicide, et Sagdeïev, émigré aux États-Unis. Durant des décennies, ces trois hommes ont tenté, en vain, d'amener les dirigeants soviétiques à admettre ce que confesse aujourd'hui le Présidium de l'Académie des Sciences. Il se passera encore quelque temps avant que l'une ou l'autre haute instance nationale avoue que le système de gestion soviétique, puis russe, est incapable d'actions d'envergure pour résoudre les situations de crise au mieux des intérêts de la population. Au XIXe siècle, en Russie, les *managers* étaient allemands et les précepteurs, français. Il serait bon, pour notre survie, de recourir à nouveau à cette forme de contribution étrangère.

Les riverains de l'ex-URSS sont terrifiés à l'idée d'avoir sous le nez 25 bombes à retardement en Russie, et 29 autres de ces bombes construites avec la participation de l'URSS en dehors de la Russie actuelle. Le ministre suédois de l'écologie et de l'énergie atomique estime que les savants russes sont à même de concevoir de nouveaux réacteurs sûrs, mais que la Russie ne présente pas, actuellement, les conditions pour procéder à des travaux de construction de la qualité désirée et assurer la maintenance de ses centrales nucléaires au niveau voulu (*Izvestia*, 5 juin 1993).

La sécurité nucléaire en Russie est devenue le sujet de discussions permanentes du G7 (les sept pays les plus industrialisés). On a réellement l'impression qu'ils sont bien décidés à imposer leurs exigences à la Russie, à payer dix fois la valeur de chacun de nos réacteurs, même s'ils devaient y employer toute l'aide destinée à l'Europe de l'Est. Dès lors, ne serait-il

pas plus sage de la part de la Russie de s'entendre à l'amiable avec l'Occident et d'utiliser l'aide technique et financière à des fins plus utiles qu'à remplir la poche sans fond du ministère de l'Énergie atomique ?

Biblis Kalus Distel, le directeur de la centrale nucléaire de Hessen, se plaignait aux journalistes que « les anciens cadres communistes étaient restés au gouvernail du nucléaire en Russie, et qu'il était impossible de trouver dans l'entourage d'Eltsine des interlocuteurs valables dans le domaine des centrales nucléaires » (*Vek*, n° 15, 1992). Ses collègues en RFA sont épouvantés par les discordances entre les normes de sécurité russes et internationales, et aussi par l'impuissance des autorités à contrôler les déchets nucléaires. Gerhard Gunter, directeur de la centrale d'Undervede, dans le Nord de la RFA, a visité la centrale de Smolensk. En RFA, le fonctionnement d'une centrale nucléaire est assuré en moyenne par 150 personnes ; celle de Smolensk, à trois réacteurs et de plus grande puissance, en emploie 6 000. Chez les Allemands, les terrains coûtent cher et les centrales sont compactes ; chez nous, c'est tout le contraire. Un directeur de centrale nucléaire russe s'occupe surtout du plan et des primes, d'un restaurant pour le personnel, de logements et d'écoles maternelles, de passe-droits pour embaucher des gens « utiles », de voler ou de quémander quelque chose. Son collègue occidental n'a en tête que ses obligations directes. Ce n'est qu'après Tchernobyl que notre directeur à nous s'est intéressé à des choses telles que la diagnostique (il n'y a que des appareils étrangers sur le marché), le simulateur (le personnel ne doit pas être formé dans une centrale opérationnelle), la cloche de protection (quand nous construisions des centrales en Hongrie ou en Finlande, nous installions aussi la couverture, mais pour nous-mêmes nous construisions à moindres frais).

En 1954 était lancée la première centrale nucléaire au monde, celle d'Obninsk, non loin de Moscou, et en 1957, déjà, se produisait dans l'Oural une des plus grandes catastrophes industrielles : l'explosion d'un conteneur de déchets radioactifs liquides au combinat Maïak, dans la ville de Kychtym. A Kychtym toujours, d'autres accidents semblables se sont produits ; il y a eu aussi des manœuvres nucléaires au cours desquelles des dizaines de milliers de soldats et de civils ont été irradiés ; il y a eu les pluies radioactives systématiques sur la Sibérie, à cause des polygones atomiques de Sémipalatinsk et de Nouvelle-Zemble ; voilà des décennies que l'on rejette dans l'Ienisseï les eaux polluées des réacteurs de la centrale souterraine de Krasnoïarsk ; des dizaines de réacteurs de recherche sont toujours en service dans le centre de Moscou... Le martyrologe de notre Goulag nucléaire tient dans des centaines de livres en Occident.

Et les ennuis ne sont pas finis. Le sarcophage du quatrième réacteur de la centrale de Tchernobyl éclatera bientôt et tout se répétera comme en 1986. Tout le monde sait qu'il faut en construire un autre, mais voilà : Moscou ou Kiev ? Les deux pays sont plus occupés à se partager la Flotte de la mer Noire qui ne sert à rien. De nos jours, pour étrange que cela puisse paraître, un nouveau procès a été intenté contre les responsables de la catastrophe de Tchernobyl. A Kiev et à Moscou, des juges

assignent à comparaître en qualité de témoins des membres du Bureau politique du PCUS et du PC ukrainien de l'époque. La presse publie leurs réponses... Pendant ce temps, accidents et incendies se multiplient dans les centrales nucléaires. Ils se produisent par dizaines chaque année sur les réacteurs de toutes nos centrales, sans exception, affirme Viatcheslav Bélov, commentateur au journal *Délovõi mir* (19 septembre 1992). Il ne faut pas oublier qu'à l'origine, nos centrales nucléaires étaient des ouvrages militaires destinés à la production de matières radioactives (plutonium) pour les ogives nucléaires ; l'électricité n'était qu'un sous-produit.

En envisageant les choses sous cet angle, on comprend l'obstination du complexe militaire à conserver les centrales nucléaires coûte que coûte. Quant aux accidents et aux incendies, aux irradiations et aux victimes, aux pertes financières colossales, ils existaient bien avant Tchernobyl : à la centrale de Leningrad en 1974 et 1975, à celle de Biély Yar en 1978, d'Arménie en 1982, de Zaporojié en 1983, de Balakovo en 1985, du Sud-Oural en octobre 1986. Ni les technologies, ni l'exploitation ne sont du niveau voulu ; quant aux qualités morales et professionnelles des responsables des différents échelons, inutile d'en parler : les plus hautes fonctions sont occupées par les plus fieffés coquins. Le Français ou l'Américain est avant tout préoccupé de respecter la loi, les instructions, d'obéir aux supérieurs, de payer ses impôts et de rester honnête homme aux yeux de la société. Notre directeur de centrale nucléaire (ainsi qu'en a témoigné au procès le directeur de la centrale de Tchernobyl, Brioukhanov) place sans sourciller un câble ordinaire là où, selon le projet, il faut un câble résistant au feu. Et ce directeur saura facilement convaincre les projeteurs non seulement de placer des câbles inflammables, mais encore un toit inflammable sur la salle des turbines, etc. A sa remise en liberté après cinq années de prison, Brioukhanov a confié que ni lui ni ses spécialistes n'avaient pu imaginer que « leur » réacteur avait un caractère aussi retors, ni que ce type de réacteur ne correspondait pas aux critères de sécurité internationales et qu'il n'était utilisé nulle part pour produire de l'électricité (*Troud*, 17 septembre 1991).

La plupart des sommes allouées pour réparer les dommages sociaux de Tchernobyl a été dilapidée ou jetée par les fenêtres, aussi bien dans l'URSS de Gorbatchev que dans la Russie, la Biélorussie et en Ukraine indépendantes. Les habitants des zones contaminées par la radioactivité ont été installés dans des colonies spécialement aménagées... des territoires contaminés par les radiations. On a caché, et on cache encore à la population les informations exactes sur l'intensité et la situation géographique des taches radioactives sur le territoire de l'ancienne Union soviétique. Les *Izvestia* du 20 août 1993 (six ans après l'accident) écrivaient que l'ampleur des séquelles de Tchernobyl étaient encore à préciser dans 16 régions administratives de Russie, que 800 000 personnes, au moins, avaient été touchées, et plus particulièrement la région de Briansk. Mais essayez donc d'acheter une carte de la pollution radioactive du territoire de la CEI. Vous n'en trouverez pas, car elle n'existe pas en magasin

: elle est précieusement enfermée dans les coffres-forts de quelque haut dirigeant. *Novoïe vrémia* (n° 29, 1991) cite le chercheur américain Robert Heyl qui disait que Tchernobyl était le symbole des problèmes de l'Union soviétique et que le principal de ces problèmes était la dégradation morale de la société. Trois ans plus tard, la situation a encore empiré en Russie, car si naguère des millions de responsables peu compétents avaient quelque autorité et pouvaient, s'ils le voulaient, au moins faire quelque chose, aujourd'hui l'anarchie gouverne la maison Russie assise sur un arsenal nucléaire.

En été 1993, le Procureur général d'Ukraine a enfin officiellement accusé les bonzes communistes ukrainiens d'avoir tué la vérité sur Tchernobyl. Il s'agit de Chtcherbitski, premier secrétaire du CC du PC d'Ukraine (à titre posthume), Chevtchenko, président du Soviet suprême d'Ukraine, Liachko, chef des services de protection civile, Romanenko, ministre de la Santé publique. Moscou, lui, se tait. Parce qu'il devrait condamner les gouvernants actuels.

Ce n'est qu'en 1992 que l'on a commencé à parler des 16 régions polluées par Tchernobyl. Et, en 1993, on nous a dit que les polygones, bases, aérodromes et cités militaires occupaient 4 % de la superficie totale de la CEI (notons, à titre de comparaison, que les réserves naturelles n'en occupent que 1 %). On apprend ainsi que le polygone de tir de fusées de Kapoustine Yar représente aujourd'hui, selon le journal *Koultoura* (27 mars 1993), un triangle de 1,5 million d'hectares inscrit entre les régions de l'Oural, de Gouriev et d'Astrakhan. Au-dessus de ces étendues, missiles et avions étaient abattus, des armes étaient détruites. À l'explosion d'un seul étage de fusée à combustible solide, ce sont dix tonnes d'acide sulfurique et tout un bouquet de produits toxiques qui sont émis dans l'atmosphère. Ce triangle de la mort a été déserté par les saïgas et les oiseaux ; il n'y reste que les hommes et les loups. On pourrait poursuivre à l'infini l'énumération des villes et des villages où l'on vit dans l'antichambre de la mort. En fait, c'est le pays tout entier, qu'on l'appelle URSS ou CEI qui est directement menacé.

Aux États-Unis aussi il y a ces « vilains bonshommes » de l'établissement nucléaire, et des Américains ont été victimes des nuages de poussière radioactive dans plus d'un État fort éloigné de l'épicentre des explosions du Nevada. La France a aussi son lobby nucléaire, ainsi que la RFA. L'AIEA non plus ne mène pas toujours un jeu honnête, puisqu'elle est obligée de veiller aux intérêts des industriels de l'atome et que la contribution de Moscou à cette organisation internationale est, par son importance, la troisième après celles des États-Unis et du Japon. Sans oublier qu'une bonne partie du personnel de Vienne a dans sa poche un passeport soviétique. La mafia nucléaire internationale existe bel et bien, et l'AIEA, entre autres, est grandement responsable d'avoir aidé le gouvernement soviétique à dissimuler l'ampleur de la catastrophe de Tchernobyl. Néanmoins, il n'y a pas en Occident l'arbitraire qui gouverne tout chez nous. En France, les cen-

trales fonctionnent et les gens ne sont pas irradiés. Les Américains qui ont eu le malheur de subir les radiations touchent de fortes indemnités de santé. Tandis que chez nous l'incompétence criminelle prédomine aussi bien dans le gouvernement que dans le complexe militaire ou dans le nucléaire civil.

Les tiraillements ministériels et nationalistes entre l'Ukraine et la Russie ont fait que 1 800 ogives nucléaires étaient pratiquement sans maître en Ukraine en 1993, et que la Russie a usé de recevoir les déchets radioactifs des centrales ukrainiennes sur ses polygones de l'Oural et de Sibérie. Ces centrales soustraites à la tutelle russe et privées de pièces de rechange n'en sont pas devenues plus sûres. Le Renseignement russe estime que l'étendue des territoires de l'ex-URSS impropres à la vie du fait de l'intensité des radiations se chiffre à 4 millions de km² (*Megapolis Express*, 3 février 1992). Combien coûtera leur revalorisation ? Beaucoup plus certainement, que les 2 000 milliards de dollars devant servir aux travaux de « nettoyage » nécessités par les activités des industries nucléaires américaines. Mais la mentalité extra-économique de l'équipe Eltsine et de notre complexe militaro-industriel nous permet de ne pas nous laisser étouffer par les scrupules et de construire de nouveaux Tchernobyl jusqu'en Iran, afin de permettre aux ayatollahs (peu réputés pour leur pacifisme !) de recycler le combustible des centrales dans des munitions nucléaires. Ce faisant, pendant que l'Occident et même la Turkménie voisine s'étouffent d'indignation à l'idée des suites que peut avoir pareil marché entre Moscou et Téhéran, nos *Izvestia* (6 mars 1993) résumant dans un titre : « On cherche à nous évincer du marché mondial du nucléaire », en faisant aussi allusion aux autorités turkmènes qui tenteraient de s'opposer au tout-puissant ministère de l'Énergie atomique de Russie...

3. DES OUVRAGES NUCLÉAIRES SANS SURVEILLANCE

Il sera question ci-dessous des ouvrages nucléaires militaires chapeautés par le ministère de la Défense et par le ministère de l'Énergie atomique. Les dimensions du nucléaire civil et des stocks d'armements nucléaires sont tout bonnement incomparables. Des dizaines de moteurs nucléaires embarqués à bord de sous-marins et de satellites, 35 000 ogives nucléaires, 10 cités interdites, véritables usines d'armes nucléaires, des cimetières de déchets nucléaires, mal aménagés et très dangereux, dans l'Oural et en Nouvelle-Zemble. Aujourd'hui encore, le ministère de la Défense ferme ses ouvrages aux spécialistes du Comité d'État pour la surveillance nucléaire. La Russie dépense déjà 4 à 5 % du PNB en réparations des accidents, et c'est bien plus que les sommes allouées à la santé et l'environnement réunis. Les films d'horreur ne sont rien comparés à la réalité du volet nucléaire des forces armées de la Russie.

De toute l'histoire de l'URSS, de la CEI et de la Fédération de Russie, il n'y a jamais eu un procès de gens réellement responsables des grands drames écologiques. C'est la raison pour laquelle généraux et amiraux se

moquent bien de ce que les ouvrages nucléaires confiés à leur responsabilité s'en vont en pièces détachées.

Le marché peut être conclu aussi bien au plus haut niveau que par des intermédiaires. Sur le marché de Moscou, le prix d'un gramme d'uranium 235 oscille entre 50 et 1 500 dollars. Il est aussi possible de s'entendre pour l'achat d'un réacteur complet. Durant trois ans, le patron de l'armement israélien, Jacob Nimrodi, a fait en vain des avances aux responsables de l'Académie des Sciences de l'URSS. Aujourd'hui, le marché serait vite conclu.

A partir de 1975, l'Union soviétique a livré du combustible nucléaire enrichi au Liban, à l'Irak, au Vietnam, à l'Inde, à l'Argentine et à la Corée du Nord. Avec seulement 10 % du marché mondial de l'uranium, ce commerce représentait 49 % des exportations soviétiques (*Komsomolskaïa pravda*, 1er avril 1992). Selon le ministre russe de l'Énergie atomique, Mikhaïlov, environ 10 000 de nos spécialistes détiennent des « secrets nucléaires », et ils sont volontiers engagés par les pays susmentionnés, plus le Brésil, le Mexique, le Japon et les Etats-Unis.

La Russie, affirme Evgueni Primakov, chef du Renseignement russe, n'a aujourd'hui aucun intérêt à voir surgir à ses frontières de nouveaux pays possédant des armes de destruction massive (*Commerçant daily*, 29 janvier 1993). Primakov a laissé entendre aux journalistes que la fuite des spécialistes du nucléaire et des matériaux nucléaires de la CEI prenait de l'ampleur. Pourquoi ne fermerions-nous pas nos centrales nucléaires et nos usines d'armements atomiques ? Cela reviendrait bien moins cher de mettre ces chercheurs au chômage, de leur verser de fortes indemnités pendant deux ou trois ans et de leur donner la possibilité de se recycler.

Nous avons donné une autre gifle aux Américains en automne 1992, lorsque nous avons annoncé notre intention de construire en Chine une centrifugeuse permettant d'obtenir de l'uranium militaire (*Moskovskîe novosti*, 25 septembre 1992), et cela bien que la Chine n'ait pas signé le traité de non-prolifération et que les inspecteurs de l'AIEA ne soient pas admis à visiter les usines d'armements chinoises ; il est donc pratiquement impossible de contrôler l'utilisation de notre technologie par les Chinois qui, de leur côté, sont à même d'exploiter ces équipements à des fins militaires, et même de dupliquer ces machines pour les réexporter.

Notre industrie d'armements nucléaires n'est contrôlée par personne. Pas même par Eltsine. Fin 1991, un décret présidentiel instituait le Comité d'État pour la surveillance nucléaire, avec droit de regard sur les organisations les plus secrètes du ministère de la Défense et du ministère de l'Énergie atomique. Ceux-ci sont toutefois parvenus à faire signer à Eltsine un autre décret interdisant toute inspection sur les polygones nucléaires, les sous-marins atomiques et dans les unités de missiles (*Izvestia*, 19 novembre 1992). Ainsi, les vols et la contrebande de matières radioactives sont rapidement devenus un « business à la russe » fort profitable. En 1993, le Comité d'État pour la surveillance nucléaire a pratiquement cessé d'exister. Selon *Délovoï mir* (29 avril 1993), il ne restait

plus que cinq spécialistes sur des centaines auparavant employés. Le journal disait très justement que l'explosion accompagnée de rejet de matières radioactives qui s'est produite récemment à l'usine radiochimique de Tomsk-7, l'accident de 1992 au cimetière de matières radioactives de la base de sous-marins atomiques à la frontière norvégienne et les centaines de défaillances techniques dans les centrales nucléaires rendent insensées toute allusion aux menées des services secrets étrangers, toute discussion sur la parité des armes nucléaires et sur le traité SALT-2. Notre pays truffé d'ouvrages nucléaires sans surveillance est bien plus menacé de l'intérieur que par l'existence des missiles américains.

Les experts du ministère de l'Énergie atomique se sont rendus à Tomsk-7 après l'accident et ont noté, dans le procès-verbal d'enquête, que le conteneur éventré avait répandu à peine 5 % de la « boue » très active qui s'y trouvait. A l'examen du même conteneur, les spécialistes du Comité d'État pour la surveillance nucléaire, écrit Andreï Illech des *Izvestia* (30 avril 1993), ont constaté la disparition non pas de 5 % mais de 50 % (!) de ladite « boue ».

Trop de principes ont valu à Vladimir Kouznetsov, représentant moscovite du Comité d'État pour la surveillance nucléaire, d'être mis au chômage. Ce qui lui a délié la langue devant un journaliste de *Moskovskié novosti* (21 mars 1993). Il s'avère qu'une cinquantaine (!) d'objets nucléaires sont dispersés à travers tout Moscou, dont une vingtaine à l'Institut Kourchatov. Les réacteurs MR de 40 MW (le plus puissant à Moscou) et IR-8 construits dans les années 1960 totalisent une puissance à peu près égale à celle de la centrale nucléaire de Bilibino. L'inspecteur principal du Comité de surveillance nucléaire a demandé par écrit à être admis à pénétrer dans l'enceinte de l'Institut Kourchatov en mars 1992. Après des missives répétées, il y a été reçu... en octobre de la même année. A en croire Kouznetsov, la qualification légendaire des chercheurs de cet institut ne serait qu'un beau mensonge. Il a fait subir un examen de connaissance des documents réglementaires aux quatre premiers chercheurs responsables de l'exploitation des plus gros réacteurs du Centre. Et bien que les questions aient été connues d'avance, bien que des examens aient déjà été passés antérieurement sur ces mêmes documents, un seul a pu répondre correctement. Et si Kouznetsov avait mis l'ensemble du personnel à la question ? Qui aurait pu rester travailler à cet institut, qui a à son passif de nombreux accidents ayant entraîné mort d'hommes ?

Kouznetsov a conté l'épopée de sa visite au réacteur de l'Institut de physique de Moscou, quasiment au cœur de la ville, au bord de la Moskova. Les déchets liquides s'infiltraient dans le lit de la rivière où l'on a découvert du cobalt et du césium... Dans ce même arrondissement l'équipe a inspecté plusieurs réacteurs à l'Institut des technologies industrielles qui projette des installations d'enrichissement de l'uranium, à l'usine des alliages, à l'Institut des technologies pour l'industrie chimique. Tous ces réacteurs étaient usés. Sur une année, Kouznetsov a inspecté dix réacteurs à Moscou, les a tous fait arrêter et s'est retrouvé au chômage...

L'exportation clandestine des produits du complexe militaire nucléaire vers des pays « indécents », l'incurie totale dans l'exploitation de nos propres ouvrages nucléaires et le vol pur et simple des matériaux radioactifs sont une triade inséparable dans les pays de la CEI.

Avant l'été 1993, l'AIEA avait recensé 21 disparitions de matériaux radioactifs, dont 250 kilos d'uranium volés à Glazov (Oudmourtie), des incidents à Brest, Podolsk, Tchéliabinsk-65, Arzamas-16. Parmi les journalistes, il est à la mode d'écrire des articles dans le genre « Comment nous avons essayé d'acheter une ogive nucléaire », tels Kirill Bélianinov de *Litératournaïa gazéta* (21 juillet 1993), Dmitri Mouratov et Vladimir Filine de *Novaïa ejednevnaïa gazéta*. Tous trois en ont conclu que les commerçants « honnêtes » sont rares et que la plupart vendent de l'air. Ils proposent au client un conteneur avec 4 ou 5 grammes de produit pour analyse, prennent un gage de quelques milliers de dollars qu'ils placent avantageusement. Un ou deux mois plus tard, le marchand dit qu'il regrette mais que sa marchandise a été saisie par le KGB, et il rend la caution dont il empoche les intérêts.

Bélianinov écrit qu'avec du temps et de l'argent il est possible d'acheter n'importe quoi, depuis l'ogive d'un SS 20 jusqu'à n'importe quel matériau radioactif. Tout peut être volé dans les entreprises les mieux gardées par l'OMON et surveillées par des caméras de télévision. Les marchandises disparaissent des conteneurs à cadenas à commande numérique pendant le transport, à l'occasion d'incendies ou d'accidents. Les vols sont proportionnels à l'importance de la demande. L'offre reste largement supérieure, estime Bélianinov. L'hebdomadaire *Moskovskii novosti* (8 août 1993) a du reste établi que Bélianinov lui-même avait « emprunté » la matière de son article à des confrères plus expérimentés et plus téméraires du *Novaïa ejednevnaïa gazéta*, et qu'il avait en outre transmis successivement à trois ou quatre chaîne de télévision occidentales les cassettes vidéo renfermant des vues très « explosives » tournées par caméra invisible. Non content de cela, Bélianinov a donné les noms des journalistes qui l'avaient invité à participer à leur expédition, disposant à son gré non seulement de leurs documents mais aussi de leurs vies. Car les « marchands » auraient aussi bien pu ne pas pardonner aux journalistes indiscrets.

En Russie, cela n'a jamais été un problème de faire sortir quelque chose du pays à condition de prendre un douanier pour compagnon ou de se munir des passe-droits *ad hoc*. Après la désintégration de l'URSS, les frontières de la Russie sont devenues tout à fait transparentes. Toutes les anciennes républiques soviétiques sont devenues de gros exportateurs de matières premières russes et de produits de son industrie nucléaire. Et quand l'un ou l'autre ministre russe ou un de ses collègues de la CEI affirme sans sourciller qu'il ne connaît pas de cas où des spécialistes du nucléaire seraient passés dans des pays du tiers monde, que leurs départs sont strictement contrôlés, j'ai envie de mettre fin à ces mensonges par une seule remarque. Aux temps de Gorbatchev et d'Eltsine, après la disparition du rideau de fer, n'importe qui a pu en

trois jours acheter, pour une centaine de dollars, un passeport pour l'étranger, libellé à n'importe quel nom (avec sa photo, évidemment) ; pour une autre centaine de dollars acheter dans n'importe quelle ambassade un visa d'entrée et s'en aller fût-ce au bout du monde. Pour une dizaine de pays d'Europe de l'Est, il n'était même pas nécessaire d'avoir de visa d'entrée ; il suffisait d'obtenir l'autorisation de sortie des autorités soviétiques.

Heureusement que des fonctionnaires plus responsables des départements nucléaires du G7 visitent régulièrement les pays de la CEI et tentent tant bien que mal de contrôler les processus sociaux dans les entreprises du secteur nucléaire, de donner des commandes occidentales à ces collectivités, invitant parfois des centaines de nos meilleurs spécialistes. Et c'est bien ce qui irrite les responsables de notre complexe militaire. Ceux-ci se plaignent, très justement d'ailleurs, que Washington tient trop lentement ses promesses généreuses et n'utilise pas même les sommes déjà octroyées par le Congrès aux pays de la CEI pour empêcher la prolifération nucléaire (*Moskovskié novosti*, 10 janvier 1993).

Les ministres russes invitent leurs interlocuteurs occidentaux à ne pas s'en faire et tendent à expliquer les multiples témoignages de la presse occidentale — sur le caractère nouveau de la menace nucléaire émanant de l'Est — par les menées des concurrents étrangers qui ne prétendent pas laisser pénétrer la Russie sur les marchés mondiaux. Pendant ce temps, nos journaux publient mois après mois les procès intentés contre les criminels du complexe nucléaire que l'on parvient tout de même, de temps en temps, à prendre la main dans le sac. Le plus souvent, d'ailleurs, grâce aux enquêteurs étrangers. Mais ce n'est généralement que du menu fretin, des commis voyageurs, des intermédiaires, etc. (ils sont le plus souvent interpellés à l'étranger par Interpol).

4. LES ARMES CHIMIQUES DANS LES « POINTS CHAUDS »

Le général Kountsévitchev, le plus scandaleusement connu dans les forces d'action chimique et expert du Président Eltsine, est choyé par ce dernier et honoré de toutes les décorations imaginables. Le pouvoir ne peut se permettre de se brouiller avec un tel homme. Qu'il laisse faire, et tous les entrepôts d'armes chimiques de l'armée soviétique en Transcaucasie se retrouveraient aux mains des belligérants des deux côtés du front. La moindre inattention, et un hélicoptère de l'armée laisserait tomber un paquet de bombes au sarin sur la Volga, de quoi générer un second Tchernobyl de Samara jusqu'à la mer Caspienne. Car on transporte actuellement des centaines de tonnes de cette façon, au bout d'un filin.

Le Livre Blanc des armes chimiques russes de troisième génération, que l'on continue de fabriquer et de tester, a été composé à partir des renseignements obtenus au procès de V. Mirzaïanov et L. Fiodorov, que la presse a soigneusement couvert. Ces chercheurs ont d'abord été mis derrière les barreaux, puis relâchés et de nouveau été harcelés pendant toute une année. Pendant ce temps, en mai 1993, se tenait la conférence internationale sur le désarmement chimique.

Le panorama des forces chimiques et bactériologiques de Russie termine le récit sur les perspectives de la périlleuse cohabitation avec notre armée de soldats miséreux et de généraux avides.

L'accord soviéto-américain du 1er juillet 1990 mettait officiellement fin à la course aux armements chimiques. Mais auparavant, en 1987, Gorbatchev avait déjà officiellement déclaré que l'URSS cessait la fabrication des armes chimiques. Le 13 janvier 1993, le ministre des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, signa à Paris la Convention interdisant les recherches, la fabrication et le stockage des armes chimiques. La ratification de cette convention par les 140 États signataires devrait être terminée dès 1995. D'ici au 30 juin 1997, une usine de destruction des munitions chimiques et des stocks d'agents toxiques devra être testée, et, un an plus tard au moins, un pour cent des stocks russes devront être détruits.

Dans une deuxième étape qui ira jusqu'au 30 juin 2000, 20 % auront été détruits, dans une troisième (2004), 45 %, etc., jusqu'à ce qu'il ne reste que 5 000 tonnes pour l'ensemble des produits toxiques (*Nézávissimaïa gazéta*, 15 janvier 1993). Les États signataires de la Convention s'engagent à amorcer le désarmement dans les deux années suivant l'adhésion et à le terminer dans les dix années suivant l'entrée en vigueur de la Convention. La destruction des armes chimiques peut se faire par n'importe quel moyen autre que l'immersion, l'ensevelissement dans le sol et la destruction par le feu en plein air.

La libération de l'humanité de la menace que fait peser l'un des types d'armes d'extermination les plus machiavéliques coûtera à la Russie, de l'aveu d'Eltsine (*Rossiiskie vesti*, n° 94, 1993), la plus grosse moitié de ses dépenses de désarmement. Il « va de soi » qu'une aide substantielle est demandée à l'Occident.

Pendant ce temps, les chefs des forces chimiques et leurs protecteurs haut placés s'occupent depuis plus d'une décennie de la mise au point et de la fabrication de nouvelles générations d'armes chimiques qu'ils écoulent à l'étranger. A l'époque de Gorbatchev, certains composants chimiques et équipements ont été livrés à l'Irak, la Libye, la Syrie l'Éthiopie, l'Angola, la Corée du Nord, Cuba. Les dirigeants occidentaux bombardaient le ministère des Affaires étrangères de l'URSS de notes de protestation, cependant que Chevardnadze, dans une note « top secret » du 30 janvier 1989, demandait (exigeait) au Bureau politique que les départements impliqués dans l'affaire apportent tout de même aux dirigeants des éclaircissements sur l'exportation d'armes chimiques vers les pays susmentionnés (*Izvestia*, 20 novembre 1992).

On a ainsi l'impression que, par cette « chimie », nos généraux, non contents de se remplir les poches en accédant aux désirs de pays à réputation de terroriste, font du tort à ceux qu'ils n'ont jamais aimés : Gorbatchev, d'abord, maintenant Eltsine, dont la présidence se passe quasi entièrement sous les cris d'une dizaine de fonctionnaires suffisamment honnêtes de notre complexe militaire, poursuivis en justice ou sans justice, qui clament, faits à l'appui, que la Russie poursuit à toute allure

son... réarmement chimique. Pendant ce temps, l'industrie militaire américaine fait preuve de sentiments touchants pour son partenaire russe, espérant être finalement sollicitée pour la liquidation des immenses stocks d'armes chimiques obsolètes de la Russie.

La presse mondiale a suivi pendant des mois les péripéties du procès intenté aux professeurs Vil Mirzaïanov et Lev Fiodorov, arrêtés à Moscou par le ministère de la Sécurité pour avoir publié une interview dans *Baltimore Sun* et *Moskovskii novosti*. Ces hommes employés par les forces chimiques ont dénoncé le double jeu de leurs chefs. Le premier a été isolé dans une cellule du KGB pendant quelques semaines puis relâché, non sans qu'une instruction ait été ouverte contre lui et un procès entamé ; le second a été mandé comme témoin dans la même affaire. Depuis, les deux hommes ne cessent de répéter que l'académicien et général Kountsévitich avait transmis au Soviet Suprême un programme où figure la destruction de seulement 7 700 tonnes de lewisite et d'ypérite. Or, trois de nos usines ont produit à elles seules pendant la deuxième guerre mondiale 65 000 tonnes d'ypérite et 20 000 tonnes de lewisite. Et nous avions des dizaines de ces usines, qui ont travaillé sans relâche pendant des décennies. Les stocks d'armes chimiques excédentaires ont été enfermés dans des conteneurs et plongés dans la Baltique, la mer Blanche, les mers de Barents, d'Okhotsk, du Japon, mais sans que personne ne sache officiellement où.

Le 19 janvier 1993, le Soviet Suprême a finalement rejeté le programme de Kountsévitich qui proposait le transport des armes chimiques des entrepôts militaires vers les usines de destruction, projet parfaitement suicidaire pour la Russie. Les Américains eux-mêmes, qui pourtant ont autrement plus d'ordre dans leurs transports ferroviaires et routiers, ne déménagent pas leurs produits toxiques, mais construisent les usines de destruction à proximité immédiate des entrepôts. Kountsévitich demandait aussi un demi-milliard de dollars pour financer pendant dix ans les voyages d'inspection aux États-Unis des membres du Comité pour les problèmes de la Convention sur les armes chimiques et bactériologiques fondée par le Président de la Russie. Les jaloux du général continuaient d'affirmer que non seulement il avait décroché le prix Lénine en 1991 pour l'invention de l'arme binaire dont il ne serait pas l'auteur, mais aussi qu'en tant qu'adjoint au commandant des forces chimiques, il serait responsable de ce que l'on fabrique encore « l'arme de troisième génération », une bombe binaire dix ou quinze fois plus puissante que ce dont l'armée dispose aujourd'hui.

C'est justement Vladimir Ougliev, un des pères de cette arme binaire « doublé » par un chef peu scrupuleux, qui a accusé Kountsévitich de mensonge prémédité. L'« affaire Mirzaïanov », qui a fait tant de bruit, a eu une suite dans une publication de *Novoïe vrémia* (n° 6, 1993) intitulée « Interview la corde au cou ». D'après Ougliev, Kountsévitich, Pétrounine (directeur de l'Institut des recherches militaires sur la chimie organique et les biotechnologies) et Goloubkov (premier vice-ministre de l'industrie chimique de l'URSS) n'avaient pu recevoir le prix Lénine qu'après livraison d'un lot expérimental d'armes binaires « dont les composantes sont

aujourd'hui conservées dans une base secrète de la région de Briansk ». Ougliev a l'honneur douteux de la paternité de trois des cinq « versions de combat » de l'arme binaire portant le nom de code de Novitchok. Rien de tel n'avait été inventé dans le monde depuis la synthèse, en 1956, du gaz VX, le plus puissant des toxiques, par un savant suédois. Le produit découvert par Ougliev et ses collègues est 5 ou 8 fois plus puissant que le VX, et certainement plus toxique que le sarin et le soman, autres toxiques phosphoriques.

« Le produit que j'ai synthétisé peut facilement être «maquillé» en cas d'inspection internationale », affirme Ougliev qui confirme les paroles de Mirzaïanov, comme quoi pratiquement toutes les composantes de la nouvelle arme binaire, aussi bien que du gaz VX, sont absentes de la liste des produits chimiques et technologies à usage double approuvée par Eltsine et publiée en septembre 1992. Si bien que les composantes et technologies stratégiques dont les militaires ont besoin peuvent être exportées sans licence vers des pays tels que l'Irak, la Libye ou la Corée du Nord qui n'ont signé aucune convention sur les armes chimiques.

Ougliev rappelle également qu'en août 1991, les généraux des forces chimiques ont été parmi les premiers à saluer le « rétablissement de l'ordre » et à déclarer leur soutien aux putschistes. Aux dires d'Ougliev, la Russie n'a jamais eu de conception officielle de l'usage de l'arme chimique, et les militaires tâchent maintenant d'obtenir à leur avantage la destruction des vieux stocks et la poursuite non moins avantageuse des recherches sur les armes binaires...

La censure ayant été abolie en août 1990, nous avons aujourd'hui la possibilité d'apprendre que l'usine de destruction des armes au phosphore hautement toxiques, nouvellement construite à Tchapaïevsk, ne vaut strictement rien, les technologies utilisées datant des années 1950. Une des personnes impliquées dans l'immersion de nos toxiques a récemment confessé au journal *Tchapaïevski rabotchi* : « Nous expédions des bombes chargées de lewisite qui, à ce que l'on nous disait, devaient être détruites dans l'océan Arctique. J'ai personnellement expédié 50 convois de 50 à 60 wagons chacun ». Dans la mer Baltique également, nous avons immergé des munitions chimiques prises aux Allemands, et plus encore d'armes à nous, cela depuis 1947 jusqu'aux années 1990. Lev Fiodorov (témoin dans le procès Mirzaïanov) et Valeri Menchikov (vice-président du comité du Parlement pour l'écologie) en ont parlé en long et en large dans le journal *Vék* (n° 27, 1993) : « L'usine de Tchapaïevsk est une plaie à côté de laquelle la catastrophe de Tchernobyl fait l'effet d'un pique-nique du dimanche. Ce verdict a été publié en août 1990 dans un grand journal scientifique américain. Et aucun démenti n'a suivi de notre part. »

Fiodorov et Menchikov citent les sept bases de Russie où sont entreposées des armes chimiques : Kambarka et Kizner en Oudmourtie, Gorny dans la région de Saratov, Chtchoutchié dans la région de Kourgane, Potchep dans la région de Briansk, Léonirovka dans la région de Penza et Maradykovski dans la région de Kirov. Les armes de pre-

mière génération (ypérite et lewisite) ne représentent que 7 700 tonnes sur les 40 000 déclarées. Les 32 300 tonnes restantes sont des neurotoxiques phosphoriques. Personne en Russie ne se hasarde à estimer nos stocks réels d'armes chimiques. Une certaine quantité est dissimulée loin des regards indiscrets des missions d'inspection internationales, dans les entrepôts et les polygones militaires. Selon les services de renseignements d'Hitler, il y avait à Moscou pendant la dernière guerre cinq usines qui fabriquaient des produits toxiques ; sans compter celles de Toula, Sverdlovsk et d'autres régions. Fiodorov estime que l'arme chimique est l'« erreur stratégique du pays », qu'il sera extrêmement difficile de s'en débarrasser. En revanche, pour les généraux des forces chimiques, c'était un « oasis sur lequel ils parasitaient » (*Megapolis Express*, 18 novembre 1992).

Il serait curieux de savoir si les secrétaires généraux, de Staline à Gorbatchev, savaient que les centres de la conception et de l'expérimentation des armes chimiques se sont toujours trouvés concentrés à Moscou. Outre l'Institut de recherches sur la chimie organique et les biotechnologies, l'Académie militaire de défense chimique, sise non loin de la station de métro Baoumankaïa, pratique également des manipulations sur les produits toxiques, de même que le très secret Institut de recherche en constructions mécaniques pour l'industrie chimique, ou encore le polygone militaire des forces chimiques du quartier de Kouzminki où, tout à côté, sans le moindre dégazage, on a tracé un beau parc et où l'on a construit un quartier résidentiel. C'est aussi dans les environs de Moscou que se trouvait en son temps le principal entrepôt d'armes chimiques de l'armée soviétique, numéro de code 136. De source officieuse, l'on sait que des munitions contenant des gaz de combat ont été noyées au confluent de la Sétoun et de la Moskova (*Vek*, n° 12, 1993).

Lev Fiodorov s'interrogeait dans un article paru dans les *Izvestia* (2 décembre 1992) : qui se hasarderait à calculer le dommage réel causé par la pollution des villes du fait de la fabrication d'armes chimiques, et à quel moment ? On en connaît la liste : Volgograd, Oufa, Novotcheboksarsk, Dzerjinsk, Tchapaïevsk, Bérezniki, Volsk, Slavgorod, tout le bassin de la Volga. Fiodorov rappelle aussi un fait moins connu. Durant toute la guerre, l'usine de Tchapaïevsk, qui livrait de l'ypérite et de la lewisite, a rempli les cimetières. Les jeunes gens et les jeunes filles inaptes au service arrivaient par convois entiers et perdaient la santé ou la vie à la même vitesse. Kountsévitich ment lorsqu'il affirme qu'il n'y a pas eu d'accidents dans les usines d'armes chimiques. En 1974, un gigantesque incendie a ravagé l'atelier des gaz de combat de Novotcheboksarsk. Lors d'un incendie survenu en 1980 à l'Institut de chimie organique et des biotechnologies, plusieurs centaines de grammes de VX hautement toxique ont été emportés par l'eau et par le vent.

L'arme chimique n'a jamais été utilisée en URSS que dans la « guerre » contre le peuple soviétique, dit Lev Fiodorov (*Izvestia*, 30 octobre 1992) : par le maréchal Toukhatchevski en 1921 pour écraser la révolte de

Kronstadt et de Tambov ; par le maréchal Yazov en 1989 pour disperser la manifestation d'avril à Tbilissi. En plus du gaz Tchériomoukha et du gaz CS, affirme Fiodorov (*Izvestia*, 2 décembre 1992), les Géorgiens ont servi de cobayes pour une gamme assez vaste d'autres substances toxiques. Vingt personnes en sont mortes et des centaines d'autres se sont retrouvées à l'hôpital, implorant en vain le ministère de la Défense d'aider les médecins à trouver le contre-poison. C'est l'armée, et non les troupes de l'Intérieur ou la milice, qui possède le monopole des « gaz policiers » (irritants) et des psychotropes (incapacitants). « Nous possédons des preuves que l'ypérite a été utilisée à Nakhitchévan, dans le conflit arméon-azéri », déclare Fiodorov (*Megapolis Express*, 18 novembre 1992). Personne, toutefois, ne s'est inquiété de la bombe qui a explosé là-bas. Mieux, Kountsévitich a assuré le journaliste étranger qui l'interrogeait à ce sujet, qu'il en « entendait parler pour la première fois ». En Abkhazie les troupes géorgiennes ont employé des lance-flammes, exactement de la même façon que les sections chimiques adjointes à nos unités engagées en Afghanistan. L'armée russe n'a pas évacué de Transcaucasie les gaz de combat qui s'y trouvaient stockés (*Stolitsa*, n° 25, 1993). Toutes les munitions et bombes d'aviation chargées d'ypérite, de sarin, de soman et de VX sont maintenant entre les mains de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie qui n'ont signé aucun accord sur les armes chimiques.

D'une façon générale, les gaz de combat plaisent beaucoup aux militaires, puisque les hommes s'endorment sans un cri. Et chaque mort revient à quelques kopecks. Deux mille tonnes de gaz phosphoriques ont déjà été stockés en Iran par nos soins. En Libye, nous avons installé toute une usine de substances toxiques, à laquelle nous avons ensuite adjoint un système de DCA. A l'Institut Sklifossovski, clinique des urgences de Moscou, il est possible de sauver un homme qui a été soumis aux effets de l'ypérite ou du gaz neurotoxique binaire Novitchok 5 (demain ce seront Novitchok 8 et 9). Mais sur un champ de bataille, ces gaz décimeront les soldats par milliers et personne ne pourra leur venir en aide. Nous devons saluer bien bas des hommes tels que Mirzaïanov, Fiodorov et Ougliev, grâce auxquels la presse a pu contester la règle sacrée du Kremlin qui place au-dessus de la sécurité des citoyens, au-dessus des intérêts du pays, les secrets du complexe militaro-industriel.

Mais nous voici en 1994 et nos généraux malmèment toujours Mirzaïanov, mettent sens dessus dessous les rédactions des journaux à la recherche de preuves accablantes. En bonne logique, après toutes les accusations portées contre eux dans la presse, ce sont nos généraux chimistes qui devraient être sur la sellette. Mais non, nous vivons dans un pays où les véritables patriotes sont soit condamnés à mort par le complexe militaire — tels Kravtchenko, Penkovski, Chevchenko —, soit à l'exil, comme Soljénitsine, Rostropovitch, Boukovski ou Grigorenko.

L'arme chimique de l'URSS et, par suite, de la CEI est une tragique ineptie, un crime écologique de nos généraux. Qui paiera le prix non seulement du désarmement, mais aussi des millions de santés ruinées,

d'un habitat pollué ? L'arme chimique est devenue pour nous un problème à la fois écologique, médical et social. Aussi la loi doit-elle proscrire les secrets écologiques. Or, chez nous, il y a des secrets, il y a l'industrie militaire, il y a le KGB. Seules des lois humaines nous manquent. Du reste, qui, chez nous, serait capable de garantir la sécurité des armes chimiques ? Il est en revanche possible de les perdre, de les vendre, de les voler, de les expérimenter, de les mettre au point, les fabriquer, les exporter, les exposer, les détruire, les stocker, les garder secrètes, etc. Des milliers de fonctionnaires russes font carrière grâce à ces armes. Et fortune aussi. L'arme chimique ne disparaîtra pas en Russie, elle est déjà un instrument de la lutte politique, une arme policière, une marchandise d'exportation et une source de richesse. Même si, économiquement parlant, elle est un non-sens qui porte atteinte au prestige et à la sécurité de la Russie.

Dans ce pays a été sélectionnée une race particulière de maréchaux et de généraux, de savants et d'ingénieurs, de politiques et d'enseignants à la conscience civique irrémédiablement atrophiée. C'est un menteur avéré tel que Kountsévitch qui répond de l'application de la convention sur les armes chimiques et bactériologiques. A combien estime-t-on la vie d'un homme en Inde ? Moins que celle d'une vache ou d'un ouistiti pouilleux. Chez nous, les traditions du génocide sont si solidement ancrées dans la conscience des chefs qu'ils peuvent déclarer le plus sérieusement du monde qu'une fois retraités les gens n'ont de place qu'au cimetière. Dans leur for intérieur, ils estiment qu'il y a trop de monde dans ce pays, surtout trop d'« allogènes ». Une telle mentalité fait naître des choses surprenantes, comme un Kountsévitch moralement dégénéré revêtu de la responsabilité du contrôle du désarmement bactériologique. D'ailleurs, ses prédécesseurs dans ce rôle étaient, tout comme lui, des hommes de peu d'intelligence.

Dans les années 1960, en URSS comme aux États-Unis, l'intérêt pour les armes bactériologiques est retombé. Et, en 1972, nous étions parmi les 108 pays à signer la convention interdisant la mise au point et le développement de vecteurs biologiques. Seules les recherches sur les moyens de défense contre les armes bactériologiques étaient encore autorisées, ce qui laissait à ceux qui le désiraient vraiment toute latitude pour poursuivre la mise au point de substances bactériologiques de tous types. C'est d'ailleurs après la signature de cette convention que l'URSS a déployé ses travaux de recherche sur les armes bactériologiques. C'est dans cette visée qu'on a fondé, au milieu des années 1970, le groupe Biopreparat dont les 18 cellules de recherche et les 25 000 chercheurs étaient dispersés dans tout le pays, avec 6 usines et un gigantesque entrepôt en Sibérie (*Izvestia*, 26 juin 1993). Le système « Ogarkov » (du nom du général qui en a été le premier chef) comportait également plusieurs instituts et usines formellement rattachés au ministère de la Santé publique ou de l'Agriculture. Tout en haut, le Conseil technique et scientifique, très secret, pour l'arme bactériologique était dirigé par... le vice-président de l'Académie des Sciences de l'URSS, Youri Ovtchinnikov, directeur de

l'Institut de chimie organique et l'un des plus jeunes académiciens du pays. Avant de mourir, à l'âge de 54 ans, il avait malheureusement eu le temps de faire prospérer son entreprise.

L'institut de Koltsov, non loin de Novossibirsk, manipulait les virus mortels de la fièvre hémorragique et de l'encéphalite du Venezuela. A Obolensk, on produisait des souches de la peste et de l'anthrax. Des études sur la tularémie visant à renforcer la virulence des souches de combat ont été réalisées à Leningrad. Lorsque la conversation tombe sur les armes bactériologiques, la plupart d'entre nous évoquent la tragédie survenue à Sverdlovsk en 1979, quand le virus de l'anthrax échappé du laboratoire militaire causa la mort de 69 personnes. Aujourd'hui encore, les autorités sont fort réticentes à expliquer ce qui s'est passé. C'était au temps où Eltsine était premier secrétaire du comité du Parti de cette même région de Sverdlovsk...

Des expérimentations de terrain ont été réalisées dans l'île de la Renaissance, dans la mer d'Aral. Et, jusqu'à ces dernières années, il se produisait en ces lieux des catastrophes écologiques soigneusement tuées par les autorités, dont le pourquoi n'a jamais été expliqué. En 1976, le poisson a été décimé. En mai 1988, un demi million de saïgas sont morts dans la steppe de Tourgaï. En juillet 1989, une épidémie de peste s'est déclarée dans la steppe où les moutons perdaient leur laine et tombaient par troupeaux entiers. Le pied du journaliste ne s'est jamais posé sur le sol de ce polygone bactériologique de la mer d'Aral. A présent, le ministère de la Défense de Russie propose d'y aménager une réserve naturelle. Le polygone similaire que les Anglais et les Américains exploitaient dans une île en vue des côtes d'Ecosse est interdit à l'habitation depuis déjà 45 ans.

L'Occident s'est alarmé après les révélations faites en 1989 par le professeur Vladimir Passetchnik, directeur de l'Institut des préparations biologiques ultrapures faisant partie du système d'Ogarkov, qui était passé en Angleterre. C'est en majeure partie par lui que l'Occident a été informé du programme bactériologique soviétique. Gorbatchev a promis à maintes reprises d'étudier la question, sans jamais rien faire. Ce n'est qu'en avril 1992 que le Président Eltsine a reconnu que l'URSS avait violé la Convention sur les armes biologiques, et interdit la poursuite des recherches sur ce programme. Ce n'est qu'alors que les experts américains et anglais ont pu, en décembre 1992, accéder à l'institut de Passetchnik. Ils ont conclu que les équipements dont l'institut était doté permettaient des recherches dans des domaines prohibés... A ce rythme-là, les experts auront fait le tour du système d'Ogarkov vers la fin du XXIe siècle. Pendant ce temps, nos services de renseignement signalent à la presse que des recherches biologiques d'application militaire sont en cours en Egypte, en Israël, en Inde, en Syrie, en Irak, en Libye, à Taïwan, au Pakistan et aux États-Unis. Or, ce ne sont pas les Américains qui ont aidé au transfert des technologies des armes biologiques vers les pays susmentionnés.

VI. LA RECONVERSION DANS LES « SCIENCE-VILLES » DE LA RÉGION DE MOSCOU

1. DES PARCS TECHNOLOGIQUES DERRIÈRE LES BARBELÉS

Il en existait jusqu'à 60 en Russie, dont près de la moitié dans la région de Moscou. Dans ces villes aux dizaines de rues, la vie était mieux aménagée que dans l'ensemble de l'URSS. Il n'y avait là ni appartements communautaires, ni taudis, ni files d'attente, déchets et saleté. La « science sectorielle » rattachée aux administrations militaires recevait de l'État 25 à 50 milliards de roubles à la fin des années 1980. Or, dans le secteur de la Défense, un rouble équivalait toujours, jusqu'à la fin des années 1980, à un dollar ou même plus. Des millions de scientifiques et ingénieurs russes vont avoir à prendre conscience des paroles du grand physicien soviétique Landau, proférées dès 1975 : « Si notre système est aboli, il n'y aura plus de guerre. Sans le fascisme, pas de guerre. » Et voici aujourd'hui la réponse du cosmonaute Oleg Makarov au sujet des perspectives de vente de notre savoir-faire spatial : « Vendre ça et, avec l'argent obtenu, sauver notre patrie ? C'est possible. Mais d'abord on ne l'achètera pas ; ensuite, nous ne savons pas vendre ; enfin, les Américains n'ont plus d'argent pour nous. Ils ont battu les Russes dans l'espace et ont tout de suite perdu leur intérêt pour nos projets spatiaux. »

Est analysée, ici, en détail la situation dans chacune des villes-usines de la région de Moscou. Ces cités au plus grand vaste potentiel scientifique et technologique de Russie ont travaillé durant des décennies en faveur de la guerre : Joukovski, Kaliningrad, Pouchtchino, Obninsk, Protvino, Doubna, Dolgoproudny, Troïtsk, Klimovsk, Fiazino, Dzerjinsk, Jeleznodorjny, Zelenograd, Krasnoarmeïsk, Réoutov, Touraïevo (Lytkarino-1), les bourgs Obolensk, Tchernogolovka, Bolchevo-2, Golitsyno-2, Dmitrov-2 et Mendeleïevo. Les centres et bureaux d'études de ces endroits, ayant perdu deux tiers de leurs subventions à des fins militaires, doivent aujourd'hui apprendre à vivre normalement, en fonction du marché civil.

Ces cités scientifiques ou « science-villes », organisées pour la plupart sur décision de Staline et Béria, se sont avérées être des formations artificielles, en dehors des lois urbanistiques et des traditions historiques. Chacune est en fait axée autour d'un unique institut-usine ; la prospérité de tous les habitants dépend des commandes militaires de ce groupe science-production. Tout cela s'est effondré sous Eltsine ; la brutale réduction des crédits pour la Défense a coupé les ressources de ceux qui profitaient de la guerre froide. Les science-villes élitaires se sont « lumpenisées » en quelques mois. Les petits-enfants des premiers habitants n'ont nulle part où faire leurs études, où travailler et vivre. Dans certaines de ces villes, la moitié de la population est inscrite sur les listes d'attente d'un logement.

Pourtant, le potentiel scientifique de la région de Moscou est immense. C'est la seule région de Russie où il existe environ 140

ingénieurs, chercheurs et autres diplômés du supérieur pour mille habitants. Le complexe militaro-industriel stimulait et entretenait 90 % des capacités scientifiques de l'URSS. On estime qu'il y a dans les environs de Moscou jusqu'à 20 villes et un million et demi de postes de travail qui desservent entièrement la science et l'industrie militaire qui lui est liée. Quand on se déplace dans un rayon de cent kilomètres autour de la capitale, il est facile de dire, rien qu'en regardant à la vitre, quelles sont les activités d'une ville et même à quelle administration elle appartient, même si les bâtiments de recherche et de production, entourés d'inévitables barbelés, sont cachés à l'écart des routes, en pleine forêt. Le CMI était seul à construire dans la région de Moscou et dans les environs des maisons de plusieurs étages, en brique rouge ou jaune, d'un luxe inhabituel chez nous. A Moscou même, seule la haute nomenklatura vit dans des immeubles de ce genre. On ne construisait pas des préfabriqués ni des « taudis krouchtcheviens » dans les science-villes...

L'imperfection de la politique fiscale actuelle est en train de ruiner l'économie. Dans ces mêmes cités scientifiques, les directeurs n'ont guère intérêt à redoubler d'efforts en quête de commanditaires pour la production civile. En effet, un directeur d'usine doit verser à l'État jusqu'à 85 % de ses bénéfices (devises ou roubles) sous forme d'impôts. Mais s'il stocke ses matières premières et construit un autre hangar, il n'aura à payer que 15 % d'impôts sur ses ressources et ses capitaux fixes. Dans ces conditions, l'objectif maximum est moins de travailler que d'accaparer le plus possible de ressources, de terres, de biens immobiliers, et d'attendre les occasions de spéculer. C'est ce schéma absurde qui est aujourd'hui en vigueur dans toute l'économie russe. N'importe quel producteur désireux de survivre doit enfreindre en secret les règles fiscales, ce qui est très avantageux pour tous les fonctionnaires qui, en fermant les yeux sur ces non-paiements à l'État, reçoivent régulièrement des pots-de-vin en espèces ou en services. C'étaient d'ailleurs ces bakchichs versés aux supérieurs par tout directeur qui maintenaient l'économie soviétique, de Khrouchtchev à Gorbatchev. Sous Lénine et Staline, l'ampleur de la concussion et de la rapine était moindre car tout le monde craignait de se retrouver au goulag.

La science en galons et la production militaire étaient les véritables piliers de la Russie au début des années 1990. La partie visible de l'iceberg, la plus petite, était constituée par les prestigieux instituts de l'Académie des Sciences de l'URSS qui, au 1er janvier 1991, employaient 65 500 chercheurs, dont 337 académiciens, 651 membres correspondants et 6 531 docteurs ès sciences (*Nézávissimaïa gazéta*, 10 août 1993). Quant au nombre des spécialistes employés dans les instituts et bureaux d'études « sectoriels », il dépassait le million de personnes. Le budget de l'Académie des Sciences s'élevait à quelques milliards de roubles en 1991, dernière année d'existence de l'Union soviétique, cependant que la science dépensait 25 à 30 milliards (à l'époque, au moins équivalents aux dollars). L'Académie passait formellement pour l'état-major de la recherche fondamentale, alors que les instituts « sectoriels » s'occupaient surtout de sci-

ences appliquées. Il n'existe pratiquement pas chez nous, à peu d'exceptions près, de science universitaire. C'était donc l'Académie des Sciences, dont le rang était celui d'un ministère, qui assurait en priorité les projets et plans du CMI.

Or, il fallait aussi coordonner les efforts des chercheurs et ceux du gouvernement, des organes de planification, des « ravitailleurs » et financiers de haut niveau, ainsi que des différents services de renseignements et diplomatiques (qui fouinaient à travers le monde pour ramener ce dont avait besoin l'« état-major » scientifique). L'ensemble de ces questions complexes était du ressort, jusqu'en 1992, du Comité d'État à la Science et à la Technique (CEST). Toute la hiérarchie de ce système mettant la science au service du complexe militaro-industriel est en fait resté intact, sauf que ses maillons portent d'autres noms et que les subsides ont été réduits.

Aussi étrange que cela paraisse, une structure analogue existe dans les anciens « pays frères » mais aussi en France : l'Académie des Sciences s'y appelle CNRS. Les efforts de Lavrenti Béria, main droite de Staline et chef à la fois du KGB et du goulag, avaient fait en sorte qu'à Moscou et dans sa région soient concentrée de façon inouïe la pensée comme la production scientifique et technique au service du domaine militaire (et tel est toujours le cas). Tous ces instituts de recherche et groupes science-production peuvent, s'ils ouvrent leurs portes aux étrangers (comme on commence à le faire), sinon améliorer la situation économique de Russie, du moins intervenir sérieusement dans la concurrence technologique entre l'Europe, le Japon et les États-Unis.

Il va de soi que tout manager étranger venant en Russie songe avant tout à se « remplir les poches ». Nos chercheurs qui travaillaient dans les entreprises secrètes de la Défense ou dans les instituts de l'Académie des Sciences, des ministères, n'ont pas été formés au marketing, aux subtilités juridiques du marché et des brevets scientifiques, mais, comme ils meurent de faim aujourd'hui, ils sont prêts à se vendre au premier venu. D'autant que le déclin du CMI rend désormais inutile la science en Russie. On voit donc venir chez nous non plus les agents de la CIA, mais les collaborateurs du Laboratoire nucléaire de Livermore ; ils font le tour des 19 centres scientifiques de Russie et de celui d'Ukraine, laissent dix à vingt mille dollars dans chacun d'entre eux en emportant les comptes rendus sur les recherches de pointe qui, hier encore, étaient totalement secrètes et dont la valeur est estimée à des centaines de millions de dollars, ce qui permet de ne pas entamer sur ce point le budget des États-Unis (*Izvestia*, 2 novembre 1992).

Les journalistes étrangers n'ont pas encore obtenu le droit de se rendre dans dix villes entièrement secrètes du complexe des armements nucléaires, mais les Norvégiens s'étaient débrouillés, en été 1992, pour faire séjourner chez eux, à Stavanger, à des fins de négociation, durant une semaine, les chercheurs atomistes de ces dix villes très strictement contrôlées par le ministère de l'Énergie atomique.

La première bombe A soviétique, qui explosa le 29 août 1949, était une copie exacte de la bombe américaine. En revanche, la bombe H fut entièrement notre œuvre : ayant eu pour maître d'œuvre Andreï Sakharov, elle fut testée au polygone de Sémipalatinsk le 12 août 1953, avant les Américains. Sakharov reçut alors du Kremlin tous les honneurs et décorations possibles, des droits et privilèges comparables à ceux d'un membre du Bureau politique du PCUS. Mais au lieu de se vendre au régime, il tenta de l'éclairer et fut un grand homme ayant permis la fin de la guerre froide avec l'Occident. Un autre brillant physicien, Lev Landau, partageait les idées de Sakharov, mais il n'eut jamais, contrairement à celui-ci, d'illusions quant à la nature du pouvoir soviétique.

Le journal *Komsomolskaïa pravda* (8 août 1992) a publié le texte presque complet d'un rapport secret du KGB, daté du 19 décembre 1957, citant les propos tenus par Landau à ses amis et collègues, dont beaucoup dénonçaient le grand physicien. « Chez nous, on ne comprend pas la science, on ne l'aime pas, ce qui n'est d'ailleurs pas étonnant car elle est dirigée par des serruriers, des charpentiers, des menuisiers. Pas le moindre espace pour l'individualité scientifique. Les orientations du travail sont dictées d'en haut. » Landau avait participé auparavant à la réalisation de projets importants, mais dès 1952 il songeait à en faire le moins possible, concluait un agent du KGB en citant ces paroles du Prix Nobel : « Un homme sensé doit se tenir le plus loin possible des activités pratiques de ce genre. Il faut employer toutes ses forces à ne pas entrer au cœur des affaires atomiques. Mais il faut en même temps faire preuve de précaution dans tout refus de participation à ces choses. » Des propos analogues de Landau furent rapportés par d'autres « mouchards », notamment en janvier 1953, lorsque le savant dit à un proche ami : « N'était la question de la nationalité (Landau était juif — N. D. L. A.), je ne m'occuperais pas de travaux spéciaux mais seulement de science, où je suis aujourd'hui en retard. Le travail spécial auquel je m'adonne me confère une certaine force... Mais je suis loin de travailler «pour le bien de la Patrie», etc., comme tu le suggères dans tes lettres. Ces lettres, tu peux les écrire au Comité Central, mais épargne-moi-les. Je me moque bien, tu sais, du rang occupé par la physique soviétique, le premier ou le dixième dans le monde. Je suis réduit à l'état d'esclave savant», et ça détermine tout le reste... » Landau qualifiait de fasciste le système soviétique et tenait les membres du gouvernement pour des bourreaux enfoncés jusqu'à la ceinture dans le sang, le premier fasciste étant à ses yeux Lénine.

Nous autres, Soviétiques, avons été éduqués, jusqu'aux derniers jours de l'URSS, dans le mensonge que grâce à la superarme atomique notre pays évitait au monde une troisième guerre mondiale. Voici un paradoxe et une farce de l'histoire : les Allemands payèrent l'activité subversive de Lénine et son accession au pouvoir ; Staline prit une part active à l'édification du militarisme hitlérien dans les années trente. Tous les efforts

de l'URSS visant à accroître la puissance nucléaire et le nombre des superarmes de 1940 à 1980 n'a été qu'une dilapidation d'argent inutile, absurde. Mais dites-le à n'importe quel militaire ou homme politique de Russie, et il sera vexé. Le stalinisme n'est pas mort en nous. Landau disait, le 1er décembre 1956 : « Si notre système ne peut pas s'effondrer de façon pacifique, la troisième guerre mondiale est inévitable, avec toutes les horreurs qui en découleront. Si bien que l'abolition pacifique de notre système est au fond liée au sort même de l'humanité. » Le 4 décembre 1956, il développa cette idée dans une conversation avec Chkolnikov, membre correspondant de l'Académie des Sciences de l'URSS : « J'estime que si notre système est aboli sans guerre — peu importe que ce soit par révolution ou évolution —, il n'y aura pas du tout de guerre. Sans fascisme, pas de guerre. »

Le système soviétique mit tout en œuvre pour abrégé les jours de Landau et de Sakharov. La tragédie de la Russie au XXe siècle consiste en ce qu'elle a été dirigée par des hommes peu cultivés ou par des fous, parfois même par les uns et les autres en une seule personne. Les Américains, pour étrange que cela paraisse, ont toujours disposé d'un accès officiel ou illégal à la plupart de nos secrets. Ce qu'ils voulaient obtenir, ils le prenaient en perçant avec leur front les murs à tous les étages du pouvoir, dit le cosmonaute Oleg Makarov. En ajoutant : mais sur notre station orbitale Mir, il n'y a rien que les Américains aient envie de voler. Ils disposent de tout ce qu'il faut, et quant aux bagatelles technologiques que nous avons mis des décennies à élaborer, nous les leur livrerons de toute façon. Makarov s'indigne que notre pays misérable se soit permis le luxe d'accepter gratuitement sur Mir un astronaute américain, en échange de la promenade inutile d'un Russe à bord de la navette américaine (*Moskovskié novosti*, 25 avril 1993). Peut-être la NASA acceptera-t-elle avec condescendance d'installer sur sa future station Freedom les batteries solaires, les bioréacteurs et les fours pour semi-conducteurs conçus en Russie. Nos chercheurs, sélectionnés par les Américains, travaillent déjà à l'université du Maryland sur des commandes de la NASA. Il se peut que la Russie reçoive, pour sa participation au projet Freedom, plusieurs centaines de millions de dollars, mais les Américains en économiseront grâce à nous 7 à 8 milliards.

Éternellement condamnés à perdre dans leurs transactions avec l'Occident, les directeurs de nos science-villes sont contraints de s'initier à une approche économique normale. Le plus utile pour la Russie serait soit de geler entièrement ces technopolis, soit de les faire coopérer étroitement avec les partenaires occidentaux appropriés. A l'époque de son essor, notre science militaire avait absorbé tant de réserves que les directeurs peuvent, durant une bonne décennie, continuer d'écouler à l'étranger matières premières, produits et savoir-faire pour une bouchée de pain, en persuadant ainsi tout le monde que les choses nullement mauvaises venant de chez nous ne coûtent presque rien.

Rien de fortuit si, dans toutes les science-villes précitées et dans les gigantesques Groupes Science-Production (GSP), les commis voyageurs

étrangers s'entassent de l'aube au soir, certains que notre Eldorado finira par récompenser leur attente.

Prenons comme exemple un GSP de constructions mécaniques à Réoutovo. Le directeur général Herbert Efrémov raconte volontiers que le satellite radar Almaz lui coûte 50 millions de dollars, alors qu'à l'Ouest cela coûte 800 millions. Un calcul simple montre que la production d'un Almaz fait perdre au moins 200 millions de dollars à la Russie. Car ni Efrémov ni son prédécesseur V. Tchelomeï, le célèbre constructeur général, ne font même un dixième des dépenses obligatoires pour tout entrepreneur. Efrémov construisait des SS-11 et SS-19, des systèmes antisatellites et des sondes radars, des missiles antinavires et des satellites de liaison, en recevant tout de l'État à des prix incroyablement bas, presque gratuitement. Et maintenant qu'il s'engage dans la production civile, Efrémov se démène pour fabriquer de petits lots de choses indispensables au consommateur. D'un point de vue formel, il fait ce que lui demande le gouvernement : mettre au point des technologies et des équipements pour l'industrie oléagineuse, pour le stockage des denrées alimentaires (*Délovoï mir*, 25 mars 1993). Efrémov compte sur la durée de ce processus au fond interminable. Parce que s'il ose produire en grande série ces équipements civils, il sera immédiatement ruiné. Qui voudra en effet payer de sa poche pour des objets qui ne valent pas les plus médiocres analogues étrangers, ni par le prix et la qualité, ni par le niveau de maintenance ?

La ville de Dzerjinsk, à 350 km à l'est de Moscou, passait naguère pour la capitale chimique de l'URSS, ce qui lui valait de substantielles dotations. La production des entrepreneurs privés y oscille entre 1 % et 1,5 % ... Les autorités se plaignent que Moscou ait renoncé à nombre de programmes sociaux fédéraux pour donner une certaine autonomie aux régions et... augmenter les impôts locaux. Ce sont jusqu'à 57 % des bénéfices que les entreprises doivent verser rien qu'au fisc fédéral. Il ne reste que des miettes aux industries locales et à la municipalité.

Podlipky, dans la région de Moscou, est célèbre pour son Institut central de recherches de la construction mécanique et son Centre de contrôle des vols spatiaux, ainsi que par d'autres bâtiments géants qui couvrent 50 hectares. C'est le cœur scientifique de l'Agence spatiale de Russie. Mais les capacités n'y sont employées qu'à un tiers (*Krasnaïa zvezda*, 27 mars 1993), sans que personne n'ait hâte d'y remédier. Il faut du temps pour s'adapter aux nouvelles conditions, estime Vladimir Outkine, directeur général de l'Institut de l'Académie. Ces stands gigantesques pour l'essai des nefs spatiales et des fusées devraient attirer touristes et écoliers : c'est un spectacle aussi instructif et impressionnant que les pyramides d'Égypte.

A Protvino, toujours dans la région de Moscou, on était près de terminer, en 1992, le tunnel de 22 km pour accélérateur annulaire de protons à l'Institut de physique des hautes énergies. Les Américains ne cessent de s'y rendre en se demandant s'il ne vaudrait pas mieux nous donner deux

cents millions de dollars pour y mettre la dernière touche, au lieu de dépenser huit milliards à la construction d'un appareil analogue au Texas. En 1984, lorsque l'on mit en chantier l'accélérateur, ce projet destiné à la recherche fondamentale était estimé à la valeur de deux blocs de centrale nucléaire, pas davantage. Bien entendu, il s'avéra ensuite que le devis avait été considérablement minimisé... Un accélérateur ne doit pas être construit comme une centrale nucléaire mais comme des prototypes mondiaux. Or, on découvre aujourd'hui que nous en sommes incapables. « Nous ne parviendrons pas à faire et nous ne ferons aucun superprojet pour des raisons de prestige », déclare Boris Saltykov, ministre de la Science, de l'Enseignement Supérieur et de la Politique Technologique. Ceux qui avaient engagé une telle construction sont des criminels, car le pays manque de produits pour les diabétiques ; les malades du rein meurent en faisant la queue pour une dialyse ; il n'y a ni industrie pharmaceutique, ni pharmacologie, etc.

En été 1993, on a fermé à Obninsk, par souci d'économie, un des quelques centres oncologiques de la CEI. Et l'ex-URSS, apprenant cela, a tremblé d'épouvanté. Pourtant, l'Institut de physique énergétique à Obninsk n'est pas des plus pauvres : on y stocke 260 tonnes de substances fissiles, dont 10 tonnes d'uranium enrichi et 1 tonne de plutonium. On fabrique ici le réacteur thermonucléaire Topaz, destiné aux appareils spatiaux, qui ne dispose de ressources que pour un an alors qu'il en faudrait pour six : les chercheurs comptent sur les subsides américains. Les collaborateurs de cet institut mirent en service la première centrale nucléaire en URSS ; aujourd'hui, ils sont près d'achever la conception de lasers à faisceaux nucléaires et continuent de se livrer à la recherche fondamentale concernant le noyau de l'atome. La production de radio-isotopes pour la médecine semble pouvoir couvrir une moitié des besoins du marché russe. Mais la demande de cette marchandise est pratiquement illimitée. Les États-Unis sont prêts à nous acheter des isotopes d'une activité globale de 100 000 Kn par an, mais nous manquons de capitaux pour étendre la production. Le directeur de l'institut, Victor Mourogov, déplore, comme c'est l'usage au sein du complexe militaro-industriel, l'absence de moyens pour la production industrielle d'articles réellement indispensables à tout le monde : filtres fins pour l'épuration des produits alimentaires liquides (le lait passé par ce filtre est de qualité supérieure), métaux et alliages légers extrêmement purs (gallium, césium, sodium), dispositifs de filtrage à membranes traceuses (irremplaçables dans les systèmes d'épuration et d'air conditionné, pour l'industrie électronique, pharmaceutique, alimentaire et la parfumerie) (*Moskovskié novosti*, 9 mai 1993). Tous ces projets commerciaux ne sont d'ordinaire qu'un appât pour riche investisseur occidental, lequel trouvera l'argent nécessaire, surveillera la qualité et dénichera des clients...

L'Institut de recherche des appareils de précision et la société Sillena souhaitent vendre sur le marché mondial du silicium monocristallin archipur, produit à Lytkarino, dans la région de Moscou. Mais il sera difficile de trouver un acheteur quand on sait que la micro-électronique russe

accuse un retard d'une vingtaine d'années. Seul un contrat a été signé avec une firme allemande afin de procéder au dopage neutronique des lingots de silicium (*Délovoï mir*, 17 août 1993).

L'entreprise d'État science-production Istok, à Friažino, est un des plus grands centres du CMI aux environs de Moscou. Venant de fêter ses cinquante ans, elle se spécialise dans l'électronique de haute fréquence et ses appareils peuvent servir également au civil : médecine, télécommunications, équipements laser. Le directeur général d'Istok, A. Korolev, a confié aux journalistes (*Narodnaïa gazéta*, 26 août 1993) que les commanditaires militaires ont brutalement chuté sans qu'il soit question de reconverter les capacités correspondantes. Néanmoins, Korolev est persuadé que son entreprise n'est pas menacée de faillite car personne d'autre ne produit en Russie de tels appareils de précision, qui sont à la base de tous les armements modernes. Istok assemble déjà ses appareils dans les usines militaires de Chine. Cependant, les pays développés n'achètent pas la production d'Istok, proposant plutôt à Korolev de fabriquer un « produit sale », dans le genre des plaquettes à circuit imprimé ou de différents maillons, à des prix minimaux, bien sûr — ce que Korolev n'accepte pas pour l'instant. Foncièrement honnête, il ne se fait aucune illusion quant à ses perspectives de production civile. Il a fabriqué durant un an un appareil d'écoute valant 25 000 roubles (22 dollars) et jouissant d'une demande illimitée dans la population. Mais en août 1993, suite à l'augmentation des prix de l'énergie, cet écouteur valait déjà 100 000 roubles : un pauvre ne peut pas se l'offrir ; un retraité plus riche préférera acheter un modèle d'importation, meilleur par son plastique et son design... La privatisation telle qu'elle se déroule ne convient pas à Korolev, parce que la nouvelle firme « privée » devra consacrer la moitié des bénéfices au paiement de dividendes à ceux qui, bien que ne travaillant pas à l'entreprise, auront acheté ses actions. Et l'argent provenant de la vente des actions n'ira même pas à Istok mais au Comité fédéral des biens...

L'Institut des alliages légers de Russie, à Sétoun, dans la région de Moscou, a également fêté son anniversaire : depuis soixante ans, il conçoit et produit des alliages de titane très solides, des alliages de nickel résistant à la chaleur, de l'aluminium-lithium, des alliages de magnésium extrêmement purs, du scandium allié, etc. L'académicien Boris Bondarev, directeur général de cet institut et principal expert du pays en métallurgie aéronautique, est un partenaire convoité par l'Inde et la Chine, mais aussi par les États occidentaux développés. Car tout le monde a besoin de cette production si bien « huilée » qui, disposant d'équipements occidentaux, tire pratiquement tous ses bénéfices des clients étrangers (*Délovoï mir*, 25 décembre 1992, 24 août 1993).

A Khimki, ville attenante à Moscou, se trouve la plus grande firme russe de conception, montage et essai des fusées de défense antiaérienne. Vladimir Svétlov, le constructeur général de Fakel, tire orgueil du complexe mobile SA-2 ou du S-75 qui a permis d'abattre 3 000 (!) bombardiers, avions d'assaut et de chasse au Vietnam, au Proche-Orient et en Afrique. C'est Fakel qui produit le missile B-1000 pour l'interception

des fusées balistiques dans les hautes couches de l'atmosphère et les complexes S-300 (analogue de Patriot) qui équipent notre défense antiaérienne et nos croiseurs atomiques *Amiral Ouchakov*, *Amiral Nakhimov*, *Maréchal Oustinov*. Svétlov affirme n'avoir aucun problème pour la vente de cet arsenal à l'État (*We/My*, juin 1993), mais sa firme, payant un tribut à la mode, a créé les échantillons de toute une famille de machines à transformer le bois, à produire des étoffes de laine et même un fauteuil de dentiste, autant de pièces rares qui circulent d'une exposition à l'autre. Toutefois, ni les fonctionnaires ni les industriels ne se hâtent d'investir pour leur production en série. Quant à Fakel, il n'a pas non plus l'intention de consacrer son argent à une série civile.

Se trouve également à Khimki, Energomach (Constructions mécaniques pour l'industrie énergétique), un GSP qui produit les moteurs de fusée pour premier et deuxième étages, domaine dans lequel nous avons, paraît-il, devancé les Américains. Ceux-ci achètent volontiers ici certaines composantes et pièces pour leurs propres fusées. De petites commandes viennent aussi de Chine et du Brésil. Quant aux Yougoslaves, ils acquièrent les équipements pour le gaz et le pétrole, également conçus à Energomach. Parmi d'autres échantillons civils, la firme spécialiste des fusées offre de produire en série des dizaines d'articles remarquables et réellement utiles ; un petit brûleur à gaz automatique, pesant une demi-tonne, est capable de fournir de l'eau chaude et de chauffer cent appartements ; une centrale thermique mobile de 2 500 KW, tout aussi compacte, coûtant cinquante fois moins que son analogue ouest-allemand. Mais même ces produits remarquables n'ont pas d'acheteurs dans un pays qui s'appauvrit de façon catastrophique. Le gouvernement russe ne tardera peut-être pas à comprendre combien il est absurde de dépouiller une population incapable d'acheter quoi que ce soit, ce qui conduit à la mort de l'économie. Quant aux consommateurs riches de Russie, ils n'ont jamais eu l'intention d'acheter des produits nationaux.

Le GSP Loutch, à Podolsk, dans la région de Moscou, confectionne les pièces technologiques les plus sophistiquées pour centrales nucléaires, et sans doute aussi autre chose, vu qu'un ouvrier s'est fait prendre dans un train de banlieue avec trois conteneurs de 1 200 grammes d'uranium 235 ! *Commerçant daily* (21 octobre 1992) relève à juste titre deux aspects intéressants dans cet épisode somme toute banal : étrange qu'on ait attrapé le voleur, plus surprenant encore que personne à l'usine n'ait remarqué la disparition des trois boîtes. Le directeur général de Loutch, R. Freischtut, a su créer, après l'échec des projets de centrale nucléaire au lendemain de Tchernobyl, trois *joint-ventures* avec des Japonais (vente de notre *know-how*), les Allemands (technologie de montage de téléviseurs à partir de pièces occidentales) et les Suédois (verseurs automatiques de lait, jus de fruit et eau, maintenance).

Encore à Podolsk, se trouve une vaste usine de câbles, lesquels, il y a cinq ans, étaient tous destinés au complexe militaro-industriel. 20 % du

pétrole extrait en URSS l'étaient avec les pompes à câbles blindés fabriqués par cette usine. En revanche, quiconque devait attendre pendant des années l'installation du téléphone chez lui entendait cette réponse standard : pas de câbles. Le CMI fait grise mine, il y a aujourd'hui suffisamment de câbles, mais ni les PTT ni les éventuels abonnés n'ont assez d'argent pour les payer.

L'Institut unifié des recherches nucléaires à Doubna était, récemment encore, le symbole d'une grande puissance. Cette somptueuse cité pour physiciens, à une centaine de kilomètres de Moscou, fut construite à partir de 1956. Grâce à l'argent soviétique, les physiciens, théoriciens et expérimentateurs de tous les « pays socialistes frères » pouvaient satisfaire ici leur curiosité scientifique. Deux accélérateurs y ont fonctionné durant trente ans, un autre fut construit à Serpoukhov, cependant que l'accélérateur géant de Protvino n'est, comme on l'a vu, toujours pas terminé. Cela n'a pas empêché d'entamer, en 1992, à Doubna trois immenses chantiers pour deux accélérateurs et un réacteur. L'Institut de Doubna était en réalité un groupe de vastes usines-laboratoires dispersées dans les forêts et marécages environnants, employant chacune des milliers d'ouvriers et de chercheurs. Doubna fut effectivement un paradis pour la poignée d'académiciens atomistes qui vivaient dans des cottages. Les spécialistes de niveau moyen habitaient de luxueuses tours en brique ; quant aux ouvriers, ils étaient amenés en car des villages et bourgs voisins qui, par leur aspect, avaient au moins deux siècles de retard sur l'éclatante Doubna internationale. A présent, le gouvernement américain subventionne ponctuellement le développement de la médecine à Doubna : un demi-million de dollars sont déjà arrivés (*Narodnaïa gazéta*, 14 juillet 1993). C'est qu'à Doubna on rêve aussi de faire quelque chose d'utile pour les Américains. Les dirigeants russes semblent estimer que tout ce qu'on a volé au peuple soviétique y suffira. Et ils ont raison, à leur manière. Qu'est-ce qu'on pourrait bien faire aujourd'hui d'une nuée de physiciens ? Leur verser des allocations chômage reviendrait cent fois moins cher aux contribuables que de construire de nouveaux accélérateurs (avec notre argent, mais dans l'intérêt de la science américaine).

La tragédie de notre science réside en ce qu'elle est tout à fait inadaptée aux besoins réels de la société où nous vivons, dit l'académicien Evgueni Golovlev, directeur du Centre des recherches biologiques de l'Académie des Sciences de Russie à Pouchtchino (*Moskovskîé novosti*, 15 novembre 1992). Il propose comme nombre de ses collègues, afin de réjouir la communauté scientifique d'Occident, de rehausser le niveau d'enseignement dans nos instituts et universités en les mariant à leurs homologues étrangers. Golovlev suggère, quant à lui, que, si les États-Unis continuaient de lésiner, il faudrait envoyer sur contrat des groupes entiers de chercheurs russes dans les pays du tiers monde, où la demande existe encore. Il considère que c'est justement en liaison avec le tiers monde que la Russie pourra obliger l'Occident à payer un prix juste pour nos ressources naturelles irremplaçables et, en fin de compte, pour la ruine de notre milieu naturel. Selon l'académicien, la Russie sera toujours

lésée par un partenariat inégal avec l'Occident qui nous donne, en échange des matières premières, des technologies de niveau moyen et pas très propres sur le plan écologique. Ce point de vue contente l'amour-propre et est très commode pour justifier ceux qui se sont ingénies à ruiner la Russie. La moitié des principaux chercheurs de Pouchtchino ont déjà émigré, mais Golovlev, notre fameux écologiste politicien, est parvenu à fonder une université dans cette ville.

Moscou est lui-même une des plus grandes technopolis du monde. Les ateliers du centre Technomach et de l'usine de constructions mécaniques de Touchino ont construit la fusée porteuse Energia et la non moins célèbre navette Bourane. Trois exemplaires de cette dernière en sont sortis : l'un a volé dans l'espace puis en est revenu sans encombre, l'autre a été équipé en... restaurant et ancré pour toujours au parc Gorki. Viatcheslav Boulavkine, le directeur général de Technomach, n'a pas trop l'air de s'en faire et compte sur les deux cents *know-how* créés chez lui. A l'instar des autres directeurs, il est capable de pérorer durant des heures sur l'application des technologies aérospatiales au civil. On est effectivement capable de fabriquer bien des choses à Technomach. Mais les vendre... Il est plus facile de continuer à demander de l'argent au gouvernement, même si celui-ci en accorde déjà moins au CMI. Technomach a fabriqué un jour 20 000 prothèses de bras et jambes habilement réalisées, avec des matériaux neufs, dont trois millions d'habitants de la CEI ont tant besoin (la production des usines de prothèses en est restée au début du siècle). Mais même cela, ils n'ont pas su le vendre et ont dû stopper la production. En 70 ans de régime soviétique, le CMI a dressé une solide barrière qui empêche le transfert des nouvelles technologies vers le civil. On jugeait avantageux, afin de garder les secrets pendant des décennies, de détruire ou de maintenir sous le boisseau les acquis technologiques, plutôt que de les publier.

Nikolaï Poliachev, directeur général du GSP Almaz (conception et production de systèmes de défense antiaérienne), estime de son côté que les usines militaires ne peuvent guère s'intégrer à l'économie civile parce que, généralement, elles ne produisent rien en grande série (*Rossia*, 26 mai 1993). Selon lui, le mérite indéniable de Gaïdar, qui a brutalement cessé, en 1992, les injections budgétaires au CMI, est d'avoir ainsi contraint les directeurs à amorcer la reconversion. Poliachev explique qu'il faut 8 heures chez nous pour fabriquer un téléviseur couleurs, contre seulement 40 minutes à l'étranger, grâce à des technologies et des équipements plus perfectionnés, soit des dépenses de travail 12 fois supérieures. Or, nous vendons notre téléviseur deux fois moins cher car il n'a aucune réputation. Nos ateliers occupent deux à trois fois plus de personnel qu'ailleurs. Il suffit de multiplier ces indices pour comprendre que nous travaillons infiniment plus mal. Sans parler de la qualité (fiabilité, longévité, design, finition, etc.). Ce n'est pas un hasard si peu de firmes de l'Ouest sont entièrement « vouées à la guerre » ; en règle générale, environ 80 % d'entre elles s'occupent du secteur civil, la production en série étant bien plus complexe et risquée que la fabrication « à la pièce » sur des com-

mandes payées d'avance. Le groupe de Poliachev dispose de plusieurs usines, mais il lui a fallu trois ans pour élaborer un châssis de TV couleurs plus ou moins valable.

La reconversion du militaire au civil n'est pas encore irréversible en Russie. C'est pourquoi V. Olévanov, directeur général du groupe Saliout à Moscou, espère bien que ses stations radars toutes neuves, destinées à la Marine de guerre, pourront être vendues à la Chine avec l'aval du gouvernement (*Komsomolskaïa pravda*, 20 août 1993). Les Chinois proposent même de leur vendre tous les équipements et de produire ces radars chez eux. Le fonctionnaire d'État Olévanov songera-t-il sérieusement, dans l'attente de cette manne céleste, à mettre au point la fabrication de matériel pour cuisines, pour lequel, du reste, il n'existe pas beaucoup de clients en Russie ?

Il en va différemment des pompes en profondeur pour les pétroliers, des fourneaux à gaz, samovars, extincteurs et radiateurs : autant d'objets produits en série, à des centaines de milliers d'exemplaires, par l'énorme usine militaire Chtamp à Toula. Là, tout est vendu pour trois fois rien aux étrangers : on préfère attendre quelques années, assimiler le marché intérieur, obtenir un certificat étranger de qualité, et c'est ensuite qu'on proposera un prix juste, estime le directeur de Chtamp, Valentin Mitine. La ville de Toula, qui fait partie de la circonscription militaire de Moscou (presque toute la partie européenne de la Russie), est célèbre pour ses usines d'armements et ses bureaux d'études en la matière. C'est là que sont produits des millions de munitions et d'armes à feu, de samovars et de pains d'épice. L'eau bouillie dans un samovar ne comporte pas de sel (qui se dépose sur les parois), aussi, Allemands et Anglais, déçus par le café, achètent-ils les samovars de Toula. Quant aux « points chauds » de la Russie et de la CEI, ils envoient à Toula leurs émissaires pour acheter des lots de fusils, mitraillettes, revolvers, etc.

Les 15 000 ouvriers et employés du GSP Toulatchermet ont parfaitement assimilé la production civile, étant désormais capables de vendre aux clients ouest-européens et japonais qui s'arrachent leurs articles : la production écologiquement « sale » de Russie trouvera toujours preneur en Occident. De même, à Toula, la privatisation des entreprises du CMI (leur vente à des actionnaires) est en bonne voie, et la population locale ne s'en tire pas trop mal. Une branche de la firme Polema, née d'un atelier de Toulatchermet, s'est associée avec une société autrichienne (matériaux et équipements occidentaux) pour fabriquer des tennis. Dans deux ans, elle sera tentée d'utiliser le matériau russe. Les directeurs de Toula croient aux réformes de Gaïdar et entreprennent de les mettre en œuvre. En 1993, une entreprise sur trois était privatisée, y compris parmi les plus importantes. Et les patrons étrangers croient eux aussi au sérieux des administrateurs de la région de Toula.

2. LE MONSTRE CMI NE RENAÎTRA PAS

Les dirigeants de l'Académie des Sciences de Russie, de l'enseignement supérieur, des instituts de recherche militaires continuent à se sentir fiers de la science nationale. Et ils voudraient persévérer. Mais seul un des responsables du CMI, Vêlikhov, a réussi à faire ce qu'il fallait. Il a trouvé de sérieuses compagnies juridiques américaines, a rassemblé les efforts d'une dizaine de ministères et départements parmi les principaux, afin de vendre à l'étranger les technologies de pointe russes de façon civilisée, à des prix nullement minimisés, en respectant les lois internationales sur les brevets. Nos meilleurs instituts technologiques forment gratuitement des cadres pour les États-Unis, étant donné que les meilleurs diplômés émigrent massivement. Nous citons des chiffres sur la fuite de spécialistes russes à l'étranger, suivant les pays et les professions.

Les directeurs des usines militaires attendent de voir quelle sera l'orientation de la politique russe. Peu leur importe ce qu'ils doivent produire, s'ils seront autorisés à démonter les capacités militaires ou s'ils recevront de l'argent soit pour les mettre en conserve, soit pour fabriquer de nouveaux lots de canons. Les directeurs acceptent même la reconversion, pourvu qu'elle soit payée par quelqu'un. Ils espèrent aussi obtenir personnellement un morceau du gros gâteau de la privatisation. Les personnes les plus stressées et les plus flouées du CMI sont les chercheurs, les ingénieurs et les théoriciens. Plus leur niveau scientifique est élevé, plus ils avaient naguère de privilèges, et plus ils résistent à la démilitarisation de la science et, d'une façon générale, à la réduction des fonds autres que ceux de la production. C'est là un paradoxe : le « flambeau de la raison », incarné par l'Académie des Sciences, n'est guère utile aujourd'hui à la société russe. Boris Saltykov, le nouveau ministre de la science et de la politique technologique, ne cachait pas ses intentions à l'égard de l'Académie : « La science est une des institutions les plus conservatrices de la société. Impossible de la briser. Il faut faire pousser une science nouvelle ». Un an après cette déclaration, l'ardeur novatrice du ministre s'est apaisée, faisant place à des propos plus raisonnables et précis : « Les savants sont aujourd'hui la frange la plus conservatrice de l'intelligentsia (contrairement aux écrivains et artistes). Telle est l'opinion qui existe au sein du public » (*Nézávissimaïa gazéta*, 20 juillet 1993).

Le drame de la Russie est de n'avoir maintenant besoin ni de la science militaire, ni de la recherche fondamentale, ni d'aucune science, constate Andreï Vaganov, éditorialiste scientifique du journal précédemment cité. Selon lui, nous vivons dans un État pour qui la science est accessoire, dont la population n'a recours dans la vie quotidienne qu'aux connaissances acquises à l'école primaire. De là, estime Vaganov, provient l'échec des tentatives d'introduire largement dans la pratique courante les acquis les plus révolutionnaires de la science russe, lorsque ceux-ci existaient. Nos savants sont depuis belle lurette des fonctionnaires, des bureaucrates et apparatchiks « nomenklaturisés », bardés de grades et de titres, cependant

que la majorité des ouvriers ont pour uniques instruments la pioche, la masse et le *mat* (argot).

Sous Boris Eltsine, la science a vite cessé d'être une agréable sinécure pour la plupart des chercheurs, aussi beaucoup l'ont-ils abandonnée. La science est chez nous une copie exacte de la société. Avec nos généraux académiciens et autres constructeurs généraux, avec la confrérie illettrée des « curateurs de la science » au sein du KGB et du Comité Central du PCUS, nous avons tranquillement raté trois révolutions scientifico-techniques. Et en voici le résultat : il n'y a plus de demande d'idées, de technologies, de connaissances ; le complexe militaro-industriel les gardait jalousement pour ses propres besoins.

Pendant ce temps, le monde occidental continuait frénétiquement de s'instruire ; le professionnalisme y est depuis longtemps le premier et principal commandement du citoyen d'une société évoluée. Chez nous, en revanche, l'ingénieur ou l'enseignant étaient encore montrés du doigt, il y a dix ou vingt ans, et plaints pour leur extrême pauvreté. L'enseignement supérieur a fait son apparition en Russie cinq ou six siècles après l'Europe. Nous avons marqué des points au prix d'immenses efforts, instruit le peuple, pour atteindre au XIXe siècle des succès impressionnants. Même après Lénine et sa guerre civile, ses camps de concentration et son expulsion de savants à l'étranger, il restait beaucoup de réserves avec lesquelles le KGB put créer, sous Staline, dans des baraquements entourés de barbelés, le complexe des armes nucléaires. Les élèves des professeurs qui avaient fait leurs études avant 1917 ou à l'étranger, réussirent, durant les années 1960 et 1970, à mener la course aux armements dans l'espace, à construire des centrales nucléaires et de gigantesques oléoducs. Dans les années 1980, ces « élèves » prirent leur retraite, remplacés par la tourbe, par les enfants et petits-enfants des commissaires bolcheviks. Et ce fut le début des tragiques accidents de navires et d'avions, de centrales atomiques et de gazoducs, des catastrophes écologiques en série.

L'histoire a montré qu'une nation résiste au communisme pendant les deux premières générations (soit 40 ans, comme dans les pays Baltes et ceux d'Europe de l'Est, en Chine populaire et au Vietnam), le collapsus intervenant avec la troisième génération : les forces de la nation sont épuisées, le matériau humain est presque irrémédiablement perdu, comme ce fut le cas en Russie. Dans aucune sphère d'activité un patron occidental ne peut aujourd'hui réunir chez nous une centaine de gens qui n'auront pas tôt fait de le décevoir. La solution est d'instruire les enfants à partir de zéro, en masse et avec l'aide de précepteurs étrangers. Mais la législation russe frappe d'un impôt de 40 % les fonds d'aide étrangers.

Il existe en Russie 640 établissements d'enseignement supérieur, militaires y compris. Par le nombre des diplômés pour 10 000 habitants, nous venons en quatrième position après les États-Unis, le Canada et le Japon. Mais la majorité d'entre eux ne travaillent pas dans leur spécialité, ont

acheté leur diplôme, fait leurs études par correspondance ou aux cours du soir, terminé des études dans des écoles de niveau très bas, n'ont pas suivi depuis longtemps des cours de recyclage, etc. On ne peut aussi qu'être sceptique à l'égard de notre système de titres et grades décernés suivant les mêmes critères que les postes de la nomenklatura, c'est-à-dire aux plus dociles, en échange de pots-de-vin en espèces ou en services, pour les « beaux yeux », pour n'importe quoi excepté le talent et les idées scientifiques neuves qui pouvaient mettre en cause la faible autorité des supérieurs.

Ainsi les jeunes abandonnent aujourd'hui la science en Russie : les médiocres rejoignent le commerce et le racket, les professionnels intelligents s'en vont à l'étranger. Aux États-Unis, presque tous les mathématiciens parlent entre eux dans leur russe maternel. La Loi sur les Renseignements extérieurs, adoptée au début de 1992, incorporait officiellement à ce domaine la science et la technique, ce qui signifie que, dans le flot de scientifiques russes partis à l'Ouest, le KGB rapidement régénéré pourra légalement recruter des agents (*Naichalo*, n° 34, 1992). Car notre mentalité étatique ne change guère en réalité : nous quémandons le plus possible de crédits occidentaux pour nos structures bureaucratiques, puis nous proférons de grossières injures au moment de rembourser. Mais le CMI ne pourra plus être ressuscité à l'aide des secrets occidentaux volés, ni avec l'argent occidental.

Nous avons fait des économies aux dépens de la santé des enfants, de l'aide aux victimes de la radioactivité, aux anciens combattants, aux invalides et aux retraités. Nous avons perdu tout visage humain en échange de 500 technologies qui, prétend-on, surpassent leurs analogues étrangers. L'Occident acceptera-t-il de nous les acheter en courant le risque de maintenir à grands renforts de dollars notre industrie de guerre ? Quand il nous arrive de déposer des brevets, on nous les achète parfois, mais si nous cessons de payer les droits des brevets étrangers, nous perdons 3 à 4 milliards de dollars par an. Le gouvernement soviétique avait gelé dans les années 1980 les comptes en devises d'organisations aussi nécessaires que Soyouzpatent (brevets) et Litsenzitorg (licences) qui durent donc cesser, à partir de 1991, de verser les cotisations annuelles, pourtant peu importantes, pour 12 000 de nos brevets (il n'y en avait que 15 000 en URSS, en 1990) (*Ekonomitcheskaïa gazéta*, 9 mars 1993). Si bien que tout s'est perdu et que nos découvertes peuvent être maintenant utilisées gratuitement et impunément par n'importe qui à l'étranger. Tant sous Gorbatchev que sous Eltsine, on a lésiné sur un dollar pour en perdre un millier. La plupart des demandeurs russes n'ont pas d'argent pour les brevets ; cela incombait auparavant à l'État qui, de toute façon, récupérerait les bénéfices de la vente de notre *know-how*. En 1992, les Russes ont obtenu 6 millions de dollars pour leurs brevets, une somme infime en comparaison des chiffres mondiaux : 20 milliards de dollars en 1992 (*Délovoï mir*, 23 juillet 1993).

Étant donné notre brusque passage — en un ou deux ans à peine — du secret total à l'ouverture généralisée, à quoi s'ajoute notre déficience

pécuniaire, les technologies russes sont une « véritable Atlantide » pour les Américains qui déposent des brevets, comme ils l'avouent eux-mêmes (*Moskovskié novosti*, 22 août 1993). Mais cela rapportera bien peu à la société russe. La majorité de nos spécialistes ne voient dans la vente de leur invention à tel ou tel pays décent qu'une chance d'y trouver du travail. Les prix chutent aussi pour un tas d'autres raisons (accords en coulisse, troc de notre recherche contre des équipements occidentaux vétustés, manque d'expérience ou simplement sottise des Russes, etc.). Les juristes occidentaux expliquent facilement qu'une invention russe concrète ne possède pas de potentiel commercial suffisant ou qu'elle a des analogues à l'étranger.

Les as de l'« intermédiaire » sont ici les célèbres Evgueni Vélikhov et George Soros. Le premier, interlocuteur recherché des chefs d'État, a mis en place en été 1993 un joint-venture avec les Américains (firme BDM dirigée par l'ex-ministre américain de la Justice Frank Carlucci) afin de vendre les brevets et licences de Russie. Quant à Soros, financier génial et un des hommes les plus riches du monde, il a payé cent millions de dollars pour l'aide aux chercheurs de la CEI. Les mauvaises langues disent que son programme de subsides individuels ne vise qu'à soutenir la recherche fondamentale. Non seulement Soros pourra ainsi posséder une banque de données sur les meilleurs cerveaux russes, comme l'estime le professeur Vitali Syrkiné (*Nézavissimaïa gazéta*, 6 avril 1993), mais les scientifiques russes, recevant ces subventions annuelles, ne pourront pas mener les recherches appliquées dont la Russie a tellement besoin et ils devront se contenter d'œuvrer dans l'intérêt de l'humanité. La *Pravda* (17 février 1993) est au contraire persuadée que Soros vise secrètement à enlever à la Russie ses cerveaux hors pair.

Soros a révélé un autre projet d'encouragement des réformes en Russie, qui consisterait à fermer toutes les entreprises dont la rentabilité est inférieure à 50%, en dégageant ainsi le budget et en permettant d'économiser un tas de matières premières et d'énergie. Quant aux chômeurs, ils auraient droit à une allocation de six dollars par mois (c'était en 1993 le salaire minimum officiel, soit dix fois moins que l'officiel seuil de pauvreté) grâce au financement gratuit et aux crédits du Fonds Monétaire International. Soros faisait remarquer que dix milliards de dollars suffiraient pour l'ex-URSS (*Novoïe vrémia*, n° 2-3, 1993). Le FMI aurait accepté cette variante si les gouvernements des États de la CEI avaient concerté le projet et promis de respecter les droits de l'homme, tout en créant un semblant de marché commun sur le territoire de la défunte Union soviétique. Selon ce même Soros, il avait obtenu l'accord de» dirigeants russes mais l'Occident restait dans l'embarras. Bien qu'il soit clair que le financement du plan Soros offrirait à la Russie plus de perspectives que les conteneurs de l'aide humanitaire, que les dons et les crédits vite dilapidés.

En attendant, nos sommités admettent que le travail scientifique ne pourra guère se développer en Russie sans un financement occidental. Les meilleures écoles supérieures du pays se consacrent pratiquement entière-

ment aujourd'hui à former gratuitement des cadres pour l'étranger : un étudiant russe termine un institut prestigieux de Moscou et va chercher un poste aux États-Unis. Quant aux spécialistes de plus de quarante ans, ils espèrent obtenir une bourse de l'UNESCO (300 000 dollars en 1992 pour le soutien de la science en Russie), vendre un secret à l'étranger ou trouver du travail dans n'importe quel pays. Il n'existe pas de région sur terre, en dehors des pays les plus pauvres, où ne travaillent des spécialistes russes qui ont fui leurs bureaux d'études, leurs instituts de recherche, leurs usines et leurs écoles supérieures. La Corée du Sud, le Brésil, le Mexique et d'autres sont ravis de cette « coopération ». Les recruteurs plus tenaces sillonnent l'Europe de l'Est et la CEI en quête sinon de génies, du moins de chercheurs doués (encore mieux s'il s'agit de toute une équipe) qui, installés à l'Ouest, pourront assurer une percée technologique. L'Académie des Sciences de Russie, cependant, ne vaut pas à elle seule un homme comme le Japonais Esiro Nakamazu, âgé de 65 ans, qui a déposé 2 400 brevets et inventions (deux fois plus qu'Edison) lui ayant rapporté deux milliards de dollars.

Si Soros avait vécu en Russie, il serait assistant (*speechwriter*) d'un secrétaire de comité régional du parti, ou contremaître, ou truand. Quant à notre Nakamazu, même s'il était resté sobre, il n'aurait jamais pu être mieux qu'un ingénieur moyen. L'académicien économiste Kantorovitch, Prix Nobel, était tenu pour un pierrot lunaire par les dirigeants soviétiques, qui le montraient volontiers aux étrangers mais ne souhaitaient pas l'écouter. Une loi soviétique tacite veillait impitoyablement à la sélection « négative » des cadres, en excluant, de rares exceptions près, les individualités brillantes de toute sphère d'activité. C'est de cette façon que la nomenklatura a pu régner durant soixante-dix années sur une société totalitaire. Aussi la majorité de nos académiciens qui roulent en limousine noire ne sont-ils pas des savants mais une caste supérieure de fonctionnaires ; en effet, on ne pouvait devenir académicien qu'avec l'aval du Comité Central du PCUS, cependant qu'aujourd'hui on accepte quiconque est en mesure de payer son titre : il n'y a qu'à voir les milliers (!) d'académiciens nouveaux apparus sous le régime des démocrates.

3. ÉCOLOGIE ET MÉDECINE AFFLIGENT MÊME LES MOSCOVITES

La guerre contre la nature s'est aussi soldée par un échec. Les secrétaires généraux ignoraient même l'existence d'une science de l'écologie, tandis que la médecine restait au niveau des postes de secours ruraux. Selon des critères exigeants, l'écrasante majorité des cadres scientifiques de l'URSS ne répondaient pas aux standards de qualification admis partout ailleurs, l'activité scientifique était envisagée comme une sinécure, une possibilité de vivre bien en imitant le zèle du chercheur. La chute du voile du secret et la modification des principes de financement de la science ne peuvent qu'être d'une indéniable utilité. D'ores et déjà, le potentiel du CMI est contraint de prendre en compte les commandes des écologistes et des médecins, comme on le verra en détail dans ce

chapitre. De quels acquis de la science russe peut-on parler lorsque des foules de chercheurs affamés assistent passivement à la dégradation de l'habitat, au point qu'il n'existe pratiquement plus en Russie d'écoliers en bonne santé ?

Au cours du premier semestre de 1993, les entreprises russes ont rejeté dans l'atmosphère 13,6 millions de tonnes de substances polluantes, soit 12 % de moins que pour la même période en 1992, ce qui est dû à la chute de la production (*Rabotchaïa tribuna*, 24 juillet 1993). Le record dans ce domaine appartient au territoire de Krasnoïarsk (10,1 % du chiffre cité), suivi des régions de Tioumen (8,1 %), Sverdlovsk (7,4 %), Tchéliabinsk (6,4 %) et Kémérov (3,6 %). Combien de déchets proviennent aussi du transport routier ! Et combien de millions de tonnes d'eaux polluées ! Un dixième de la Volga est constitué d'eaux sales.

Les autorités de certaines régions haussent les pénalités pour la pollution de l'environnement. Les industriels, s'ils ne veulent pas aller à la faillite, auraient plus avantage à construire des installations d'épuration qu'à payer les amendes. Mais en Russie le bon sens est une chose théorique. En fait, chaque directeur vit au jour le jour : il suffit d'offrir à quelqu'un une caisse de cognac pour qu'on n'ait ni à payer d'amende, ni à construire des installations antipolluantes. Et s'il se produit un accident, un scandale, soit le directeur est remplacé, soit l'État veille au dédommagement, et tout continue comme avant. Ce n'est pas un hasard si chaque directeur important, surtout lié au CMI, peut ignorer tranquillement toutes les normes écologiques (c'est en effet lui qui entretient le pouvoir local et alimente son budget, pas le contraire), mais a également la possibilité, sa retraite une fois prise, d'aller vivre avec sa famille dans un endroit plus agréable, loin des lieux dégradés par son action.

Cependant, cette absence généralisée d'intelligence et d'honnêteté chez les directeurs du pays a fait en sorte que même Moscou, région pourtant privilégiée de l'URSS-CEI, est devenu inhabitable. Il y a dans cette méga-pôle des quartiers ouvriers et des zones résidentielles pour les riches et la nomenklatura. Tout le monde sait que les conditions écologiques des quartiers « pauvres » sont horribles, et un peu meilleures dans les quartiers prestigieux. Mais c'est littéralement sur tout le territoire de Moscou qu'on a découvert 18 décharges à ciel ouvert, renfermant des centaines de tonnes de déchets radioactifs (*Vétchérnï kloub*, 31 août 1993). Au total, durant les dix dernières années, 700 endroits de pollution radioactive ont été décelés dans Moscou. L'amoralité de nos directeurs est si forte qu'elle a fini par étouffer même chez eux le plus élémentaire instinct de conservation. D'après les experts du ministère de l'Écologie, le préjudice causé à la nature par nombre d'entreprises de Moscou et de Russie est bien supérieur à la valeur de toute leur production.

Les quartiers d'habitation n'occupent à Moscou que 24 % du territoire, 18 % reviennent aux zones vertes et aux cours d'eau. Le reste est livré à l'industrie, aux terrains vagues et... aux décharges illégales, dont 111 très grandes qui couvrent au total 225 hectares dans l'enceinte de la

capitale. Seulement la moitié des déchets industriels et 10 % des déchets domestiques sont retraités. Ce qui a engendré des légions de rats bien nourris. Il en va plus mal de l'alimentation des Moscovites. Selon un rapport de la mairie de Moscou (*Néžavissimaïa gazéta*, 12 août 1993), un tiers des tests de contrôle des articles du commerce de détail dénotent une dérogation aux normes médico-biologiques. Il faut dire qu'environ un tiers des pesticides dans le monde étaient produits par l'URSS ; quant aux engrais minéraux, nous en produisons, en 1991, autant que les États-Unis, la RFA, la France et le Japon réunis. Ajoutons-y une violation massive, par déficience technologique, du mode d'emploi de ces produits chimiques, et l'on comprendra pourquoi les denrées renferment tant de substances nocives. Un directeur de kolkhoze ou de sovkhoe songeait avant tout au plan, à la production globale, et non pas au fait qu'un tiers des fruits et légumes pourrissent avant d'arriver au magasin, tandis que les deux autres tiers imbibés de chimie vont empoisonner le consommateur.

Presque tout le lait vendu déroge aux normes, notamment parce qu'il est amené des laiteries se trouvant à des centaines de kilomètres. Ce n'est pas pour rien que les étrangers vivant à Moscou consomment du lait finlandais ainsi que de l'eau occidentale. L'eau potable de Moscou est une des pires en Europe, bien que, selon le rapport mentionné, elle corresponde encore aux normes. D'après les chiffres du Service de surveillance sanitaire, la moitié de la population russe est contrainte de boire une eau polluée (*Moskovskaïa pravda*, 29 juillet 1993). Si l'on en croit le programme fédéral « Eau pure de Russie », il faudrait construire sept usines capables de produire annuellement jusqu'à un milliard de bouteilles en plastique contenant de l'eau écologiquement propre. Mais cela reste du domaine du rêve.

Notre pays, riche dans le passé, a donné naissance à des hommes gaspilleurs qui stupéfient les étrangers. La consommation d'eau potable à Moscou dépasse de beaucoup celle d'autres capitales : il n'existe pas de compteurs d'eau chez nous, ni de canalisations pour les besoins techniques et industriels.

Il ne reste plus à Moscou un seul cours d'eau conforme aux normes sanitaires, indique le même rapport de la mairie. Mais la faute n'en incombe pas seulement aux entreprises de Moscou, qui ne « fournissent » que 23 % des rejets toxiques dans l'atmosphère. La part du lion revient ici aux véhicules routiers qui, en URSS-CEI, ne sont pas dotés de catalyseurs, un dispositif dont le coût est estimé chez nous à 10 % de celui de l'engin. Mais il capte aussi de 85 % (moteur à carburant) à 95 % (diesel) des gaz d'échappement nocifs. Les voitures occidentales en sont équipées, mais pas les nôtres, bien qu'il en soit question depuis des dizaines d'années.

Le Soviet Suprême de Russie, dissous en octobre 1993, avait adopté dans les années 1980 une série de lois sur la protection de l'environnement, sur le sous-sol, l'autogestion locale, la législation forestière, ainsi qu'une multitude de décisions contradictoires et permettant diverses

interprétations. Selon Danilov-Danilian, ministre de l'environnement et des ressources naturelles, toutes les lois fondamentales concernant la protection du milieu naturel doivent être maintenant révisées (*Nézavissimaïa gazéta*, 12 août 1993). Ce qui convient évidemment à beaucoup de gens car, en attendant, on peut n'obéir à aucune loi. N'empêche qu'en 1992 les tribunaux d'arbitrage de Russie ont examiné 6 000 dossiers, dont seulement 15 perdus par les « Verts ». Presque toutes ces affaires étaient liées au refus de payer les amendes pour pollution. La loi et la justice triomphent, mais il est toujours impossible de percevoir ces amendes à cause des ratés du système bancaire et de la non-solvabilité des entreprises. Pendant que la justice suit son cours, l'inflation grimpe, en sorte que, finalement, l'amende non indexée ne couvre même pas les frais de justice.

Le gouvernement contemple avec une sérénité presque olympienne ce remue-ménage judiciaire provoqué par les écologistes et les directeurs. Jusqu'à la privatisation, tout l'argent était celui de l'État. Mais les autorités n'ont toujours pas su créer des précédents d'action en justice de la part des citoyens ayant ruiné leur santé suite à la pollution causée par des entreprises irresponsables. Les tribunaux de Russie n'ont pas l'habitude des affaires de ce genre, bien que Alexeï Yablokov, assistant de Boris Eltsine pour l'écologie, ait promis d'éditer une brochure expliquant les droits des citoyens dans les situations de ce genre (*Komsomolskaïa pravda*, 5 juin 1993). En 1991, les spécialistes avaient établi en URSS jusqu'à un million de cas d'empoisonnement chimique ayant entraîné la mort de 50 000 personnes. C'étaient des victimes non seulement du manque de précaution mais aussi et surtout du pouvoir : jouets à colle venimeuse, accidents aux usines chimiques, intoxication par de mauvais produits alimentaires, etc.

4. LES PRIORITÉS ÉCONOMIQUES

Il n'existe pas chez nous de routes normales, les voies ferrées datant du temps des tsars. Les experts de la Banque mondiale et de la BIRD nous conseillent de réaménager les routes actuelles au lieu d'en construire d'autres. Mais nous avons une économie budgétaire, gaspilleuse de ressources, qui pousse au gigantisme : nous souhaitons maintenant construire des voies ferrées rapides de la Pologne à l'Alaska, une autoroute de Saint-Petersbourg à la Corée du Sud. Mais la voie ferrée Baïkal-Amour, ce « chantier du siècle », n'a rien à transporter. Et sur la route Moscou-Petersbourg, pas un seul WC.

Les Occidentaux nous aident à substituer aux centrales nucléaires l'énergie solaire, les bioénergies et le vent, à construire de petites centrales thermiques. Mais un chantier de taille réduite offre peu de champ aux voleurs, estime un ministre. Il en va bien autrement si l'on décide de changer le cours des fleuves sibériens, de creuser des canaux de milliers de kilomètres de long et de bonifier les terres ! Nous ne commencerons à économiser les ressources qu'après la privatisation généralisée. En attendant, cela ne rapporte rien. Si la Russie ne fournit qu'aux prix mondiaux ses ressources énergétiques aux anciennes républiques de l'URSS, elle survivra. Mais il faudrait pour cela que le Kremlin renonce à son rôle de « frère aîné ».

La privatisation, la loi sur les faillites et les prix mondiaux pour tous les consommateurs des ressources énergétiques et matières premières de Russie, voilà trois éléments qui contribueraient à assainir l'économie nationale. On verrait s'arrêter les usines qui produisent ce dont personne n'a besoin. Les hommes d'affaires véreux du CMI cesseraient de se remplir les poches en vendant à l'étranger nos marchandises à bas prix et en pillant ainsi les ressources de la Russie. Et dans les secteurs civils les vendeurs d'articles médiocres, non concurrentiels, feraient faillite.

Durant vingt-cinq ans, on a vendu aux habitants, à des prix inimaginables, les différentes modifications de la Lada-Jigouli, faites à partir d'une Fiat des années 1960, depuis longtemps dépassée. En automne 1993, le géant automobile de la ville de Togliatti a haussé une fois de plus le prix de la Lada..., en dépassant même le prix des modèles occidentaux plus modernes et économiques, spécialement conçus pour les conditions du Nord. Dans un an ou deux, lorsque les prix de l'énergie électrique, du pétrole, du gaz et des métaux atteindront le niveau mondial et qu'il sera impossible de payer cent dollars par mois aux ouvriers, la direction de l'usine devra arrêter ses chaînes de montage, et appeler à la rescousse les *managers* étrangers.

C'est ce qu'ont déjà fait les bâtisseurs de routes à Moscou, qui n'utilisent plus que des machines allemandes, qui sont au nombre d'une centaine. En fait, nos chars et nos missiles n'avaient pas tellement besoin de routes. La Russie reste en tête pour le nombre d'accidents et catastrophes routiers. La grande majorité des routes du pays n'ont pas de bande séparant les deux flux de circulation, pas non plus d'intercepteurs de lumière des phares sur les bas-côtés, pas de restaurants routiers, de motels, de stations-service, de liaison téléphonique. Il n'y a que des camions qui, selon les statistiques, sont deux fois plus nombreux que les voitures. Rouler sur les routes surchargées aux abords des grandes agglomérations s'apparente à un jeu avec la mort. Et la nuit, il faut plus que du courage, une véritable virtuosité, pour s'aventurer sur les routes non éclairées, où l'on est aveuglé par les phares venant en sens inverse. Sans parler de l'exécration du goudron, sur lequel la neige, les gels et le sel forment des crevasses et des nids-de-poule.

Toutefois, les agglomérations sont rares, même dans la partie européenne de la Russie, si bien que les routes y sont souvent désertes. Dans une grande partie du Nord, de la Sibérie et de l'Extrême-Orient, il n'y a pas de routes goudronnées, seulement des pistes hivernales pour le passage des caravanes d'automobiles. Aller en voiture de Moscou à Vladivostok, c'est comme franchir le Sahara ou les jungles de l'Amazonie. Mêmes chances d'arriver au but. La densité du réseau routier est 100 à 200 fois moindre qu'aux États-Unis. Il n'est donc pas exagéré de dire que la Russie est le pays des mauvais chemins. Nos routes furent effectivement conçues pour les camions qui se traînent à 30 km/h mais qui finissent quand même par arriver. Les routes normales, à plusieurs voies, n'existent que dans le Nord-Caucase, où les dirigeants du Kremlin aimaient prendre

leurs vacances, et en Crimée (aujourd'hui rattachée à l'Ukraine) où, jusqu'en août 1991, nos dirigeaient allaient aussi se reposer au bord de la mer.

Certains experts russes estiment qu'il faudrait multiplier par trois la longueur des routes et changer tout leur revêtement. Les principales firmes de construction brûlent d'envie de lancer un nouveau chantier du siècle, cette fois-ci une autoroute transsibérienne. En puisant à pleines mains dans la mine des subventions budgétaires et privées.

Les spécialistes de la Banque mondiale et de la BIRD ont instamment recommandé, après étude du secteur des transports en Russie, de ne pas construire des voies ferrées et routes nouvelles mais seulement d'entretenir et réaménager celles qui existent déjà. D'après leurs calculs, il faudrait 4,5 milliards de dollars rien que pour rétablir le réseau routier actuel. Mais si l'on ne renforce pas le revêtement des routes défectueuses, un retard d'une ou deux années augmentera de 50 % ces dépenses.

La Banque mondiale et la BIRD considèrent que même le réseau de routes, relativement restreint, d'importance nationale et régionale (soit environ un million de kilomètres) est peu utilisé en comparaison des normes occidentales, et cela en raison du faible volume des transports. La réfection et le réaménagement du réseau actuel sont aussi nécessaires parce qu'un tiers des routes sont conçues pour des charges axiales de 6 tonnes, au lieu des dix tonnes normatives. Le rôle accru des poids lourds en Russie accélère donc l'usure du revêtement, écrit Anatoli Tkatchenko de *Moskovskié novosti* (4 juillet 1993).

Les marchandises sont surtout transportées par voie ferrée, mais cela prend du temps et s'accompagne de pertes énormes en raison du pillage généralisé. En 1992, les trains ont transporté 1,5 milliard de tonnes de marchandises et 2,4 milliards de passagers, soit respectivement 35 % et 15 % du volume mondial, bien que la longueur des voies russes (87 000 km) ne constitue que 7 % du réseau ferroviaire mondial (*Ekonomika i jizn*, n° 20, mai 1993), la palme revenant aux États-Unis avec 280 000 kilomètres.

Après la perte de la plupart des ports de la Baltique et de la mer Noire, la Russie n'a hérité de l'URSS que des miettes du transport maritime civil qui, de toute façon, n'était guère brillant. Résultat : la Russie, qui possède la plus grande flotte de guerre, doit dépenser chaque année jusqu'à deux milliards de dollars pour affréter des cargos étrangers.

Cependant, la priorité économique majeure de la Russie est d'implanter des technologies permettant d'économiser ressources et énergie. La croissance des prix du charbon et du gaz, du bois et de l'énergie électrique, rend déjà avantageux, dans le Midi russe, l'achat de collecteurs solaires (chauffage et eau chaude) produits par le groupe spatial Machinostroïenié et la firme Bion-Energotherme. La compagnie LMV Vetroénergouëtika a commencé à produire une remarquable installation à vent, faite de pièces hollandaises, mais elle vend presque tout à l'étranger.

Également bonnes sont les perspectives de l'énergie hydraulique, car il existait en URSS, jusqu'aux années 1960, quelques milliers de petites centrales hydroélectriques. On pourrait vendre aussi des microcentrales, mais notre pays n'en a jamais construit (*Moskovskíe novosti*, 4 juillet 1993).

La Russie compte parmi les plus gros consommateurs d'énergie : la part de celle-ci dans le PNB est deux fois plus grande qu'aux États-Unis et 3,5 fois supérieure à celle de l'Europe (*Délovoï mir*, 31 août 1993). Il est étrange et déplorable que la chute brutale de la production industrielle (20 % en 1992) n'ait entraîné qu'une faible diminution de la consommation d'énergie : seulement 7 %. Pour réorganiser le secteur combustibles-énergétique, il faudrait introduire des technologies de pointe dont le coût s'élève à un demi-milliard de dollars, estime la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (*Délovoï mir*, 27 mars 1993). Il s'agit évidemment des technologies occidentales, ainsi que de l'aide pouvant être apportée par les Centres énergétiques de la CEE (bureaux à Moscou et Saint-Pétersbourg, en attendant d'autres villes) et par la création d'une filiale moscovite de l'Agence américaine pour le développement international en matière d'énergétique et d'écologie.

En 1993, le rythme de croissance des prix du pétrole et de ses dérivés a dépassé en Russie celui de la chute du rouble. En avril de cette année, la Bourse marchande de Moscou avait enregistré pour la première fois une vente d'essence à 173 dollars la tonne (équivalent en roubles), le prix mondial étant alors de 175 dollars. Certes, les clients du complexe militaro-industriel achètent à l'État à des prix bien plus bas que ceux des bourses. Mais il reste que la production pétrolière continue de baisser en Russie. Beaucoup affirment qu'en 1995 notre pays ne pourra plus exporter une seule tonne de pétrole, la production suffisant à peine à la consommation nationale. Avec quel argent achèterons-nous alors médicaments et pièces de rechange, céréales et autres produits indispensables ? Comment paierons-nous nos dettes à l'Occident ? Et est-ce que l'Ukraine et la Biélorussie, complètement ruinées, ne fermeront pas nos gazoducs vers l'Europe ? Qui voudra même nous aider ?

La mort énergétique de la Russie peut se produire en 1995 (*Megapolis Express*, 19 mai 1993). En attendant, le pétrole russe continue d'être volé en masse. Ce n'est pas sous les démocrates que la contrebande de pétrole a commencé. En 1991, alors que le plan d'exportation était de 61 millions de tonnes, on délivra des licences d'exportation du pétrole pour 150 millions de tonnes. Les intermédiaires empochaient 130 dollars pour chaque tonne. Aujourd'hui également, la majorité des sommes rapportées par l'exportation du pétrole russe restent dans les banques à l'étranger. C'était sur les prix artificiellement bas du pétrole (grâce au salaire misérable des ouvriers, aux méthodes sauvages d'exploitation, à l'attitude barbare envers les sites locaux, la nature et la population) que le PCUS parasitait, et dans les années 1980-1990 des millions de dollars sont allés dans la poche des généraux pétroliers et des hauts fonctionnaires moscovites, lesquels percevaient en secret de leurs clients occidentaux la différence entre le prix mondial et celui fixé par l'État pour le pétrole sibérien. Sans oublier

qu'une part considérable de l'or noir était tout simplement volée et exportée grâce à de faux documents. « Nous ne volons pas, nous faisons la guerre au gouvernement », déclarait sans vergogne un des généraux pétroliers d'une grande entreprise de Tioumen, tentant ainsi de justifier la contrebande de pétrole par la nécessité d'un financement accru du secteur (*Nézavissimaïa gazéta*, 11 novembre 1992). Et s'il y avait des pots-de-vin, c'était en récompense des efforts et du risque encouru.

Mais plus grave que le vol est le fait que la technologie russe d'extraction du pétrole retarde fortement par rapport au niveau mondial et doit se contenter d'un tiers des réserves de la Sibérie occidentale. Les équipements, fabriqués à Bakou (Azerbaïdjan), sont de même « qualité » et fiabilité que les moissonneuses-batteuses de Rostov (garantie : 18 heures de travail sans bavure).

Du reste, il serait heureux que nous cessions enfin d'exporter le pétrole brut. Si nous avons entrepris de le raffiner et de vendre ses produits, le pays ne serait pas aujourd'hui ruiné. Au temps de Brejnev, l'exportation de pétrole atteignait 150 millions de tonnes par an, à des prix de dumping : 30 roubles la tonne pour les pays du COMECON, environ 100 dollars pour les pays capitalistes. Nos gisements les plus faciles sont épuisés, l'extraction revient de plus en plus cher. Sans compter que l'usure du fonds principal dans ce secteur atteint déjà près de 100 %.

Les « généraux » du pétrole refusent depuis 1993 de livrer leur or noir à l'État parce que celui-ci ne leur paie pratiquement plus rien. Et ils ne veulent pas non plus moderniser les installations car, à la veille de la privatisation, il serait peu souhaitable d'augmenter la valeur des capitaux fixes. Quant à l'argent déposé sur les comptes de leurs entreprises, ils l'emploient à quantité de contrats fictifs pour l'achat d'équipements étrangers : cet argent est transféré là-bas mais aucun équipement n'arrive. Ainsi, les pétroliers conservent-ils leur argent dans des banques occidentales, en « feignant » un gouvernement qui, disent-ils, ne fait que les dévaliser avec sa politique fiscale.

En 1993, la privatisation n'avait pas encore déferlé en Russie. Il y restait au contraire la forme d'économie socialiste, soviétique, qui entraîne un gaspillage insensé. Voici quelques données de Valéri Névéro, directeur du groupe Hermès, pour 1993 : 1) les effectifs de l'appareil gouvernemental au centre et en province étaient de 18 % supérieurs à ceux de la nomenklatura en 1985 ; 2) les effectifs des soviets de tous niveaux, de l'appareil des partis, unions, associations de tous les prétendus organes d'autogestion avaient augmenté de 47 % par rapport à 1985, et tous ces messieurs, notamment au Soviet Suprême, causaient un énorme préjudice à l'économie ; 3) les entreprises qui prennent plus à l'État qu'elles ne lui donnent constituaient 91 % du nombre global, contre 40 % auparavant ; 4) les petites firmes étrangères de type « aventurier » et la nuée d'intermédiaires nous fournissent des marchandises de qualité médiocre et en profitent pour emporter en douce jusqu'à 20 % de notre PNB (*Argoumenty i*

fakty, n° 34, 1993). Peut-être Névérov se trompe-t-il dans les détails, mais son jugement est juste quant au fond : « La Russie est un entrepôt sans intendant ». Le rôle des gardiens est tenu par des fonctionnaires corrompus qui ne veillent qu'à leurs intérêts égoïstes et mesquins. Le pouvoir reste entre les mains de ces mêmes bolcheviks, dont le slogan principal est : voler et partager.

Certes, sous les démocrates en poste au Kremlin, la part de bénéfice des exportations pétrolières a diminué, à cause de la chute des prix mondiaux (7 %) provoquée par le pétrole « sauvage » des petits fournisseurs. Quant aux prix intérieurs des produits pétroliers, ils ont fait un bond en Russie. Néanmoins, l'exportation de pétrole russe est avantageuse pour les hommes d'affaires de toute nationalité. Peu importe que l'État russe subisse des pertes catastrophiques. Sous prétexte d'« aider les anciens partenaires de l'URSS et du COMECON », le Kremlin livre à ces pays la plupart de ses produits pétroliers à des prix cinq fois inférieurs. Le résultat est que des dizaines de millions de tonnes de pétrole russe sont réexportées chaque année vers l'Europe de l'Ouest par l'Ukraine, la Biélorussie, les républiques Baltes et la Transcaucasie, aujourd'hui indépendants.

Voici par exemple le tanker bulgare *Osam* qui, avec 50 tonnes de pétrole à bord, quitte Touapsé pour Batoumi. Après une halte dans le port géorgien où on a retouché les documents, il gagne la Grèce avec ce même pétrole (*Megapolis Express*, 7 juillet 1993). L'Ukraine refile à l'Ouest jusqu'à la moitié du pétrole russe qui lui a été fourni !

Moscou, tout en dévalisant ses concitoyens, essaie de rattacher à elle, grâce au pétrole, des dizaines d'États qui avaient failli se séparer de lui, voire de rétablir... l'empire russe dans ses frontières d'antan. Bercés par les propos au sujet de la vente à bas prix de matières premières « aux amis », ces derniers ont même pratiquement cessé de payer le carburant russe. L'Ukraine condescend à céder la flotte de la mer Noire à la Russie en échange de sa dette énergétique qui s'élève à plusieurs milliards de dollars. C'est aussi en échange de pétrole et de gaz que le Kremlin installe ses suppôts dans les États de Transcaucasie. Mais pourquoi les Russes devraient-ils nourrir des millions de matelots ukrainiens et de citoyens de Transcaucasie ?

Les gouvernants du Kremlin dépouillent leur peuple bien mieux que les plus avides des fonctionnaires. Un sot au pouvoir est cent fois plus dangereux qu'un voleur. L'époque des empires coloniaux est révolue et la Russie n'a que faire d'un fardeau d'États-satellites qui lui sont hostiles. Il suffit de quelques actes irréflectés à l'égard de l'Ukraine, et voici que Kiev garde ses ogives nucléaires et promet de fermer les gazoducs reliant la Russie à l'Europe de l'Ouest. Moscou, en réponse, s'entend avec la Biélorussie et la Pologne, puis assigne dix milliards de dollars à la construction d'un nouveau gazoduc, sans compter une somme presque équivalente pour le transit du gaz dans les pays susmentionnés.

L'or noir de la Russie avait prolongé l'agonie du communisme. Aujourd'hui, il déstabilise l'économie mondiale et corrompt les jeunes États indépendants issus de l'URSS. Il cause aussi la perte du territoire russe, à une échelle bien plus vaste que les braconniers : 12 milliards de m³ de gaz associé sont brûlés chaque année en « torches » impossibles à éteindre, d'immenses lacs de pétrole répandu entourent les puits, toute la flore et la faune périssent aux environs. Les gazières de Sibérie occidentale reçoivent 1,5 dollar pour 1 000 m³ de gaz, alors qu'en Europe cette même quantité coûte 85 dollars. La Russie sera un autre pays lorsque le complexe militaro-industriel et la horde des fonctionnaires se verront « débrancher » des oléo-gazoducs. C'est seulement à la Russie que les pétrodollars n'ont pas apporté la prospérité.

Il n'est pas avantageux pour la Russie de vendre à l'Allemagne son gaz trois fois moins cher que le prix payé par le consommateur allemand.

Il n'est pas plus avantageux pour elle d'avoir un premier ministre qui, au second jour de son intronisation, alloua une dotation de plusieurs milliards de dollars au groupe monopoliste Gazprom, à la tête duquel il venait de se trouver lui-même.

En Occident, la part de l'énergie dans le prix de revient des produits est de 25 à 30 %, contre 7 à 9 % en Russie. Il suffit d'instaurer des prix mondiaux pour le pétrole, le gaz et le charbon russes pour que cessent les spéculations sur les tracteurs, tanks et missiles russes bon marché.

Les compagnies pétrolières russes doivent, à l'instar de notre Lukoil, développer l'extraction du pétrole hors de la Russie, de même qu'il leur faut contrôler tout le processus depuis l'extraction jusqu'à la pompe à essence. Ce n'est pas un hasard si le groupe russe Lukoil fait partie des trois plus grandes compagnies pétrolières du monde et, fin 1993, a obtenu de la banque nipponne Mitsui un crédit exceptionnel de 700 millions de dollars.

La privatisation réelle et non pas fictive (lorsque le ministère dit combien d'actions sont à vendre) d'une partie des compagnies pétrolières permettra d'en finir avec le business à la soviétique, qui fait qu'un fonctionnaire est prêt, en échange d'un magnétoscope et d'une promenade dans Paris *by night*, à signer un contrat désavantageux pour la Russie avec une firme occidentale « généreuse ».

Au lieu de violer la nature et de mutiler le personnel des régions nordiques de la Russie, il serait préférable d'organiser un concours mondial pour l'achat de 396 000 ouvrages inachevés (*Rossiiskie vesti*, n° 223, 1993). Ces chantiers jamais terminés sont le drame de l'économie socialiste, à l'époque où la propriété de l'URSS ou de la Russie était placée sous l'entière juridiction de l'administration locale. La moitié des édifices non achevés et des carcasses en plein air sont tombés en ruines ; on a volé ou abîmé une grande partie des 840 000 lots de machines-outils et de mécanismes qui attendaient dans les entrepôts que ces ouvrages soient terminés.

On estime que 300 milliards de dollars sont ainsi gelés dans les chantiers inachevés. Cette somme fantastique pourrait être récupérée au centuple si le gouvernement se décidait à vendre aux étrangers ou aux Russes ces terrains avec les ouvrages non terminés et le contenu des entrepôts. Mais cela ne se fera sans doute jamais, car les voleurs locaux ont tout à y perdre.

Voici deux ans déjà que « Roskhlebsprodukt » reçoit de l'État une subvention de six milliards de dollars pour acheter du blé aux kolkhozes et sovkhozes, en s'ingéniant à faire en sorte que les ruraux ne puissent pas livrer leur blé (silos trop petits, absence de séchoirs et d'essence pour les camions, etc.) ou sans verser les sommes promises car trop excessives (jusqu'à 70 000 roubles la tonne, alors que le prix sur le marché russe n'excède pas 35 000 roubles). Les voleurs d'État parviennent pourtant à « économiser » plus de la moitié des sommes allouées à des conditions exceptionnelles (10 % d'intérêt par an alors que l'inflation annuelle atteint 500 %). Les banques y trouvent aussi leur compte, puisque le bénéfice sur chaque rouble est au moins décuplé sur un an, alors qu'à l'État les voleurs patentés de Roskhlebsprodukt ne rendent qu'un peu plus d'un rouble (*Moskovski komsomolets*, 16 septembre 1993). Et personne ne s'est encore retrouvé derrière les barreaux ; bien plus, la forte Union agraire, conduite par V. Starodoubtsev, aura un groupe important à la Douma (parlement) suite aux élections du 12 décembre 1993.

Le professeur suédois Anders Aslund, conseiller économique du gouvernement russe depuis 1991, estimait à 15 000 milliards de roubles le montant global des subsides à l'agriculture russe en 1993, dont seulement 200 milliards sont allés aux couches de la population les plus démunies (*Izvestia*, 21 septembre 1993). Le principal avantage de cette somme fabuleuse (équivalent de 15 milliards de dollars) qui ne doit pour ainsi dire pas être rendue (l'État passera l'éponge, effacera l'ardoise) est évidemment tiré par ceux qui ont su l'arracher au gouvernement : les anciens magnats de l'agriculture soviétique, les dirigeants du CMI qui, aujourd'hui encore, refusent de privatiser la terre. A l'automne 1993, on a tué le président de la Banque agricole russe (Rosselkhozbank) qui avait justement réparti ces 15 000 milliards de roubles...

Or, le Kremlin a mieux à faire pour dépenser son argent. Il lui faudra installer, d'ici à 1995, jusqu'à sept millions de réfugiés des pays de la CEI : un million et demi d'entre eux se retrouvent chaque année en Russie depuis l'effondrement de l'URSS, mais seulement 7 000 familles ont reçu des allocations logement. Le budget du Service fédéral d'immigration ne constitue même pas le vingtième de ce qu'ont « empêché » les « rois du blé » de Roskhlebsprodukt.

La guerre civile froide qui se déroule en Russie, lorsque toutes les branches du pouvoir rivalisent entre elles pour flouer son prochain (le simple *homo sovieticus*), a entraîné une totale dégradation de la nature et du milieu social. Or, la Russie reste encore un pays riche. Si ses militaires et ses hommes politiques étaient plus intelligents voire moins alcooliques ou moins drogués, la Russie plus rassasiée et instruite ne ferait pas partie de

la CEI, cette union d'États en guerre. Et les enfants, invalides, retraités, détenus, soldats, sans-abri, réfugiés, paysans et autres catégories de la population de Russie ne devraient pas vivre dans des conditions inhumaines. Les villages et villes de Russie seraient goudronnés et équipés en téléphones, auraient droit à des médicaments et produits alimentaires écologiquement sains.

VII. LES SECTIONS SS DU SYSTEME

1. LE CINQUIÈME POUVOIR

Il sera ici question des banques toutes moins sûres les unes que les autres, qu'il s'agisse des grandes, des moyennes ou des petites, blanchissant l'argent du PCUS et de la narcomafia. La Banque du Commerce extérieur de l'URSS figurera dans les manuels d'histoire pour avoir gelé ses dépôts durant une décennie, de même que la Banque centrale de Russie qui a ralenti artificiellement la circulation monétaire dans le pays et permis à « ses » escrocs d'emporter des centaines de millions de roubles sur de faux documents. Tant Gorbatchev que Eltsine ont mis au point des réformes monétaires de type confiscatoire. Sous le premier, on avait volé toute la réserve or du pays ; sous le second, on ne parvient à retrouver ni cet or, ni l'argent du PCUS, cependant que tous les hommes d'affaires cherchent à garder leurs devises à l'étranger et non en Russie. Autre sujet abordé : les investissements étrangers et la politique fiscale. Les impôts sont si élevés que la Russie et toute la CEI continuent de détenir, comme au temps de l'URSS, le record du monde pour l'exploitation des citoyens.

Les trois branches du pouvoir — législatif, exécutif, judiciaire — et le quatrième pouvoir (les médias) pâlissent en Russie face au pouvoir de l'argent. L'influence des banques russes et de leurs maîtres l'emporte aujourd'hui sur l'autorité du président, du gouvernement et des parlements (le précédent, chassé en octobre 1993, comme le nouvellement élu) pris ensemble. L'arrogant pouvoir du Veau d'or a supplanté en Russie les idées communistes.

La nation russe paie le prix fort pour sa folie qu'elle devait au bolchévisme. Les communistes ont dépouillé à deux reprises le pays, dans les années 1920 et 1980. En arrivant au pouvoir, ils s'emparèrent et partagèrent entre eux des richesses qu'ils n'avaient pas accumulées eux-mêmes. Au terme de soixante-quatorze années d'outrages et d'exploitation impitoyable des peuples de l'URSS, la nomenklatura communiste s'est formellement écartée du pouvoir en actionnant à fond l'« aspirateur » qui lui permettait de transférer sur ses comptes dans les banques occidentales des sommes qui dépassent le revenu national de l'URSS pour quelques décennies.

Ce faisant, les dirigeants communistes continuaient d'obéir à leur principe sacré et tacite, en vertu de quoi les « sujets » doivent être maintenus juste au niveau du minimum vital. Les adieux du PCUS, qui ont traîné en longueur entre 1985 et 1991, ont permis de tout concevoir et réaliser dans les moindres détails. La réserve-or (2 500 tonnes en 1985), des quantités incalculables de métaux rares et de matières premières ont disparu à l'étranger sans laisser de traces, cependant qu'une partie de l'argent et des biens immobiliers étaient enregistrés par des centaines de prête-noms à l'intérieur de l'URSS. Aucun tenant de la nomenklatura du parti et de l'économie n'a été laissé de côté. Les fonctionnaires du parti

sont devenus députés et patrons ; un millier de joint-ventures ont fait leur apparition ; tous ceux qui le voulaient ont eu la possibilité d'exporter des matières premières et de revendre sur le marché intérieur, à travers des centaines de « bourses », toutes les marchandises possibles et imaginables provenant du réseau d'État. La vente à des « prix-dumping » des ressources de l'État est ainsi devenue l'occupation favorite de trois à cinq millions de familles qui se rattachaient à différents échelons de la nomenclatura soviétique.

Le vol et la corruption généralisés, traditionnels chez nous, s'étaient décuplés sous le règne de Gorbatchev. Après son départ, ils ont été multipliés par dix. En août 1991, au lendemain de l'échec du putsch, le principal « financier » du PCUS, Kroutchina, se suicida. Certains présumant que si le putsch fut soutenu par un autre professionnel des finances, le premier ministre Pavlov, c'était pour mieux effacer les traces laissées par la dévastation des caisses de l'État. Pavlov, en effet, n'avait cessé d'augmenter les prix, de procéder à l'échange de billets, de falsifier le budget, alors qu'on lui réclamait des sommes astronomiques pour le maintien du complexe militaro-industriel ; mais en vain, les dernières 400 tonnes d'or ayant été vendues à l'étranger dès 1990, sur ordre du Conseil des ministres de l'URSS.

Les dépenses militaires, en dépit de la politique officielle de désarmement, ne sont toujours pas « perdues » pour nous. Un sixième du budget national est officiellement allé à l'armée en 1993, c'est-à-dire, en fait, la moitié du budget, si l'on compte les forces de police et de sécurité, l'aide sociale aux officiers, les dépenses de reconversion, le rétablissement de l'habitat après le départ des militaires, le maintien à flot du CMI et les réserves stratégiques... Quelles sont les autres secteurs du budget national ? Il s'avère qu'en 1992 nous avons consacré à l'aide aux pays étrangers plus que les États-Unis et l'Allemagne ensemble (*Komsomolskaïa pravda*, 24 août 1993) : 17 milliards de dollars pour la Russie (22,1 % du PNB) contre 9,91 milliards pour les États-Unis (0,17 % du PNB) et 7,6 milliards pour l'Allemagne (0,39 %) ! Et combien de matières premières, de ressources énergétiques fournies à bas prix aux anciennes républiques de l'URSS ! Les échanges inégaux avec les États de la CEI et l'Occident (l'argent ne revient pas en Russie mais reste dans les banques étrangères) ont également contribué à saper le budget national, à accentuer l'inflation.

La Russie et les pays de la CEI ont les prix et impôts les plus élevés comparativement aux salaires. Il en fut toujours ainsi d'ailleurs. Les impôts de toute sorte amènent à multiplier au moins par cinq les prix réels. Et le Kremlin continue de drainer presque tous les impôts vers Moscou pour les redistribuer ensuite sous forme de subsides : 300 roubles par an et par habitant de la région de Smolensk, mais 155 000 roubles *per capita* dans l'arrondissement des Koriaks, au-delà du cercle polaire. Les autorités des territoires riches ne goûtent pas cette philanthropie et ne cessent de parler de souveraineté, quand elles ne refusent pas tout simplement de verser à Moscou la majorité des impôts perçus. Il est admis que les différentes normes d'imposition doivent contribuer, dans un État nor-

mal, à stimuler certains producteurs et à freiner la croissance trop impétueuse des autres. Mais les impôts russes sont de nature exclusivement confiscatoire. Et les citoyens ne peuvent que rendre la monnaie de la pièce au gouvernement.

A la fin de 1993, en dépit des efforts du gouvernement pour rapatrier les devises des organisations russes, celles-ci détenaient environ 18 milliards de dollars dans les banques à l'étranger. Le ministère des Relations économiques extérieures estime, en outre, que la fuite illégale d'argent hors des frontières atteint une somme équivalente. Selon des estimations occidentales, il y aurait beaucoup plus d'argent des patrons russes dans les banques étrangères — jusqu'à 60 milliards de dollars —, ce qui semble évidemment plus proche de la réalité. En effet, les douanes russes ne disposaient pas encore, en 1993, de réseau informatisé, de banque de données, etc. Sous Tchernomyrdine, le lobby des exportateurs russes de matières premières a enfin mis la main sur la totalité du pouvoir. Outre les facilités monétaires, exportatrices, douanières, fiscales et autres parfaitement injustifiées, nos producteurs de métaux non ferreux, de pétrole, de gaz et de bois jouissent de vastes possibilités pour un vol et une contrebande à peine dissimulés. On peut par exemple remplir de pétrole une péniche ou un sous-marin pour l'amener en Suède ou en Norvège par les mers du Nord.

Les spécialistes caractérisent la situation actuelle de la Russie comme un chaos administré. Chacun des 137 (!) ministères (comités ou départements) russes s'est accolé plusieurs fonds de bienfaisance, des structures commerciales publiques ou semi-étatiques qui exportent des matières premières, les réserves marchandes de l'État et « enterrent » ensuite leurs devises à l'étranger. Ce n'est nullement par hasard que le directeur exécutif du FMI, M. Camdessus, explique ainsi l'ajournement du fonds de stabilisation du rouble (6 milliards de dollars) : « Si nous avions octroyé cet argent, il aurait été transféré sur des comptes à Londres, Paris, Genève ou Zurich, c'est-à-dire là où se dépose la majorité des réserves en devises de la Russie » (*Pravda*, 18 mars 1993).

La Trésorerie russe n'a plus un sou vaillant pour les soupes populaires ou les asiles de nuit, mais le premier ministre Tchernomyrdine a effacé d'un trait de plume la dette de la banque de l'industrie et du bâtiment (Promstroïbank) portant sur des crédits antérieurs de 2,6 milliards de roubles. Puis il a octroyé illico à cette banque commerciale un crédit avantageux de 15 milliards de roubles au taux annuel de 20 % pour une durée de dix ans (*Ekonomitcheskaïa gazéta*, n° 25, juin 1993). A cette époque, le taux de la Banque centrale pour les crédits destinés aux banques commerciales était pourtant de 110 % et non de 20 %. Tchernomyrdine et le directeur de la Promstroïbank, Y. Doubénetski, servaient naguère ensemble au ministère de la construction pétrolière et gazière de l'URSS, ce qui permet aujourd'hui à Doubénetski d'obtenir 15 milliards « pour le développement de la banque », ainsi que des facilités pour l'achat d'édifices, des forfaits fiscaux et l'effacement des dettes précédentes.

Le système stalino-brejnévien tenait beaucoup aussi du banditisme, mais il se souciait au moins de l'autorité de l'État. Avec Gorbatchev et Eltsine, le prestige moral du pouvoir est tombé au plus bas. Ce sont les autorités suprêmes qui ruinent systématiquement et jusqu'au dernier fil leurs concitoyens. Il en résulte, en trois années d'inflation artificielle (les prix ont été multipliés par 1 000), que la population a perdu ses assurances, son épargne, ses valeurs et ses actions. Les autorités ont catégoriquement usé sous Eltsine d'indexer l'épargne des habitants, si bien que ceux qui avaient économisé de l'argent pour une Lada en ont juste assez pour un kilo de mauvais saucisson. Bien que le gouvernement et l'opposition engagent régulièrement, avant d'envoyer aux urnes un peuple crédule, des débats tapageurs sur la restitution souhaitable de l'argent confisqué aux citoyens, la possibilité ne s'en est pas encore offerte. Afin de « disperser » quelque peu la foule des mécontents, le ministère des Finances ou le parlement, quand ce n'est pas un journal influent, proposent tour à tour les solutions suivantes : 1) multiplier l'épargne par trois (et non par mille) ; 2) remettre à chaque épargnant son argent sous forme d'actions portant sur la propriété d'État privatisée ; 3) distribuer les réserves or, etc. Les pauvres gens dupés s'animent un peu, ont plus chaud au cœur après ce genre de propos. Mais on n'en reparle plus jusqu'à la campagne électorale suivante.

Pourtant, l'État, ou plutôt le gouvernement, se dupe surtout lui-même. A présent, en effet, aucun citoyen ordinaire ne souhaite plus garder son argent dans une banque d'État. Et ce n'est pas non plus à une banque privée que le malheureux (90 % de la population font partie des pauvres) confiera son salaire. Fin 1991, la population disposait de 1,5 milliard de dollars (selon le cours du rouble à l'époque). Un an après le subterfuge de la Banque d'épargne (alors qu'on augmentait salaires, retraites et prix, les dépôts perdaient aussitôt leur valeur et, de plus, ne pouvaient pas être retirés), on estimait à 4 milliards de dollars l'argent liquide se trouvant dans les mains de la population. Sans compter les devises gagnées ou amenées de l'étranger qui restent aussi « sous le matelas ». Les citoyens russes, sans parler des entrepreneurs, pourraient investir chaque année jusqu'à dix milliards de dollars dans l'économie nationale. Mais rien ne garantit que l'État ne s'appropriera pas cet argent, et le taux d'intérêt des dépôts en roubles et devises est si ridicule qu'il ne permet pas de rattraper le rythme de l'inflation.

Du reste, les banques d'État et commerciales ne souhaitent guère avoir affaire aux petits épargnants. Elles « condescendent » seulement à voler en masse, une fois par an, les gens crédules et naïfs. Ainsi, en 1993, plus de trois millions de Russes possédaient des obligations d'État (chèques donnant droit à l'acquisition d'une voiture payée quelques années plus tôt, bons « Moisson 1990 » et chèques remis aux cultivateurs à qui l'on avait promis de l'électroménager en échange de leur récolte, emprunt d'État 1990 se montant à 4 milliards de roubles bien « pesants » et arrivés à expiration), mais tout cela n'était que du bluff. Les autorités se sont dites

prêtes (*Commerçant daily*, 31 juillet 1993) à payer dans les prochains mois leur dette aux millions de détenteurs de bons et d'obligations, en multipliant par cinquante leur valeur en roubles, bien que les prix aient grimpé de mille fois en trois ans.

Une « consolation » analogue est échue aux possesseurs de dépôts en devises à l'ancienne Banque du Commerce extérieur. On a fini par rendre l'argent aux dépositaires, mais avec toute sorte de restrictions qui confinent à la confiscation. Les entreprises des pays membres de la CEI ont vu annuler purement et simplement leurs dépôts en devises, sous prétexte que la Russie a pris sur elle toutes les dettes de l'URSS. Quant aux entreprises et organisations de Russie, elles n'ont pas pu non plus retirer leurs devises gelées, mais on leur a promis en échange des obligations pour une somme globale de 7,8 milliards de dollars (à un taux annuel de 3 % et un délai de 1 à 15 ans suivant le montant du dépôt).

En juillet 1993, deux ans après la réforme de Pavlov, le président Eltsine a organisé une réforme de caractère confiscatoire, en faisant échanger les vieux roubles contre des nouveaux, ce qui a causé un immense préjudice aux habitants de Russie et surtout à ceux de la CEI (où l'on n'échangeait même pas les billets à l'effigie de Lénine, dont on pouvait dès lors tapisser les murs chez soi). Après cette opération du Kremlin, la zone rouble s'est effondrée et toutes les anciennes républiques de l'URSS ont dû introduire leur propre monnaie. Les Russes, quant à eux, durent faire la queue devant les guichets des caisses d'épargne, tandis que les hommes du marché noir s'enrichissaient de façon fabuleuse. Tout le pays s'était arrêté de travailler ; les gens simples maudissaient les gouvernants et leur propre destin amer.

La population de Russie a perdu en trois ans jusqu'à cent milliards de dollars à la suite de toutes les opérations financières de l'État mentionnées ci-dessus, sans parler du pillage des richesses nationales et des préjudices causés aux personnes morales. En même temps, l'État russe perdait tout crédit aux yeux des financiers et gouvernants étrangers. Or, s'il s'était comporté de façon décente à l'égard au moins de ses compatriotes et s'il avait adopté des lois un tant soit peu acceptables en matière de finances, le Kremlin aurait aisément pu escompter sous Eltsine des investissements étrangers allant jusqu'à 60 milliards de dollars par an (*Délovoï mir*, 6 juillet 1993), alors qu'en 1992 ils n'ont pas dépassé un milliard. Mais la Russie aurait immédiatement besoin d'au moins huit milliards de dollars rien que pour stabiliser la production de pétrole et de gaz.

Pourtant, le pays avait beaucoup d'argent entre les mains. D'abord, des centaines de milliards de pétrodollars sous Brejnev. A l'époque de Gorbatchev, avant la réunification de l'Allemagne, l'URSS disposait sur le sol de la RDA d'environ 60 milliards de capitaux fixes (d'après les estimations d'experts ouest-allemands), somme bien supérieure à notre dette envers la RFA. Mais nous avons tout laissé aux Allemands, en acceptant des aumônes plus de dix fois inférieures à cette somme, « pour loger les officiers ». Sous Eltsine, en novembre 1992, les Américains avaient

rassemblé des demandes (15 milliards au total) de la part de ceux qui acceptaient de se rendre en Russie et d'y monter des joint-ventures avec les garanties et les crédits de la Banque d'export-import des États-Unis. La seule condition des Américains était que tous ces joint-ventures financés par eux devaient nécessairement ouvrir des comptes dans des banques américaines. Les Russes avaient tout accepté. Mais lorsqu'une délégation de fonctionnaires de Washington se rendit à Moscou pour signer les documents correspondants, les Russes renièrent leur engagement et exigèrent que l'argent américain soit déposé à la Banque du Commerce extérieur. Les délégués américains se levèrent et repartirent. Artiom Tarassov, homme d'affaires et politicien russe, estime (*Délovýé lioudi*, juin 1993) que les banquiers, groupe le plus riche de la population russe, sont prêts à tout pour sauvegarder leur monopole et ne pas admettre sur notre marché le système bancaire occidental si bien huilé. Qu'une seule filiale d'une banque occidentale sérieuse fasse son apparition à Moscou, disposée à recevoir l'argent de tous les épargnants, et il y aura aussitôt une file d'un kilomètre devant sa porte. De même, les Américains sont bien conscients que déposer leurs dollars dans une banque russe, ce serait la plus grande des bêtises.

La Russie a encore la possibilité de réclamer la restitution de l'or de l'empire russe qui, lors de la guerre civile, fut déposé dans les banques occidentales. Il reste également les reçus des autorités militaires japonaises et un inventaire indiquant les sommes concrètes et le nom des établissements financiers étrangers, établi en 1922 de la main du dernier ministre des Finances de l'ultime gouvernement « blanc » à Vladivostok, Valérien Moravski. Ce sont là des faits connus, maintes fois publiés. Un expert de la BIRD évalue à 2 400 milliards de dollars (compte tenu des intérêts sur soixante-dix ans) l'inventaire Moravski (*Nézávissimaïa gazéta*, 14 novembre 1992). Cette somme permettrait non seulement d'effacer la dette de l'URSS, mais aussi celle de l'empire russe vis-à-vis de la France (le fameux « emprunt russe » atteint 48 milliards de dollars avec les intérêts), et il resterait même de quoi réaménager la Russie. La Lituanie et l'Albanie ont bien récupéré leurs stocks d'or. Serions-nous plus mal lotis ? La raison en est que le gouvernement russe ne désire pas s'en occuper et ne demande même pas à nos structures commerciales de le faire.

La Russie tsariste n'était vraiment pas si pauvre que cela au début du siècle. Notre économie avait un rythme de croissance supérieur à celui de l'Europe occidentale et la réforme financière du comte Witte avait renforcé la confiance envers le rouble. Dès qu'il fut devenu une des monnaies les plus stables du monde, on vit croître le prestige des actions des principales compagnies russes. L'association française des détenteurs de l'emprunt russe, forte de 250 000 à 300 000 personnes, est aujourd'hui politiquement active.

La renaissance communiste en Russie s'est traduite, en 1993, par le fait que nombre de démocrates avaient quitté le parlement plusieurs mois avant le putsch d'octobre, tandis que Rouslan Khasboulatov, au nom du

Soviet Suprême, maintenait sous sa férule les banques du pays. La majorité communiste au parlement pouvait donc combattre avec efficacité le gouvernement abhorré par elle. Le député Victor Mironov racontait (*Izvestia*, 17 mars 1993) combien il était avantageux pour les banques d'ajourner les paiements aux entreprises et le versement des salaires, ainsi que d'organiser des faillites exemplaires d'entreprises privées en freinant artificiellement les opérations financières, ou bien de couvrir les promoteurs des « affaires du siècle » en retirant des banques, sur la base de faux documents, 900 milliards de roubles ou des centaines de millions si l'on compte en dollars. Sous Khasboulatov, les banques relevaient officiellement de la compétence du parlement. Lorsque l'indignation face à ce sabotage fut générale, les plus grandes des banques se virent subordonnées à la fois au parlement et au gouvernement.

En 1993, avec la bénédiction de la Cour constitutionnelle, l'activité du PCUS fut presque entièrement rétablie. L'ancienne nomenklatura communiste détenait désormais tout le pouvoir au Soviet Suprême. Mais outre le « crachoir » parlementaire, l'oligarchie communiste possède des sommes d'argent considérables volées au peuple. En effet, un millier de sociétés mixtes et autant de banques commerciales furent créées en un clin d'œil par la nomenklatura qui n'avait qu'à puiser dans les caisses de la Banque d'État. Les « favoris » pouvaient acheter des devises à des cours 10 ou 20 fois inférieurs à celui du marché. Des dizaines de milliers de « petites entreprises », groupes, associations, structures commerciales et financières, reçurent presque pour rien et pour une durée illimitée des biens immobiliers, des moyens de transport, des matières premières et des unités de production. Au demeurant, nul n'a besoin du bric-à-brac des usines et fabriques, la nomenklatura ayant préféré mettre la main sur les banques, sur l'argent, c'est-à-dire sur l'essentiel. Et la faillite fortuite de la machine parlementaire, en octobre 1993, n'a au fond presque rien changé à tout cela.

Ni Boris Eltsine, ni un seul gouvernement des démocrates n'ont pu prendre le contrôle d'un empire financier aussi important que la Banque centrale de Russie. Le maître y fut d'abord Matioukhine, un officier du KGB. Puis il a été remplacé par Victor Guérachtchenko, celui-là même qui dirigeait la Banque d'État de l'URSS à l'époque où l'on vit partir à l'étranger la réserve or du pays, disparaître tout l'argent du PCUS, tandis que se formaient des îlots de prospérité financière personnelle pour l'élite de la nomenklatura soviétique. Kroutchina est mort, mais Guérachtchenko a survécu. Dès le retour de cet « Héraclès » (comme l'appellent ses collègues et employés) à la Banque centrale, on a cessé toute recherche de l'or du parti, car sa signature figure au bas de maints documents ayant assuré le transfert de l'or et des devises à l'étranger.

L'arrivée de Guérachtchenko à la tête de la Banque centrale de Russie s'est accompagnée d'une chute massive du rouble et, en même temps, de la généreuse distribution de crédits « techniques » gratuits aux pays de la CEI, ainsi que de subsides forfaitaires aux organisations russ-

es « amies » (procommunistes). « Savez-vous que 70 à 80 % des crédits centralisés ne sont jamais restitués chez nous ? Et si l'on compte toutes les facilités accordées en dehors du budget (impôts, exportations, douanes), les crédits concédés par la Banque centrale sans l'aval du gouvernement ou du Soviet Suprême, il apparaît que deux budgets supplémentaires sont répartis dans le pays », déclarait le ministre des Finances Boris Fiodorov (*Komsomolskaïa pravda*, 13 avril 1993). C'est encore lui qui accuse le président de la Banque centrale de favoriser délibérément l'inflation et de soutenir par tous les moyens le chaos du système bancaire en Russie. Une approche sensée voudrait en effet que l'on dépense davantage afin de mettre en place un réseau informatisé et d'autres formes de liaison par satellite (l'industrie nationale y suffirait presque) pour qu'un grand nombre d'abus et de difficultés archaïques cessent enfin. Fiodorov considère que Guérachtchenko fait délibérément traîner les choses en longueur.

La recette de l'assainissement de l'économie russe selon Fiodorov est très simple : cesser de verser un argent inutile et convaincre ainsi les responsables de 200 000 entreprises russes qu'il n'est plus possible pour eux de vivre aux crochets de l'État. Il faudrait également que fonctionne la loi sur les faillites, estime le ministre : mieux vaut qu'il existe dix millions de personnes touchant une allocation chômage et non autant d'emplois inutiles, comme c'est aujourd'hui le cas. On pourra alors faire l'économie d'un grand nombre de dotations et de ressources, dit encore Fiodorov. Et de rappeler le bilan des trente dernières années de développement économique : en 1960, le pays disposait d'une structure industrielle acceptable (20 % de niveau mondial, 50 % de plus ou moins bonne, 30 % de mauvaise), mais, en 1993, seulement 5 % des marchandises produites chez nous correspondaient aux standards mondiaux (35 % de qualité tolérable, 60 % de qualité franchement mauvaise). Un vieux modèle d'avion dévore deux fois plus d'essence qu'un jet moderne. Et aucune dotation ne saurait y remédier. Fiodorov cite comme exemple d'absurdité la revendication des mineurs (40 % de nos mines de charbon ne sont pas rentables économiquement) de leur accorder un tiers des dépenses budgétaires de l'État, soit 3 000 milliards de roubles (prix de 1993).

Fiodorov préconise quant à lui une privatisation accélérée, qui obligera les propriétaires à se débrouiller et remettra toute chose à sa vraie place. Selon lui, l'État pourra alors venir en aide à 20 ou 30 % des entreprises soucieuses d'une production efficace. 50 % des entreprises devront se débrouiller comme elles peuvent, les autres seront fermées. Quiconque demandera des crédits devra laisser en gage sa terre, son appartement, son entreprise ou sa production. On verra ainsi disparaître les dettes fantastiques des entreprises d'État : 5 600 milliards de roubles en mars 1993, soit plus de la moitié du budget annuel de la Russie (*Litératournaïa gazéta*, 26 mai 1993).

En 1993, le délai des transferts bancaires était en moyenne d'un mois et demi, ce qui était beaucoup plus que l'année précédente. Combien d'argent une banque empoche-t-elle comme par enchantement, étant

donné que l'inflation progresse au rythme de 3 % par jour ? Il va de soi qu'une banque est en mesure de vérifier les documents en deux jours, pourvu qu'elle le veuille. Mais elle peut aussi le faire en trois mois, et alors l'importateur de marchandises étrangères sera bel et bien ruiné car il perd beaucoup trop à cause du cours flottant et absurde du dollar. Les seuls à y gagner sont les directeurs qui triplent le prix de leur marchandise peu concurrentielle (par rapport aux produits importés), estime Grigori Kochkarov du quotidien *Kouranty* (12 septembre 1992), rappelant par ailleurs que lorsque le prix de la vodka moscovite dépassa celui de l'alcool d'importation, les douanes et la Banque centrale vinrent immédiatement à la rescousse de l'eau-de-vie nationale.

D'après les experts de la CEE, un grand nombre d'organisations qui se qualifient de banques ont proliféré à l'ombre du géant russe qu'est la Banque centrale : 1 325 sont de petite catégorie, 336 de taille moyenne ou grande (*Finansovyé izvestia*, n° 30, 1993). Seulement une centaine de banques russes agissent en accord avec les normes occidentales. La prospérité de nombreuses banques tient au peu d'efficacité des entreprises soutenues par elles. Rien qu'à Moscou sont enregistrées 500 banques, dont une centaine ont leur propre système de sécurité formé d'anciens employés du KGB (*Commerçant daily*, 28 juillet 1993). Les services des banques de Moscou, privées ou par actions, entretiennent un rapport si étroit — en matière de cadres et d'organisation — avec la Banque centrale, les ministères de l'Intérieur et de la Sécurité de Russie, que ce conglomérat constitue bel et bien une grande famille (pas très unie), où la primauté revient aux structures franchement criminelles et mafieuses.

D'après les renseignements des experts du journal *Commerçant*, presque chaque banque commerciale de Russie a partie liée avec de telles structures, au point que, très souvent, des banques sont spécialement créées afin de recevoir de l'argent sur de faux documents (avis bancaires ou lettres de garantie). En apportant de fortes sommes au capital de base, les structures criminelles obtiennent en fait le droit de diriger une banque donnée. Il n'y a donc pas en Russie de documents bancaires fiables, bien que la presse abonde en publicités favorables. Tel État, telles banques. Même chose des bourses, dont des milliers furent créées avant les banques commerciales, dans les dernières années de Gorbatchev, afin de favoriser la spéculation sur les ressources, les matières premières et les marchandises de l'État. Ces bourses ont connu leur heure de gloire jusqu'à ce que les entreprises publiques gonflent elles-mêmes leurs prix et tentent de se passer d'intermédiaires.

Il n'y a que quarante banques en Russie habilitées à toutes les opérations en devises. Mais la Russie occupe d'ores et déjà le deuxième rang au monde, derrière les États-Unis, pour le nombre d'attaques contre les banques et leurs employés. 3 000 employés bancaires ont fait leurs adieux, le 7 décembre 1993, au président de la Banque agricole de Russie, Nikolaï Likhatchev, assassiné par des tueurs à gages. Le même sort s'est abattu, dans la Russie postsoviétique, sur des centaines d'employés de banque et de commerçants, aujourd'hui les professions les plus dan-

gereuses chez nous. Quant au système judiciaire, il est paralysé par l'absence de codes pénal et civil, de législation sur la propriété privée, en accord avec les impératifs de l'époque nouvelle. La récupération des crédits, le partage des bénéfiques n'ont de sens que s'ils se font à l'amiable. Le moindre retard dans les paiements est source, vu l'inflation galopante, de grands préjudices pour les uns et de profits fabuleux pour les autres. Personne ne veut attendre une enquête judiciaire au terme de laquelle le coupable sera condamné à verser durant des décennies, à partir de son maigre salaire officiel, une dette époustouflante. Voilà pourquoi on fait parler les armes à feu. La milice n'intervient même pas, en dépit des nombreux appels adressés par les banquiers au président Eltsine.

Les banquiers et le gouvernement (ainsi que le président) de Russie se trouvent depuis belle lurette des deux côtés de la barricade, sans l'avoir eux-mêmes voulu. Cette confrontation avait commencé en 1990-1991, lorsque le PCUS casait « ses » milliards de roubles dans des centaines de banques et autres structures commerciales créées à cette fin, cependant qu'avec l'aide du KGB le parti emportait l'or et les devises à l'étranger. Sur décision du président Eltsine, tous les avoirs du PCUS dans les banques russes ont été mis sous séquestre et doivent être transmis aux orphelins et aux handicapés. Durant les deux années qui ont suivi la disparition de l'URSS, la Cour constitutionnelle a procédé à des auditions concernant le PCUS, mais le verdict n'a pas confirmé la légitimité du décret présidentiel qui porte sur les biens du PCUS. Après le putsch d'octobre 1993, les communistes se sont enhardis jusqu'à réclamer officiellement la restitution de leurs biens et de leur argent. Les journaux étaient émaillés de noms des débiteurs qui prospèrent grâce à l'argent du PCUS : Avtobank, Soyouzprofbank, Banque commerciale des jeunes, Stankinbank, etc. L'énumération serait trop fastidieuse. Il va de soi que le Comité Central du parti ne donnait pas « son » argent à n'importe qui, mais à « ses » propres gens. Selon Mikhaïl Khodorkovski, président de Menatep, la banque commerciale la plus prospère, il connaît personnellement une ou deux centaines de Russes qui possèdent chacun dix millions de dollars. Il estime à un millier le nombre de millionnaires en dollars à Moscou, plus un autre millier dans différentes régions de Russie. Le jour viendra où les tribunaux de la province russe décideront en chœur de rendre au PCUS ses biens immobiliers et ses roubles avec intérêts.

C'est parce qu'il n'existe pas encore en Russie d'assise juridique pour une expropriation définitive des biens du PCUS que celui-ci, en la personne de ses activistes politiques et de ses hommes de confiance, continue de s'engraisser grâce aux dépôts dans les banques suisses et à tenir en bride (plus exactement, à terroriser et désorganiser) tout le système financier et monétaire de la Russie. La Banque centrale du pays n'a eu à sa tête que deux hommes : l'officier du KGB Matioukhine (qui réorganisa tout de sorte à permettre, pour la première fois depuis soixante-dix ans, des vols en série de grandes sommes avec des documents falsifiés) et l'ancien chef de la Banque d'État de l'URSS, Guérachtchenko (qui, en dix-

huit mois, a offert aux structures communistes du CMI, du complexe agro-industriel et de la CEI, des centaines de milliards de dollars de crédits irrécupérables).

Sur cette toile de fond, les autres affaires bancaires réalisées par des officiers du KGB — M. Boldyrev, A. Soumskoï, I. Tchoukhlantsev, V. Avdeïev (tous employés de la Banque boursière de Russie, comme le révélait le quotidien *Troud*, 25 septembre 1993) — ne peuvent que pâlir. L'activité la plus agréable de vingt banques moscovites était d'obtenir le plus possible de crédits d'autres banques, de dépôts des habitants et d'organisations, et de se proclamer aussitôt en faillite, volant ainsi tout le monde, y compris l'État. Planeta bank, Rusinvestbank, EKAbank, NIKE, Karpo-bank, etc. : tout cela rien qu'à Moscou et en un seul mois (*Moskovski komsomolets*, 7 décembre 1993).

Selon les responsables du Département principal de lutte contre les crimes économiques (ministère de l'Intérieur), certaines banques commerciales transgressent délibérément les règles élémentaires et cherchent d'emblée à voler l'argent de l'État et d'autres structures (*Ségodnia*, 3 décembre 1993). On estime au ministère précité que le manque de stabilité et de protection du système bancaire est un des maillons les plus vulnérables en Russie : le nombre d'atteintes aux ressources financières publiques et privées croît à une allure vertigineuse, à l'aide de toutes les opérations possibles et de la falsification de tous les documents. Et ce, presque toujours impunément. En dépit des demandes réitérées de la milice, la Banque centrale refuse d'exercer un contrôle général, comme partout ailleurs dans le monde, de fermer des banques avec confiscation des biens, de mettre sous séquestre des comptes étrangers et de retirer les licences pour opérations en devises.

La milice se contente, sans doute pour se distraire un peu, d'arrêter de « petits » délinquants qui volent aux banques quelques millions de roubles (c'est-à-dire des milliers de dollars) avec de faux chèques « Rossia », un tiers de la somme extorquée revenant généralement à l'employé de banque corrompu. Si ce dernier octroie un prêt dont il sait d'avance qu'on ne le rendra pas, c'est la moitié de la somme qui va dans sa poche. Même quand tout se fait selon les règles, il existe des tarifs officieux pour chaque service bancaire : la réception d'un crédit commercial « coûte » par exemple 10 à 15 % de la somme récupérée.

Valéri Tsytsyne, chef adjoint d'un service au département d'instruction de la milice de Moscou, a révélé aux journalistes que s'il n'y avait pas toutes ces opérations bancaires louches, la Russie pourrait se passer d'emprunts étrangers (*Commerçant daily*, 17 juin 1993). L'économie russe peut s'attendre à de grandes secousses si les structures bancaires ne dépendent pas prochainement plus d'argent afin de protéger le système des banques.

D'après les données du ministre de l'Intérieur, fin 1992 et début 1993, on avait découvert 2 900 faux documents bancaires (*Commerçant daily*, 27 décembre 1993). Après la série de faux avis de virement en 1992, les ban-

ques commerciales ont vu déferler un flot de fausses lettres de garantie. Les clercs acceptent non seulement, moyennant pots-de-vin, de spéculer sur les crédits publics, mais ils participent aussi au vol des ressources d'entreprises d'État, lesquelles sont contraintes de « rendre » des crédits jamais demandés par elles, simplement parce que des escrocs ont reçu de l'argent sur une fausse lettre de garantie de telle ou telle entreprise. Parfois, c'est la situation financière du garant qui est falsifiée.

L'ampleur de la criminalité « à col blanc » en Russie n'a pas d'analogue au monde. Le plus fantastique dans ces escroqueries à coups de faux permettant de virer un argent inexistant, de donner (d'offrir) d'énormes sommes en guise de prétendus crédits, c'est que depuis des années que cela dure, personne n'a été condamné. On ne connaîtra sans doute même jamais les noms des auteurs de l'« affaire du siècle », et ces citoyens de Tchetchnie n'étaient vraisemblablement que des comparses.

Le Département précité du ministère de l'Intérieur a enregistré, dans la première moitié de 1993, 1 540 délits bancaires, dont 950 portant sur des sommes considérables. Les spécialistes estiment que le préjudice ainsi causé est comparable au montant des revenus du budget national durant le premier semestre de 1993, soit 5 600 milliards de roubles (*Izvestia*, 24 septembre 1993). C'est peut-être ce qui explique le silence du parlement pendant trois ans, les banques étant alors solidement tenues en bride par Khasboulatov qui avait mis sous sa coupe d'abord Matioukhine, puis Guérachtchenko. Les codes pénaux des pays d'Europe consacrent des chapitres entiers aux délits bancaires, mais chez nous il n'existe pas un seul article à ce sujet. Et tout forfait non répertorié par le code pénal n'en est pas un. L'essentiel c'est bien sûr que les autorités ne souhaitent pas faire la chasse aux voleurs, car il est bien plus avantageux de leur faire simplement peur pour leur extorquer de l'argent. Si les délinquants se retrouvent en prison, qui traînera les sacs d'argent dans les rues ? (Les liquidités atteignent en Russie 26 % de l'argent en circulation, contre 7 % aux États-Unis).

On a toujours beaucoup volé en Russie. Mais, durant des siècles, tous les biens restaient dans le pays. Alexandre Minkine, journaliste fort intelligent du *Moskovski komsomolets* (1er septembre 1993), considère que « le mal n'est pas de voler mais de voler pour exporter ». On emporte à l'étranger argent, marchandises, matières premières, valeurs, jolies femmes, chercheurs, artistes, enfants et même proches parents. Or, cette évasion de gens et de capitaux repose essentiellement sur le manque de confiance envers le système bancaire russe, envers les promesses des hommes politiques et les garanties de l'État. Comme il reste encore beaucoup à emporter de chez nous et que le processus ne faisait que s'amplifier avec la contribution active du tandem politique formé par le speaker du parlement et le président de la Banque centrale, le ministre des Finances Boris Fiodorov a dû écrire au chef du gouvernement Victor Tchernomyrdine que le pouvoir législatif mettait en œuvre « un plan d'extermination du gouvernement par étouffement financier » (*Moskovskii*

novosti, 19 septembre 1993). Cette démarche du ministre était motivée par les décisions des Soviets des régions de Volgograd, Yaroslavl et Samara, des territoires de Krasnoïarsk et de l'Altaï, de suivre l'exemple de la Tchetchnie, du Tatarstan, de la Bachkirie et de la Yakoutie, en usant de verser les impôts au budget fédéral. Le parlement fut dissous par décret présidentiel le 21 septembre 1993. Quelques semaines plus tôt, Fiodorov avait fait une proposition allant dans le même sens, puisqu'il préconisait d'instaurer un « état d'urgence » dans l'économie et d'enlever toute la sphère financière au Soviet Suprême de Russie.

Constantin Borovoï propose depuis longtemps de couper trois canaux budgétaires par où s'écoulaient les dotations gratuites de l'État (le Soviet Suprême, le gouvernement et Eltsine et enfin, personnellement, Khasboulatov et Guérachtchenko) vers les régions, le complexe militaro-industriel (sous prétexte de reconversion), les kolkhozes et sovkhozes (*Kouranty*, 13 octobre 1993).

En attendant, la crise russe permanente ne cesse de surprendre les observateurs par la rapide croissance des revenus, alors que la production chute brutalement, ainsi que par le niveau de chômage très bas (environ 1 %) (*Ségodnia*, 2 novembre 1993). Les exportations de matières premières n'ont pas diminué ; on a cessé de produire toutes sortes de choses inutiles pour se tourner vers le consommateur et commencer à remplir le marché. La Russie est effectivement très riche si elle a résisté aux grandioses expériences économiques, de Lénine à Eltsine : un vol généralisé et un volontarisme du pouvoir encore plus néfaste. Le parlement entérine le budget national, puis il rivalise avec le gouvernement pour distribuer aux « siens » deux autres budgets annuels tout aussi importants quoique non déclarés. Et peu importe que le déficit budgétaire attendu, à cause des demandes excessives du parlement, soit de 20 000 milliards de roubles (20 milliards de dollars au cours de l'automne 1993).

La Banque centrale a montré qu'elle était bien un État dans l'État dès le lendemain du décret présidentiel chassant le parlement et remettant au gouvernement tous ses biens, avoirs et prérogatives. En effet, les 22 et 27 septembre 1993, le parlement dissous reçut de la Banque centrale 600 millions de roubles en espèces, sans passer par le ministère des Finances. Et ce sont deux vice-présidents de cette banque qui contribuèrent à la rédaction d'une résolution du Soviet Suprême, en date du 21 septembre, mettant fin au financement des organes du pouvoir exécutif. Il s'avère que la Banque centrale possède « ses » propres milliers de milliards (*Ségodnia*, 30 octobre 1993), soit les intérêts rapportés par la circulation de l'argent d'autrui, l'ajournement des paiements, etc. Les « bénéfiques » de ce genre sont dénués de sens, comme si les ouvriers de l'hôtel des monnaies ou les encaisseurs et la police fiscale s'adonnaient à des opérations financières. Les journalistes ne manquent pas de rappeler que la firme occidentale Coopers & Lybrand, qui réalisa durant plusieurs mois un audit de la Banque centrale, avait conclu au « nombre élevé de sommes d'origine imprécise » dans la comptabilité de cette banque.

Il faut que la Banque centrale ne fasse pas de bénéfices : point ne sera nécessaire alors de contrôler ses 1 400 centres de comptabilité et de perception. C'est la Banque centrale qui freine l'adoption des standards internationaux de comptabilité bancaire. En outre, elle ne rend compte à personne, depuis déjà de nombreuses années, ni de ses activités ni de son bilan (des centaines de pages de tableaux et calculs chaque trimestre). Le conseiller du premier ministre, A. Illarionov, a évoqué devant la presse l'ampleur des liquidités non inventoriées et cité des calculs montrant, suite à la réforme monétaire du 26 juillet 1993, que le montant global des vieux roubles retirés de la circulation (y compris les coupures restées dans les pays de l'ex-URSS) dépassait de 2 800 à 3 600 milliards la masse monétaire émise par la Banque d'État de l'URSS et la Banque centrale de Russie, entre 1961 et juillet 1993 (*Izvestia*, 3 octobre 1993). Cette « différence », portant sur des roubles à valeur artificielle, représente selon Illarionov la valeur de la « caisse noire » avec laquelle la Banque centrale finançait telles ou telles mesures secrètes. Il serait intéressant de savoir quel a été l'emploi réel de tout cet argent.

Guérachtchenko réalisa avec un tel « brio » l'échange d'argent en été 1993 — et cela au nom des autorités russes (les coupures à l'effigie de Lénine furent remplacées par des roubles à emblème architectural) — que notre pays a perdu en un mois des milliers de milliards par suite d'une inflation de 20 %, d'une semaine d'arrêt de toute l'activité économique, de l'augmentation des prix suscitée par la demande accrue de toutes les marchandises et par l'afflux de 1,2 milliard de « vieux » roubles des pays de la CEI, évidemment échangés contre des billets neufs. On était déjà presque à Noël, mais « Moscou et ses abords étaient encore encombrés de camions chargés de coupures vieux modèle », comme le rapportait Boris Sergueïev, de la direction de la Tokobank (*Rossia*, 8 décembre 1993). Et l'on échangeait là, sous le manteau, les vieux billets contre des neufs. C'est que tout le monde ne peut pas être aussi expéditif que les Chinois qui, dès l'été, avaient amené dans un avion-cargo entier de vieilles coupures. Grâce aux efforts de la Banque centrale, la zone rouble s'est effondrée en un clin d'oeil, l'introduction de monnaies nationales à la fin de 1993 n'étant retardée que par les difficultés techniques. Il en a résulté à nouveau des dizaines d'avions, wagons et camions apportant en Russie les anciennes coupures soviétiques, lesquelles déferlaient malgré l'action des cordons douaniers. Lorsque des militaires ramènent cet argent des lointaines garnisons dans les pays de la CEI, qui pourrait leur refuser l'échange ? En outre, les autorités locales des États de la CEI exigent qu'on accepte leurs vieux billets en paiement de matières premières et de marchandises réelles.

La Banque centrale aux milliards de dollars de réserves pourrait, si elle le voulait, stabiliser le cours du rouble au lieu de le manipuler au profit des spéculateurs et au dam du gouvernement. Les échanges en dollars sont maintenant interdits, depuis le 1er janvier 1994. Mais si le cours du rouble continue de varier chaque jour et que le risque de se faire berner reste

énorme, cette mesure ne fera que stimuler la fuite des capitaux vers l'étranger.

Face à ce gâchis dans toutes les institutions moscovites du pouvoir, la nomenklatura locale se dit à son tour que tout est permis. En particulier, une nouvelle « mode » veut qu'on ne paie rien pour les marchandises et les services (pas au magasin, bien sûr, où l'on peut vous frapper). Les non-paiements réciproques s'élevaient en effet à 7 000 milliards de roubles (7 milliards de dollars) au 1er octobre 1993 dans toute la Russie. Ni le parlement, ni la Banque centrale, ni le gouvernement n'avaient veillé à mettre en place un système efficient de paiements mutuels, que ce soit en Russie ou entre les pays de la CEI. La part des non-paiements atteignait 45 % du PNB en 1992 pour tomber à 18-20 % en 1993. C'est seulement à partir de 1994, enfin, que les dettes ajournées pourront être converties en traites (*Ségodnia*, 23 octobre 1993).

Il est apparu, à l'automne 1993, que l'État allait devoir recouvrer, en impôts et paiements retardés des entreprises et des patrons, au moins 3 000 milliards de roubles (*Commerçant daily*, 29 octobre 1993). Les consommateurs doivent 4 000 milliards de roubles pour l'énergie et les combustibles, dont 1 000 milliards qui n'ont pas été versés aux mineurs. L'État devait lui-même à ces derniers, au 1er décembre 1993, 500 milliards de dotations promises. En ce même mois de décembre, l'industrie gazière partiellement en grève attendait 1 000 milliards de roubles pour le gaz livré à l'Ukraine, et autant de la part de la Biélorussie.

Jusqu'à l'introduction de monnaies nationales dans les pays de la CEI, la Russie fournissait gratuitement chacun d'eux en liquidités. Un tiers des billets et pièces confectionnés en Russie (soit près de 1 500 milliards de roubles pour les sept premiers mois de 1993) étaient destinés à la CEI, ce qui avait amené la Russie à réclamer du Kazakhstan et de l'Ouzbékistan un gage sur leur réserve or pour des liquidités conçues comme un crédit au taux annuel de 200 %. Ouzbeks et Kazakhs s'indignèrent et instaurèrent leur propre monnaie, seuls les Arméniens (avec les vieux roubles) et les Tadjiks (avec les roubles neufs) restant au côté de la Banque centrale de Russie. Il faut dire que les dirigeants d'Asie centrale et du Kazakhstan avaient toujours été placés par le Kremlin devant le fait accompli — on ne leur avait rien demandé pour en finir avec l'URSS, ni pour procéder à l'échange d'argent en Russie, ni pour tenter de constituer une zone rouble aux conditions de Moscou. Le speaker Khasboulatov et le banquier Guérachtchenko ont indéniablement une part de responsabilité dans la désagrégation de la CEI. Il est vrai, aussi, que l'économie russe a beaucoup devancé en deux ans les autres pays de la CEI, bien que les conséquences d'une politique peu réfléchie dans les rapports avec la CEI et les instincts impériaux de la Russie lui aient coûté des sommes astronomiques.

Les hommes politiques russes invoquent toujours la pression exercée par les dirigeants des pays de la CEI, où 25 millions de Russes sont « livrés à leur sort ». Il n'est pas impossible que les Russes, après la Tchetchnie, se mettent aussi à s'enfuir en masse du Tatarstan qui, exténué par le manque

chronique de liquidités, vient de mettre en circulation un nombre important de traites remplaçant les billets de banque russes, ce qui est évidemment contraire aux intérêts de la Banque centrale (*Commerçant daily*, 10 septembre 1993). Le conseiller A. Illarionov (par ailleurs chef du groupe d'analyse et de planification du Président du Conseil des ministres de la Fédération de Russie) estime qu'en 1992 l'aide « fraternelle » de la Banque centrale aux anciennes républiques de l'URSS s'élevait à 7 milliards de dollars (au cours de l'époque), mais en fait à 76 milliards de dollars si l'on prend en compte le pouvoir d'achat réel des valeurs matérielles transmises. Les crédits accordés par la Russie aux ex-républiques « sœurs » étaient la cause de 25 % de l'inflation intérieure, juge encore Illarionov. Avec l'argent donné par la Russie dans les pays de la CEI rien qu'en une année, il aurait été possible de subventionner le retour de tous les compatriotes qui le souhaitaient.

Les favoris incontestés de la Banque centrale, écrit Illarionov, étaient le Turkménistan, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan. L'aide globale et gratuite à ces États atteignait une ampleur sans précédent dans l'économie mondiale : de 45 à 70 % du PNB de ces États, soit presque la totalité des salaires versés dans des républiques qui restent conduites par de « forts » leaders communistes. D'après les estimations d'Illarionov, la Banque centrale avait permis de transférer en outre, au cours des sept premiers mois de 1993, 2 300 milliards de roubles (3 milliards de dollars suivant le cours officiel ou 21 milliards compte tenu du prix réel du bois, du pétrole, des ressources énergétiques transmises, etc.).

« Nous avons perdu les pédales », déclara laconiquement le ministre des Finances B. Fiodorov pour définir la politique extérieure de la Russie (*Litératournaïa gazéta*, 8 septembre 1993). Même si l'on fait abstraction des calculs d'Illarionov, le tableau n'est guère joyeux : durant deux années la Russie indépendante a assumé les mêmes dépenses publiques que la défunte URSS. A cette différence près que Moscou ne percevait plus d'impôts de la part des anciennes républiques soviétiques. En plus, la fin de la guerre froide avec l'Occident s'est vite transformée en guerre civile froide dans le cadre de la CEI, voire au sein même de la Russie. La confrontation entre le président Eltsine et le Soviet Suprême avait abouti à un pillage réciproque et incontrôlé des caisses de l'État. Rien d'étonnant, donc, si la Banque centrale mène une comptabilité en partie double et si son président distribue personnellement crédits et subsides, tandis que des milliers de milliards de roubles (des milliards de dollars) du contribuable s'envolent en fumée de la « table des seigneurs », sans la moindre utilité pour la Russie. Le ministre Fiodorov en avait des crises d'hystérie. Il est devenu peu à peu clair pour tout le monde que le parlement, le gouvernement et le président ne sont pas plus influents que le banquier Héraclès qui, à la tête de la Banque centrale, veille sur les intérêts des détenteurs réels du capital : les hiérarques du PCUS et du KGB.

La Russie actuelle, comme l'ancienne URSS, doit ses malheurs non pas au manque de finances mais au fait que les lois, écrites ou simplement

morales, sont sans cesse bafouées. Au temps de Staline-Gorbatchev, le manque de vergogne des autorités était fortement atténué par la propagande et la censure, en vertu desquelles il existait au moins les normes de la « morale communiste ». Mais, en 1992 et 1993, le vide juridique et idéologique a vite été comblé par l'arbitraire et l'anarchie sans borne. On ne l'a pas senti seulement en Russie. Ainsi, l'Irak et la Libye ont déclaré ne pas admettre en la Russie l'héritière de l'URSS et, par conséquent, ne pas être tenus de lui rembourser leurs dettes.

Les dirigeants du Kremlin ont fait preuve tout au long du XXe siècle d'un manque chronique de conscience, de morale et d'intelligence. L'absence de la notion d'honneur chez tout haut fonctionnaire a conduit à la dégradation de toutes les institutions de l'État. Qui pourrait croire ce dernier quand il annonce un emprunt-or de mille milliards de roubles, garanti par cent tonnes de métal jaune ? Qui confierait ne serait-ce qu'un dollar à un État qui, également en septembre 1993, a attribué un taux annuel de 3 % sur les comptes en devises librement convertibles, qui avaient été gelés en 1991 par la Banque du commerce extérieur ? N'est-ce pas se moquer du monde quand on sait qu'en 1991 il était possible chez nous de passer avec un dollar une journée à l'hôtel, avec trois repas, alors qu'en 1993 cela ne suffit qu'à un verre de bière ? Bien plus, ces milliards de dollars volés par l'État ne seront dégelés que dans quinze ans : quel sera alors le pouvoir d'achat du dollar ?

Que faut-il avoir en tête pour proposer en décembre 1993 à la centaine de millions de clients potentiels de la Banque d'épargne d'y faire des dépôt au taux annuel de 180 %, cependant que l'inflation atteint chaque année les 500 % ? Et quand ces mêmes clients furent privés de toute leur épargne au 1er janvier 1992 ? L'argent ainsi confisqué aurait suffi à donner à tout le monde des lopins de terre en jouissance perpétuelle et avec le droit de les revendre ! Mais au lieu de cela, on décida sous Eltsine de consoler le peuple avec des *vouchers* (bons de privatisation) : chaque citoyen de Russie, y compris les nourrissons, a eu droit gratuitement à un de ces bons devant permettre d'acquérir des actions d'entreprises. Beaucoup y ont cru et, après avoir acheté d'autres *vouchers* (leur prix oscillait entre dix et vingt dollars sur le marché), les ont investis dans des entreprises privatisées en devenant ainsi actionnaires, propriétaires d'une part de l'usine, du kolkhoze, du gisement pétrolière, etc., racheté à l'État. Mais voici qu'au milieu de 1993, lorsque plus de la moitié des Russes avaient échangé leurs *vouchers* contre des actions, nombre de gens au parlement, au gouvernement et à la mairie de Moscou se mirent à dire qu'il fallait modifier le schéma de privatisation déjà approuvé, que ce n'étaient pas les « bonnes » personnes qui avaient tout acheté, pas au « bon » prix, etc. Est-ce à dire que l'État va une fois de plus duper tout le monde ?

Ajoutons que les tribunaux de Moscou et de Volgograd, comme ceux de maints autres endroits (on n'en est qu'au début), sont envahis de millions (!) de pétitions de la part des détenteurs de *vouchers* ayant été floués

par les nouveaux fonds d'investissement des bons de privatisation. Telle la Maison russe Selenga dont les patrons, poursuivis en justice par les citoyens, sont en fuite, cependant que leur spot publicitaire, joli et mélodieux, continue de passer chaque soir sur les écrans de télévision du pays... La méthode d'escroquerie des citoyens crédules, au vu et au su des banques, est fort simple : les propriétaires d'un fonds d'investissement annoncent dans la presse et à la télévision des dividendes faramineux et des garanties à toute épreuve, et des gens naïfs se laissent piéger car ils font confiance aux journaux et à la télévision (un comble !), puis ils apportent docilement leurs *vouchers*. Le fonds en question fonctionne une année, verse ponctuellement les bénéfices prévus, accumule le plus de bons possible, puis annonce sa faillite. Pendant ce temps, l'argent est allé remplir les poches et les comptes personnels dans les banques étrangères, cependant que la milice, également « arrosée » en cachette, se contente de hausser les épaules. Vu le rapport de forces, il serait insensé de tenter une action en justice. 300 000 Moscovites avaient organisé une manifestation devant le Soviet de la capitale, le 17 novembre 1993, après avoir été escroqués par la société anonyme Progrès Technique. Mais comment l'État pourrait-il venir en aide aux détenteurs des bons perdus?

Quant à la privatisation, qu'apporte-t-elle concrètement aux possesseurs de ces bons ? C'est comme si on devenait membre d'un kolkhoze où 40 % des actions appartiennent au collectif, 40 % à l'État et 20 % au directeur. Il va de soi que dans une telle usine, comme dans un kolkhoze, nul ne répond de rien, ce qui rend impossible l'attrait d'investissements pour moderniser l'entreprise. Après l'assassinat de la famille impériale en 1918, l'État possède toute chose en Russie mais il ne veut endosser aucune responsabilité. Lénine avait en effet commencé par décliner toute responsabilité quant aux dettes du gouvernement tsariste envers le peuple de Russie. Et sous Eltsine, le gouvernement vient de chasser le parlement en prenant à son service les « meilleurs » députés et en devenant en fait plus incontrôlable encore que le Comité Central du PCUS.

Le cynisme extrême de l'actuelle politique du Kremlin consiste en ce que la privatisation porte en priorité sur les kolkhozes non rentables et les entreprises du complexe militaro-industriel qui ne peuvent être source que de pertes pour leurs actionnaires éventuels. La privatisation aujourd'hui mise en œuvre ne profite qu'aux directeurs et à leur entourage, alors que la majorité de la population (militaires, retraités, simples employés) se retrouvera sans rien du tout, dépouillée en plus de ses épargnes. Comment ne pas en vouloir au Kremlin et ne pas voter pour Jirinovski, un clown qui se laisse écouter avec intérêt, et dont on peut même rire ? Et lui au moins n'a pas encore volé de sommes importantes...

Pourquoi le parti de cet histrion a-t-il écrasé (24 % des voix) aux élections parlementaires de décembre 1993 le parti des démocrates (14 %) ? Qu'on se souvienne des 300 milliards de roubles restés morts sur les livrets d'épargne des Soviétiques et jamais indexés ni rétablis. Ces épargnants

dupés avaient longtemps espéré qu'on leur rendrait un argent réel, sinon des marchandises et de la terre, du moins des actions d'entreprises privatisées — mais rien n'est venu. Or ils lisent dans les journaux (*Izvestia*, 29, octobre 1993) que 300 milliards de dollars de capitaux russes sont cachés à l'étranger.

Les banques commerciales de Russie avaient perdu, à l'automne 1993, le monopole des opérations financières sur le territoire du pays. La BNP, la Dresdner Bank et le Crédit Lyonnais commencèrent à desservir des clients russes en Russie même, dans leurs filiales admirablement équipées. Une vingtaine d'autres banques occidentales, encouragées par le décret présidentiel du 7 octobre 1993, ont loué des locaux, ouvert des salles, embauché du personnel. Mais voici que, le 17 novembre, ce même président de la Russie promulguait un nouveau décret gelant les licences de deux ans déjà délivrées par la Banque centrale aux banques étrangères qui, au 15 novembre, n'avaient pas encore commencé à desservir des clients russes dans leurs filiales en Russie. Seules les trois banques précitées ont pu « passer », les autres se sont retrouvées gros Jean comme devant et ont subi d'énormes pertes. Le pouvoir en Russie est véritablement maître de sa parole : aujourd'hui il la donne, demain il la reprend. Mais qui pourra lui faire confiance après cela ?

Quoi qu'il en soit, les péripéties des banques étrangères cet automne ont montré la force réelle des banques commerciales de Russie et la véritable origine de l'argent accumulé sur leurs comptes. « La sottise économique est plus terrible que les tanks », titrait le journal *Rossia* (13 octobre 1993) en tête d'un article de Boris Sergueïev, membre de la direction de la Tokobank. Il considère qu'en attirant les banques occidentales en Russie, on pourrait au moins tenter d'assainir notre système bancaire déjà touché par la mafia. Selon lui, l'expérience et le comportement correct des solides structures bancaires de l'Ouest permettraient de sauvegarder le système bancaire en Russie : les autorités cesseraient enfin de geler arbitrairement les comptes, de se livrer à des combines avec les crédits, le budget et le cours du rouble.

2. LES HOMMES DU KGB A LA TÊTE DE CENTAINES DE JOINT-VENTURES

A l'époque de Gorbatchev, les bonzes du parti communiste ont investi les postes au sein du pouvoir exécutif et dans la haute administration de l'économie ; des dizaines de milliers d'officiers supérieurs, à la faveur de l'abolition du monopole bancaire et économique extérieur, ont pris la tête de joint-ventures, de toutes sortes de services bancaires et pris en charge toutes les opérations de transfert des matières premières, des armes et de la drogue vers l'étranger. Le fait est que le KGB contrôlait jusque-là de près l'ensemble des relations et liaisons avec l'étranger. Dès la fin des années 1980, lors du partage de l'héritage du PCUS, le KGB avait mis la main — bien sûr, officieusement — sur les morceaux de choix. Les échelons supérieurs et intermédiaires du KGB

avaient non seulement pris sous tutelle l'or du parti, mais aussi rempli leurs coffres personnels dans les banques suisses grâce à l'exportation de tous les biens russes possibles et imaginables.

Tout grand événement politique sur terre est invariablement analysé quant à l'éventuel protagonisme des services spéciaux de Russie. Parce que le KGB avait toujours envisagé la planète entière comme sa sphère d'influence. Les actuels tenants du ministère de la Sécurité ont à leur disposition les dossiers de quiconque signifie quelque chose dans les milieux politiques et des affaires de Russie, quiconque a des contacts avec la nomenklatura ancienne et présente, ainsi qu'un accès illimité aux sources financières : comment refuser quoi que ce soit aux hommes de la sécurité, puisque les matériaux « compromettants » peuvent être plus efficaces que n'importe quelle arme ?

Au lendemain du putsch d'août 1991, le KGB avait été rebaptisé et divisé en plusieurs parties : les Renseignements extérieurs, les unités de liaison gouvernementale, les garde-frontières, la protection des hauts fonctionnaires, les unités spéciales, le ministère de la Sécurité proprement dit. Après la mutinerie d'octobre 1993, il était question de partager ce dernier en services indépendants les uns des autres : lutte contre la corruption et la contrebande, contre le terrorisme et l'espionnage. Quant au contre-espionnage militaire, il fut décidé de le transmettre au ministère de la Défense, plus près du GRU (*Moskovski komsomolets*, 14 octobre 1993). Même si une telle réorganisation avait été menée jusqu'au bout, étant donné que toute la nomenklatura communiste antérieure occupe les postes clés dans l'administration (seulement quelques centaines de figures de premier plan ont été remplacées), les rapports entre les dizaines de milliers d'officiers du KGB (même anciens) et les centaines de milliers d'ex-prévenus et mouchards continueront de déterminer le climat politique du pays. Combien y avait-il de délateurs en RDA ? Un adulte sur trois. Il n'y en a pas moins en Russie.

La nomenklatura de tous échelons et teintes est tellement accoutumée à cohabiter avec la police politique qu'elle ne saurait imaginer son absence, bien que le putsch d'octobre eût dû montrer à la société russe qu'il est absurde d'abreuver l'adversaire politique d'accusations publiques obtenues grâce aux écoutes, à l'espionnage et à la trahison. On n'a encore rien inventé de plus efficace qu'un procès ou une enquête de journaliste.

L'establishment réel et occulte de la Russie a donné en octobre 1993 un coup de pied sensible aux ministres pas trop efficaces (ensommeillés et voleurs), en remplaçant le speaker peu instruit et le vice-président pas du tout cultivé par la forte équipe de Jirinovski, cependant que les sots et les ministres plutôt importuns du KGB (Krioutchkov) et de la Sécurité (Barannikov) subissaient le même sort. Gorbatchev en 1991, puis Eltsine deux ans plus tard ont livré de la même façon « leurs » ministres de la Sécurité d'État — en les incitant à une tentative de putsch en compagnie de tous les généraux et autres fonctionnaires tombés en disgrâce. C'est que

les anciens secrétaires des comités régionaux du parti communiste ne savent pas régler autrement leurs comptes avec le KGB : ainsi en va-t-il dans notre pays.

Ayant financé la victoire du parti de Jirinovski aux élections parlementaires de décembre 1993, la nomenklatura a mis en garde les Russes : si vous regimbez un peu trop, vous allez vivre comme en Transcaucasie, avec un dollar par mois, et les années du règne communiste vous paraîtront l'âge d'or sans guerre, quand on avait chaud chez soi et qu'on vivait dans l'aisance. C'est un fait que Jirinovski, à l'époque de la perestroïka, prenait la parole à des tribunes où l'on ne pouvait être admis qu'avec l'autorisation du tout-puissant KGB. Aujourd'hui, les banques russes sont à leur tour intéressées par la politique anti-occidentale de Jirinovski, préférant continuer de s'épanouir avec des taux d'intérêt de 50 % par mois sur les crédits en dollars, chose inconcevable dans n'importe quelle banque de l'Ouest.

Le Soviet Suprême fut renvoyé lorsqu'il apparut que ses dirigeants ne pouvaient plus empêcher les républiques, territoires et régions de Russie de créer des États indépendants. Et cela fut fait de manière volontairement brutale, avec un grand nombre de victimes, bien qu'il eût suffi de recourir aux gaz de la police en évitant la mort de centaines de gens. C'est que le Kremlin a voulu donner, en octobre 1993, une leçon aux révoltés potentiels, de la même façon sanglante qui a été la sienne en Moldavie, au Tadjikistan, en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Lettonie et en Lituanie.

Khasboulatov et Routskoï ont été piégés par leurs propres conseillers du KGB omniscient, qui les désinformaient sciemment de leur soutien réel à Moscou et dans les régions, et qui amenaient en outre au parlement les jeunes fascisants des villes russes et des gens qui avaient « fait le coup de feu » en Transnistrie et en Abkhazie. Le speaker et le vice-président, au fond déjà inutiles, avaient néanmoins tenu à fêter leur victoire le jour où le parlement fut officiellement dissous par le président Eltsine. Si ces deux-là avaient eu l'intelligence d'éviter un grand bain de sang, de quitter tranquillement le parlement pour jeter l'ancre dans n'importe quelle région de Russie, ils auraient pu dicter au Kremlin toutes leurs conditions au nom de la bureaucratie régionale. Boris Eltsine l'a emporté sur le parlement au prix du sang (un nombre de victimes relativement élevé) et de la neutralité (de l'inaction) des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur.

Ces deux ministères « de force » avaient adressé au président des kilos de rapports secrets de qualité si médiocre qu'au lendemain du putsch d'octobre 1993, le professeur Anatoli Rakitov, « principal informateur et analyste » d'Eltsine, dut entreprendre de former un « système de services analytiques présidentiels » dans toutes les régions du pays (*Megapolis Express*, 3 novembre 1993). Il faudra mettre en place 90 de ces services hautement informatisés (il en existait déjà 43 dans les territoires et régions), « afin d'éviter une guerre civile et d'obtenir des renseignements véridiques », qui seront par ailleurs tout à fait indépendants des autorités locales.

Cela sera sans doute de peu d'utilité. Les truands russes ont grandi et se sont formés dans la vieille société totalitaire, côte à côte avec les structures locales aussi puissantes que corrompues. Après Staline, nul n'est parvenu au Kremlin à obtenir des informations objectives, quels que fussent les « canaux ». La presse et le KGB, l'armée et le PCUS envoyaient au centre diverses variantes d'une même information truquée, autant pour plaire aux autorités locales que par instinct de conservation. Ce dont nous avons besoin, c'est de médias suffisamment indépendants des pouvoirs locaux, dotés d'un budget autonome, ainsi que de journaux et de chaînes de télévision fédéraux. Il faut implanter un journalisme « collectif », lorsqu'un article est rédigé par un reporter local, une équipe d'envoyés spéciaux, un écrivain et un archiviste du comité de rédaction à Moscou. Et il faudrait se débarrasser des chaînes d'État, des journaux rattachés à telle ou telle administration, qui ne peuvent pas combattre la médiocrité, le mensonge et la corruption.

De l'avis d'Evgueni Sévostianov, chef du Département du ministère de l'Intérieur pour Moscou et sa région, « environ 60 % des articles, des émissions télévisées, sont commandés (par le milieu — N. D. L. A.), et gare à qui voudrait désobéir » (*Megapolis Express*, 8 septembre 1993). Le quotidien *Nézávissimaïa gazéta* (31 juillet 1993) avait publié un article-fleuve intitulé « Les chaînes publiques de Russie sont aujourd'hui des structures de la mafia », en citant Egor Yakovlev qui avait souvent déploré que 80 % des ressources d'Ostankino (la chaîne centrale alors dirigée par lui) fussent volées. Il y a beau temps que les structures commerciales ont acheté la télévision d'État, mais cela s'est fait en douce, estime de son côté Alexandre Minkine de *Moskovski komsomolets* (30 octobre 1993). Les chaînes de télévision étouffent sous les pots-de-vin, la publicité clandestine et la publicité tout court. Évitions au moins au contribuable de financer ce spectacle lamentable. Quant aux banques, elles se sont regroupées — Most, Stolitchny et Crédit national — dans la lutte pour acheter et posséder la IV^e chaîne fédérale qui menait jusque-là une existence misérable. Les dirigeants de cette « TV indépendante » constituée par les banques n'auront pas besoin des bakchichs des annonceurs pour se nourrir et se vêtir ; ils auront un maître bien concret et non plus le KGB (lequel tenait pratiquement la télévision fédérale pour une de ses filiales).

L'âge de la presse touche à son terme en Russie. Seulement 1 à 1,5 % des Russes (au lieu de 80 % il y a encore cinq ans) se sont abonnés à des journaux et revues, trop chers désormais pour eux. La télévision, avec une ou deux chaînes couvrant le pays, est d'un niveau lamentable. Les Russes ont également cessé d'acheter des livres, devenus trop chers. Il ne reste donc, comme naguère, qu'à écouter les « voix » occidentales, c'est-à-dire les services russes de Radio Liberty, de la BBC, de Deutsche Welle et de Voice of America. Les Américains nous ont par ailleurs offert la précieuse possibilité de lire en russe les journaux *We/My* et *New York times* ; est-ce que les Allemands et les Français ne pourraient pas en faire autant ?

Les journalistes de la presse moscovite fédérale avaient éprouvé, en leur temps, la pesante tutelle du KGB. Aujourd'hui encore, ils se rendent compte qu'il est impossible de publier certaines informations. On édite les mémoires de dizaines d'anciens membres du Bureau politique du PCUS et de responsables du KGB, mais l'*Autobiographie* de Sakharov et certains autres de ses travaux sont passés sous silence. Peu soucieux de se quereller avec le complexe militaro-industriel, nos journalistes omettent de signaler que les États-Unis ont renoncé à construire des centrales nucléaires trop dangereuses et un accélérateur géant de particules élémentaires bien trop onéreux ; aussi, une dizaine de journalistes moscovites subventionnés par le ministère de l'Énergie atomique peuvent-ils facilement nous convaincre qu'il faut ouvrir nos bourses pour construire de nouveaux Tchernobyl et d'autres accélérateurs.

Est-ce un hasard si tant de journalistes ont péri lors du putsch d'octobre 1993 et des dizaines d'autres ont été battus par les policiers et les hommes de l'OMON (unités spéciales) ? Les Russes manquent de toute information sur la situation réelle dans les régions du pays, dans la CEI et dans les États d'Europe orientale. Nous n'avons évidemment toujours pas d'analogues du Figaro, du Times et du *Washington post*, bien que les *Izvestia* ne soient aujourd'hui pas un mauvais quotidien. C'est seulement au lendemain du putsch d'octobre que nous avons appris que le KGB formait sous notre nez, à Moscou et Krasnoïarsk, des détachements de centaines de jeunes combattants en chemise noire et croix gammée, tout en continuant d'armer les Cosaques dans le Sud de la Russie et en Sibérie (*Troud*, 12 décembre 1993). Les « chemises brunes » de Krasnoïarsk avaient ouvertement soutenu, en 1992, un général du KGB nommé Sterligov. Après sa visite, la section locale de son parti fasciste, dit l'Unité nationale russe (UNR), avait pu, en se faisant payer pour cela, « sanctionner » l'octroi de crédits bancaires à un patron d'entreprise, puis le protéger contre le racket et la police fiscale (laquelle est presque entièrement composée de tchékistes (la Tchéka était la police politique soviétique instaurée par Lénine en 1917)). Ce parti eut, en outre, droit dans la presse et à la télévision (publique) du territoire de Krasnoïarsk à une grande quantité d'articles et d'échos bienveillants. S'étant doté de ses propres journaux, il a organisé des filiales dans les villes de la région et des centres de formation de combattants qui reçoivent un assez bon salaire. Ils ont proliféré au point de procéder déjà à des purges ethniques — « Chassons de Sibérie les non Russes » —, ainsi qu'à des campagnes de protestation contre Eltsine, qualifié de « sioniste », contre le gouvernement, dit d'« occupation », des démocrates au Kremlin, etc. Le Parquet, la milice et le ministère de la Sécurité ont fermé les yeux et n'ont réagi d'aucune façon.

Existait aussi le Front du Salut National (FSN) réunissant d'anciens fonctionnaires du KGB et « commissaires » de l'armée, des dirigeants passés et présents du parti communiste. Depuis la guerre d'Afghanistan est formée chez nous une espèce particulière de tueurs professionnels. Le relais a ensuite été pris par le milieu, le FSN et l'UNR, l'armée avec ses mercenaires et maraudeurs, les trafiquants d'armes et de drogue.

Routskoï, qui avait reçu son étoile de Héros de l'Union soviétique pour avoir bombardé les villages afghans, était entré en connivence avec les fascistes de Barkachov (UNR) et l'Union des officiers de Térékhov. Des centaines de combattants de ces deux organisations ont tué un grand nombre de gens près du parlement et dans d'autres endroits de Moscou durant les journées d'octobre, pris d'assaut le siège du contre-espionnage militaire, l'état-major des forces unies de la CEI, trois centraux téléphoniques, la tour de télévision Ostankino, la mairie, l'agence TASS et le comité des douanes.

Quant au ministère de la Sécurité, il continue de veiller et de garder le silence. Des centaines de gens de la « réserve active » sont « planqués » dans les couloirs du pouvoir à Moscou et dans les régions. Quand on demande aux gens du ministère pourquoi ils font preuve d'une telle tolérance à l'égard des « bruns », ils ne tarissent pas et insinuent que le pouvoir n'aime pas le « négatif », que la surveillance politique des citoyens leur est désormais interdite, qu'ils sont eux-mêmes en butte à la calomnie, etc. Les hommes du KGB ont toujours été grassement rémunérés et, aujourd'hui encore, ils cherchent à servir non pas une idée mais le plus offrant.

Or on sait entre les mains de qui se trouve à présent l'argent. Chaque structure publique ou privée commence son recrutement de personnel en flanquant d'un colonel du KGB (il n'y a pas suffisamment de généraux pour tout le monde) son président ou directeur. On va même jusqu'à embaucher les aspirants et les soldats du rang qui ont servi dans les garde-frontières ou dans les unités spéciales de l'armée (*spetsnaz*). Ainsi, la compagnie pétrolière russe Youkos, qui occupe le sixième rang dans le monde, n'a rien à craindre des douanes ou du fisc, puisque son vice-président est Victor Ivanenko, ex-président du KGB de la Fédération de Russie, puis directeur de l'Agence de sécurité fédérale (plus tard transformée en ministère de la Sécurité de Russie).

On a vu que Guérachtchenko ne ménageait pas l'argent liquide pour les putschistes du parlement. Mais quelle fut l'aide apportée au gouvernement des démocrates par notre valeureuse Tchéka ? Seulement le conseil donné aux représentants du mouvement Russie démocratique par E. Sevostianov, chef de la sécurité à Moscou, à savoir que, dans la nuit du 3 au 4 octobre, ils feraient mieux de cacher leurs épouses et enfants chez des parents (*Izvestia*, 3 décembre 1993). C'est pourtant dans la Russie indépendante que le ministère de la Sécurité a reçu des prérogatives officielles inouïes (tacitement il les avait toujours eues) : écouter et épier sans la sanction du procureur. Ce même ministère avait rédigé lui-même, et fait adopter par le parlement et le président, une Loi sur les archives qui remettait de nouveau aux tchékistes le contrôle total de l'information en Russie, de même que le contrôle de toute l'économie, plus exactement de ses morceaux de choix : la banque, les douanes, le trafic des armes et de la drogue. Le pays s'est ainsi retrouvé sous le talon de fer du KGB, même si ses anciens collaborateurs ont en poche la carte de l'une des centaines d'organisations les plus importantes de Russie. Il s'agit là d'une mafia,

d'un clan ou d'une confrérie de gens qui se reconnaissent entre eux sans même avoir été présentés l'un à l'autre et qui ne perdront pas jusqu'au jour de leur mort les liens avec leur « loge moscovite ».

Si un Russe dit avec orgueil à un autre : « J'étais membre du PCUS », on pensera qu'il n'est pas tout à fait normal. Si ce même ancien Soviétique laisse entendre qu'il était un cadre du KGB-GRU-ministère de l'Intérieur, son interlocuteur portera la main à sa poche et se mordra la langue, mais l'effet voulu aura été atteint. Tout le monde sait que seul un aventurier et un fieffé salaud pouvait se maintenir au sein des « organes », comme on appelait le KGB. Et tous méprisaient les mouchards. Le général A. Sterligov, déjà cité, était devenu président de l'Assemblée nationale russe (Sobor) — outre sa participation au Front du Salut national — et, en tant qu'homme relativement peu instruit et peu sympathique, il personnifiait pour ainsi dire le « guédiste » assoiffé de pouvoir politique.

C'est de façon très singulière que Sterligov défend l'« idée russe » — en faisant des dithyrambes au complexe militaro-industriel : « La justice consiste pour nous à défendre les intérêts économiques de notre producteur national, en premier lieu du complexe militaro-industriel légué par nos grands ancêtres » (*Pravda*, 8 septembre 1993). Le CMI vit aux dépens du pays. Et qui pourrait croire que les généraux directeurs des usines du CMI vont renoncer de plein gré à leurs anciennes et puissantes prérogatives ? Ces directeurs-là sont prêts à tout payer à Sterligov, comme aux combattants de l'UNR à Krasnoïarsk, Moscou, Saint-Petersbourg, etc. Ce n'est pas pour rien non plus que Jirinovski ne se lasse pas de répéter la phrase-clé de sa plate-forme électorale (« Je ne laisserai pas démonter le CMI ») et qu'il a pleinement réussi à faire entrer toute sa liste de députés au parlement russe version 1994.

Le lieutenant général Léonide Chébarchine, un homme plein de charme, ne travaillait pas dans l'intendance du KGB comme Sterligov, mais dans les renseignements extérieurs. Et c'est avec force qu'il énonce ses positions anti-occidentales : l'Ouest nous donne des crédits et de l'aide humanitaire, achète nos ressources énergétiques, mais ne nous laisse pas entrer sur ses marchés et refuse catégoriquement de réaliser avec nous le moindre projet économique d'envergure. Cela prête à discussion, mais les paroles de Chébarchine sont une sorte de postulat en béton armé que nos patriotes assènent aux démocrates. Il suffit de les écouter (*Komsomolskaïa pravda*, 9 septembre 1993), et l'on comprend que le KGB et le CMI, une fois revenus au pouvoir, consacreront de nouveau des dizaines, des centaines de milliards de dollars chaque année afin de retrouver la suprématie mondiale (la « grande Russie », la « mission historique de la Russie », etc.).

Le ministère de la Sécurité et sa structure militarisée et ramifiée, qui englobe chaque village, chaque rue, chaque entreprise, doit être aboli et non laissé à ses jeux politiques de toujours. Il est risible de voir le vice-premier ministre Egor Gaïdar se plaindre dans la presse de l'inaction des «

organes » et réclamer leur aide et soutien, mais n'entendre en réponse que des faux-fuyants et des balbutiements confus (*Izvestia*, 4 septembre 1993).

Après le putsch d'octobre, le ministre de la Sécurité Nikolaï Golouchko (ancien chef de la Ve Section du KGB de l'URSS, c'est-à-dire de la police politique, de la chasse aux dissidents) a entrepris de « donner » les vaincus, déclarant qu'il possède des matériaux compromettants sur toutes les structures commerciales ayant aidé Routskoï en septembre et octobre

1993. Qu'est-ce qui a valu à Golouchko la médaille « Pour le courage personnel » décernée par Eltsine ? Le fait d'avoir choisi de ne pas rallier les putschistes parlementaires, même si les dirigeants du ministère de la Sécurité ont alors tout laissé à vau-l'eau, sans se mêler des événements qu'ils se contentaient d'enregistrer en attendant de voir qui l'emporterait pour rejoindre les vainqueurs.

La sécurité d'État est, en Russie, comme l'Église orthodoxe : elle perdure par tous les temps et sous n'importe quel régime. Ce n'est pas un hasard si les « cadres supérieurs » de ces deux entités ont été sélectionnés par les mêmes personnes. Et si la position des gens de la sécurité et du patriarche Alexis II a paru neutre durant le putsch de 1993, mais avec une évidente sympathie pour le président Eltsine. Si ces deux forces politiques des plus influentes n'avaient pas attisé le feu en sous-main, il n'y aurait pas eu de putsch.

Les organes de la sécurité sont maîtres de la Russie et de toute la CEI. Les collaborateurs du KGB d'Asie centrale, du Kazakhstan, de Transcaucasie, d'Ukraine et de Biélorussie se sentent en Russie comme chez eux et y punissent brutalement les « hérétiques » parmi leurs opposants émigrés. En d'autres termes, la police politique est restée, grâce au KGB, ce qu'elle était à l'échelle de la CEI, où quiconque ose lui désobéir peut se retrouver sous terre. On brise le crâne de dizaines de journalistes ayant protesté contre la violation des droits de l'homme dans leurs pays.

Quand une ex-république de l'URSS est-elle censée tomber à genoux devant le Kremlin pour implorer son retour dans la CEI ? Eh bien, lorsque le ministère de la Sécurité de Russie donne son aval, après avoir « travaillé » avec ses homologues du jeune État concerné (Tadjikistan, Géorgie, Azerbaïdjan, etc.). Il est clair que les « activistes » de la sécurité dans ces pays ont fait leurs études dans les écoles du KGB à Moscou et ne peuvent que jouir de la confiance de la Loubianka (siège du KGB à Moscou). Jamais les parlements de tous niveaux n'ont eu en leur sein autant de personnes venues du ministère de l'Intérieur, du KGB et du Parquet, comme le disait, au milieu de 1991, Oleg Poptsov, chef de la Chaîne de Russie et membre du parlement russe. Cela reste valable en

1994, à l'échelle de la CEI. Les hommes du KGB restent vivaces grâce à leur alliance avec ceux qui possèdent l'argent : la nomenklatura, le monde des affaires et le milieu. Le KGB s'est toujours trouvé au pouvoir, s'occupant des affaires les plus sales et viles. Le martyrologe de ses victimes n'est pas encore publié, les criminels en galons continuant d'occu-

per de hauts postes et de dilapider le budget d'État à des choses dont la société n'a aucun besoin.

Il reste à faire une véritable enquête pour savoir où le KGB a dépensé les énormes sommes d'argent volées au peuple, déclare Alexandre Yakovlev, ex-membre du Bureau politique du PCUS et idéologue de la perestroïka (*Troud*, 23 février 1993). Il ajoute que le KGB, en tant que force de choc et service de sécurité du système, a enfanté des montagnes de cadavres et constitué des dossiers sur tous les Soviétiques sans exception. Malheureusement, on n'a pas encore entrepris en Russie de supprimer, voire de réduire la police politique. Le nouveau ministère de la Sécurité compte 20 sections au lieu des 16 qui existaient au sein du KGB. Rien que pour les salaires de ses employés, le ministre de la Sécurité Barannikov réclamait, le 6 janvier 1992, huit milliards et demi de roubles (prix d'avant la réforme ; dans l'empire de la consommation réservé au KGB, un rouble valait plus d'un dollar).

Le KGB n'est pas une organisation qui puisse s'améliorer ou se détériorer, écrivait le célèbre défenseur des droits de l'homme Lev Timofeïev (*Natchalo*, n° 32, 1992). Selon lui, le KGB est un état de la société, une maladie de la conscience sociale, et la société ne pourra guérir que lorsque le KGB aura été détruit. Mais le KGB reste vivant. Après une conférence de presse plutôt rude (4 février 1993), où il avait porté des accusations à l'adresse des services de sécurité, Sergueï Grigoriants, le plus célèbre journaliste de Russie, s'est vu privé de téléphone chez lui. Sous Brejnev-Gorbatchev, il avait passé neuf ans en prison comme détenu politique, à quoi vient de s'ajouter, sous Eltsine, le saccage du siège de son journal.

Grigoriants estime que l'esprit du KGB continue de planer au-dessus de la Russie. Cette organisation régnait au Soviet Suprême et y faisait adopter des lois rédigées selon son goût. Le KGB dispose, grâce aux officiers de la « réserve active » (en mission commandée), de centaines de suppôts dans toutes les structures-clés de l'économie, de la banque, de l'administration, ainsi que dans la presse et à la télévision.

Grigoriants, malgré sa lutte en faveur des droits de l'homme et ses années de réclusion, n'est pas devenu un critique haineux, plein de parti pris. Il a organisé une série de conférences internationales sur le thème « Le KGB hier, aujourd'hui et demain », avec publication des débats auxquels participaient la crème de la Russie actuelle, les meilleurs des meilleurs, les vedettes du libéralisme russe. Ces hommes, simplement honnêtes et courageux exigent : 1) l'interdiction des activités que les organes de sécurité mènent sur le territoire russe contre leur propre peuple ; 2) des poursuites judiciaires contre les employés de la sécurité d'État ayant commis des crimes réels ; 3) l'impossibilité pour les collaborateurs des « organes » d'accéder à des postes d'État et à des fonctions éligibles ; 4) la restitution des archives des dissidents et des personnalités culturelles à leurs propriétaires ou à leurs héritiers. Grigoriants a intenté une action en justice contre le KGB après avoir vainement tenté, durant des années, d'obtenir ses archives qui lui furent confisquées (notamment des manu-

scrits inédits de l'écrivain Varlam Chalamov qui passa de longues années au goulag). Larissa Bogoraz n'a pas obtenu la dixième partie des archives de son mari Anatoli Martchenko. Eléna Bonnair s'est entendu déclarer que les 500 tonnes de documents concernant Andreï Sakharov ont été détruits. L'on n'a pas non plus restitué les archives de Victor Nékrassov et de milliers d'autres écrivains et artistes soviétiques.

Toujours selon Grigoriant, alors que l'État s'affaiblit, les organes de la sécurité gagnent en vigueur, devenant plus autonomes et moins contrôlables (*Rossiiskie vesti*, n° 12, 1993). Des centaines de milliers de collaborateurs actifs du KGB, qui disposait de colossales possibilités financières et organisationnelles, en quittent aujourd'hui les rangs pour créer leurs propres structures que personne ne contrôle, estime encore Grigoriant. Contrairement aux services spéciaux occidentaux, les nôtres sont des structures administratives. « Là-bas », les responsables de ces services ne font pas partie du gouvernement ou du parlement, n'assurent pas la protection du secret dans les entreprises. « Là-bas », il existe un Etat de droit ; chez nous, un Etat policier où les « organes » disposent d'un pouvoir énorme dans tous les domaines, à tous les échelons de la société.

Le KGB ne s'est jamais décidé à perdre son influence intégrale dans toutes les institutions du pays, dans toutes les entreprises. Quant au contrôle de l'information « à des fins de service » ou pour des raisons de « secret », il a toujours été le maître absolu. Un clerc à demi illettré de la Première section, chargé de présenter tel ou tel document aux employés d'une usine, jouissait d'un pouvoir réel sur le directeur et sur les ingénieurs, pouvant en fait envoyer les uns et les autres derrière les barreaux. Il fallait payer pour les secrets, aussi chaque directeur d'entreprise s'efforçait-il d'avoir accès aux dossiers militaires. Parfois, il n'apposait le sceau « top secret » que pour échapper au contrôle de ses supérieurs comme de son propre collectif. Le secret permettait de faire en sorte que le moins de gens possible viennent mettre le nez dans les affaires de la direction, à l'exception, bien sûr, du KGB, avec les employés duquel il fallait traiter pour ainsi dire chaque jour.

En entourant d'un voile de secret nos instituts de recherche et nos entreprises, nous causons à notre propre pays un préjudice annuel évalué à 60 milliards de roubles (même chose en dollars) (*Moskovskie novosti*, 9 mai 1993). Et il faut ajouter à ces pertes dix milliards de roubles « lourds » (dollars) qui servaient chaque année en URSS à payer les 4 millions de fonctionnaires chargés d'assurer la protection de secrets inexistants. Combien de millions de gens déconnectés de l'activité économique, de parasites ou d'employés des services secrets du régime ! Or aucun d'entre eux n'a été licencié sous Eltsine.

Ces services secrets sont le cancer de l'industrie et de la science militaires, un cancer qui les ont étouffés durant des décennies. 99 % des secrets du pays sont une fiction qui ne sert qu'à nourrir une légion de fainéants et d'imbéciles qui, pour cette raison même, ont été chassés de

l'état-major du KGB dans chaque ville du pays. Le dossier de chaque employé de n'importe quelle entreprise était constitué par une armée de mouchards récompensés par les « organes » : bons de séjour dans une maison de repos, primes, promotion, etc. Et tout cela aux dépens de cette même entreprise. C'est sous l'œil vigilant des services secrets que l'on soutenait des thèses qui ne sont plus, aujourd'hui, lues par personne, que l'on gardait sous le boisseau des inventions authentiques ou fictives dont plus personne n'est au courant. Et en même temps, il suffisait d'un petit bakchich pour avoir accès aux informations secrètes authentiques — 1 % du total — estime un auteur de *Stolitsa* (n° 21, 1992).

Plus il y a de secrets, vrais ou faux, plus il y a d'argent, et plus les services secrets coûtent cher. Si l'industrie militaire fait traîner en longueur la reconversion, c'est aussi parce que l'armée paie ses commandes cinq fois plus cher qu'un client civil. Cette industrie ne passe pour puissante que grâce à l'épais voile de secret qui l'entoure et à l'ampleur des subventions. La majorité de toutes les « innovations » techniques sont tout bonnement copiées des analogues occidentaux puis... mises au secret. A présent, nous souhaitons vendre ces « acquis » à l'Occident, bien entendu à des prix défiant toute concurrence. Quant aux services secrets, ils se sont reconvertis dans l'activité économique extérieure, avec la compétence et le sérieux propres aux tchékistes.

L'hebdomadaire *Stolitsa* (n° 21, 1992) est persuadé, au terme d'une série d'enquêtes sur les services secrets, d'avoir découvert le plus terrible des secrets d'État : il n'y a presque pas, au sein de notre CMI, de cadres et de cerveaux de valeur, de technologies et d'idées qui pourraient tirer l'économie russe du fossé où elle se trouve.

De même que l'aide humanitaire de l'Occident ne saurait nourrir la Russie, de même les anciennes entreprises secrètes ne peuvent servir d'assise à une économie normale. Le facteur humain y fait obstacle car, dans ces entreprises truffées de tchékistes, il n'y a presque pas d'employés normaux : tous ne font que simuler une activité zélée. Mais plus on travaille sans hâte, plus on y gagne ; c'est le meilleur moyen de préserver sa santé, à condition de ne pas se souler par désespoir et nostalgie d'un travail véritable.

Ces mêmes services secrets ont converti le pays en un vaste dépôt spécial, à l'image de la principale bibliothèque (ex-Lénine) de l'URSS puis de Russie, où le lecteur n'a pas accès au fonds inestimable du catalogue général (et encore celui-ci ne recueille-t-il pas tous les livres). Le lecteur n'a droit qu'à un catalogue où figure seulement un livre sur deux. Vu que tout le monde ne vit pas à Moscou, et que tous ceux qui le voudraient ne sont pas forcément inscrits à la bibliothèque nationale, c'est la moitié de ses fonds qui n'ont jamais été utilisés par quiconque. Les acquis, aussi modestes soient-ils, de notre complexe militaro-industriel, protégé par un secret total, sont allés aux oubliettes grâce aux efforts des tchékistes, de façon plus navrante encore que les livres de la bibliothèque ex-Lénine dépourvue de la moindre informatique.

Il subsistait toujours en 1993, au Service des renseignements extérieurs, une section de désinformation, une autre d'« espionnage illégal » (les garde-frontières finlandais ont par exemple attrapé, il y a peu, deux citoyens britanniques qui parlaient un anglais exécrable : un scandale, le monde entier s'esclaffe, mais les malencontreux espions sont renvoyés chez eux, à Moscou), sans parler des opérations dans les pays occidentaux. A cela s'est ajoutée la vente de documents d'archives secrets aux services occidentaux, si bien que le nombre de nos transfuges aux États-Unis ne dépend plus que des capacités du service d'immigration américain. Tout ce dont notre espionnage est capable ne paraît guère professionnel dans la plupart des cas. Mais même s'il en sort un chef-d'œuvre d'analyse et de prévision, cela ne servira à personne car nos dirigeants, de Staline à Eltsine, pas plus que toute l'infrastructure politique et militaire du pays, ne sont généralement réceptifs aux conseils provenant de sources compétentes.

Il vaudrait mieux que nous n'ayons ni armée, ni CMI, ni KGB : notre capacité de défense n'en serait pas détériorée. Il est tout bonnement absurde d'évoquer l'efficacité d'un seul de ces trois maillons à une quelconque époque de notre histoire. Des millions de fonctionnaires russes en galons ne s'emploient qu'à faire semblant de travailler afin de prouver qu'ils ne dévorent pas en vain l'argent du peuple. Ladite trinité engendre plus de délits économiques qu'elle n'en découvre. Et elle s'accroche au pouvoir, ne le lâche pas des mains. Le ministère des Affaires étrangères de Russie emploie 6 000 à 8 000 personnes ; deux fois plus travaillent aux Renseignements extérieurs uniquement ; sans compter que ce service a pour « assistants volontaires » presque la totalité des colonies russes à l'étranger, indépendamment de leur subordination administrative. Les Russes en mission à l'étranger, depuis le chauffeur jusqu'au journaliste, ont toujours moins besoin de la « bénédiction » de l'ambassadeur que de celle du résident des services secrets, s'ils souhaitent continuer de se rendre à l'étranger aux frais de l'État.

Le ministère de la Sécurité a récupéré, en 1993, les unités de garde-frontières qu'il avait failli perdre. Il s'agit là d'un gros fardeau pour le budget russe car on doit réaménager et entretenir 62 000 kilomètres de frontières de la CEI, ou bien bâtir une nouvelle frontière sur le périmètre méridional et occidental de la Russie — des milliards de dollars des contribuables, des milliers de soldats tués rien que pour permettre aux chefs des garde-frontières de s'emplier les poches.

Voici 70 ans que plusieurs hectares de terrain au centre de Moscou sont occupés par la Tchéka-NKVD-MGB-KGB-MB. Cette espèce de « Chicago », loin de s'abrégier comme le mot qui lui a donné naissance (TchéKa), réclame aujourd'hui 10 000 à 12 000 m² de nouveaux locaux ici même, au cœur de la capitale, bien qu'il existe déjà à Moscou une cinquantaine de ces « Chicagos » qui sont plus des quartiers que des immeubles (*Argoumenty i fakty*, n° 2, 1993). Boris Eltsine a créé son propre KGB fort de 20 000 hommes : l'ex-Neuvième section du KGB, aujourd'hui Département central de protection de la Fédération de

Russie, qui n'est contrôlé par personne et jouit, soi-disant, de la confiance du président. Pourtant, dans la nuit du 3 au 4 octobre 1993, il n'y avait personne pour défendre le Kremlin et Moscou face à quelques centaines de commandos, si bien que le pouvoir d'Eltsine n'a tenu qu'à un fil.

« Loubianka retrouve sa puissance d'antan », estime *Megapolis Express* (3 février 1993). Le KGB est désormais chargé de la lutte contre la contrebande et la corruption, de la sécurité économique, du contre-espionnage militaire, du contre-espionnage tout court. En 1992, il avait découvert 20 espions étrangers, arrêté 200 hauts fonctionnaires coupables de concussion. Les organes dirigeants de certaines organisations démocratiques sont composés plus qu'à moitié (sic !) d'informateurs du KGB (*Goloss*, n° 23, 1993). Le ministère de la Sécurité a arrêté un capitaine de la milice de Saratov, Igor Lykov, qui avait raconté dans la presse comment les « organes » travaillent avec les mouchards et les « indics ».

La législation actuelle ne permet pas d'assurer un contrôle parlementaire des activités dudit ministère, du GRU, des Renseignements extérieurs, etc. Nikolai Arjannikov, vice-président du Comité du parlement pour les droits de l'homme, constatait que les services spéciaux devraient être non moins surveillés que les entreprises du CMI. Et d'ajouter que seul le diable sait ce que les « organes » trament dans la sphère financière, au point qu'il est impossible de comprendre où va l'argent alloué aux services de sécurité par le ministère des Finances (*Megapolis Express*, 9 juin 1993).

Le ministère de la Sécurité contrôle l'armée (avec le GRU), vend des armes (voir le scandale avec Dmitri Yakoubovski), recueille des matériaux compromettants (les « 17 valises » de Routskoï renfermant des accusations de corruption peu probantes contre les membres du gouvernement), organise des putschs (en octobre 1993, les tchékistes russes ont manifestement perdu face à leurs traditionnels rivaux de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'armée), met au point des perquisitions presque chez le président de Russie (le ministre de la Sécurité Barannikov fut limogé après que les tchékistes eurent retourné en plein jour tout le bureau de Mikhaïl Poltoranine, un des plus proches compagnons de Boris Eltsine). C'est aussi la « sécurité » qui avait tenté de mettre au banc des accusés le vice-premier ministre Choumeïko (qui s'en tira par miracle), en même temps qu'il facilitait le jeu de tous les adversaires d'Eltsine et de Gaïdar, formait un cabinet des ministres parallèle (conduit par Youri Skokov dont Eltsine a eu toutes les peines du monde à se débarrasser).

Irji Valenta, directeur de l'Institut des relations internationales à Prague, se souvient qu'Eltsine lui avait parlé de deux accidents de la route dont les victimes faillirent être le président lui-même et son conseiller Sergueï Chakraï (*Komsomolskaïa pravda*, 14 novembre 1992). L'ancien premier ministre polonais Jaroszewicz et l'ex-secrétaire général du parti communiste tchécoslovaque Dubcek sont morts prématurément (le second dans un faux accident de la route, le premier assassiné chez lui avec

sa femme) dès qu'ils eurent accepté de témoigner au procès de Moscou sur l'interdiction du PCUS, rappelle Sergueï Grigoriants dans les *Izvestia* (12 janvier 1993).

Même en faisant abstraction de ces actes de terrorisme non encore prouvés, il suffit d'évoquer la paisible « ère de Brejnev ». On persécutait les dissidents et les mettait en prison, mais on ne tuait pas en série. Les plus indésirables étaient expulsés à l'étranger. En fait, à y regarder de plus près, la situation des droits de l'homme s'est aggravée en URSS-CEI depuis cinq ou sept ans. S'il n'y a plus de prisonniers politiques sous Gorbatchev-Eltsine, on assomme les plus récalcitrants à coups de brique dans un escalier sombre, on les bat et les déshabille. Le plus souvent, l'affaire est confiée à des truands qui ne savent même pas qui ils estropient ou tuent, ni pourquoi.

Vous pouvez être volé ou simplement ruiné. Il n'y a pas chez nous de système de protection des ordinateurs, mais, par contre, énormément de filous habiles qui pénètrent par téléphone sur le réseau informatique d'une banque, en dépit des mots de passe changeants et du code d'entrée sur ledit réseau. Or ce sont justement les anciens et actuels hommes du KGB qui possèdent le matériau et le personnel indispensables à cela (*Stolitsa*, n° 44, 1992). Ainsi réunit-on les informations économiques propices au chantage, à une intervention future, etc. En outre, on peut vendre ces renseignements aux gens du racket, aux « organes » eux-mêmes, aux patrons d'entreprise. Les voleurs informatisés, soucieux de cacher leurs sources, ne cherchent même pas à grappiller de l'argent sur les comptes d'autrui, mais se contentent de vendre leurs informations.

D'autres tchékistes, également parmi ceux qui sont techniquement instruits, s'adonnent aux écoutes commerciales sur commande. Tout en faisant de l'argent, ils accumulent des informations pour leurs propres banques de données et les partagent « fraternellement » avec leur grande organisation mère qui ferme les yeux sur ces frasques de ses retraités. L'espionnage industriel dans les conditions russes consiste lui aussi à rassembler des matériaux compromettants, non pas pour la milice mais pour les truands. Une désorganisation délibérée du réseau informatique d'une banque peut par exemple permettre de stopper une comptabilité défavorable, mais aussi contraindre à transporter d'importantes sommes en liquide (on imagine la suite). Une combine bancaire réussie vaut un million de petits larcins car elle ruine la population du pays. C'est pour cette raison que le milieu, aujourd'hui truffé de tchékistes avides (non plus simplement vigilants comme naguère), exerce une tutelle si étroite sur le système bancaire dont l'État russe a d'ores et déjà perdu le contrôle.

C'est le ministère de la Sécurité qui dispose des meilleurs spécialistes en informatique et a accès aux recherches fondamentales dans ce domaine. En outre, les tchékistes possèdent des ressources incalculables (ils se réfèrent au plafond de 15 milliards de dollars qui est celui de leur homologue américain, l'Agence nationale de sécurité responsable de l'espionnage électronique). Notre Académie de la sécurité possède même ses

instituts de cryptographie, de liaison et d'informatique. Le 24 août 1993, les journaux publièrent pour la première fois des photos publicitaires de cette pépinière de tchékistes : une jeune femme grassouillette dans les *Izvestia*, une jolie blonde en civil prêtant serment (aucun espion ennemi n'est censé lui résister) dans *Krasnaïa zvezda*...

Notre Agence fédérale de liaison gouvernementale et d'informatique compte à elle seule plus de 300 docteurs et licenciés ès sciences, lesquels s'emploient aujourd'hui à créer un Système intégré de liaison confidentielle de l'État russe (téléphone, réseau d'ordinateurs, banque de données, poste électronique, télécopieurs, etc.). Tout est entièrement codé grâce aux efforts de milliers de cryptographes. Mais à quoi bon consacrer des milliards de dollars à cette besogne absurde quand le pays dispose d'un réseau téléphonique à peine meilleur que celui de la Somalie ou de l'Éthiopie ? Et de toute façon, il n'existe pas de secrets qui ne puissent être découverts par nos espions ou ceux des Américains. Entre 1980 et 1990, ces derniers ont lu tous nos messages codés comme un simple article de journal ! Car le « principal codeur du KGB soviétique », âgé de 33 ans, avait livré en 1980 tous nos codes aux Américains en échange de sa fuite aux États-Unis avec sa famille au complet. Les chefs du major Victor Cheïmov s'étaient perdus en conjectures durant dix années, mais ils préféraient persuader le Kremlin que leur codeur, sa femme et sa fille de cinq ans avaient été dévalisés puis tués en se rendant à leur datcha. Les dirigeants du KGB, sans le moindre égard aux précautions et aux « intérêts de la patrie », ne changèrent même pas les codes (*Moskovskîe novosti*, 21 novembre 1993).

3. POURQUOI ELTSINE LIMOGEA LE MINISTRE BARANNIKOV

Le KGB et le ministère de l'Intérieur ont toujours contrôlé, dans les moindres détails, les activités du milieu, allant même jusqu'à prendre soin des caïds. Il sera ici question de la rivalité meurtrière entre les différents clans de la toute-puissante sécurité d'État, lesquels contrôlent même le « bouton nucléaire » du président de la Russie, exercent une tutelle sur lui, l'informent, etc., tout en s'adonnant à toutes les formes de racket, de violence et d'économie souterraine. Ce n'est pas Eltsine qui a limogé Barannikov, mais les collègues-rivaux de ce dernier qui avait enfreint les règles du jeu (il n'avait pas dit ce qu'il fallait, s'en était pris à qui il ne fallait pas). Nos « organes » ont toujours été très vigilants et ont volé un peu à droite et à gauche. Mais, à présent, le KGB, les ministères de la Sécurité et de l'Intérieur poussent le milieu à décupler les vols à l'échelle de la Russie, de la CEI et des pays où se trouvent des colonies d'émigrés soviétiques.

Les administrations des 88 républiques, territoires et régions de Russie usent l'une après l'autre de verser des impôts à Moscou. Le président, l'armée, le parlement et le gouvernement n'ont aucun pouvoir, contrairement aux organes de sécurité. Parce que les hommes très énergiques du KGB et du ministère de l'Intérieur qui lui est subordonné incarnent l'économie souveraine ou parallèle du pays, commandent les douanes, les garde-frontières, la liaison gouvernementale, la police, les renseignements, etc.

Tous les nouveaux riches russes ont gagné leurs millions de dollars avec la bénédiction de quelqu'un. Les riches peuvent ne pas payer d'impôts à l'État, mais aucun n'a encore réussi à éviter le racket. En outre, l'État russe est désormais le « blanchisseur » de l'argent de la narcomafia étrangère.

« Ministère de la Sécurité à vendre. Mains grasses, cœur vide, tête creuse », clamait un titre d'Alexandre Minkine dans *Moskovski komsomol's* (21 septembre 1993), en confirmant ainsi une règle intangible de la vie soviétique. L'ennemi vaincu est piétiné avec plaisir, d'autant que la milice et les organes de sécurité avaient toujours été craints et haïs en Russie. V. Barannikov, destitué de son poste de ministre de la Sécurité (KGB) en été 1993, avait été peu auparavant à la tête du ministère de l'Intérieur. Peu désireuse d'expliquer les raisons véritables du limogeage de Barannikov, l'administration présidentielle avait livré à la presse quelques documents de peu d'importance mais aptes à compromettre Routskoï, Dounaïev (Intérieur), Stépankov (Parquet) et Barannikov, d'anciens démocrates ayant rallié Khasboulatov. A regarder les photos de ces hommes et de leurs adversaires (le vice-premier ministre Choumeïko, l'aventurier de petite envergure du KGB Yakoubovski, le journaliste Karaoulov, le ministre de l'Intérieur Erine et le nouveau ministre de la Sécurité Golouchko), à les écouter à la télévision et à lire leurs interviews dans la presse, on ne peut que ressentir un sentiment de honte du fait que la Russie est dirigée par des hommes aussi médiocres.

Erine a déclaré, après le putsch d'octobre, qu'il avait reçu des mains du président Eltsine une haute récompense du pays pour son « travail professionnel, compétent, sans bavures » (*Podmoskovnyé izvestia*, 10 novembre 1993). Le procureur de Moscou Guénnadi Ponomarev juge au contraire que la milice de la capitale a fait preuve, les 3 et 4 octobre, d'une inaction criminelle, sans accomplir les tâches qui lui incombent directement. Les détachements spéciaux de l'OMON venus de toutes les régions de Russie et les forces de la milice locale ont littéralement mis la capitale à feu et à sang. La milice a systématiquement violé les droits de l'homme et s'est convertie en un facteur déstabilisateur de la société. Conjointement avec la sécurité d'État, elle a tout fait, le 3 octobre, pour que les putschistes puissent s'emparer de Moscou : ni gaz lacrymogène, ni balles de caoutchouc, ni lance-eau, ni fusils ; tout a « subitement » disparu. Sous la pression de la foule, l'OMON a docilement abandonné ses boucliers et ses matraques, ses cars et ses camions, avant de prendre la fuite. Entre le milieu du 3 octobre et le milieu du 4, la milice est restée enfermée dans ses casernes et ses commissariats, ne sortant dans les rues de Moscou que lorsque l'armée s'est emparée du parlement.

Il faut pourtant savoir que la milice n'est pas simple en Russie. Quand les policiers n'y arrivent pas, on amène en renfort l'OMON. Si cela ne suffit pas, les troupes régulières du ministère de l'Intérieur sont appelées à la rescousse. Enfin, il existe l'élite de ce ministère : les unités spéciales (*spetsnaz*). Or, les dirigeants du ministère de l'Intérieur, au plus

fort du putsch d'octobre, se sont lavé les mains durant vingt-quatre heures. « Ces chiens nous ont à nouveau trahis, ils nous ont piégés en se cachant eux-mêmes dans les buissons pour attendre de voir qui l'emporterait ! », dit un officier de la milice au correspondant de *Stolitsa* (n° 47, 1993).

Les commandos du fasciste Barkachov et des dizaines d'officiers de l'armée de Transnistrie (république autoproclamée en Moldavie) ont pu s'enfuir sans encombre, cependant que des milliers d'innocents venaient remplir les prisons de Moscou sous prétexte de l'état d'urgence. Il va de soi que ces personnes ont été libérées vingt-quatre heures plus tard, les poches vidées, pour céder la place à de nouvelles fournées de « richards » qui, après une fouille en règle, sont repartis plus pauvres. Quant à ceux qui ont osé protester contre ce vol, on les a battus sans pitié. Et les femmes ont bien évidemment été violées. Lorsque Moscou a donné ensuite de la voix, la milice a fait porter le chapeau à l'OMON des autres villes, soi-disant plus dépravé. Nul doute que le prestige du pouvoir d'État a fait alors une chute sérieuse. Tout le monde comprenait que Golouchko et Erine avaient été décorés au Kremlin soit pour leur dérogation à la loi, soit pour les amadouer.

Les journaux moscovites (qui ne sont pas diffusés au-delà du centre de la capitale), et non pas la télévision, ont pris l'initiative de dire qu'Eltsine ferait bien de procéder enfin à une épuration de l'armée, du ministère de l'Intérieur, des organes de la sécurité, des tribunaux et du Parquet (*Moskovski komsomolets*, 16 octobre 1993 ; *Ségodnia*, 23 octobre 1993).

La faute de Barannikov n'est pas que son épouse et celle de Dounaïev se soient rendues en Suisse avec l'argent donné par Yakoubovski et en aient ramené 21 valises de « cadeaux » valant une centaine de milliers de dollars. La disgrâce de Dounaïev n'est pas liée au fait qu'il a rapporté de Kaliningrad, en avion militaire, des tonnes de parures en ambre pour les revendre, alors que Golouchko, le nouveau chef de la sécurité, a gagné tous ses galons en persécutant les dissidents. Non, la raison véritable est que, grâce à ces officiers, le mot « mafia » est devenu en Russie aussi populaire que « vodka », « ours » ou « balalaïka ».

Nous croyions déjà nous être débarrassés du goulag et que les temps terribles étaient révolus. Mais non, ce n'est pas mieux aujourd'hui. Le ministère de l'Intérieur et le KGB se sont débrouillés pour convertir toute la CEI en une « zone ». Comme au goulag, les mœurs en Russie sont celles du bizutage dans l'armée, du cruel arbitraire qui, dans les prisons et les camps, s'abat sur les pauvres et les faibles. Les truands, les mafiosi respectables, flanqués d'une armée d'aides brutaux et féroces, contrôlent absolument tout dans le pays. L'administration (la milice, la sécurité) n'a plus qu'à observer les événements, à donner des instructions aux truands et percevoir un tribut.

En conséquence, le contribuable est dépouillé deux fois : il lui faut subvenir à l'entretien des forces de l'ordre et payer en sus à la mafia criminelle et commerciale. Les médias russes font également des bénéfices

grâce à la publicité pour les tenants du pouvoir. Et personne n'ose dire que les organes de la sécurité et les forces de l'ordre sont les véritables organisateurs de la criminalité en Russie. Les truands, les mafiosi connus ne sont cités dans la presse qu'après leur mort ou lorsque les circonstances politiques y contraignent.

Afin d'effrayer le public et arracher au Kremlin des injections budgétaires supplémentaires, la milice entonne volontiers la rengaine d'une croissance inouïe de la criminalité. Le milieu, à son tour, ne dédaigne pas se faire de la publicité en payant grassement au cinéma et dans la presse une description pittoresque de son influence illimitée et de son impunité absolue. Un collaborateur de la milice peut expliquer à un reporter la façon dont les hommes d'affaires véreux s'enrichissent, mais pas question de fournir des noms et des adresses. Ce qu'il y a de terrifiant, c'est que l'État a cédé (bien sûr, sans le crier sur les toits) au milieu et à l'économie souterraine le fardeau de l'entretien des « forces de l'ordre ». En conséquence, la milice et les tribunaux, la sécurité et les procureurs ont foncièrement intérêt non pas à vivre parmi des citoyens respectant les lois, mais à contrôler le milieu toujours plus riche et nombreux. En effet, un homme honnête (ou pauvre) ne peut pas donner de pots-de-vin...

On emprisonne moins sous Gorbatchev-Eltsine, car que peut-on tirer d'un détenu, quand un voleur en liberté, bien surveillé, saura se débrouiller pour que ses contrôleurs soient également rassasiés ? Ce qui est en marche chez nous, c'est une redistribution de la propriété en l'absence presque totale de structures judiciaires et législatives. Tous les juges, procureurs, officiers de la milice et de la sécurité perçoivent automatiquement, sur chaque transaction liée à la propriété, un pourcentage tacite. Un jeune voyou peut exercer son racket sur les kiosques privés : la milice ne s'intéresse qu'aux grosses structures commerciales en préférant agir, comme toujours, par l'intermédiaire de délinquants.

Le système de l'économie souterraine est si bien huilé et a pris une telle ampleur en Russie depuis la fin des années 1950 qu'un honnête homme, peu familier avec lui, ne doit même pas tenter d'occuper de hauts postes administratifs : il n'y fera qu'empirer les choses (Doudaïev, Eltchibeï, Gamsakhourdia). Pourquoi les affrontements armés ont-ils cessé en Moldavie ? Parce que notre ex-compatriote, le Suisse Boris Birstein, qui avait acheté les hôtels de l'Intourist soviétique à Kichinev et y avait perdu de l'argent à cause de la guerre, mit dans un avion Routskoï et Barannikov pour les envoyer négocier à Kichinev et Tiraspol. La paix s'est alors installée en Transnistrie et les bénéfices de Birstein ont pu être sauvés.

La Tchetchnie rebelle et « indépendante » est également nécessaire à bien des gens en Russie, mais à d'autres fins. « En automne 1991 les Tchétchènes approvisionnaient activement en armes différents groupes de l'ancienne Yougoslavie », affirme un rapport spécial destiné au Congrès américain (*Litératournaïa gazéta*, 20 octobre 1993). Le marché de la capitale tchetchène, Grozny, contrôlé par des groupes de truands,

s'est converti, selon les experts, en un centre et une bourse de vente d'importants lots d'armements exportables. Les mitraillettes UZI (copie du modèle israélien) produites en Tchetchnie sont régulièrement retrouvées en Allemagne entre les mains des bandes locales, en Bosnie-Herzégovine. Grozny est le seul endroit de Russie où l'on peut, depuis trois ans déjà, débarquer sans visa, voire sans passeport, de Moscou comme d'Istanbul.

Le général Doudaïev parraine l'exportation illégale de grands lots de matériaux nucléaires vers les pays radicaux, notamment au Proche-Orient, écrivent les auteurs du rapport américain. Les armes de Doudaïev sont bien accueillies en Turquie, en Iran, au Soudan, en Afghanistan, au Pakistan, en Libye, en Algérie et... au Tatarstan. Les Tchétchènes recrutent en effet des Tatars et des Bachkirs pour leurs combines bancaires dans ces républiques de Russie et au Kazakhstan, tout comme pour les « opérations militaires » au Tadjikistan. Certains milieux de l'armée et du KGB de Russie sont complices avec le Tatarstan (arsenaux d'armes clandestins), avec le CMI et les autorités locales, avec la Tchetchnie (couloir sans douanes et sans barrières vers le Proche-Orient, la Turquie et les Balkans, à travers la Géorgie ou l'Abkhazie), avec la Bulgarie (où les collaborateurs des anciens services spéciaux restent nombreux), avec le milieu de Yougoslavie et d'Italie. Toujours selon les experts américains, des entrepôts de matériaux nucléaires venus des pays de la CEI se trouvent en Croatie et dans d'autres lieux d'Europe de l'Ouest. On amène en Allemagne des échantillons et des documents techniques, cependant que les transactions se font dans les centres financiers de ce pays et sous l'œil de la mafia italienne. Les États islamiques radicaux approvisionnent les intermédiaires italiens en drogue et faux dollars afin de payer les matériaux nucléaires.

La chaîne reliant la Tchetchnie aux Balkans s'est créée à mesure que les troupes soviétiques quittaient la Pologne et l'Allemagne. En 1992, dit le rapport cité, les agents polonais avaient « tenté à plusieurs reprises d'intercepter les ogives nucléaires sortant de Letnica, la principale base soviétique dans le sud-ouest de la Pologne ». Au début de 1993, poursuivent les experts, « la mafia proposa 9 bombes atomiques à des pays proche-orientaux ». Tout ceci ressemble fort à la vérité car un « spécialiste » moyen du KGB ou du GRU pouvait facilement organiser la livraison de centaines de tonnes de marchandises — tout comme des convois militaires — par les aéroports militaires russes en Pologne, en Allemagne et en Russie, sans la moindre ingérence des douanes. Même chose des convois militaires. Le journaliste Youri Chekotchikhine, qui a publié dans le journal mentionné le rapport des experts J. Bodazki et Von S. Forrest destiné au Congrès (7 juillet 1993), rappelle que les matériaux nucléaires sont aujourd'hui une des principales sources de revenus criminels. Mais la presse russe passe généralement ces faits sous silence, étant donné que nos personnages officiels (ministère de l'Énergie atomique, douanes, sécurité) s'indignent et tiennent les publications de la presse occidentale sur ce sujet pour une propagande hostile.

Les collaborateurs des services spéciaux de Bulgarie, de l'ex-RDA, de l'ancienne Yougoslavie et de la défunte URSS, aujourd'hui au chômage, sont aussi potentiellement dangereux que les constructeurs de coffres-forts, les technologues du papier-monnaie, les boxeurs et les karatékas hors pair, les spécialistes du poison, les codeurs militaires, etc. Les experts de ce genre devraient être le moins nombreux possible. Il faut à tout prix éviter qu'ils se retrouvent dans l'opposition, dans la clandestinité, parmi les parias de la société. Dans les pays précités, la plupart des gens ayant servi le KGB soviétique ont transmis leur savoir-faire, leurs liens secrets et leur information au milieu et à l'opposition « rouge-brun ». Au début de 1993, la police allemande a découvert plus de 120 cas de contrebande des matériaux radioactifs en provenance de pays de la CEI. En Russie, un de ces cas découverts correspond à dix opérations analogues menées à bien par le milieu.

Une nouvelle guerre contre l'Occident aurait-elle commencé ? A peine disparue l'URSS, l'exportation nucléaire clandestine n'a fait que s'accélérer. Une fois le « rideau de fer » tombé, les agents du KGB ayant quelque expérience de contact avec les étrangers sont devenus des instructeurs de la mafia russe, laquelle se lançait à l'assaut des marchés étrangers avec sa drogue bon marché provenant d'Asie centrale et d'Afghanistan, ainsi que ses armes nucléaires tout aussi bon marché parce que volées.

« Les transporteurs aériens des troupes russes stationnant au Tadjikistan sont le nouveau moyen de transit de l'opium afghan », écrit-on dans le journal *Moskovskíe novosti* (12 septembre 1993), qui mentionne par ailleurs une coïncidence curieuse dans les chiffres du Centre international de lutte antidrogue : au plus fort de la guerre d'Afghanistan, en 1988, on produisait dans ce pays 750 tonnes d'opium, alors qu'en 1989-1990, après le retrait des troupes soviétiques, la production était tombée à 415 tonnes par an. L'aggravation du conflit tadjik a fait regimber ces chiffres : 570 t en 1991, 640 t en 1992. Nous pouvons être fiers de ce que le prix de la drogue au Tadjikistan, en Kirghizie et en Ouzbékistan est parmi les plus bas au monde. Le pavot et le chanvre y sont cultivés de façon presque officielle ; autrement, une moitié des habitants mourraient de faim. Quant à la Russie, la drogue y est surtout diffusée par les Azéris, avec pour couverture légale le commerce des fruits et légumes. Si les prix de ces denrées sont si élevés, presque inabordables, c'est que les Azéris ont pour but d'écouler non des ananas et des tomates mais une tout autre marchandise.

De quoi fait-on aussi commerce dans les pays de la CEI ? Par exemple, de passeports soviétiques. Le journal *Vek* (n° 34, 1993) assure que le nombre de passeports délivrés en Adjarie dépasse de beaucoup le nombre d'habitants de cette république, qui fait partie de la Géorgie. Les étrangers peuvent acheter dans les villes de Transcaucasie et du Caucase, moyennant un bakchich pour les miliciens, des passeports portant l'emblème de l'URSS (il n'y a toujours pas d'armoiries russes) et se déplacer tranquillement à travers la CEI. Les visas des consulats russes font aussi l'objet d'un commerce intense. Environ cent mille étrangers vivent illégalement rien

qu'à Moscou. La moitié d'entre eux sont des Chinois faisant du business. Les autres sont surtout des réfugiés munis de faux documents et qui sont venus en Russie en rêvant de passer ensuite dans un pays de l'Ouest (Africains, Irakiens, etc.).

Le lecteur aura sans doute compris maintenant pourquoi les journalistes honnêtes en Russie sont plus souvent tués que les banquiers. Des reporters anglais ont rencontré en Tchetchnie leur confrère Dmitri Grigoriants de l'*Express-khronika* de Moscou. Ils ont conversé durant une heure sans témoins et, à l'aube, après le départ des Anglais, Grigoriants a été abattu sous les yeux de sa mère (*Komsomolskaïa pravda*, 1er octobre 1993). Le journaliste assassiné ne s'était certainement pas borné à raconter aux journalistes chevronnés que le parc automobile de Tchetchnie se compose presque exclusivement de voitures volées dans les pays de la CEI et d'Europe...

Officiellement, Moscou et Grozny ne s'aiment guère. Doudaïev est le premier Tchétchène à avoir obtenu le grade de général dans l'armée d'URSS (c'est donc que le KGB et le GRU avaient en lui une confiance illimitée ?), mais il estime aujourd'hui que « la Russie est cause de toutes les guerres, ses soldats soutiennent tantôt l'Arménie, tantôt l'Azerbaïdjan, elle mène un jeu tout aussi grossier dans la guerre entre Géorgiens et Abkhazes, dresse les Ossètes et les Ingouches les uns contre les autres, pose le piège de la guerre civile aux Tadjiks, aux habitants de la Bosnie-Herzégovine » (extrait d'une interview à *Milliet*, repris dans *Troud*, 1er octobre 1993). Au journaliste qui lui demande si les courroies de l'économie moscovite sont effectivement passées aux mains des Tchétchènes, Doudaïev répond : « En effet, nous avons cette influence. Mais n'oubliez pas que les Russes sont des gens grossiers, peu débrouillards. Les succès des Tchétchènes en affaires arrangent d'ailleurs aussi les Russes. A Moscou il n'y a pas seulement les Tchétchènes, mais la mafia du monde entier. Là se retrouvent aujourd'hui tous les voleurs et spéculateurs qu'il y avait dans les anciennes républiques soviétiques. Et les dirigeants de là-bas ne se distinguent en rien d'eux. Ils accaparent, volent, marchandent. Les Tchétchènes tranchent un peu sur cette toile de fond, et ça arrange les Russes. Ils peuvent faire retomber la faute sur la mafia tchetchène. Mais en principe notre mafia est une bonne mafia ! » Le général Doudaïev considère également que « tant que les États musulmans ne se seront pas unis pour briser la tête à ce serpent, ni nous-mêmes (la Tchetchnie — N. D. L. A.) ni les autres pays musulmans n'ont d'avenir ».

Un autre président, celui de la Kalmoukie voisine de la Tchetchnie, le très riche Kirsan Ilioumjinev (qui aspirait à lier amitié, fort de ses capitaux, avec tout le monde, Routskoï y compris) estime quant à lui que les structures mafieuses de l'ex-pays des Soviétiques ne furent pas créées par penchant criminel mais par nécessité vitale — afin de pouvoir vivre dans des conditions qui ne sont guère propices à la vie. Ce même Ilioumjinev avait dissous en Kalmoukie, dès le premier mois de son accession au pouvoir, tous les Soviétiques, le parlement et les organes de la sécurité, sans se faire le

moindre ennemi car il s'était entendu à l'amiable avec tout le monde. Si Boris Eltsine pouvait avoir les mêmes capacités...

Valéri Névérov (chef du groupe pétrolier Hermès) est lui aussi d'avis que non seulement les communistes mais également les démocrates ont tout fait « pour que le pire arrive : une part importante de l'économie russe a été rejetée dans le business souterrain » (*Rossia*, 13 octobre 1993). Névérov ajoute que « si l'économie russe n'a pas encore rendu l'âme, c'est en partie du fait qu'elle existe en quelque sorte en dehors des directives du gouvernement ». Les seuls à en profiter sont la sécurité et l'Intérieur qui, de leur propre initiative ou sur recommandation des bonzes de la nomenclatura, peuvent jeter n'importe qui en prison ou simplement le prendre à la gorge. On prononçait encore des sentences, au début de 1994 en Russie, conformément au code pénal de 1961 ; tout aussi périmés sont les codes de procédure pénale (contre la propriété privée et les droits de l'homme) et d'exécution des sentences.

Il y avait, en 1993, dans les prisons de Russie 40 000 personnes purgeant des peines pour « crime économique » (spéculation, trafic de devises, etc.), alors que les tribunaux ne condamnent plus pour de tels délits. Restent derrière les barreaux non seulement de petits voyous mais aussi les équipes de bâtisseurs « privées », les artisans et les possesseurs de potagers, les entrepreneurs et contremaîtres, les fournisseurs et les intermédiaires, sans parler des « chapardeurs » qui emportaient souvent de leur entreprise et des chantiers ce qui y pourrissait ou était brûlé. Aucun chef d'entreprise de Russie ne peut se passer des rapports contractuels tacites, ce qui veut dire que n'importe lequel d'entre eux, indésirable ou indocile, peut se retrouver en prison pour délit de « concussion ».

Il existe en Russie une association des responsables économiques condamnés. Et une communauté religieuse et philanthropique dite « Fraternité des détenus », qui pourrait fort bien recueillir à des élections politiques les voix de 30 millions d'anciens détenus et du million d'hommes encore emprisonnés en Russie. Un adulte sur trois, parmi les personnes en vie, a purgé une peine de prison ou a été victime de répressions judiciaires. Le parti politique de Russie le plus nombreux aujourd'hui est celui des anciens zeks. Chaque année, environ un million de personnes quittent les lieux de détention, cédant leur place à une quantité analogue de nouveaux condamnés. Une foule de gens sont victimes de l'injustice. Mais il y a encore plus de personnes qui se retrouvent sans domicile à leur libération, soit parce qu'elles sont seules ou sont rejetées par leur famille, soit parce que leur logement s'est « envolé » et avec lui la sinistre *propiska* soviétique (le certificat de domiciliation obligatoire), le travail, la protection médicale, etc. Il suffit d'avoir passé un ou deux ans en prison pour être à jamais rayé de la vie normale. Et tout est légal ; personne n'est responsable ; aucune instance officielle ne viendra à la rescousse. Le malheureux n'a qu'une solution : retourner au goulag où la main-d'œuvre est très demandée (il est vrai que depuis 1993 le chômage sévit aussi parmi les détenus des camps de travail).

Étranges sont nos lois. Un cambrioleur exceptionnel ayant « visité » à lui seul, en l'espace de quatre ans, plus de cent appartements à Moscou écope de trois à cinq années de réclusion, soit autant que s'il avait été pris pour un premier vol. Un fermier qui, dans sa propre voiture, a ouvert une boîte de conserve avec un couteau fabriqué par lui-même, au fourreau de bois, est gardé plusieurs mois (!) en prison par la milice, puis condamné par un tribunal à trois mois et demi de réclusion avec sursis. Parce que, découvre-t-il, il faut posséder une autorisation spéciale pour certains types de couteaux... Un ivrogne se bat avec quelqu'un dans le métro, un milicien les sépare, mais l'autre lui arrache par hasard son képi : le voici qui écope d'une longue peine de prison pour résistance à la force publique. Un conducteur d'autobus a bu un peu et va embrasser sa voisine de palier ; elle le repousse, il la malmène un peu ; elle va déposer une plainte, et voici notre homme condamné à trois ans de réclusion pour tentative de viol (pourtant, étant divorcé, il a sur les bras un enfant paralitique qu'il élevait avec l'aide de son ex-belle-mère). Et les zeks de cette espèce, condamnés pour la première fois sans être vraiment des criminels, constituent jusqu'à 90 % du contingent des colonies pénitenciaires et des prisons. Selon les spécialistes, jusqu'à 20 % des condamnés n'ont en réalité commis aucune faute (une interview d'Evgueni Jouravlev, ancien chef adjoint du Département principal pour les affaires correctionnelles au ministère de l'Intérieur, au magazine *Ogoniok*, n° 39, septembre 1993, en fait état).

Les conditions de détention ne sont pas enviables, il est impossible de ressortir en bonne santé. Au goulag, on meurt dix fois plus souvent de tuberculose que la moyenne russe ; le taux de maladie y est dix-sept fois supérieur, et encore s'agit-il des chiffres officiels (*Rossiïskié vesti*, n° 225, 1993). Le droit des détenus à l'assistance médicale n'est pratiquement pas réalisable faute de médecins, de médicaments. La nourriture est horrible (pas de légumes, donc pas de vitamines), tout comme les conditions d'habitat, etc. Le ministère de l'Intérieur a de moins en moins d'argent suite à la chute générale de la production. Si l'on ne ferme pas la majorité des prisons et pénitenciers (or personne ne s'apprête à le faire), ils continueront d'enfanter des millions d'invalides et de récidivistes. Les lieux de détention sont une manne céleste pour les gardiens, alors que les camps nourrissaient tout le pays sous Staline, réalisaient les grands chantiers du communisme sous Khrouchtchev-Gorbatchev.

Il ne faut pas que le personnel médical des lieux de détention soit subordonné au ministère de l'Intérieur. Et l'on doit enfin cesser de condamner les gens pour des délits insignifiants ; il vaut mieux faire payer des amendes plutôt que de nourrir les bonzes de l'Intérieur grâce au travail servile et au prix de la santé des détenus. Le communisme semble révolu, mais la moindre mention du thème des lieux de détention provoque toujours frisson et honte chez les citoyens russes : il est inhumain de garder des gens dans ces conditions-là, de les maltraiter comme le font l'administration des camps et les caïds. Nous sommes trop pauvres, paraît-il, pour

renoncer à la peine de mort : il n'y a pas assez d'argent pour entretenir 500 condamnés à perpétuité (chiffre de septembre 1993).

Le goulag est préjudiciable aux jeunes soldats, à tout le personnel des lieux de détention, aux employés qui sont contraints de vivre côte à côte avec des détenus que l'État s'emploie de toutes les façons à humilier, à piétiner physiquement et moralement. Et lorsque les millions de zeks se retrouvent en liberté, c'est le peuple russe tout entier qui assimile leur argot et leurs mœurs, la morale (l'absence de morale) des baraques de détenus. A l'école et à l'armée, dans la rue et au kolkhoze, ce sont bel et bien ces anciens zeks qui forment à leur image les jeunes. Et ce sont aussi ces détenus à la santé ruinée dans les camps ou à l'armée qui engendrent ensuite des enfants. La nation dégénère aujourd'hui pour que des milliers de fonctionnaires en galons de la milice tirent profit des centaines de milliers de zeks. Comment les rouge-brun ou les démocrates osent-ils, après cela, parler de leur amour du peuple russe ? Qu'on remette les gens en liberté sous caution : la société ne peut qu'y gagner. Même dans nos maisons de repos à 15 dollars la journée, la mauvaise nourriture donne des brûlures d'estomac. Or les détenus n'ont même pas droit chaque jour à un tiers de dollar de nourriture.

Si une grue tombe en Russie, le grutier n'est que légèrement puni. Mais s'il y a eu des victimes, il se retrouve en prison pour longtemps. Pourquoi ne se contente-t-on pas de le licencier et de lui faire payer des dédommagements à vie ? Le voleur est lui aussi envoyé derrière les barreaux, sans que ses biens soient confisqués. Voilà pourquoi grandit en Russie une génération capable de vendre son propre bébé au premier venu contre une bouteille de vodka. Plus de 2 000 enfants se suicident chaque année ; 50 000 autres s'enfuient de chez eux, la brutale paupérisation des masses ayant accru le nombre des enfants livrés à eux-mêmes. Les spécialistes affirment que lorsque ces enfants vagabonds auront grandi, dans cinq à sept ans, on assistera en Russie à une véritable flambée de la criminalité. Nous faut-il donc éviter de construire des orphelinats pour fusiller les petits vagabonds comme la Tchéka le faisait sous Lénine, comme les policiers le font aujourd'hui au Brésil ?

La baisse du niveau de vie des miliciens eux-mêmes les pousse, dans un contexte général des plus sinistres, à de petites extorsions. Vladimir Kalinitchenko, juge d'instruction des affaires très importantes au Parquet de l'URSS (aujourd'hui président adjoint de la Banque commerciale interrégionale de Moscou), a raconté dans *Megapolis Express* (18 août 1993) comment il avait enquêté sur l'assassinat d'un employé du KGB à la station de métro Jdanovskaïa : « Les résultats furent saisissants — il apparut que les miliciens tuaient, violaient et volaient les gens dans le métro ; qui plus est, les crimes de ce genre étaient commis par presque tout le personnel de la milice. »

Le ministère de l'Intérieur est depuis bien longtemps, en Russie, une sorte de communauté criminelle. Ce n'est que dans les pires cauchemars que la milice russe peut voir la fin de la corruption (des pots-de-vin) et de

la mafia commerçante. Car comment un milicien pourra-t-il nourrir sa famille, si les voleurs cessaient d'enlever chaque jour 120 voitures neuves dans les rues de Moscou, ou si le parlement décidait de punir par 10 à 15 années de réclusion ou par la confiscation des biens (au lieu d'un an avec sursis comme aujourd'hui) les voleurs de voitures ? L'assurance auto est pratiquement inexistante chez nous, mais, par contre, chaque bande de voleurs a « son » inspecteur à la milice routière, lequel fabrique en un tour de main de nouveaux documents permettant de vendre la voiture volée. Il n'y a plus qu'à suivre le nouveau propriétaire pour revoler la voiture et la revendre grâce à des papiers fictifs d'un quelconque retraité qui y trouve aussi son compte : ainsi a-t-on vendu neuf fois de suite en un mois une même voiture, d'autant plus facilement que les voleurs ont un double des clés. Un certain Tchourkine, inspecteur du poste n° 36 de la milice routière de Moscou, « refit » les papiers de 50 voitures étrangères coûteuses rien qu'en octobre 1993, pour seulement 300 dollars chacune. Si le scélérat s'est fait prendre, c'est sans doute qu'il partageait mal avec ses supérieurs.

Nos lois sont si imparfaites et leur application si aléatoire que n'importe quel petit fonctionnaire d'un office d'habitation peut mettre à un autre nom un appartement venant tout juste d'être privatisé ; l'escroc n'a alors aucun mal à vendre cet appartement, et même plus d'une fois. Il y a encore un an, lorsque tous les logements appartenaient à l'État, le processus d'obtention et d'échange des appartements était parfaitement clair, quoique long et compliqué. Mais après être devenus propriétaires de leur appartement, des centaines de milliers de vieillards, de malades et d'alcooliques ont perdu d'un coup leur logement pour avoir signé le mauvais document (quand on n'a pas contait leur signature). Il suffit qu'une personne seule s'absente pour qu'à son retour elle tombe sur de nouveaux locataires dans son propre appartement : tout est « légal » ; ni la milice ni la justice ne viendront en aide au malheureux. La privatisation des logements est devenue une affaire dangereuse en Russie, mais c'est avantageux pour la milice qui vend volontiers les informations sur les personnes seules.

Notre milice se plaît également à laisser pénétrer les voleurs dans les entrepôts, les aéroports, les trains de marchandises gardés par elle, car c'est une source de gros profits pour qui sait y faire. Dans la lointaine Tchetchnie, c'est par villages entiers qu'on va à l'assaut des trains (en avant, les femmes et les enfants, pour que les gardes ne tirent pas ; derrière, les djiguites armés). Mais laissons ce folklore aux journalistes. Les vols les plus importants sont le fait des cheminots eux-mêmes et de la milice chargée de la surveillance des trains. Les cibles préférées se trouvent dans la région de Moscou (jusqu'à 20 % des pertes causées par le vol sur les voies ferrées de l'immense Russie), dans les grandes gares de marchandises, là où les voleurs ont à leur disposition matériel, transport, etc.

La population se « criminalise » de plus en plus. Comme tout le monde se considère pauvre, tout le monde accepte des pots-de-vin, depuis l'in-

specteur de la milice routière jusqu'au ministre. Les écoliers qui lavent les voitures forment des bandes dès la fin des études, paient pour échapper au service militaire et se lancent dans le business des « durs » : ils font des extorsions, sont hommes de main, etc. Ils commettent des agressions et risquent eux-mêmes de tomber sous les coups de plus forts qu'eux, et la milice n'intervient pas : on peut seulement lire dans la presse que « l'Enroué a maté le Sabot », etc. Ce faisant, l'assassin se promène en liberté sans que quiconque s'en émeuve, comme la milice le déclare officiellement. Les gens entendent le soir des tirs dans la rue. Les uns en sont terrorisés, mais les jeunes commencent à trouver normal cet état de fait, quand ils n'entrent pas eux-mêmes dans la danse. A la tombée du jour, la vie cesse dans les villes de la CEI. A partir de 22 h, les transports urbains ne fonctionnent plus car les conducteurs craignent de circuler.

On tente de dresser l'opinion contre les fauteurs de troubles — les « personnes de nationalité non russe ». Il y a toujours quelque chose qui empêche la milice de veiller à l'ordre public : mauvaises lois, insuffisance de prérogatives, équipements défectueux, trop de travail, maigres salaires, etc. A présent, les miliciens ont à cœur de tout rejeter sur les « Noirs », c'est-à-dire sur les allogènes du Caucase. Qui s'étonnera d'apprendre qu'Ivan est un voleur et un mafioso ? Mais la presse publie des centaines d'articles sur Akop Youzbachev, de Pouchkino dans la région de Moscou, car c'est déjà du sensationnel : un beau voleur, un jeune homme qui a réussi dans les affaires et a mis le grappin sur toutes les autorités locales. On ne l'a jeté en pâture à la presse, en prenant soin d'indiquer son nom qui n'est pas russe, que pour mieux noircir Routskoï. Peu importe qu'ils se soient personnellement connus ou non ; l'essentiel, c'est qu'on a pu lire une saga sur les querelles entre mafiosi dans une ville russe où, en réalité, il faudrait juger des dizaines de fonctionnaires de la mairie et de la milice, de commerçants et de chefs d'entreprise, autrement dit, toute l'élite locale, pour refus systématique de payer des impôts et pour banditisme. Youzbachev est parti à l'étranger ; les autres n'ont pas été inquiétés. A quoi bon puisque Routskoï s'est finalement retrouvé à la prison de Lefortovo ? Et après le putsch d'octobre 1993, les hommes de l'OMON ont pu capturer, pendant une semaine dans Moscou, toutes les « gueules noires » en les plaçant devant ce dilemme : donner 10 à 20 dollars illico ou être dépouillés au poste de milice.

On nous avait pourtant habitués à croire, dans les trente dernières années, que les Juifs étaient coupables de tout. Ils sont maintenant presque tous partis. Le Caucase est en flammes, les Caucasiens ont rempli Moscou. Mais les malheurs ne viennent pas d'eux ; ce ne sont pas eux qui, par exemple, ont mis sur le trottoir des millions de femmes russes. Il existe, rien qu'à Moscou, plus de 300 firmes spécialisées dans le sexe qui publient des annonces régulières dans les journaux. Que fait donc la milice ? Elle fait généralement le tour des « points chauds » et tente de soutirer quelque chose aux souteneurs. Et des dizaines de milliers de prostituées potentielles reçoivent des visas pour aller travailler sur contrat à l'étranger.

Le ministère de l'Intérieur a déniché, à la fin de 1993, une nouvelle source de revenus fabuleux : le contrôle de l'enregistrement et de la vente des armes à feu et à gaz aux particuliers. Le nombre des tués et des mutilés va connaître une brusque poussée en Russie. D'autant que ce chiffre croît du seul fait que la milice refuse de réagir à l'importation massive et catastrophique de produits alimentaires exécrables venant d'Europe de l'Ouest et des pays du tiers monde. Presque toutes les marchandises importées sont falsifiées en Pologne et dans la région de Moscou (on y met les étiquettes de marques occidentales connues). Ou bien ce sont ces mêmes firmes célèbres qui confectionnent spécialement pour les pays pauvres (dont ceux de la CEI) des produits qu'elles n'oseraient pas vendre à leurs concitoyens. Ces derniers, en effet, ne sont pas sots au point d'acheter des articles sur l'emballage desquels sont indiqués des conservateurs aptes à susciter :

- des tumeurs cancéreuses (E103, E105, E121, E123, E125, E126, E130, E131, E141, E142, E152, E210, E211, E213-217, E240, E330, E477) ;
- des maladies de l'estomac et des intestins (E221-226, E320-322, E338-341, E407, E450, E461-466) ;
- des réactions allergiques (230-232, E239, E311-313) ;
- des maladies du foie et des reins (E171-173, E320-322).

La sécurité de la Russie ne dépend nullement du nombre d'écoutes, de délations et d'espions capturés. Il existe aujourd'hui auprès du président du pays un Conseil de sécurité qui examine tous les problèmes pouvant saper la foi de la Russie en son avenir. Ce sont les Italiens et les Chinois qui ont chez nous le plus de culot. Les premiers nous submergent de faux dollars fabriqués en Iran (jusqu'à la moitié des grosses coupures selon Interpol), apprennent à nos voleurs à falsifier les cartes de crédit, blanchissent chez nous les narcodollars et autre argent sale. Les Chinois, quant à eux, ont envahi la région du Primorié (littoral du Pacifique) et tout l'Extrême-Orient de la Russie. Il est d'un piètre réconfort de savoir qu'il est encore des pays où l'on vit plus mal qu'en Russie et dans la CEI. Mais ce ne sont pas nos conditions de vie qui attirent les Chinois : ce sont nos terres, les vastes régions frontalières que la Chine, depuis déjà un siècle et demi, considère comme lui appartenant. Il y a à peine plus de 7 millions d'habitants dans tout l'Extrême-Orient russe. Or, plus de cent millions de personnes vivent dans les régions chinoises voisines, dont une sur cinq est au chômage et presque une sur deux est atteinte de tuberculose.

Les Chinois ont autorisé dans leurs provinces du Nord la circulation du rouble russe ; les autorités y encouragent par tous les moyens l'émigration, fût-elle temporaire, des Chinois vers nos territoires. Les Chinois ont leur propre mafia, les fameuses Triades, qui tirent des milliards de dollars de la drogue et de l'émigration des compatriotes. Les réfugiés chinois se dispersent à travers le monde, notamment dans l'Extrême-Orient russe où ils trouvent un logement, un boulot et accomplissent des

raids de plusieurs jours dans la taïga pour y arracher illégalement les racines de ginseng ; ils achètent aussi des biens immobiliers et des navires, s'occupent de commerce et d'agriculture. Les Chinois sont aussi assidus au travail que les Coréens qui vivent depuis des décennies en Russie et que les Allemands « russes » qui rentrent aujourd'hui dans leur mère-patrie. Si nous promettions aux Japonais de leur rendre les Kouriles occupées par nous dans les années 1940, peut-être accepteraient-ils de prendre aussi sous tutelle économique notre Primorié ? Les Japonais ont même réussi à vaincre leur mafia, ce qui est un exploit peu commun. Les Japonais pourraient beaucoup faire pour la Russie. Quant aux Chinois, ils nous apportent aujourd'hui des articles de consommation et demain, dans les Chinatowns, ils embaucheront les Russes comme main-d'œuvre peu qualifiée et bon marché. A vrai dire, mieux vaudrait pour la Russie être une source de matières premières pour le Japon plutôt que pour la Chine.

Il y a toutefois une force inconnue qui nous attire vers les communistes. C'est seulement au 1er janvier 1994 que nous avons réussi à débarasser notre Extrême-Orient des milliers de bûcherons nord-coréens, véritables esclaves dans les camps de travail organisés chez nous par leurs dirigeants (avec miradors, barbelés, chiens de garde, soldats à mitraillettes et une légion de guéebistes nord-coréens). Ces exploitations forestières coréennes, ayant chacune leur propre prison, convenaient parfaitement depuis des décennies à l'administration du territoire de Khabarovsk et de la région de l'Amour qui, du reste, n'avaient aucune idée du nombre d'ouvriers nord-coréens, ni du nombre de leurs morts : toute la documentation se trouvait uniquement entre les mains des autorités du pays voisin. C'était là une sorte de réserve fasciste dont la presse russe a parlé avec indignation après l'abolition de la censure en 1990.

Il faudrait que la Russie tente de se faire des amis, des partenaires économiques, dans les pays décents. Car en dépit de son aspect délabré, elle conserve de l'attrait avec 60 % des réserves mondiales de matières premières. C'est de l'efficacité de nos organes chargés du maintien de l'ordre (pour l'instant, en l'absence de tous droits de la population) que peut dépendre l'afflux d'investissements étrangers. Les patrons étrangers viendront investir dans nos petites et moyennes entreprises en amenant leurs administrateurs et conseillers. Alors nous serons en mesure de sauvegarder notre pays. Après avoir dissous le Soviet Suprême, le président Eltsine a promulgué un décret en vertu duquel toutes les sociétés mixtes déjà créées en Russie seront protégées face aux lois et normes qui, dans les trois prochaines années, pourraient causer un préjudice à leurs activités. Car nul n'ignore que le capital étranger pâtit en Russie non des mauvaises conditions juridiques mais de leur modification perpétuelle. Dorénavant, pour une période de trois ans, la situation des joint-ventures ne pourra que s'améliorer ou rester stable sans que l'État s'en mêle.

Les sociétés mixtes ont réussi à attirer en six ans à peine plus de six milliards de dollars d'investissements, alors que les experts occidentaux esti-

ment que, pour normaliser l'économie russe dans les cinq à sept prochaines années, il faudrait au moins 300 milliards de dollars de capitaux. Mais on ne peut escompter qu'une centaine de milliards, et encore si la stabilité s'affirme, si des garanties sont apportées, etc. Le président de l'Association des joint-ventures en Russie, Lev Weinberg, considère, par exemple, qu'il suffirait d'investir 50 millions de dollars dans l'industrie du tabac en Russie pour renoncer totalement à l'importation de cigarettes (*Izvestia*, 5 novembre 1993).

Toutes les décharges industrielles de Russie sont désormais réparties entre des structures mafieuses évidemment non enregistrées, qui s'emploient à extraire le platine, l'or et l'argent de toutes les pièces mises au rebut. Les organes de l'Intérieur ont aussi là de quoi « gagner ». Or il suffirait de réutiliser au moins la moitié des déchets industriels et autres pour que nos problèmes économiques soient réglés, estiment les experts de l'Intérieur et de la Sécurité.

Le président Eltsine s'est enfin décidé, en décembre 1993, à secouer de nouveau le ministère de la Sécurité en supprimant la plupart des fonctions de la police politique. Peut-on donc espérer qu'il n'y aura plus chez nous de putsch rouge-brun, ni de partis organisés par le KGB, ces professionnels de la subversion ? Fort d'un tel soutien, le talentueux Jirinovski aurait très bien pu accéder, le plus légalement du monde, à la présidence du pays en 1994.

Un « sale boulot » ne pouvait être réalisé que par des hommes tout aussi sales, attirés par un domaine où sont abolies toutes les normes morales. Or, désormais, ceux qui vont en mission à l'étranger ne sont pas trop bien payés. La petite spéculation sur la différence entre les prix mondiaux et les nôtres ne rapporte plus grand-chose non plus, et la prison n'effraie plus personne en Russie. Avec la suppression des comités du parti et de leur pression idéologique, les mouchards ne sont plus utiles à tout le monde, ni partout. Voici donc que la légion de ces créatures inhumaines, des cadres du KGB, se met en quête de places plus chaudes et lucratives, surtout dans les joint-ventures, les banques, les coopératives, les structures politiques et administratives, les douanes et les vigiles, le commerce et même dans la production.

Il faut dire que les hommes du KGB ne doivent pas seulement à leur bon flair d'avoir abandonné leurs fonctions de contrôle du business et de notre vie en général pour s'impliquer directement dans les affaires. Car le KGB occupe d'ores et déjà les sièges les plus lucratifs, et il a commencé à le faire il y a cinq ans, lorsque beaucoup de gens redoutaient encore, par atavisme, de s'adonner au business.

Les hommes du KGB ont été les premiers dans toutes les affaires à capitaux étrangers, dans le commerce des armes et des systèmes de sécurité, dans le transfert de l'argent du parti et des structures étatiques vers le secteur privé. Les officiers de la « réserve active » ont retrouvé du travail, accédant aux postes bureaucratiques clés dans l'administration fédérale et régionale : ce sont eux qui collectent aujourd'hui le plus de bakchichs,

parce qu'ils ne craignent rien et sont solidaires entre eux. Le PCUS a sombré subitement, mais le KGB est resté vivace et omniprésent, telle une organisation secrète réservée aux initiés.

L'ancien chef du KGB, Krioutchkov, à peine sorti de prison, déclarait dans une interview à la *Pravda* (22 avril 1993) que, depuis la fin de 1991, près de 150 000 personnes ont été tuées dans les guerres sur le sol de l'ex-URSS. S'y ajoutent un demi-million de blessés et plusieurs millions de réfugiés auxquels la Russie ne peut accorder ni logements ni travail, ni même une allocation décente. Krioutchkov ne fut habitué, durant toute sa vie, qu'à énoncer des demi-vérités. Une fois de plus il ment en refusant d'endosser la principale part de responsabilité pour les massacres interminables provoqués par le KGB en Transcaucasie et en Asie centrale. Il a été impossible de faire la même chose dans les pays Baltes et on a hésité à le faire dans le Nord-Caucase, devant la menace des Tchétchènes d'organiser un second Beyrouth à Moscou et dans chaque grande ville de Russie.

Il vaut effectivement mieux que les hommes du KGB s'adonnent aux affaires au lieu d'instruire les commandos islamistes et pro-iraniens au Liban, d'assassiner les nouveaux riches tchetchènes en Angleterre, d'organiser les clans de truands russes en Allemagne et aux États-Unis. C'est à nos « organes » qu'il revient aussi d'avoir mis en place dans les espaces de la CEI des États où la mafia a accédé au pouvoir ou se tient derrière le gouvernement. Puisque la Russie n'a pas réussi à imposer au monde une civilisation idéologique, propre aux loups, elle compte aujourd'hui lui imposer la civilisation criminelle des rats prêts à tout dévorer sous eux et autour d'eux, puis les uns les autres, comme le fait remarquer un homme politique fort intelligent, Vladimir Boukovski (*Komsomolskaïa pravda*, 15 juillet 1993).

Nos « organes » ou certains de leurs représentants touchent leur part sur la vente des voitures étrangères volées en Allemagne et amenées clandestinement en Russie, de même que sur l'exportation en masse de nos filles vers les trottoirs de toutes les régions du globe, sur l'envoi de mercenaires russes à l'étranger pour y commettre des assassinats sur commande, sur la vente illégale d'armes en Europe de l'Est, sur l'approvisionnement de l'Europe en drogues venues des pays de la CEI, sur l'exportation non officielle de matériaux radioactifs, de métaux rares et nobles de haute qualité en provenance de cette même CEI. Non seulement le KGB a incité les nationalistes naïfs et provinciaux à des affrontements ayant fait des dizaines de milliers de victimes en Azerbaïdjan et au Tadjikistan, mais c'est aussi lui qui a été le promoteur d'affaires internationales aussi importantes que le transfert des deniers publics de l'URSS-CEI vers les coffres-forts suisses par l'intermédiaire de la Siabeco. Le mécanisme en était toujours fort simple : Kroutchina, chargé d'affaires du PCUS, le ministre soviétique des Finances V. Orlov, le vice-président Yanaïev, le premier ministre de l'URSS Ryjkov accordaient à la firme Siabeco des prix deux fois plus bas que le niveau mondial sur les ressources du pays exportées vers l'étranger. La différence, bien sûr, se

retrouvait quelque part, sur les numéros de compte de quelqu'un. C'était aux représentants du KGB et du ministère de l'Intérieur (Barannikov, les officiers L. Vesselovski et D. Yakoubovski) de veiller sur les intérêts de Siabeco, d'assurer la liaison de cette dernière avec l'ex-vice-président Routskoï et le procureur général Stépankov.

La seule note optimiste dans cette maison de fous financière, c'est l'incompétence criante des businessmen en galons, laquelle les conduit généralement à l'échec. Si les hommes d'affaires du KGB ont, par ailleurs, pu prendre leur départ dès l'époque de Gorbatchev, c'est parce qu'ils avaient accès aux deniers publics, aux marchandises et matières premières bon marché. Les businessmen de cette première grande vague des « organes » et du Komsomol (Jeunesses communistes) se sont rendu compte, en 1993, que l'âge d'or de l'accaparement et des spéculations, des services intermédiaires et des reventes de petits lots de marchandises importées, touche à sa fin. L'heure est venue de marier la criminalité économique à celle des truands. Ceux qui avaient fait beaucoup d'argent en pillant l'État, en se livrant à la contrebande et à la production dans des ateliers clandestin, sont désormais contraints de se lier avec les truands (parfois en les soumettant de force), qui cumulaient jusque-là en Russie les fonctions d'inspecteur fiscal, de douanier, de policier, de juge, de geôlier et de bourreau, et tout cela sans rien reverser à l'État, bien entendu.

Depuis le début de 1992, la Russie s'est retrouvée sans frontières économiques, douanières, avec les États de la CEI ayant brusquement accédé à l'indépendance. Il va de soi que ces derniers ont immédiatement cessé de verser des impôts au Kremlin et pris le contrôle des points de passage officiels aux frontières avec la Russie. Quant aux pays socialistes d'Europe de l'Est, de la RDA à la Bulgarie, ils avaient, durant des décennies, engrangé des devises fortes grâce à la réexportation illégale des ressources énergétiques que l'URSS leur vendait à des prix très bas. Depuis la fin de 1991, nos anciennes républiques fédérées agissent de même, d'autant que le contrôle douanier est abandonné aux autorités locales. Quelle aubaine ! Le cuivre, le pétrole et le bois de Russie s'écoulaient à flots vers la Géorgie comme vers l'Estonie. Estoniens et Géorgiens, ces « exportateurs solides » donnent aujourd'hui la migraine aux services économiques de Scandinavie et des pays méditerranéens.

Force est d'admettre, par souci d'objectivité, que les douanes de Géorgie et d'Estonie ont pu ignorer les intérêts économiques du Kremlin dès 1989. Tant sous les communistes que sous les nationalistes, les businessmen ingénieux de ces républiques, comme ceux de Tchetchnie et de tous les pays Baltes, ont déferlé vers l'Ouest à partir des ports de la mer Noire et de la Baltique, ainsi qu'à travers le passage automobile de Batoumi, en emportant tout ce qu'ils voulaient. Quel homme d'affaires aurait pu rêver de tels profits ? On achète par exemple une tonne d'essence à cent dollars (y compris le coût du transport jusqu'à la frontière) et on la revend cinq fois plus cher à la première station service turque, dans un port de Turquie ou de Grèce, etc. 1994 marque la fin,

pour différentes raisons, de ces jeux avec la réexportation des biens russes par la Géorgie et l'Estonie. Les Russes ont définitivement coupé l'oxygène aux mafiosi de ces deux pays. Durant l'hiver 1993-1994, l'Ukraine et la Biélorussie ont vécu bien plus mal que les habitants de Russie. Quant à l'Arménie, à la Géorgie et au Tadjikistan, ils ont été près de périr de faim et de froid.

En Russie même, au temps de Gorbatchev comme au début des années 1990, ceux qui ont eu le moindre rapport aux douanes et aux structures du commerce extérieur (à Moscou et dans les 88 « sujets » de la Fédération) ont eu toute latitude d'exporter et de se bâtir des fortunes (en millions de dollars). Il existe dans toutes les républiques, territoires et régions de Russie une double subordination (aux autorités locales et au Kremlin) des équipes de douaniers, des divisions du ministère de la Sécurité et de celui de l'Intérieur. Moscou ne peut pratiquement pas, depuis 1987, s'immiscer dans les affaires des roitelets locaux et doit se contenter de contrôler le versement des impôts dans les caisses fédérales. La loyauté des autorités locales à l'égard du Kremlin est achetée par l'octroi de licences d'exportation ou par un abaissement de la contribution aux impôts fédéraux.

Si la Russie n'a pas pu vendre plus de 59 millions de tonnes de produits pétroliers en 1992, c'est parce que les Russes en manquent eux-mêmes. Le ministère des Relations économiques extérieurs a accordé des licences pour 100 millions de tonnes durant cette même année, et ce sont en fait 68 millions de tonnes au lieu de 59 millions qui ont été envoyées à l'étranger (*Délovoyé lioudi*, 6 juillet 1993). Sans doute une quantité analogue a-t-elle été exportée de façon illégale, sans licence, sous forme de déchets, moyennant des pots-de-vin et des documents fictifs, soit encore grâce au transit lituanien vers la région de Kaliningrad (où les wagons et conteneurs ne parviennent évidemment jamais). Il est fréquent que la frontière russe soit franchie par des marchandises volées : convoi de pétrole ou luxueuses voitures étrangères enlevées à Moscou puis chargées dans un avion militaire pour être vendues dans les pays de la CEI.

La transparence des frontières russes conduit au pillage du pays par les anciennes républiques soviétiques, les pertes étant estimées à 250 milliards de dollars par Mikhaïl Khatsankov du journal *Dien* (n° 31, 1993). La minuscule Estonie a emporté à elle seule, à travers une frontière non gardée, 8 milliards de dollars de marchandises et matières premières russes. Même si ces chiffres ne sont pas trop crédibles, il reste que les pertes de la Russie sont immenses. Selon l'Institut d'analyse systémique de l'Académie des Sciences de Russie (*Rossiïskaïa gazéta*, 13 juillet 1993), l'exportation « gratuite » de matières premières et de marchandises russes est évaluée à 80 milliards de dollars (soit environ 1 000 dollars par an pour chaque salarié russe). Sur cette somme, 45 milliards de dollars sont allés dans les pays de la CEI par voie officielle, sous forme de « cadeaux » ou de « crédits techniques » (ils ne coûtent pratiquement rien aux destinataires, mais sont assurés par des marchandises venues de Russie). De la même façon, nous avons offert aux autres pays étrangers 35

milliards de dollars en 1992, autant d'argent enlevé à nos propres enfants mal nourris. L'Institut mentionné estime que 72 % de l'inflation russe sont suscités par ce pillage direct des richesses du pays.

Ce pillage, à l'époque Gorbatchev-Eltsine, s'accompagne d'une sous-estimation artificielle et délibérée du cours du rouble par rapport au dollar, ce qui est extrêmement avantageux pour les exportateurs russes rien moins que légaux, étant donné que les prix fixés par l'État restent suffisamment stables et bien inférieurs à ceux du marché occidental. C'est seulement en 1993 que les prix des marchandises et matières premières russes ont grimpé en direction du niveau mondial. Mais, durant la période 1987-1992, il existait une situation paradoxale : le prix en dollars d'un produit russe baissait chaque mois, si bien que ceux qui emportaient à l'Ouest un convoi (un wagon, une valise) d'articles, revenaient avec des dollars aussitôt changés en roubles, et ainsi de suite, chaque nouvelle spirale des opérations faisant croître les bénéfices de façon géométrique.

Si une partie des dirigeants du Parquet, des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur, n'étaient pas aussi corrompus, il y a beau temps qu'auraient éclaté des affaires bien plus retentissantes que l'« affaire ouzbèke », dit Alexandre Kotenkov (*Megapolis Express*, 25 août 1993). Ce membre de la commission interministérielle de lutte contre la corruption déclare sans ambages que celle-ci a découvert un véritable État dans l'État : un système parfaitement huilé d'exportation à coups de pots-de-vin, dans lequel sont impliqués des dizaines de hauts fonctionnaires des structures gouvernementales. Les ministres et leurs adjoints, les chefs de départements et les hauts responsables des banques se partagent les licences d'exportation, répartissent les crédits, révèle avec indignation Kotenkov. Il est vrai que, dans la liste des coupables cités par leurs noms, il n'y avait pas un seul membre de l'équipe présidentielle. Or, l'« affaire ouzbèke », que l'on aimait tant évoquer au Kremlin sous Gorbatchev, avait fait venir un millier d'enquêteurs et juges d'instruction de toutes les régions de l'URSS, cependant que des milliers de fonctionnaires ouzbeks de tous échelons étaient jetés en prison, comme sous Staline : depuis le premier secrétaire du PC et les secrétaires des comités régionaux jusqu'aux présidents de kolkhozes et directeurs d'entreprises. Gorbatchev a perdu l'URSS en grande partie parce que maintes républiques étaient peu désireuses de se retrouver dans la même situation que l'Ouzbékistan.

Le principe des rapports et chiffres truqués était souvent le même en Ouzbékistan (production cotonnière) ou en Géorgie (thé, vins). Rachidov et Chevardnadze juraient chaque année, du haut des tribunes du parti à Moscou, d'accroître la productivité de leurs plantations. Mais ces plans surhaussés ne pouvaient être réalisés qu'en ajoutant feuilles et scories au coton ou au thé. Les moissonneurs comme les présidents de kolkhozes étaient ensuite payés en monnaie sonnante et trébuchante. Quant aux chefs du parti, ils avaient droit à leur part d'honneurs de la main de Moscou et à des bénéfices illicites de la main des autorités locales. Le vin était altéré par des ajouts de sucre ; le sucre arrivait par convois entiers en

Géorgie, puis cette mélasse servait à soûler toute la population de l'URSS. Pour les légumes, fruits et agrumes d'Asie centrale et de Transcaucasie, on procédait autrement. Les denrées périssables étaient expédiées en Russie où les directeurs des centre de stockage en volaient la moitié, tandis que l'autre moitié séchait ou pourrissait. C'est pourquoi les marchés de Russie abondaient toujours en petits vendeurs venus des républiques méridionales de l'URSS.

Celles-ci amoncelaient ainsi d'argent. Et, en conséquence, le Kremlin et d'autres administrations centrales ne vendaient à ces mêmes républiques méridionales chaque tonne de carburant, chaque automobile, etc., qu'après avoir obtenu des bakchichs conséquents. L'économie socialiste était mue par des intérêts personnels et ne pouvait fonctionner que par la crainte de l'exécution (comme sous Staline) ou grâce aux ressorts de l'économie souterraine (comme sous tous ses successeurs). La Russie a toujours été un État criminel à l'époque des bolcheviks. Et elle l'est restée. En 1989, lorsque les structures commerciales soviétiques, publiques ou privées, furent autorisées à établir des contacts directs avec les partenaires étrangers, les douanes parvinrent à empêcher l'exportation illégale de 2 700 tonnes de métal (57 000 t en 1990, 67 000 t en 1991, 5 millions de tonnes en 1992 !), bien que les spécialistes du Comité d'État pour les douanes évaluent eux-mêmes leur efficacité à 30 % seulement (*Dvadsat tchetyré*, 16 février 1993). Nombre d'experts estiment que ce pourcentage est même trop optimiste : en fait, les douaniers ne parviennent à intercepter que 10 à 15 % des exportations de contrebande.

L'État a tout mis en œuvre, semble-t-il, pour « criminaliser » au maximum les échanges commerciaux. Faire du commerce avec l'étranger, y compris avec les pays de la CEI, par voie officielle est bien trop coûteux : pots-de-vin pour les licences, fortes taxes douanières, assurances, impôts... De telles dépenses ne peuvent que ruiner une entreprise privée ou publique. Aussi les directeurs sont-ils poussés aux combines de toute sorte, à une collusion avec le milieu et... les structures militaires. L'armée prête ses hangars et aérodromes gardés, ses avions de transport et ses trains blindés, ses colonnes d'automobiles et son passage des frontières sans contrôle douanier (*Moskovskié novosti*, 6 décembre 1992). C'est que l'armée n'est pour ainsi dire subordonnée à personne. Quant à la législation actuelle, elle favorise également les contrebandiers, qui tirent habilement parti de ses articles contradictoires et du système libéral de petites amendes. Sans compter que les fonctionnaires des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur ont aussi droit à leur part. Les directeurs de l'industrie russe font commerce de matières premières et de produits semi-manufactures en recourant aux services des truands pour mieux éviter les imprévus. Il apparaît donc que le pouvoir réel échoit entre les mains du milieu, de criminels dont tout le monde a besoin et qui peuvent s'entendre avec tout le monde, faire en sorte que tous les partenaires soient satisfaits.

Auparavant, c'est auprès du patron du parti qu'on allait chercher protection ; aujourd'hui, on s'adresse au bandit. Mais à y regarder de plus près, on s'aperçoit que cet homme influent a servi dans les « organes » ou a longtemps collaboré avec eux (sinon, dès son premier délit, il serait allé abattre les arbres au goulag). L'Estonie est brusquement devenue, en 1992, un des plus grands fournisseurs de non-ferreux et de métaux rares sur le marché mondial, alors que rien de cela n'est extrait dans ce pays. Et le ministère de la Sécurité de Russie a annoncé avec inquiétude aux journalistes que le flot de marchandises vers l'Estonie est vingt-deux fois supérieur à celui qui vient en sens inverse (24 août 1993). Il existe des chiffres analogues pour les autres pays Baltes et toutes les républiques issues de l'URSS.

Parlez à cœur ouvert avec un directeur qui exporte nos matières premières, et il ne manquera pas de se plaindre des autorités russes qui ne peuvent pas protéger l'argent de son entreprise (soit l'inflation le dévore, soit il est confisqué par l'Etat ou le racket), fixer des impôts raisonnables, assurer la sauvegarde de ses marchandises (10 % des vols de trains ont lieu en Tchetchnie, 40 % en Transbaïkalie, à la frontière de la Chine ; on estime que la moitié des crimes perpétrés en Russie le sont justement dans les chemins de fer).

Notre chef d'entreprise — qu'il s'agisse du directeur d'une usine de guerre ou de celui d'une blanchisserie —, reste constamment dans le champ de mire des groupes de truands. La mafia russe représente une collusion des fonctionnaires gouvernementaux ou des autorités locales, des ministères de la Sécurité et de l'Intérieur, avec les représentants du business clandestin, illégal, afin de réaliser au mieux les opérations commerciales. Tout peut, certes, se faire de façon légale, mais les concurrents sont souvent éliminés physiquement, conduits à la faillite, contraints de mettre la clé sous la porte, privés de force de leurs marchandises et de leurs biens immobiliers. Les gens de la police judiciaire estiment que les groupes de la mafia contrôlent non seulement le territoire de Moscou mais aussi les fonctionnaires gouvernementaux (*Moskovski komsomolets*, 31 août 1993). Et tout cela grâce aux collaborateurs des « organes », étant donné que les meilleurs miliciens et tchékistes ont depuis longtemps démissionné formellement pour ouvrir leur propre affaire : récolte d'informations compromettantes sur les businessmen, commerce, consultations, extorsions de toutes sortes aux fonctionnaires corrompus. Les choses en sont arrivées au point que Sergueï Dontsov, conseiller principal du maire de Moscou pour les problèmes relatifs au maintien de l'ordre, déclare qu'il est aujourd'hui absurde pour la milice de combattre le racket, puisqu'elle ne pourra pas en venir à bout. Mieux vaut donc que la mafia ordonne elle-même ses activités sous la surveillance de la milice (*Délovoï mir*, 20 août 1993). Le chef d'entreprise y perd doublement, puisqu'il doit assurer sa sécurité en versant un tribut au racket et un autre à la milice (sous forme d'impôts qui contribuent aussi à l'entretien de cette dernière).

La milice russe ne vaut décidément pas l'argent que l'on soutire au contribuable. Malgré le gigantisme de l'armée et les sommes astronomiques allouées au complexe militaro-industriel, celui-ci n'a rien fait pour équiper matériellement et technologiquement la milice. La seule arme « douce » dont disposent nos miliciens est une matraque de caoutchouc. Le monde entier a regardé horrifié, dans les reportages en direct de CNN, les chars et les mitrailleuses tirer sur les gens assiégés dans le parlement russe le 4 octobre 1993. Une brigade d'hommes équipés et formés comme il se doit aurait suffi à s'emparer de l'édifice sans la moindre victime des deux côtés. On a l'impression que l'État « cultive » spécialement une milice impuissante et corrompue, des structures économiques souterraines de mieux en mieux organisées, la puissance illimitée du milieu et la piraterie dans les rues, la concussion généralisée et le vol dans les caisses de l'État, à seule fin que le peuple, un beau jour, demande grâce et appelle au pouvoir un dictateur du type de Staline, Andropov, Jirinovski, Sterligov, etc.

POSTFACE

VERS UN RENOUVEAU DE L'EMPIRE ?

• *Survivre en Russie*

— *Peut-on survivre en Russie ?*

— Les militaires invalides et les mutilés de la dernière guerre ont pu survivre durant des décennies parce que, en dehors de leurs retraites de misère, ils avaient accès aux magasins sans faire la queue.

Sous Brejnev, les invalides obtenaient même gratuitement des automobiles, des espèces de motocycles à quatre roues. Il n'y a plus de files d'attente en Russie. Mais au lieu d'automobiles, les autorités attribuent aux militaires invalides vingt dollars (le prix de 50 litres d'essence) pour toute l'année 1994, au titre des frais de transport.

Il n'y a pas de prothèses, pas de fauteuils roulants, pas de routes normales, et les transports publics sont surchargés. Le chômage et les garanties sociales dérisoires ont converti en véritable bagne la vie des invalides et des handicapés dans tous les pays de la CEI.

— *La vie de la majorité des Russes ne s'est-elle pas compliquée sous Eltsine ?*

— Malgré leur salaire qui oscille entre 30 et 70 dollars par mois, les habitants de la Russie sont contraints, dans la plupart des cas, de payer le médecin et les médicaments suivant les prix mondiaux.

Les étrangers de l'association Médecins sans frontière ont calculé qu'il y a près de 150 000 clochards à Moscou, des gens obligés de vivre en permanence dans les gares, les greniers et les caves (*Izvestia*, 8 septembre 1993).

Les bains, les asiles de nuit, les soupes populaires, les postes de secours : autant de choses inexistantes pour nos sans-abri, dont même la milice refuse de s'occuper.

Conséquence : les maladies infectieuses ont fauché, en 1993, à Moscou autant de vies qu'en 1948, juste après la guerre.

Selon *Voice of America*, 21 pays se trouvaient au bord de la famine à la fin de 1993, dont l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, l'Afghanistan et le Tadjikistan, c'est-à-dire des pays où les soldats russes se sont trouvés impliqués.

— *Quelles sont les conditions de vie des détenus en Russie ?*

— Durant la période de Staline à Brejnev, le goulag pouvait forcer les détenus à travailler gratuitement sur les chantiers du pays. Le système d'instruction s'est dégradé à tel point dans les années 1980 et le début des années 1990 en URSS-CEI qu'il est aujourd'hui insensé de garder dans les prisons les gens pendant plusieurs années... dans l'attente du jugement. Ceux qui sont en détention préventive ne travaillent pas mais restent littéralement « assis », étant donné qu'il y a en moyenne 100 prisonniers pour 40 lits. .

Le quotidien *Moskovski komsomolets* (5 janvier 1994) annonçait qu'une certaine Balaïéva venait d'être condamnée à un an avec sursis pour avoir vendu cent dollars dans la rue. Elle aurait pu écoper de 3 à 8 ans avec confiscation des biens, mais le juge était une « brave » personne... (A Moscou, il existe des milliers de bureaux de change

et des dizaines de milliers de gens qui exercent cette activité à leurs risques et périls dans la rue).

L'extrémisme étrange du Kremlin se manifeste également dans le fait que, pour la première fois depuis 1987, les représentants de la Croix-Rouge internationale n'ont pas été admis auprès des partisans du Soviet Suprême arrêtés au terme du putsch d'octobre 1993.

— *Quel prix accorde-t-on à la vie humaine en Russie ?*

— Aujourd'hui, elle vaut moins que jamais, et elle s'abrège même considérablement : un garçon né en 1993 a une espérance de vie égale à 59 ans, en raison surtout de l'aggravation des conditions socio-économiques et écologiques. Et la vodka moins chère que la viande ne fait qu'augmenter le nombre des alcooliques.

Il est apparu en novembre 1993 que 2 000 tonnes d'alcool technique, toxique, ont été introduites en Russie sous le label du Royal allemand (alcool à 96°). Les étiquettes et les bouteilles sont les bonnes, mais il suffit d'absorber une petite dose du contenu pour devenir aveugle ou passer de vie à trépas. Il va de soi que la milice ne peut rien faire contre ceux qui, dans les ateliers clandestins, vont diluer cet alcool et le verser dans des bouteilles de vodka aux étiquettes prestigieuses.

En 1993, la population de Russie a diminué de 670 000 personnes.

Un Russe sur dix (il s'agit de la population active) est désormais un chômeur en puissance. Et une étude réalisée dans 43 grandes entreprises d'Ekaterinbourg a montré que sur 110 000 ouvriers et employés, la moitié a été contrainte, en 1993, de prendre un congé forcé ou de travailler à mi-temps (*Troud*, 6 janvier 1994).

Les autorités ont « oublié », sur une bonne moitié du territoire de Russie, les centaines de milliers de familles qui vivaient et travaillaient dans les rudes conditions du Grand Nord et qui se sont retrouvées dans la misère en un tournemain. Ceux qui, durant des années, avaient économisé pour rentrer sur le « continent », ne peuvent plus même s'acheter un billet d'avion ou un conteneur.

— *Comment 18 000 tonnes d'or ont-elles été dilapidées ?*

— En 1953, l'URSS avait employé 5,2 tonnes d'or pour les « besoins de l'économie nationale », et 130 tonnes en 1990. L'or est allé, à vil prix, entre les mains des entreprises du complexe militaro-industriel qui l'ont dilapidé ou simplement volé.

En 1990, on avait en outre vendu à l'étranger 475 tonnes d'or à 7 \$ le gramme (alors que le prix mondial était de 12-13 \$) ; 245 tonnes en 1989 et 319 tonnes en 1991, toujours à bas prix.

Rien que sous Gorbatchev, notre État a perdu entre 20 et 30 milliards de dollars en cassant les prix de l'or, alors qu'à l'époque de ce même Gorbatchev, la dette extérieure de l'URSS est passée de 20 à 80 milliards de dollars.

Au total, sous le pouvoir soviétique, les caves de l'État ont vu passer 18 000 tonnes d'or, dont une grande partie fut extraite par les détenus dans les vallées de la Kolyma et de la Lena. Fin 1991, la réserve d'État de l'URSS n'était plus que de... 240 tonnes.

— *Peut-on mettre en circulation des valeurs dont le montant global s'élève à 150 milliards de dollars ?*

— La série récente d'assassinats de banquiers russes a été qualifiée par le journal *Obchtaïa gazéta* (24 décembre 1993) comme une tentative d'effacer les traces d'un aime immense.

Dans les années 1970, lorsque les banques occidentales ont adopté les technologies informatiques, une grande quantité de bons, certificats et autres ont été annulés. Mais comme la destruction du papier coûte cher, nombre de valeurs ont été stockées puis... vendues à la mafia italienne.

En 1988-1989, la création de banques commerciales (non étatisées) en URSS a coïncidé avec le transfert de l'argent du Parti communiste (PCUS) à l'Ouest et dans les structures parallèles. Mais en outre, c'est à cette époque que les Siciliens ont commencé à mettre sur pied l'« affaire du siècle » en vendant de fausses valeurs à l'URSS et aux pays d'Europe de l'Est.

Les milieux officiels américains et canadiens préfèrent garder le silence sur ce sujet car les révélations risquent d'éclabousser tout l'appareil bancaire d'Eltsine et d'effrayer les investisseurs de maints pays.

— *Les Russes ayant trempé dans les spéculations financières de grande envergure ont-ils pu s'acabler des places de députés ?*

— Larissa Kisilinskaïa de l'agence d'information Crim-presse estime que nombre de gens au passé criminel occupent aujourd'hui des sièges à la Douma, le nouveau parlement russe (*Troud*, 22 décembre 1993).

Vadim Bélotserkovski juge de son côté qu'il serait plus simple de vendre aux enchères les places de députés (*Nézávissimaïa gazéta*, 7 septembre 1993). Les électeurs des circonscriptions territoriales ne sont pas en mesure de s'unir pour contrôler leurs députés. Or ceux-ci sont promus et contrôlés par l'appareil des mafias ou des structures de la nomenklatura. Il faudrait que les candidats députés soient aujourd'hui proposés selon un principe sectoriel : en effet, s'il n'y a pas encore de partis politiques de masse en Russie, il existe des organisations, des unions, des associations professionnelles.

— *Pourquoi le culte de la pauvreté est-il si soigneusement entretenu en Russie ?*

— Il est plus facile de gouverner des citoyens pauvres. Mais il est impossible de s'engager sur les rails de l'économie de marché avec un peuple qui se paupérise à vue d'oeil. Les entrepôts regorgent de marchandises, mais le pouvoir d'achat des Russes ne cesse de baisser.

Un indice important du degré d'essor d'une société et du niveau de tension sociale est constitué par le rapport entre les 10 % les plus pauvres et les 10 % les plus riches au sein de la population. Aux États-Unis, la proportion est de 1 pour 4, en RFA de 1 pour 7, en Chine de 1 pour 3, en URSS, en 1989, de 1 pour 5, et, en 1993, de 1 pour 50 (comme dans les républiques bananières).

Selon des experts indépendants, la période 1991-1993 a vu baisser de 60 à 80 % le niveau de vie de 120 millions de personnes (soit les 4/5 des Russes), alors que les chiffres officiels ne parlent que d'une baisse de 20 à 30 %. Aujourd'hui, 70 à 80 % de la population ne peuvent pas acheter un réfrigérateur, un téléviseur, des meubles, une machine à laver, sans parler des magnétoscopes et des appareils-photos.

— *Que faut-il penser de l'apparition de la propriété privée ?*

— Seules les structures parallèles, celles des mafias et du milieu, ont pu privatiser les biens publics, car elles sont les seules à disposer d'argent.

Le ministre Tchoubaïs, chargé de la privatisation, assurait à qui voulait l'entendre qu'il y avait, à la fin de 1993, 50 millions de propriétaires pour une population adulte de 70 millions (*Komsomolskaïa pravda*, 9 décembre 1993).

Mais Dmitri Vassiliev, vice-président du Comité d'État aux biens, a révélé (*Moskovski komsomolets*, 22 janvier 1994) les résultats du contrôle officiel de 209 fonds d'investissement des bons de privatisation (*vouchers*) : 203 d'entre eux sont incapables de verser des dividendes pour les *vouchers* empochés par eux !

La privatisation, loin d'accroître le nombre de propriétaires en Russie (les magasins et les ateliers n'avaient jamais cessé de se trouver entre les mains des structures souterraines), a contribué à créer dans l'industrie ces mêmes *kolkhozes* dont l'« efficacité » a pourtant fait ses preuves dans l'agriculture.

De quelle privatisation peut-il s'agir, quand on sait que 50 % de la population de l'ex-URSS (soit la Russie actuelle) ont droit à un appareil de fonctionnaires qui, à Moscou, n'a même pas assez des bâtiments et édifices de l'ancienne URSS, de la Fédération de Russie et de l'ex-Comité Central du PCUS réunis ? La population a diminué de moitié, mais les fonctionnaires manquent déplace...

— *Lorsque l'économie se sera définitivement effondrée dans deux ou quatre ans, que se passera-t-il ?*

— Personne n'achète nos armes à l'étranger, si bien que les exportations de ressources énergétiques atteignent jusqu'à 80 % en Russie.

Mais le plus grave, c'est que l'argent pour le pétrole et le gaz exportés ne revient même pas au pays. Notre mafia, qui s'occupe des matières premières, garde dans les banques occidentales ses capitaux toujours grandissants.

Le complexe militaro-industriel (CMI) ne veut ni ne peut supporter le fardeau financier de la reconversion civile. Voilà pourquoi les gens votent en faveur de Jirinovski, lequel incarne les intérêts du CMI.

En outre, les prix mondiaux des matières premières ne cessent de baisser, tandis que l'extraction du pétrole et du gaz, comme la production de bois, deviennent toujours plus onéreuses et continuent de se réduire.

L'Occident s'obstine à ne pas admettre la Russie sur ses marchés, en frappant nos produits de taxes douanières élevées. De surcroît, nous imposons nous-mêmes à nos exportateurs des taxes et contributions écrasantes. Le résultat est que les ouvriers, les ingénieurs sont poussés vers le petit business ou doivent se faire marchands à la sauvette. On assiste à la dilapidation et à la ruine du potentiel de la Russie.

Une surexploitation de l'homme était en cours sous Lénine et Staline ; sous Khrouchtchev-Eltsine, il s'agit d'une surexploitation des ressources naturelles du pays, avec pour conséquence la dégradation, la perte du fonds génétique de la nation, la destruction de la nature.

Les autorités du pays s'emploient à conserver à tout prix (même si la moitié de la population doit périr) les revenus en devises qu'elle obtient de l'économie souterraine, et cela dans l'intérêt des structures mafieuses créées par le pouvoir.

De même que la Banque centrale « ne réussit pas » à informatiser le système bancaire et à mettre ainsi fin à l'incroyable vague de crimes financiers, de même le gouvernement « n'a pas trouvé » quelques dizaines de milliers de dollars pour mettre en place un réseau informatique de contrôle des exportations de matières premières. Car les douanes, les banques, les échelons supérieurs de l'administration ont tout intérêt à calculer au hasard, sans coordonner les efforts, et à empêcher d'immenses fortunes.

Lorsque l'économie nationale sera complètement « à bout », il ne restera que la solution d'une guerre civile qui, à notre époque, est pour les clans mafieux un moyen très efficace d'obtenir de grands profits. Un litre d'essence à cinq dollars, une miche de pain ou un paquet de cigarettes à des prix tout aussi astronomiques, des millions d'appartements « libérés » dans les villes, des antiquités acquises pour une bouchée de pain, etc. Bref, l'âge d'or pour les maraudeurs de toute sorte.

— *Peut-on faire confiance à qui ce soit en Russie ?*

— L'économiste V. Séliounine a eu son heure de gloire pour avoir posé la question suivante : comment se fait-il que l'augmentation de la production d'énergie électrique aux États-Unis (de 5 milliards de kW/h en 1902 à 300 milliards en 1948) soit allée de pair avec une multiplication par six du PNB, alors qu'une progression identique en URSS (5 milliards de kW/h en 1928 contre 300 milliards en 1985) s'est accompagnée de la multiplication par 88 du PNB (*Goloss*, n° 44, 1993) ?

Y. Skokov, vedette politique du complexe militaro-industriel, racontait comment le bilan de 1992 avait été discuté en sa présence au Conseil de sécurité de la Fédération de Russie. Cette année-là, le PNB de la Russie s'élevait à 15 000 milliards de roubles, soit 23 milliards de dollars suivant le cours moyen de la monnaie américaine en 1992 (1 dollar pour 650 roubles), ce qui est inférieur au chiffre correspondant du Pakistan ou de la Grèce. Également en 1992, les exportations russes s'étaient élevées à 38 milliards de dollars. Mais si l'on calcule en prix mondiaux la quantité de pétrole, de gaz et de houille exportés, il s'agit de plus de 200 milliards de dollars.

Telle est l'arithmétique d'une maison de fous, en vertu de laquelle les voleurs se mettent dans les poches l'équivalent de quatre (mettons trois, deux ou un, qu'importe) PNB officiels.

L'économie de Russie est aujourd'hui sapée par un cours du dollar vis-à-vis du rouble qui est surélevé, ruineux pour le pays.

— *Mais quel peut être l'objectif officiel d'une économie normale en Russie ?*

— Il s'agit de rapprocher nos prix de ceux pratiqués dans le monde. Alors les usines peu rentables du CMI verront cesser leur âge d'or ; il ne sera plus possible d'exporter à vil prix nos ressources (houille, pétrole, gaz, bois) ; et le prix de la main-d'œuvre ne pourra que grimper.

Lorsque les hommes d'affaires russes (voleurs et mafiosi ou marchands honnêtes) se mettront à investir leur argent en Russie, au lieu de le garder dans les banques occidentales, les investisseurs étrangers viendront aussi chez nous.

Les affaires commencent par la légalité. Ce ne sont pas les pots-de-vin et les mafiosi qui effraient les hommes d'affaires et les détournent de la Russie, mais l'absence de législation stable et prévisible.

— *Comment la Russie peut-elle se contenter de 4 % du marché mondial ?*

— Nous sommes gênés tant par les sanctions du COCOM contre nos marchandises stratégiques que par les quotas dérisoires octroyés à nos produits sur les marchés de l'Union Européenne.

Même si les discours politiques et les consignes des leaders des pays occidentaux nous donnent formellement le feu vert, tout vise dans la pratique à restreindre l'accès des marchandises russes sur les marchés de l'Ouest.

Il nous reste à suivre la procédure d'admission au GATT, au Conseil de l'Europe, à apprendre les règles du commerce international, à définir les modalités d'accès des étrangers à nos marchés.

Certes, nous finirions par être admis un jour sur les marchés des pays développés, mais nous serons tous morts (tant la Russie que les pays d'Europe de l'Est), économiquement parlant, ou bien nous ferons appel à un Jirinovski.

Il est indispensable, ne serait-ce que pour empêcher la diffusion des technologies militaires, de mettre fin à la migration des chercheurs des pays postcommunistes (vers l'Ouest ou vers les États du tiers monde).

L'Occident n'a qu'une seule issue : ne pas ajourner l'ouverture de ses marchés et prendre part lui-même à la reconversion de notre industrie de guerre. La Tchéquie, la Hongrie, la Pologne, la Bulgarie et la Roumanie vendaient à la CEE, en 1980, 3 % en moyenne de leur PNB ; aujourd'hui, ces pays réclament une libéralisation et sont certains de pouvoir vendre à l'Europe de l'Ouest jusqu'à 20 % de leur PNB.

Si l'on veut éviter une guerre civile en Russie, il faut lui acheter, en 1994, tous les stocks des usines (produits militaires et civils fin prêts, excédents de matières premières, équipements superflus) et employer l'argent obtenu à réaliser chez nous la reconversion civile, recycler le personnel, amener le matériel nécessaire, distribuer des crédits aux fermiers, etc.

Tout ceci ne coûterait pas plus cher que l'opération Tempête dans le désert, pour laquelle l'Occident a dépensé 600 milliards de dollars. Il aurait d'ailleurs suffi d'un dixième de cette somme pour que nos militaires persuadent Hussein d'abandonner de son plein gré le Koweït, et de la moitié de cet argent pour que nos généraux déclarent immédiatement la guerre à Hussein.

— *Mais combien une guerre civile en Russie coûtera-t-elle à l'Occident ?*

— Beaucoup plus cher que la guerre du Golfe ou que celle de Yougoslavie. La Turquie, l'Iran, la Transcaucasie, tout le Proche-Orient, l'Asie centrale, la péninsule indienne, la Chine, la Corée, l'Extrême-Orient s'enflammeront comme une torche de goudron.

Le complexe militaro-industriel de Russie, écarté de sa « mangeoire » traditionnelle (contrairement à la mafia des matières premières qui ne cesse de s'engraisser), mène depuis quelques années la guerre en Afghanistan-Tadjikistan et dans le Caucase.

Leur prochain champ de bataille, nos militaires vont l'ouvrir en Ukraine, avec la Crimée pour prétexte, ce qui fera un grand nombre de victimes, mais sera également source d'immenses profits.

— *Les Américains sont-ils prêts à commercer avec nous sur des bases égalitaires ?*

— Tel est le métier des politiciens élus aux États-Unis : promettre n'importe quoi à tout le monde. Les Américains nous avaient déjà promis 24 milliards de dollars dont nous n'avons jamais vu la couleur.

Prenez aussi l'Union Européenne : nous souhaitons y écouler 1 200 000 tonnes d'aluminium, mais notre quota n'est que de 230 000 tonnes.

On nous achète aussi moins de pétrole que nous pourrions en vendre. Quant aux Allemands, ils s'ingénient à nous acheter le gaz bien au-dessous des prix mondiaux, au point qu'il faut menacer d'annuler les contrats pour qu'ils concèdent un tout petit peu plus.

En Extrême-Orient, dans nos propres eaux territoriales autour des Kouriles méridionales, nous faisons littéralement la guerre aux bateaux de pêche japonais qui, chaque année, violent jusqu'à 8 000 fois nos frontières pour s'y livrer au braconnage (les Japonais considèrent ces eaux comme les leurs). Nous nous emparons des pêcheurs de crabes et autres, nous les mettons derrière les barreaux. Et nous refusons de rendre les îles aux Japonais. Résultat : le Japon nous « aide » à sa façon.

Jirinovski réclame la restitution de l'Alaska par les Américains, et ceux-ci conseillent à Boris Eltsine, pour apaiser au moins les campagnes russes, de doubler par décret les lopins de terre des paysans — sans bourse délier de leur part — et d'encourager l'entreprise privée, la réforme agraire et la privatisation du sol.

La Russie ne peut même pas devenir un pays de moutons. En 1992 et 1993, il a fallu abattre du bétail plus qu'on ne l'avait jamais fait depuis la dernière guerre. Pour de nombreuses raisons, la viande coûte plus cher à Moscou qu'aux États-Unis (alors que nos salaires sont bien inférieurs). Nous voici de nouveau au bord de la famine. La mafia des grands abattoirs et des boucheries maintient des prix surélevés, cependant que les paysans n'ont pas de mini-abattoirs ni de réfrigérateurs. C'est pourquoi la viande coûte cinq fois plus cher à Moscou qu'en province.

Jeffrey Sax, le conseiller du gouvernement russe venu de Harvard, implore les Occidentaux de consacrer 14 milliards de dollars à des programmes sociaux en Russie (logements pour les militaires, allocations pour les déshérités, primes de licenciement pour les mineurs, etc.), soit une somme qui ne constitue que 0,1 % du PNB global des pays du G7.

Les peuples de Russie contemplant en grande partie le monde par les yeux de Jirinovski, car ils sont convaincus que l'Occident nous berne.

Les capitalistes, soucieux de leurs seuls intérêts, nous avaient d'abord envoyé Lénine d'Allemagne, puis soutenu Staline, flirté avec Brejnev, enfin porté aux nues Gorbatchev..

Et à présent, l'Ouest nous envoie ses déchets alimentaires, ses médicaments périmés et de la nourriture pour chiens sous couvert d'aide humanitaire nullement gratuite.

— *La Russie n'est-elle pas, en effet, devenue le dépotoir des déchets occidentaux ?*

— Oui, le rapport de Greenpeace porte justement ce titre. On y mentionne des centaines de millions de tonnes de déchets industriels (suivant les pays et les types de déchets en 1987-1993) que l'Occident n'a pas réussi à faire entrer en Russie du fait qu'au dernier moment, après la signature des contrats, il s'était produit un raté au niveau des douanes. Mais on peut imaginer combien de poison écologique a pu être introduit en Russie.

L'Occident ferme aussi les yeux, au grand dam de Moscou, sur la nette croissance de la production de drogues dans les républiques d'Asie centrale et du Caucase, en Afghanistan et dans d'autres pays limitrophes de la CEI. Ensuite, tout ce poison s'abattra sur les têtes des citoyens russes. Les dealers de la drogue en Russie ont déjà entrepris, conjointement avec nombre de « collègues » étrangers, d'investir leurs profits dans la privatisation d'entreprises russes.

— *Quelle est la vraie nature des rapports entre les États-Unis et la Russie ?*

— Les Américains mènent avec nous des pourparlers interminables sur des milliers de projets conjoints. Mais toute l'aide américaine à la Russie sert en fait à payer les voyages des hommes d'affaires et autres conseillers américains. Ils viennent tout examiner et observer chez nous, posent un tas de questions, prennent des notes, restent des semaines dans leurs bureaux loués au prix fort, offrent des cocktails à la nomenklatura en place, causent cordialement autour d'une tasse de thé ou de café..

Tout ce qu'il y avait à savoir de notre pays est depuis longtemps connu des Américains. Mais s'ils possèdent une riche information, ils comprennent fort peu le fond des choses et n'ont guère le désir de venir réellement en aide à la Russie.

L'avenir des relations entre la Fédération de Russie et les États-Unis se présente certes mieux que leur état actuel. Car nous avons perdu toutes nos illusions quant aux rapports avec l'étranger : il n'y a pas d'argent pour nous ; rien que des promesses creuses.

Nous acceptons de continuer à réduire les forces armées de Russie à condition d'y être aidés par le gouvernement américain. Celui-ci avait promis son assistance au programme économique russe pour la construction de zones urbanisées entre Moscou et Saint-Pétersbourg, où il serait possible de loger les militaires démobilisés.

Il serait également possible de construire un port dans la baie d'Oust-Indigo, là où la mer de Barents n'est jamais gelée, soit à 200 kilomètres à peine des oléoducs et de la voie ferrée de Vorkouta. Il s'agirait d'un excellent complément pour les richesses de l'Oural-Nord.

D'une façon générale, l'Occident pourrait beaucoup faire pour la Russie et d'autres pays de la CEI. Par exemple, l'initiative japonaise visant à récupérer les Kouriles en échange de la construction, au centre même de la Russie, de deux ou trois villes modernes aptes à accueillir les réfugiés et les sans-abri n'est-elle pas séduisante ? Un tel projet serait la locomotive d'une révision de toute la politique occidentale vis-à-vis de la Russie. (Notons toutefois que, parmi les hommes politiques notoires de la « promotion Eltsine », l'ex-secrétaire d'État Guennadi Bourboulis est le seul à avoir déclaré, lors de son voyage à Tokyo en automne 1993, que les fameuses îles devaient inévitablement être rendues tôt ou tard au Japon.)

• *Une politique impériale*

— *Quelle est la position de la Russie face à l'OTAN ?*

— C'est Eltsine qui, dans les derniers jours de 1993, a signé à Bruxelles avec le chef de la Commission de l'UE un document qui abolit toute discrimination économique à l'égard de la Russie. Eltsine a promis en échange de suspendre son décret du 18 novembre 1993 interdisant l'activité des banques étrangères en Russie.

Les États-Unis ont adopté, en automne 1993, des sanctions économiques et commerciales contre la Chine. Non parce qu'il y a plus d'un million de détenus politiques dans les prisons et les camps de ce pays, mais parce que les Américains s'opposent à l'exportation d'armes et à l'envoi de conseillers militaires chinois en Iran, en Libye, en Syrie, en Irak et dans d'autres pays du même genre. Les journaux américains n'avaient pas manqué d'interpréter cette mesure comme un avertissement pour la Russie.

Quant aux banques occidentales, elles nous ont déjà adressé un ultimatum : en cas de refus de payer ses dettes, la Russie devra engager ses biens publics. Au 1er janvier 1994, la dette extérieure de la Russie s'élevait (intérêts y compris) à 85 milliards de dollars (la part proprement dite de la Russie dans la dette de l'URSS étant de 79 milliards). Nous devons notamment 27,5 milliards aux banques privées (réunies au sein du club de Londres), environ 38 milliards aux États créanciers (club de Paris) et 14 milliards aux compagnies d'exportation, ainsi qu'en dividendes d'obligations. Or nous refusons même de payer le service de cette dette, avec l'aval provisoire des principaux créanciers.

Notre principal reproche à l'Occident est de refuser d'admettre ce qui crève les yeux : la Russie est incapable de se remettre d'aplomb sans une étroite tutelle de la part des Occidentaux.

— *Mais accuser les étrangers de nos propres malheurs, n'est-ce pas une vieille marotte des Russes ?*

— L'Occident garde le silence plus souvent qu'il ne sied à des gens honnêtes. Soljénitsyne rappelle qu'en 1945 les pays vainqueurs avaient sans mot dire rendu à Staline des centaines de milliers de citoyens soviétiques qui refusaient de rentrer. Et pour cause : ils se savaient condamnés aux camps sibériens, à une mort certaine. Pourtant, les Occidentaux n'hésitèrent pas à le faire après que des millions de Soviétiques eurent péri dans la lutte pour la victoire commune. Personne n'a toutefois fait grief de cet épisode honteux aux généraux anglais et américains.

Soljénitsyne a répété, dans une interview à la presse occidentale en automne 1993, qu'il ne tient pas Gorbatchev pour une figure positive de l'histoire russe : durant les années de son règne, la dette extérieure a quadruplé, cependant que la nomenklatura se réorientait de la politique vers les activités commerciales.

Mikhaïl Gorbatchev aurait pourtant pu, toujours selon Soljénitsyne, amorcer une série de réformes par le bas : développement de la petite propriété terrienne, des PME, des ateliers de réparations, du commerce et des services. Les gens auraient alors pu être nourris, habillés, chaussés convenablement en une ou deux années. Et le pouvoir central aurait pu être préservé en même temps que le business moyen gagnait en ampleur.

Soljénitsyne estime que Gorbatchev a seulement aidé, en sept années de pouvoir, la nomenklatura à empocher l'argent volé par le parti communiste. Ensuite, ce fut le début d'une réforme chaotique dont son promoteur, Egor Gaïdar, a lui-même publiquement déploré les conséquences. Mais pourquoi s'y est-il lancé ? demande encore Soljénitsyne.

— *La Russie glisse-t-elle vraiment vers la guerre civile ?*

— Le putsch d'octobre 1993 à Moscou n'a fait que la rapprocher de cette perspective. La chaîne américaine CNN a montré au monde entier, à tous les habitants de la CEI, que la guerre est possible non seulement dans les montagnes du Tadjikistan et d'Abkhazie, mais dans la capitale même de l'empire. Il avait suffi d'annoncer la date par voie de presse pour que quelques milliers d'hommes qui avaient fait le coup de feu en Transnistrie (république autoproclamée en Moldavie), dans le Nord-Caucase, ainsi que des combattants de Krasnoïarsk, viennent à Moscou. Et tout cela peut se reproduire n'importe quand.

Nous n'avons nulle part où « caser » neuf millions de gens jeunes et d'âge moyen qui, plus pauvres de jour en jour, savent cependant manier les armes et sont habitués à tirer. Le goulag, la guerre d'Afghanistan, les conflits dans le Caucase et en Moldavie, ainsi que la collusion criminelle de la milice et de nos affairistes, assurent la reproduction de tueurs, d'aventuriers et autres voyous.

La duperie du prochain est une norme de vie, une condition imprescriptible de survie. Il en va de même aujourd'hui entre les pays de la CEI comme entre les régions et républiques de la Fédération de Russie. Une douzaine de régions avaient versé près de 250 milliards de roubles au budget fédéral en 1992. Mais cette même année, le Tatarstan avait presque cessé de payer quoi que ce soit à Moscou : ayant reçu 38 milliards de dotations du budget fédéral, il n'avait payé que 93 milliards d'impôts.

En 1993, nombre de régions de Russie ont à leur tour refusé de faire une contribution au budget fédéral. La région de Vologda, par exemple, doit céder à Moscou 82 %

des impôts perçus; autant d'argent qui ne sert qu'à entretenir l'armée, la bureaucratie, à subventionner les kolkhozes déficitaires, etc. ; de telle sorte que les autorités d'une vaste région ne disposent que de 18 % des impôts recueillis.

Auparavant, les grandes entreprises pourvoyaient elles-mêmes aux besoins sociaux de leurs ouvriers et employés : elles construisaient des logements pour eux, les nourrissaient et les habillaient, leurs offraient des vacances, instruisaient les enfants. Mais le complexe militaro-industriel est aujourd'hui en faillite et le peuple, à bout de nerfs, ne veut ni d'Eltsine, ni de Gaïdar, ni de Moscou. Les gens veulent vivre comme ils l'entendent.

— *Il semble que le Kremlin est incapable de maintenir dans son orbite les pays Baltes et la CEI. Mais l'intégrité de la Russie même n'est-elle désormais pas menacée ?*

— La Tchetchnie, les Touvas, la région de Kaliningrad (ancien Königsberg) ont annoncé leur intention de quitter la Russie, de même que tout le Nord-Caucase non russe et les régions musulmanes de la Volga et de l'Oural. En réalité, ce « départ » est déjà réalisé, car tous ces territoires ne sont plus qu'une source de pertes pour le budget fédéral.

Si le Kremlin ne se ressaisit pas, si l'Occident ne vient pas à la rescousse, la Russie cessera d'exister en tant qu'État unique.

En effet, il existe déjà une république de l'Oural, une « Entente sibérienne », des territoires presque autonomes en Extrême-Orient. On avait d'ailleurs vu tout cela à l'époque de la guerre civile déclenchée par Lénine, dans les années 1920. Et comment une Chine surpeuplée réagira-t-elle aux discordes dans une Russie vaste et à faible densité de population ?

Mais si Boris Eltsine faisait aux Russes un cadeau royal en abolissant tout impôt pour les commerçants et les artisans, s'il enlevait aux fonctionnaires le droit de ne pas autoriser les PME ; si le président supprimait toute imposition des petits et moyens producteurs, n'assurerait-il pas alors la prospérité des masses et n'aurait-il pas droit à leur gratitude ? Quant aux caisses de l'État, elles seraient renflouées par la vente des matières premières à l'étranger.

En 1991, la lutte fratricide entre Gorbatchev et Eltsine provoqua la désintégration de l'Union soviétique. Gorbatchev avait, par manque d'intelligence, incité son entourage à tenter un putsch en août 1991. Et il y perdit tout. Quant à Eltsine, il s'empressa de déclarer en une seconde la disparition de l'URSS rien que pour déloger Gorbatchev et s'installer lui-même au Kremlin.

La confusion économique qui s'ensuivit ne pouvait que nuire à toutes les anciennes républiques de l'URSS, en premier lieu à la Russie. Les États « frères » cessèrent de verser des impôts au Kremlin, tout en conservant le droit, durant une année, d'émettre des roubles clearing qui leur permettaient d'acheter à vil prix les matières premières de Russie pour les réexporter ensuite eux-mêmes. Durant toute une année, la Russie n'eut même pas de douanes à ses propres frontières.

Les « canailles » des pays dits proche-étrangers (ex-URSS) ont arraché bien des morceaux de choix à la Russie sous prétexte de lutte pour l'indépendance et la souveraineté. Mais ce sont aussi les honnêtes gens de la défunte Union soviétique qui en veulent à la Russie. Les Russes n'ont pas pu perdre la paranoïa de la lutte pour le pouvoir.

Boris Eltsine a été incapable de s'entendre avec Gorbatchev comme avec Khasboulatov, Routskoï et les militaires.

Les généraux russes agissent à leur guise hors de Moscou. Ils n'obéissent en fait à personne et, dès le début de 1994, ils ont rétabli toute leur emprise sur le Kremlin.

— « Attention, le fascisme est aux portes... » *N'est-ce pas une réalité tangible ?*

— Ainsi s'intitulait, en effet, un article de l'historien G. Diliguenski paru dans *Ségodnia* (16 octobre 1993). Il était un des premiers à constater qu'après le putsch d'octobre à Moscou, le totalitarisme stalino-brejnévien décrépit, agonisant, a cédé la place à son avorton qui est prêt à tout : le national-communisme.

Un mois avant le triomphe de Jirinovski aux élections parlementaires, l'historien mettait en garde contre l'apparition en Russie d'un fascisme de masse, auquel adhèrent plus de 10 % de la population adulte.

Aucun sociologue ou politicien n'avait encore osé dire les choses de façon aussi nette. Sans doute manquaient-ils de compétence, de clairvoyance ou d'honnêteté.

Il y avait même un sorcier (ils sont aujourd'hui nombreux en Russie) qui, durant toute l'année 1993, ne cessa d'annoncer l'avènement du fascisme, en essayant en vain d'avertir Eltsine et en disant d'un ton désabusé aux journalistes (*Kouranty*, 22 septembre 1993) que personne ne voulait le croire, lui, Youri Vassiliévitch Tarassov.

Sergueï Grigoriants, militant des droits de l'homme fort connu, évoquait de son côté « l'influence notable des rouge-brun sur la politique ; non par l'action d'un leader mais en raison de l'état d'un pays où des milliers de gens à la psychologie délinquante sortent chaque année des camps et des prisons ». La Russie est un pays miséreux, irrité et dangereux pour lui-même, estime encore Grigoriants.

Où que l'on se tourne, il n'y a que des gens ayant fait de la prison ou ayant gardé les détenus, soit encore des mouchards ou des enfants de mouchards.

Le journal *Dien* (n° 45, 1993) proposait aux patriotes russes, qui sont pratiquement déjà au pouvoir, de réclamer un dédommagement : 1) aux États-Unis pour le pillage des ressources de l'Alaska ; 2) à l'Allemagne pour les livraisons américaines conformément au *lend-lease* (accord de prêt-bail) et pour le séjour de nos troupes à partir de 1945 ; 3) aux pays d'Europe de l'Est, exmembres du COMECON, pour les ressources énergétiques qui leur furent livrées à des prix dérisoires (en cas de refus, cesser de leur fournir gaz et pétrole) ; 4) aux Est-Européens et aux Baltes pour les avoir délivrés du fascisme au prix de la vie de sept millions de soldats soviétiques.

Ce sont là des choses sérieuses. Jirinovski prône des solutions analogues : alliance russochinoise, abandon de l'ONU, amitié avec l'Irak et les Serbes, retour de la Crimée, de l'Ossétie du Sud et de la rive gauche du Dniestr dans le giron de la Russie, échange des dettes gorbatche-viennes à l'Occident contre celles des pays du tiers monde à notre égard, dans une proportion de 1 pour 1, interdiction des exportations russes vers les pays qui nous imposent des restrictions commerciales, refus de signer les traités de désarmement nucléaire.

L'Occident aurait tort d'espérer avoir affaire à Jirinovski, un fantaisiste qui s'offre délibérément en cible. Mikhaïl Poltoranine, un compagnon d'armes d'Eltsine qui connaît à fond les coulisses du Kremlin, annonce la venue de quelqu'un d'autre derrière cet histrion : « Je ne vois pas encore son visage mais il a sans conteste des galons de général » (*Rossiïskaïa gazéta*, 21 décembre 1993).

— *Jirinovski n'a-t-il pas fait qu'étudier tout le de revendications impériales et industrielles du CM!?*

— Les industriels sont en passe de l'emporter sur les vendeurs de matières premières et ils vont bientôt dicter leur volonté au Kremlin. O. Gordievski et O. Kalouguine, deux

sommités du KGB, confirment les rumeurs portant sur la création du parti libéral démocratique (LDP) de Jirinovski suivant des consignes du KGB. D'ailleurs, Jirinovski n'aurait pas pu terminer l'Institut des pays d'Asie et d'Afrique ni être envoyé comme traducteur-interprète en Turquie s'il n'avait pas été un indicateur du KGB.

L'administration de Boris Eltsine et le gouvernement sont « paralysés », estime Constantin Borovoï, qui annonce « le refus des réformes, la militarisation du pays et l'aggravation des rapports de la Russie avec les pays étrangers ».

Le CMI et le KGB, forts de l'appui de la Banque centrale de Russie, viennent d'obtenir la majorité au nouveau parlement russe — grâce au LDP de Jirinovski, au parti agraire et aux communistes —, de même qu'ils sont majoritaires au sein des forces armées et dans l'opinion publique.

Alexandre Venguérovski, « vice-premier ministre » et chef des services de renseignements dans le cabinet fantôme de Jirinovski, est un ancien officier des unités aérospatiales qui dirigea le contre-espionnage dans un des ministères inféodés au complexe militaro-industriel.

Mikhaïl Moussatov, son « ministre de la Défense », fut également officier dans ces mêmes unités aérospatiales.

Le « ministre du travail » Victor Kobélev était vice-recteur de l'Institut formant les cadres du ministère des constructions mécaniques pour l'industrie lourde (un des piliers du CMI).

Sergueï Abeltsev, « ministre de la Sécurité » dans ce cabinet fantôme, collaborait avec les Renseignements militaires (du reste, le passé n'est pas de mise pour ces collaborateurs qui n'ont jamais décroché).

Le « ministre des Affaires étrangères » Andreï Mitrofanov représentait l'URSS à l'Agence pour l'énergie atomique à Vienne.

Le « ministre de l'Intérieur » Sergueï Barski servait au ministère de l'Intérieur avant de travailler dans une agence privée.

Victor Lyamar, « ministre de la Science et de la Technique », vient d'un institut de recherche de l'industrie radioélectronique.

Citons également Vladimir Goussiev, vice-ministre de la chimie et des forêts dans le gouvernement Ryjkov sous Gorbatchev.

Quant à Stanislav Jébrovski, « ministre de l'Économie », c'est un physicien qui travailla longtemps en Algérie et qui connaît Jirinovski pour l'avoir côtoyé aux éditions Mir, vaste maison spécialisée dans les ouvrages scientifiques et techniques, au service du complexe militaro-industriel.

Le poste de « ministre des Relations économiques extérieures » a été dévolu à Victor Bogaty, longtemps employé à la représentation commerciale soviétique en Grande-Bretagne, puis rédacteur en chef adjoint de la revue officieuse Vnechnaya torgovlia et un des manitous actuels du business privé (*Ségodnia*, 22 décembre 1993).

— *Le complexe militaro-industriel se profile nettement derrière l'équipe de Jirinovski. Mais comment cet individu a-t-il fait irruption dans la politique ?*

— Ce n'est pas lui qui fonda le parti libéral démocratique. Lui-même n'y entra qu'au début de 1990, sans argent et sans protecteurs. C'est son éloquence qui en a fait le leader, et, dès l'été 1990, il était à la tête dudit bloc des partis « centristes » nains créés avec le concours manifeste du PCUS. En janvier 1991, ce bloc avança le projet d'un Comité de salut national de l'URSS, avec instauration de la loi martiale et dissolution de tous les partis.

Le ministère de la Justice de l'URSS enregistra le LDP en avril 1991 (avant même le PCUS), et, le 12 juin 1991, Vladimir Jirinovski arriva en troisième position aux élections présidentielles de Russie.

C'est en remplacement de Khasboulatov, envoyé en prison après l'échec du putsch d'octobre, que Jirinovski, suppôt du CMI-KGB-PCUS, a été promu par le Kremlin comme l'« ennemi des réformes ». Et à l'automne 1993, il n'a manqué ni d'argent ni de temps à la télévision.

L'idéologie réactionnaire et obscurantiste, propre aux fameuses « centuries noires » du début du siècle, ne cessera de se propager en Russie avec la croissance des petits affairistes, dans une atmosphère propice à la criminalité et à la désobéissance civique.

Selon l'excellente formule du sociologue moscovite N. Betaneli, le plus dramatique des événements futurs en Russie est sans conteste « l'effet de jirinovisation » du pays.

Qu'on lise donc le programme du LDP, le livre de Jirinovski *La dernière percée vers le Sud* et ses interviews : « Nous hausserons les affamés jusqu'au niveau des riches », « nous n'enlèverons pas aux riches ce qu'ils ont amassé », « nous voulons créer une classe moyenne », « nous ne punirons pas de prison les petits délinquants, même pour vol, car il vaut mieux leur infliger des amendes ». Et surtout : « Nous cesserons de réduire les effectifs de l'armée, et s'il y a trop d'officiers, nous les muterons au ministère de la Sécurité », « Les colonels iront à l'usine », « pas de reconversion : il faut rétablir l'industrie de défense, qu'elle produise suffisamment de marchandises pouvant être vendues ».

Après avoir remporté les élections parlementaires du 12 décembre 1993, Jirinovski et ses compagnons se sont aussitôt rendus à Dubaï pour se reposer et sonder les potentialités du marché des armements arabe.

Également en décembre, Jirinovski a semé l'effroi chez les Baltes, les Finlandais et les Polonais, en répétant sa promesse de les rattacher de nouveau à la Russie.

Il a de même suggéré de limoger le président bulgare et d'envoyer cinq divisions russes dans les Balkans.

« D'Istanbul à Kaboul, tout le monde parlera russe », « les soldats russes iront laver leurs bottes dans l'eau chaude de l'océan Indien » : autant de déclarations tonitruantes de Jirinovski face auxquelles tout général russe peut aisément passer pour un démocrate et compter sur les faveurs de la communauté mondiale.

— *Mais que vaut-il mieux : Jirinovski ou la guerre civile ?*

— Peu importe comment appeler les malheurs et privations qui nous attendent : famine, froid, règne des truands locaux ou étrangers, bombardement atomique ou goulag.

Jirinovski a passé ses dix-huit premières années au Kazakhstan, puis il a été instructeur politique de l'armée en Transcaucasie. Il est bien décidé à se venger des anciennes républiques soviétiques pour les humiliations dont des millions de Russes y sont aujourd'hui victimes. Et à se venger de l'Occident pour l'attitude méprisante de celui-ci à l'égard de notre « république de Haute-Volta bourrée de missiles ».

Tous les Russes soutiendront Jirinovski parce qu'il dit à haute voix ce que pense la majorité, qu'il prodigue des promesses à tout le monde et montre du doigt ceux qui, selon lui et une grande partie de la population, sont coupables de nos malheurs actuels : les étrangers, les démocrates, les Juifs, les Géorgiens, les Tchétchènes, etc.

L'idéologie de jirinovski a des affinités avec le bolchévisme et elle coûtera à la Russie ce que Hitler coûta à l'Allemagne.

« Il est impossible d'apprivoiser l'ours russe », a dit récemment Lech Walesa en s'adressant aux Américains et aux autres Occidentaux qui, trop cupides et égoïstes, croient naïvement et stérilement que tout finira par s'arranger dans l'ex-URSS.

Si des élections présidentielles se tenaient aujourd'hui, avec la participation des Russes vivant dans les anciennes républiques de l'URSS, Jirinovski en sortirait vainqueur. En effet, tous nos compatriotes qui sont désormais des « étrangers » livrés à eux-mêmes, sans foyer (tant le Kremlin que les anciennes républiques se détournent de leur sort), voteront indéniablement pour Jirinovski.

Et la tragédie, c'est qu'en 1996 Vladimir Jirinovski sera élu président de Russie même sans le soutien de la diaspora russe.

— *Mais comment définir le régime actuel en Russie ?*

— Le 12 janvier 1993 a donné lieu à la mise en place législative d'un régime autoritaire qui sert les intérêts de l'armée, du CMI et de la caste des fonctionnaires.

S'il y avait à la place de jirinovski l'écrivain Alexandre Prokhanov aux idées brouillonnes et confuses (rédacteur en chef de *Dien* remplacé par *Zavtra*) ou Youri Skokov, général-directeur intelligent venu du CMI (le Soviet Suprême de Russie le voulait comme premier ministre mais Eltsine choisit alors Tchernomyrdine), n'importe lequel d'entre eux entreprendrait de rétablir l'empire conforme aux intérêts russes, dans les frontières de 1917 ou de 1945...

Car c'est ce que veulent militaires et fonctionnaires. Même si Yavlinski avait remporté les élections, son parti aurait consacré le budget d'État à investir en premier lieu dans l'exploration de l'espace et la construction d'avions.

Jirinovski a soutenu Eltsine lorsque celui-ci décida de mettre enfin un terme à l'aide gratuite aux pays de la CEI. Depuis le 1er janvier 1994, la Russie n'admet que les prix mondiaux dans son commerce avec ces États « proche-étrangers ».

Il n'en reste pas moins que les batailles les plus acharnées pour le pouvoir en Russie sont encore à venir. Et toute la population ne peut que perdre, quelle que soit l'issue de l'affrontement entre militaristes (restes de l'opposition communiste, militaires, généraux-directeurs du CMI) et spéculateurs (la perte du monopole de l'État sur les exportations de pétrole-gaz, de métaux, de charbon et de bois, a donné naissance au tout-puissant lobby des banquiers et des « commerçants-navettes » qui peuvent se livrer à leurs affaires même en pleine guerre, laquelle leur sera d'ailleurs plus avantageuse).

Jirinovski et Tchernomyrdine sont aujourd'hui adversaires, mais aucun Russe ne peut s'en sentir mieux, car l'un comme l'autre sont incapables de faire la prospérité du pays.

L'Occident mise depuis longtemps sur nos voleurs de matières premières, qui sont plus chers à son cœur que les industriels aptes à produire des armes ou de l'électroménager. L'Occident mise sur l'anarchie, sur l'absence de lois, sur les petits et grands bouftiquiers, sur le capital russe qui vient de la spéculation et progresse rapidement.

— *Notre armée est donc favorable à Jirinovski ?*

— Oui, il peut passer pour le véritable commandant en chef de l'armée russe, car 86 % des militaires ont voté pour lui, dont 73 % des officiers (36 % des officiers

supérieurs, 80 % des aspirants, 65 % des troupes d'intervention rapide, 35 % des généraux moscovites du ministère de la Défense et de l'État-major général, selon *Novaïa gazéta*, 24 décembre 1993, et *Kouranty*, 24 décembre 1993).

La flotte de la mer Noire, celle de la Baltique, le groupe des Armées russes en Allemagne, nos divisions et garde-frontières au Tadjikistan ont tous voté massivement pour Jirinovski.

L'armée russe est prête à un coup d'État. Ce n'est pas un hasard si notre fuhrer frais émoulu réclame la libération des généraux putschistes Atchalov, Makachov et Routskoï. S'il n'a pas mentionné deux autres généraux détenus, Barannikov et Dounaïev, c'est qu'ils sont déjà élargis.

— *Et le ministère de la sécurité, pour qui est-il maintenant ?*

— Comme toujours, pour lui-même. On a une fois de plus changé son nom en le baptisant Service fédéral du contre-espionnage, le département d'instruction étant rattaché au Parquet tandis que le Service fédéral des frontières forme un ministère autonome.

Le nouveau service du contre-espionnage peut déployer ses efforts dans les sphères les plus lucratives : corruption des échelons supérieurs du pouvoir, narcobusiness avec l'étranger, surveillance de l'armée et de la milice, des exportations, de la privatisation, des opérations bancaires. Comme par le passé, 75 000 collaborateurs du contre-espionnage pourront ouvrir du pied les portes de la plus haute hiérarchie en Russie.

— *La Russie a-t-elle toujours intérêt à exporter des armes ?*

— Oui, le cuivre russe est par exemple trois fois plus cher que le cuivre occidental. Il en va de même pour le silicium, plusieurs métaux... En outre, le coût de la production d'énergie électrique est des centaines de fois supérieur dans le Primorié (région de la côte du Pacifique) que dans le territoire de Krasnoïarsk.

Les commandes de la Défense, en 1994, resteront sans doute au niveau de 1993 ou marqueront même une progression. La production militaire de janvier à novembre 1993 a été identique à celle de 1992, alors que, durant cette même période, la production civile des entreprises du CMI baissait de 16 %.

Quant aux exportations de ces mêmes usines du CMI, elles ont été, en 1993, de 1,9 milliard de dollars, comme en 1992. Jirinovski promet d'atteindre le chiffre « mythique » de 30 milliards de dollars par an.

Mikhaïl Maleï, ex-conseiller du président Eltsine puis président de la Commission intersectorielle pour les questions scientifico-techniques de l'industrie de défense au Conseil de sécurité de la Fédération de Russie, propose d'écouler sur le marché mondial les plus récents armements russes et jure de porter ainsi nos ventes à 10 milliards de dollars par an (*Krasnaïa zvezda*, 21 décembre 1994). Ce faisant, Maleï voudrait que 70 % de l'argent ainsi obtenu soit laissé aux producteurs-exportateurs, 20 % aux autorités locales (à des fins de protection sociale) et seulement 10 % au budget fédéral.

Avant de faire tirer sur le parlement, ainsi qu'au lendemain de la victoire électorale de Jirinovski, le président Eltsine a signé un grand nombre de textes en faveur du complexe mili-taro-industriel et de l'armée. Les militaires coûtent de plus en plus cher au pays.

Le prix du char T-72 a augmenté de 12,6 fois entre le 1er janvier et le 1er août 1993, ceux du BMP-3 et du bombardier SU-24M ont été respectivement multipliés par 12,6 et 22, alors que durant ce même laps de temps le cours du dollar par rapport au rouble a seulement doublé.

Le marché mondial des armements s'est réduit avec la fin de la guerre froide, les ventes passant de 53 milliards en 1978 à 18 milliards en 1992, bien que la part des États-Unis ait progressé de 33 % à 45 % et la nôtre chuté de 34 % à 11 %. Néanmoins, ces chiffres ont peu de sens car ils partent, par exemple, du prix mondial de notre bombardier alors qu'en réalité nous l'avons échangé contre de l'huile de palme ou l'avons vendu à crédit sans le moindre espoir-dé récupérer l'argent dans un avenir proche ou lointain.

Par ailleurs, une grande partie des armements et des équipements militaires, des matériaux et services nucléaires, sont vendus de façon clandestine, voire en échange d'argent liquide : bref, ils sont simplement volés. Il n'existe toujours pas, même au niveau de la Russie et de la CEI, d'inventaire des matériaux nucléaires, ce qui permet à quiconque de voler uranium et plutonium...

Il est par conséquent impossible de citer des chiffres dignes de foi quant à notre commerce d'armements.

— *Que connaît-on de la réalité de l'armée ?*

— Effectivement. Et ce jour-là, Boris Eltsine est allé le féliciter chez lui avec un bouquet de fleurs.

On sait aussi que le président de Russie doit se rendre en août 1994 en RFA pour assister à la cérémonie d'adieux du groupe d'armées russes en Allemagne.

Autre fait avéré : 2 300 000 de soldats ont fêté le nouvel an 1994 dans l'armée russe. Le nombre des militaires limogés, mis à la retraite ou versés dans la réserve, s'élève à un demi-million depuis mai 1992.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, il y a eu sur terre 106 guerres locales et conflits armés. Et selon le colonel général Dmitri Volkogonov, conseiller du président Eltsine (*Izvestia*, 28 octobre 1993), des citoyens soviétiques participaient à la plupart d'entre eux. Ce sont des milliers, voire des dizaines de milliers de nos compatriotes qui, d'après ce même Volkogonov, auraient disparu dans ces conflits.

— *L'ex-armée russe peut-elle fournir des casques bleus ?*

— Le secrétaire général des Nations Unies Boutros Ghali a déclaré en octobre 1993 que les forces de paix russes devraient plutôt être envoyées sur un autre continent, tandis que des soldats d'Amérique Latine, etc., viendraient en Transcaucasie.

Les ministres des Affaires étrangères des pays membres de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe ont, de leur côté, réaffirmé, en décembre 1993, que l'Occident manque de ressources pour intervenir directement dans le règlement des conflits qui déchirent les républiques postsoviétiques. Mais il a été également annoncé, lors de cette rencontre à Rome, que l'Occident ne soutiendra pas la participation russe à un tel règlement s'il n'est pas assuré que les forces de paix ne se convertiront pas en forces d'occupation.

Des milliers de belles paroles allant dans le même sens ont été proférées afin d'argumenter en fin de compte cette idée fort simple : le Kremlin ne tolérera pas dans sa « réserve », sur le sol de l'ancienne URSS, ni même dans toute la zone des ex-pays socialistes qui furent membres du Pacte de Varsovie, les moindres troupes occidentales, cependant que l'Ouest accepte volontiers de voir encore dans les anciens pays du COMECON une zone d'intérêts moscovites. Rien n'a changé sous la lune en un demi-siècle. L'esprit de Yalta reste vivace, même s'il a fallu céder la RDA.

• *Les aventures militaires*

— *L'équipe Eltsine respecte-t-elle réellement l'indépendance des anciennes Républiques ?*

— De toutes les anciennes républiques de l'URSS, seuls l'Azerbaïdjan et le Turkménistan ne sont pas un poids économique pour la Russie. Un général débrouillard ou un homme d'affaires véreux n'ont aucun mal à s'enrichir même dans la Géorgie et le Tadjikistan ruinés.

Mais en réalité, toutes ces républiques ne sont pas indispensables à la Russie au point d'y engloutir encore des sommes énormes. Ou, au contraire, nous n'avons aucun besoin de ruiner leur économie comme on l'a fait en Transcaucasie et au Tadjikistan.

Officiellement, 15 000 soldats soviétiques ont été tués en Afghanistan (en réalité, beaucoup plus). A quoi il faut ajouter un million de morts afghans et sept millions de sans-abri. La guerre d'Afghanistan a duré neuf ans. Au Tadjikistan, il nous faudra rester au moins 19 ans, estime Elena Bonnair.

La défense des intérêts de la population russophone est un faux prétexte à notre ingérence dans les affaires de ce même Tadjikistan. Nous y perdons chaque année des centaines de soldats. Il n'y reste pas plus de 200 000 Russes. Même si l'on accorde à chacun d'eux, nourrissons y compris, une prime de 5 000 dollars — soit une dépense de 1 milliard de dollars pour le Trésor de Russie : le prix des réparations du parlement saccagé en octobre 1993 plus la somme attribuée à la construction d'un édifice somptueux pour la nouvelle Douma à Moscou —, il leur sera impossible d'acheter une maison dans n'importe quelle ville de la province russe.

Le Kremlin refuse obstinément de voir les choses en face : tout le territoire de l'URSS est depuis longtemps un vaste Afghanistan pour le pouvoir moscovite. Et il faudrait que la Russie dépense des sommes considérables, en un demi-siècle au moins, pour pouvoir rétablir les rapports plus tempérés, quoique tendus, qui existaient dans les années 1970 entre les républiques soviétiques.

Andranik Migranian, un des principaux conseillers de Boris Eltsine pour les relations interethniques, estime que la tentative de l'Empire russe, puis soviétique, d'intégrer depuis plus d'un siècle et demi les régions d'Asie centrale et du Caucase dans un espace linguistique et culturel unique se sont soldées par un échec (Nézaïssimatagazéta, 18 janvier 1994).

Migranian considère même que la population russe n'a aucune chance, à long terme, de survivre dans les républiques musulmanes postsoviétiques. Il rappelle qu'au Caucase non seulement les musulmans, mais aussi les peuples chrétiens (Ossètes, Géorgiens, Arméniens) n'oublieront jamais les déplacements d'ethnies entières sous Staline — une déportation qui a été sans précédent dans le monde communiste.

— *Mais que recommande donc Migranian au président Eltsine ?*

« Il faut développer les relations économiques, aider à former les armées nationales et leur fournir des armements, mais n'intervenir en aucuns cas dans les querelles intestines de ces États, de quelque côté que ce soit », estime Migranian.

Selon lui, le détachement des quatre républiques d'Asie centrale est un bien pour la Russie au plan stratégique.

Les relations de la Russie avec le Kazakhstan pluriethnique seront plus complexes. Migranian présume que la rude politique d'Alma-Ata visant à évincer les Russes des régions septentrionales du Kazakhstan débouchera très bientôt sur une supériorité numérique des Kazakhs.

— *Les frontières passives et les prix libérés n'ont-ils pas contribué à aggraver la situation économique des États issus de l'URSS ?*

— En effet, l'économie de l'Ouzbékistan reposait tout entière sur le coton, la Géorgie vivait de son thé, de ses agrumes et de ses vins. Or, il apparaît maintenant que les marchandises géorgiennes, de seconde qualité, peuvent très bien être remplacées par le thé indien ou les mandarines turques. Le coton, nous pouvons aussi l'importer d'autres pays, et ce sera même moins cher.

Les Russes quittent le Caucase et l'Asie centrale. Mais ces colonies auront bien du mal à profiter de leur indépendance. Car si elles ont des écrivains et des réalisateurs de cinéma, elles manquent d'ouvriers qualifiés et d'autres spécialistes compétents.

Les technopolis du complexe militaro-industriel sont restées en Russie. Quant aux troupes soviétiques, surtout cantonnées dans les républiques nationales, elles ne manifestent guère le désir de s'en aller.

Comme le dit Mikhaïl Lechtchinski, journaliste qui passa de nombreuses années en Afghanistan, « nous avons ramené chez nous cette guerre sous les semelles de nos bottes ».

— *Quelles sont les conséquences de la guerre de l'Afghanistan ?*

— C'est dans n'importe quelle ville de Russie qu'on peut aujourd'hui, à tout instant, être victime d'une balle perdue. Un demi-million de jeunes gens ont connu l'enfer de la guerre afghane. Et ils sont tous rentrés au pays où ils nous font la guerre, tout en apprenant à d'autres à agir de même.

Lorsque nos recrues se retrouvèrent, il y a vingt ans, dans les sables du Sinaï contre Israël, elles étaient certaines d'avoir droit, à leur retour, à la sollicitude du KGB qui s'occupait effectivement de ces soldats comme de ses propres enfants : « travaille et vis où tu voudras, bois et amuse-toi à volonté, bagarre-toi sans rien craindre de la milice... »

Sous Gorbatchev, les anciens d'Afghanistan furent les premiers à avoir le droit de s'adonner au commerce privé.

Sous Eltsine, en revanche, les jeunes « vétérans » et les sportifs de l'armée, mis prématurément à la retraite ou versés dans la réserve, les collaborateurs du KGB livrés à leur sort se retrouvent tous sans revenus stables ou avec des pensions dérisoires. Or, la majorité d'entre eux sont passés par l'école de la guerre coloniale dans les « points chauds », avant et après l'effondrement de l'URSS.

L'opinion publique russe considérait d'un œil plutôt serein la participation de nos soldats aux conflits du Caucase et d'Asie centrale. Mais ce sont aujourd'hui deux millions au moins de jeunes ayant torturé, étranglé plus d'un homme de leurs propres mains, qui viennent échouer parmi les légions de truands en Russie.

Le Kremlin, habitué au sang, provoque sans ciller des conflits qui, par le nombre des victimes et des pertes, surpassent d'ores et déjà la guerre d'Afghanistan. Et le plus terrible, c'est que la presse russe garde le silence sur l'ampleur réelle de la participation des soldats russes aux conflits régionaux.

— *Comment les conditions de vie ont-elles pu autant se dégrader sous Eltsine ?*

— Dix fois plus de Soviétiques ont péri sous Eltsine que sous Gorbatchev. Et le nombre des morts, même si l'on ne compte que les militaires russes, ne cesse de croître : les cercueils continuent d'affluer en Russie.

Le moins cher de nos articles d'exportation, c'est la chair à canon. Quel besoin les Russes ont-ils de protéger au prix de leur vie les frontières de la CEI ? D'autant que les États de cette dernière n'assument qu'une petite partie des dépenses matérielles. Les *Izvestia* (24 août 1993) ont narré l'histoire du sergent Ivan Stépanov, conducteur de blindé, qui sert dans les unités de garde-frontières russes au Tadjikistan et gagne 90 000 roubles par mois (des vieux roubles à l'effigie de Lénine, soit 45 dollars). Mais la majorité de nos soldats font gratuitement la guerre là-bas.

— *Sacrifie-t-on sciemment des soldats russes pour la guerre au Tadjikistan ?*

— Alors que cent commandos tadjiks ont pris part, aux côtés des rouge-brun, au putsch d'octobre 1993 à Moscou... Qui les avait équipés ?

Les autorités ouzbèkes ont accordé aux communistes tadjiks, qui étaient sur le point de perdre, des blindés, des avions et des spécialistes militaires. Et les diplomates comme les généraux russes agissent dans le même sens.

C'est la Russie qui, après avoir allumé la guerre civile au Tadjikistan, doit aujourd'hui maintenir et entretenir ce pays. Selon des experts moscovites (*Izvestia*, 17 décembre 1993), le Tadjikistan est devenu un des premiers fournisseurs de la drogue mondiale après que les flammes de la guerre civile eurent fait près de cent mille morts dans ce pays. L'héroïne tadjike, de grande qualité, coule à flots vers la Russie puis vers l'Europe.

Les généraux russes s'étaient épris des narcodollars lors de la guerre d'Afghanistan et ne paraissent pas disposés à s'en séparer. Même si, à haute voix, ils disent combattre pour les intérêts de la Russie car le Tadjikistan fournissait un quart de l'aluminium soviétique, ainsi que des métaux rares.

— *Mais pourquoi Islam Karimov a-t-il besoin de combattre hors des frontières de l'Ouzbékistan ?*

— Ce bonze communiste joue maintenant les Brejnev au Tadjikistan et même en Afghanistan, dont il contrôle entièrement le Nord où vivent les Ouzbeks afghans. Un pont ferroviaire franchit l'Amou-Daria pour relier la ville ouzbèke de Termez à Khairaton en Afghanistan.

Le Brejnev ouzbek a toutes les chances de son côté. Kaboul n'existe pratiquement plus, réduite en ruines par une guerre civile qui ne cesse de s'amplifier en Afghanistan.

Le Tadjikistan est en ébullition, à la veille d'une nouvelle étape de la guerre civile dans ce pays. Laquelle menace d'ailleurs s'étendre à d'autres régions, par exemple au Nord-Kazakhstan où les Cosaques armés jusqu'aux dents peuvent affronter les Kazakhs peu désireux de perdre des terres qu'ils considèrent comme leurs.

Toutefois, la situation économique de l'Ouzbékistan n'est guère favorable. L'argent russe y a été englouti pour rien. L'Asie centrale s'éloigne de la Russie, en quête de partenaires économiques plus influents : Turquie, Iran, Pakistan, Chine et Inde.

Moscou sera tôt ou tard contraint de retirer ses troupes d'Asie centrale. Il est risible de voir que ce même Ouzbékistan nourrit des illusions quant à l'efficacité d'une alliance étroite avec la Russie. Car tout le monde est conscient du vrai fond de l'« affaire ouzbèke » sous Gorbatchev, lorsque se retrouva en prison presque toute la nomenclatura de l'Ouzbékistan, depuis le président de kolkhoze jusqu'au premier secrétaire du PC de la république.

L'attrait de la Russie en tant que partenaire politique pour le Kazakhstan et l'Asie centrale s'est évanoui avec l'introduction de devises indigènes et la vente du pétrole et du gaz aux prix mondiaux. La vieille idée d'une « entente » centre-asiatique devient réalité.

— *Pourquoi l'armée russe a-t-elle englouti tant d'argent en Azerbaïdjan ?*

— Sans doute par réflexe impérial. Au début du siècle, Bakou valait effectivement son pesant d'or pour la Russie à cause du pétrole (les gisements de Sibérie n'étaient pas connus). Un pétrole qui était raffiné sur place et exporté par le port géorgien de Batoumi.

Où trouverait-on encore au monde un pays dont trois présidents postulent légitimement au pouvoir suprême ? Les services moscovites avaient, dès l'époque de Gorbatchev, organisé à Bakou un embryon de guerre civile en déclenchant des pogromes anti-arméniens.

La déstabilisation de l'Azerbaïdjan commença par la destitution de G. Aliev, premier secrétaire du PC local, rappelé à Moscou, et par le développement délibéré d'un conflit avec l'Arménie à cause du Haut-Karabakh. L'Azerbaïdjan eut alors droit au président Ayaz Moutalibov, bientôt remplacé par Abulfaz Eltchibéi à l'issue d'une ou deux rébellions. Et ce dernier fut ensuite renversé par Gueïdar Aliev, fort des injections en roubles et dollars de Moscou.

Au début de 1994, près d'un million et demi de personnes ont dû quitter 20 % du territoire azerbaïdjanais occupé par les troupes arméniennes. Ce qui n'a pas empêché l'Azerbaïdjan de fournir à la Russie, en dix mois de 1993, 130 milliards de roubles de marchandises, les exportations russes n'atteignant que 65 milliards de roubles (*Izvestia*, 27 novembre 1993).

Le Kremlin voudrait aujourd'hui contraindre son suppôt, G. Aliev, à renoncer à l'accord déjà signé qui porte sur la construction d'un oléoduc devant relier l'Azerbaïdjan à l'Occident par l'Iran et la Turquie, et à accepter que le transit se fasse par la Russie.

L'Azerbaïdjan fait en réalité l'objet d'un blocus car les plus précieuses des marchandises venant par voie ferrée de Russie sont pillées lors de leur passage en Tchetchnie. Si bien que les Tchétchènes vivent aujourd'hui mieux que les Azéris.

L'armée azerbaïdjanaise financée par Moscou combat les Arméniens avec l'aide de milliers de mercenaires afghans, turcs et russes, de conseillers militaires de Russie.

Les Arméniens déplaisent génétiquement (ethniquement) aux Turcs. Lesquels s'indignent en outre du fait que l'Arménie accueille des bases du Parti ouvrier kurde en lutte contre la Turquie et les Turcs à travers le monde entier.

— *Comment le système russe envoie-t-il les soldats russes se battre entre eux ?*

— Nos journaux ont rapporté des centaines de cas d'emprisonnement et de jugement des mercenaires russes à Bakou et Stépanakert. En décembre 1993, un vol spécial a emporté des centaines de mercenaires russes d'Ivanovo à Bakou. La Russie les renie lorsque les autorités azerbaïdjanaises les trompent et refusent de leur payer le salaire promis : 300 dollars par mois (dix fois plus pour les pilotes), lorsqu'ils sont tués (évidemment, pas la moindre pension aux familles), sont faits prisonniers (puis condamnés ou libérés contre une rançon).

C'est également la Russie qui submerge d'armes l'Arménie (chars, avions, etc.), qui autorise les recruteurs arméniens, comme d'ailleurs ceux d'Azerbaïdjan, à agir librement sur le territoire russe... Toutes les communautés arméniennes de Russie sont à la recherche de spécialistes militaires et d'armes russes pour Erevan.

Les mésaventures géorgiennes avaient également commencé lorsque Chevardnadze, le premier secrétaire du PC de Géorgie, fut rappelé à Moscou pour devenir ministre des Affaires étrangères de l'URSS. L'élite militaire de Géorgie prit alors rapidement en haine Gorbatchev et son collègue géorgien. Les services secrets entreprirent de se débarrasser de toutes les personnalités plus ou moins marquantes : le

président du Conseil des ministres fut tué dans un accident d'avion ; le dissident n° 1 subit le même sort ; le communiste le plus influent se retrouva en prison ; la foule fut incitée à manifester puis encerclée par les unités spéciales et chimiques.

Les ministères moscovites de l'Intérieur et de la Sécurité enlevèrent le pouvoir au PC de Géorgie pour le transmettre à Zviad Gamsakhourdia, en offrant à ce dernier un tas d'armements, mais en continuant parallèlement d'armer et d'organiser l'opposition qui était surtout composée d'anciens truands amnistiés et de séparatistes ossètes (l'Ossétie du Sud décida « tout à coup » de quitter la Géorgie).

Déjà au temps de Gorbatchev, le Kremlin stipendiait les commandos géorgiens en lutte contre les militants ossètes, dressait les partisans de Gamsakhourdia les uns contre les autres, tirait les ficelles des querelles tribales et claniques, jouait sur les divergences historiques entre les habitants de l'Est et de l'Ouest de la Géorgie.

A la fin de 1991, lorsque l'URSS était en train de disparaître, Gamsakhourdia dut se retrancher dans son palais présidentiel à Tbilissi, en butte à la guerre civile. L'hebdomadaire moscovite *Stolitsa* (n° 50, 1993) a avoué enfin, par la voix courageuse d'Evgueni Kroutikov et pour la première fois dans la presse russe, une réalité évidente pour tous les habitants de la région : la fuite du président élu par le peuple, lorsque le centre de Tbilissi fut détruit à coups de roquettes, n'était pas due aux truands rebelles T. Kitovani et D. Iosseliani, mais « aux unités spéciales du CRU, des Renseignements de l'armée russe cantonnée en Transcaucasie et des commandos russes amenés à Tbilissi ».

— *Sous Eltsine, les militaires russes n'ont-ils pas même développé leurs activités subversives en Géorgie ?*

— Chevardnadze est revenu à la tête de la Géorgie, au début de 1992, à l'invitation des truands professionnels Kitovani et Iosseliani qui se disputaient le pouvoir. Chacun d'eux avait sa propre armée approvisionnée (officiellement ou non) en argent et en armes par le groupe des armées russes en Transcaucasie. Kroutikov rappelle qu'après le retour de Chevardnadze, ce groupe a remis à la Géorgie trois fois plus de chars qu'il n'était prévu par l'accord de Tachkent sur le partage de l'ex-Armée soviétique.

Ce sont justement ces tanks que Kitovani envoya en Abkhazie. Et il y fut bientôt suivi par les maraudeurs de toutes les autres troupes géorgiennes. Comme Chevardnadze n'avait ni armée ni milice, il ne pouvait pas s'y opposer. Mais le prétexte pour cette opération en Abkhazie avait une fois de plus été imaginé par les militaires russes, par ceux cantonnés à Guidouty qui sont directement subordonnés à Moscou (les unités d'Abkhazie avaient, au préalable, été retirées au commandement de Transcaucasie).

Les séparatistes abkhazes et les mercenaires du Nord-Caucase, formés par la Russie et alimentés en argent russe (avec pour maîtres d'oeuvre le général Sigoutkine, représentant du ministère de la Défense de Russie en Abkhazie et le colonel Sosnaliev, commandant des volontaires nord-caucasiens), ont combattu en 1992 et 1993 les troupes géorgiennes entièrement prises en charge par l'armée russe de Transcaucasie (général Réout).

N'étaient les dizaines de milliers de civils tués et les centaines de milliers de réfugiés, les opérations de l'armée russe des deux côtés du front abkhazo-géorgien auraient pu passer en quelque sorte pour des manœuvres militaires. La conclusion a été des plus logiques (au moment même où se déployait la crise politique à Moscou et que les combats faisaient rage devant le parlement russe) : 700 nervis russes par-

faitement entraînés ont débarqué par mer à Poti pour séparer les troupes abkhazes et géorgiennes, en portant au passage le coup de grâce aux restes des zviadistes (partisans de Gamsakhourdia) qui combattaient les deux camps.

Grâce aux efforts des armées russes dans les trois républiques précitées, toute la Transcaucasie n'est plus qu'un champ informe où s'affrontent les trafiquants d'armes, les mercenaires, les truands et tout simplement des soldats affamés qui, allez savoir pourquoi, se retrouvent toujours là où il y a à tuer et massacrer. Après avoir répandu des flots de sang, les généraux russes ont réinstallé les chefs communistes en Géorgie, en Azerbaïdjan, au Tadjikistan et en Moldavie.

— *Mais quels sont les motifs de ces efforts de la « chancellerie noire, secrète, de l'ancien empire » ?*

— Cette citation est du général Djokhar Douaïev, président de Tchetchnie. Il ne cesse de prévenir la Russie que son armée ne se heurtera pas à moins de difficultés en Tchetchnie qu'en Afghanistan.

Ce même Douaïev a raison de dire, dans une interview à *Ségodnia* (11 janvier 1994), que si « l'évaluation des situations, les prévisions, l'analyse et la position civique étaient dignes de ce nom en Russie, il n'y aurait pas de tirs, de malheurs, de larmes. Car c'est l'arme la plus forte à notre époque ». Douaïev rappelle que « toutes les républiques du Caucase sont bourrées d'armes par Moscou qui se sert de tous les prétextes pour saper cette région et y allumer des guerres ».

La tare majeure du Kremlin, c'est la sottise et non l'absence d'honneur ou de morale. Vlassov, ancien chef du parti communiste en Tchetchéno-Ingouchétié, s'était retrouvé à la tête du ministère de l'Intérieur de l'URSS en amenant avec lui à Moscou les officiers du ministère de l'Intérieur tchetchène mais aussi tous les « caïds » du milieu local, lesquels, forts de cette protection dans la capitale soviétique, se montrèrent prêts à tuer tous ceux que leur indiquaient le KGB et le ministère de l'Intérieur. Un tel système ayant plu à Gorbatchev, il promut Vlassov premier ministre de la Russie. Dounaïev, qui sera chef de la police judiciaire du pays, avait également commencé sa carrière en Tchetchnie.

Le Tchetchène Khasboulatov était devenu la deuxième figure de l'État (président du parlement) avec l'aide de ses compatriotes. Mais cela lui parut peu. Personne n'a malheureusement enquêté sur les accusations portées par Andreï Sakharov à rencontre de ce caïd de la mafia nord-caucasienne entrée au Kremlin.

Mais pour être exact, il est tout bonnement avantageux d'invoquer les Tchétchènes en Russie. Même ladite mafia tchetchène est composée pour l'essentiel de Russes. Tous les Tchétchènes ne suffiraient pas aux innombrables « affaires » qui se trament chez nous.

— *Si la Tchetchnie en veut à la Russie, est-ce seulement pour les déportations en masse sous Staline ?*

— Le massacre de centaines d'Ingouches par les Ossètes en 1993, l'expulsion de dizaines de milliers d'entre eux de leurs maisons et les querelles persistantes entre Ingouches et Ossètes ont pour seul responsable le Kremlin.

L'Ossétié du Nord, avant-poste de l'armée russe dans le Nord-Caucase, a provoqué dans l'Ossétié du Sud, qui fait partie de la Géorgie, et dans l'Ingouchétié proche des Tchétchènes des troubles et des désordres souhaités par Moscou.

L'élite dirigeante qui s'est emparée du pouvoir en Ossétie du Nord dépense généreusement pour elle-même et pour les aventures militaires russes des sommes énormes prélevées sur les subventions moscovites. Selon Irina Démentiéva des *Izvestia* (28 janvier 1994), les injections financières en Ossétie du Nord coûtent au contribuable russe plus que la république de Touva, le Tatarstan, le Daghestan, la Kalmoukie, la Carélie, la Bouriatie, la Sakha-Yakoutie, la république des Marii-El, la Kabardino-Balkarie, le Bachkortostan, la Tchetchnie et l'Ingouchétie réunis, plus encore le Kamtchatka et la région d'Irkoutsk !

Les Russes arment cette petite république nord-caucasienne au point qu'elle vient en première place dans le monde pour la quantité de « métal militaire » par habitant, estime encore Démentiéva.

Il a fallu que Boris Eltsine vienne lui-même, en décembre 1993, tenter de réconcilier Ossètes et Ingouches. Le président a signé un décret pour réinstaller les Ingouches dans les localités d'où ils furent chassés par les Ossètes. Mais tout cela en vain, car l'armée russe soutient les Ossètes et non les Ingouches. Les généraux russes ont l'impression que l'Ossétie du Nord christianisée est leur seul rempart au milieu des autres peuples du Nord-Caucase, tous musulmans.

Le conflit armé entre Ossètes et Ingouches a été de bout en bout provoqué par les militaires moscovites en quête d'un prétexte pour militariser tout le Nord-Caucase, pour y mettre en place un front contre la Tchetchnie, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Et cette armada de chars et d'avions aux frontières de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie est aussi une façon pour la Russie de dicter ses conditions aux nouveaux patrons de ces républiques.

« En quoi ce qui, sur ordre de politiciens criminels, a été fait en Ingouchétie se différencie-t-il de l'Afghanistan ? Seulement par le fait que dans ce pays notre armée ne se permettait pas une violence aussi massive contre la population civile », dit Mikhaïl Lechtchinski connu pour ses reportages télévisés depuis l'Afghanistan.

— *Pourquoi l'argent des contribuables russes doit servir à entretenir, à mille kilomètres de la Russie, la 14e Armée en Moldavie ?*

— C'est sur cette armée que repose le pouvoir soviétique dans ladite république de Transnistrie. Ses soldats ont en effet combattu ouvertement aux côtés de la population de Transnistrie (russophone en majorité) contre les habitants du reste de la Moldavie.

Moscou, tant sous Gorbatchev que sous Eltsine, avait toujours la possibilité d'étouffer par voie diplomatique, par des mesures économiques, ses divergences avec une Moldavie encline à loucher vers la Roumanie. Mais les militaires ont leur propre approche. C'est que le Kremlin dispose non seulement du « matériel de guerre le moins cher au monde », mais aussi de soldats très bon marché.

— *Comment se manifeste aujourd'hui la volonté impériale des Russes ?*

— « La terre russe se trouve là où il y a un soldat russe », titrait en première page la *Pravda* (10 septembre 1993). Un titre éloquent. Et sur les photos l'accompagnant, on pouvait voir nos soldats bronzés, à demi nus, chevauchant des tanks au bord du Piandj, sur la frontière tadjiko-afghane.

Voici un autre titre significatif : « La politique du smoking et de la tenue de camouflages. La double politique extérieure de la Russie est devenue le miroir de la révolution russe » (*Moskovskié novosti*, 12 septembre 1993). Le sens de l'article ainsi intitulé est que « notre diplomatie est plutôt impuissance dans l'ex-URSS », car le rôle

principal y revient à l'armée, « au général Lebed (commandant de la 14e Armée) plus important ici que le ministre des Affaires étrangères Kozyrev et peut-être même que Boris Eltsine ». Dmitri Fourman, l'auteur de cet article, prévient que le sort de la démocratie en Russie se décide aujourd'hui dans les États de la défunte URSS.

Les spécialistes russes sont unanimes à affirmer qu'en Union soviétique toutes les républiques, à l'exception de la Russie et du Turkménistan, étaient entièrement subventionnées par le Kremlin. Aussi la société russe a-t-elle tout intérêt à les laisser se débrouiller seules. Tout le monde paraît admettre que la tradition impérialiste empêche le peuple russe de bâtir une société nouvelle comme il pourrait le faire compte tenu de ses aptitudes et de ses ressources. Le commerce international, même sans taxes douanières, est possible sans que Moscou continue de s'occuper de l'échelon suprême du pouvoir dans les républiques postsoviétiques.

Cependant, les militaires sont prêts à mourir plutôt que d'abandonner leurs bases dans les pays de la CEI. Les mafias militaires du Kremlin, privées de leurs cavernes d'Aladdin en Europe de l'Est, ont à tout prix besoin de la famine et du froid, de la ruine causée par la guerre, dans toutes les républiques musulmanes d'Asie centrale et dans celles de Transcaucasie. Car c'est pour elles une chance exceptionnelle d'échanger des armes contre la drogue, une pincée de tabac ou quelques médicaments contre de l'or.

Seuls les militaires ont soif de convertir la Russie en un empire transnational combattant en permanence contre qui que ce soit.

Mon slogan serait le suivant : à chaque général soviétique sa Rolls Royce, sa datcha et une pension de maréchal. Peut-être les verra-t-on alors s'apaiser, ramener l'armée à des effectifs raisonnables pour en faire une troupe bien équipée qui veillera sur la tranquillité de la Russie au lieu de se livrer à des aventures militaires.

Si nos généraux ne se calment pas pour de bon, les 9 millions de Russes vivant au Kazakhstan et en Asie centrale doivent s'attendre à un avenir sinistre. Or, ce sont plus de 25 millions de Russes et près de 40 millions de non-Russes qui se retrouvent aujourd'hui hors de leurs territoires ethniques, sur les ruines de l'URSS.

Écoutons donc un homme plein d'expérience, Zbigniew Brzezinski. Il considère que la conception de l'État fort, où s'incarnent les traditions singulières de la Russie, se manifesterà non pas dans une résurgence du communisme mais plutôt dans une nouvelle forme de fascisme.

Brzezinski prévoit les conséquences globales d'une telle variante et écrit que la Russie peut avoir la tentation de prendre la tête de tous les déshérités du globe.

— *Peut-on chiffrer ce que nous coûtera le financement des pays de la CEI ?*

— A en juger par le prix de l'Afghanistan, le maintien des partenaires de la CEI coûtera cent milliards de dollars par an à la Russie. Cela inclut les dépenses militaires, le coût du matériel militaire abandonné sur place, nos matières premières (suivant les prix mondiaux) et les crédits gratuits (y compris les intérêts non perçus).

Le général Boris Gromov, un ancien d'Afghanistan, disait en 1993 qu'on ne saurait parler d'une défaite de l'Armée soviétique en Afghanistan.

Jirinovski tient lui aussi des propos intéressants, comme, par exemple, que les officiers russes sont la crème de l'intelligentsia russe.

Andreï Kozyrev a entrepris, après la victoire électorale de Jirinovski, de hisser un drapeau rouge sur le ministère des Affaires étrangères et d'aider le parti libéral démocratique à conquérir

les régions au sud de la Russie. N'y eut-il pas déjà, au XIXe siècle, des membres de l'expédition de Nikolai Achine qui annoncèrent à l'empereur russe Alexandre III que des Cosaques errants avaient conquis des parties de l'Abyssinie en Afrique ?

Le mouvement favorable à un rétablissement de l'empire ne pourra que s'étendre en Russie, même s'il y faut vingt années. Jirinovski conseille de « provoquer des guerres entre les clans et tribus ». Et de déclarer au correspondant de *Kourantny* (16 décembre 1993) : « A cette fin, nous n'avons même pas besoin de combattre activement nous-mêmes. Il suffit de ne pas intervenir car ils s'entre-égorgeront : les Arméniens contre les Azéris, les Turcs contre les Arméniens, les Afghans contre les Tadjiks les Tadjiks contre les Ouzbeks, etc. »

Mais s'ils persévèrent dans une telle politique, les Russes ont toutes les chances de perdre non seulement l'empire mais aussi leur propre pays, tous les territoires en dehors de la région de Moscou.

Tous les parlements de l'URSS et de la Russie ont eu au moins un tiers de députés dont c'est peu de dire qu'ils sont illettrés. Quelles lois peut-on en attendre ? Ajoutez qu'il n'y a toujours pas de télévision ni de presse honnêtes en Russie : autrefois sous la botte des communistes, ils sont aujourd'hui tous stipendiés par le gouvernement et la mafia (les grandes banques et les grosses sociétés). En outre, les journaux paraissant à Moscou ne parviennent plus au-delà de l'Oural, soi-disant pour des raisons d'économie. La Chaîne centrale de télévision doit quant à elle réduire par manque d'argent ses programmes dans la CEI et même en Russie. Le résultat en est que les Russes n'entendent plus, sur leur petit écran, que les cadres étroitement liés ou réservant leurs sympathies au KGB et au LDP de Jirinovski, aux généraux et à la mafia.

Achévé d'imprimer le 23 mai 1994
dans les ateliers de Normandie Roto Impression s.a.
61250 Lonrai
N° d'imprimeur : 14-0956
Dépôt légal : mai 1994

QUEL EST LE POUVOIR RESTE INTACT EN RUSSIE ? L'ARMÉE OU PLUTÔT LE COMPLEXE MILITARO-INDUSTRIEL (CMI). UNIVERSITAIRE ET JOURNALISTE, GÉORGUI VATCHNADZE DÉMONTE LES MÉCANISMES DU CMI DIRIGÉ PAR QUELQUES GÉNÉRAUX-MILLIONNAIRES AGISSANT POUR LEUR PROPRE COMPTE.

IL ANALISE COMMENT LE CMI SABOTANT TOUTE OPÉRATION DE CONVERSION VERS LE CIVIL POUSSE À L'EXPORTATION D'ARMES ET AU DÉVELOPPEMENT D'UNE INDUSTRIE SPATIALE DISPENDIEUSE.

IL RÉVÈLE LES COMBINES DES MILITAIRES RUSSES À L'ÉTRANGER, SE LIVRANT À DES TRAFICS EN TOUT GENRE (L'ATOME, LES ARMES, LA DROGUE, ...).

IT MET EN GARDE CONTRE UN CHANTAGE NUCLÉAIRE D'UNE NOUVELLE ESPÈCE VIS-À-VIS DE L'OCCIDENT.

DANS LES POINTS *CHAUDS DE LA RUSSIE* (ÉDITIONS ELLIPSES), LE SOCIOLOGUE AVERTISSAIT DU AUX MAINS DES SEIGNEURS DE LA GUERRE. IL PREND ICI LE RISQUE D'EXPOSER LES CRIMES EN MALVERSATIONS DES HOMMES CENSÉS DÉFENDRE LEUR PAYS ET DES PÉRILS QU'ILS FONT COURIR À TOUTE LA PLANÈTE.

ANCIEN CORRESPONDANT AUX AGENCES TASS ET NOVOSTI, GÉORGUI VATCHNADZE EST CHERCHEUR À L'INSTITUT DE SOCIOLOGIE DE L'ACADÉMIE DES SCIENCES DE RUSSIE ET ENSEIGNE À L'ÉCOLE DE JOURNALISME DE MOSCOU. IL EST L'AUTEUR D'UNE VINGTAINÉ D'OUVRAGES, NOTAMMENT SUR LES MÉDIAS, TRADUITS EN PLUSIEURS LANGUES.